DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE – N° 13003 – 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine MARDI 18 NOVEMBRE 1986

Ulster : la fureur des protestants

Un an jour pour jour après la signature de l'accord anglo-irlandais de Hillsborough, qui accordait à la République d'Irlande un droit de regard sur les six comtés du Nord, on est semble-t-il revenu à la case départ : la haine et l'intolérance dominent dans les deux communautés.

Les manifestations organisées par les « orangistes » avaient un objectif clair : détruire par tous les moyens cet accord à leurs yeux inacceptable. Après les violences qui ont ensanglanté Belfast le week-end dernier, il sera bien difficile à MM. Paisley et Molyneaux, les deux principaux dirigeants unionistes, de faire croire, comme ils l'affirment bien haut, qu'ils entendent parvenir à leurs fins dans le cadre de la légalité. Redoutant en effet d'être débordé par le groupe extrémiste paramilitaire UDA (Ulster Defence Association), le Parti unioniste annonçait au début du mois de novembre la création de sa propre milice, l'Ulster Resistance, qui doit, selon ses fondateurs, prendre la dimension d'une armée et compter bientôt une dizaine de milliers de membres.

C'est là un pas redoutable dans la macabre concurrence des divers groupes armés : depuis janvier, une douzaine de personnes ont été tuées pour cette seule raison qu'elles [illegible] relatif dont font preuve les principaux dirigeants catholiques n'en est que plus remarquable. Il faut une bonne dose de courage politique à M. John Hume, président du SDLP (catholique modéré), pour affirmer que le bilan de l'année écoulée n'est « pas si mauvais, si l'on tient compte du blocage de la situation depuis le début des années 60 ».

La question est maintenant de savoir si les provocations dont les manifestants protestants se sont rendus coupables vendredi et samedi ne vont pas inciter ceux qui en furent les victimes à riposter.

Quoique se réclamant de l'Evangile, les partis en présence ont en effet, au cours de plusieurs siècles de lutte acharnée, oublié totalement que le christianisme est une éthique de la charité.

Face à une situation hélas fort peu nouvelle, le gouvernement de Mme Thatcher fait preuve d'une fermeté dans l'application de la ligne de conduite définie à Hillsborough qui a pour l'instant résisté à tous les coups de boutoir des unionistes.

« Nous n'avons jamais pensé qu'il s'agissait d'une garden-party », estime-t-on d'autre part à Dublin, où l'on s'impatiente pourtant devant la lenteur avec laquelle est mis en œuvre le processus engagé il y a un an.

Le Royaume-Uni tout commme la République d'Irlande vivent dans la perspective d'élections proches. Le premier ministre de l'Eire, M. FitzGerald, et Mme Thatcher ont devant eux des échéances difficiles. L'un et l'autre bénéficient, sur le problème de l'Irlande du Nord, de l'approbation de la majorité de leurs concitoyens. Rien ne serait plus dangereux que de laisser la démagogie électorale attiser les braises toujours vives du conflit irlandais.

Vers une nouvelle « NEP » ?

L'URSS autorise partiellement le petit commerce privé

Une session du Soviet suprême de l'Union soviétique s'est ouverte lundi 17 novembre à Moscou, en présence des dirigeants soviétiques, notamment du maréchal Sokolov, ministre de la défense, qui n'avait pas été vu en public depuis plusieurs semaines.

La session est saisie d'un projet de loi autorisant en partie les activités du secteur privé (commerce et artisanat), une démarche qui rappelle la Nouvelle politique économique lancée par Lénine dans les années 20.

MOSCOU
de notre correspondant

Au début des années 20, l'économie soviétique était totalement désorganisée, et la famine faisait rage. Le « *communisme de guerre* » avait échoué. La production industrielle était presque tombée à zéro, et les paysans, écrasés de réquisitions forcées, résistaient à leur façon au nouveau régime : ils n'approvisionnaient plus les villes, stockaient en cachette ce qui leur restait de céréales et se réfugiaient avec leur bétail dans les forêts dès qu'apparaissaient les détachements armés de l'« *inspection ouvrière et paysanne* » à la recherche de vivres.

En mars 1921, Lénine lançait la « *nouvelle politique économique* » (NEP, selon ses initiales russes), qui rétablissait partiellement l'initiative privée. Ce n'était pas une décision idéologique, mais une question de vie ou de mort. En levant l'interdiction du commerce privé, elle permettait à nouveau la circulation des denrées de première nécessité, que les méthodes autoritaires du « *communisme de guerre* » avaient fait presque entièrement disparaître. En même temps, le rétablissement de la petite entreprise industrielle privée entraînait une certaine reprise de la production.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(Lire la suite page 43.)

Tension après le meurtre d'un jeune caldoche

Les deux camps se mobilisent en Nouvelle-Calédonie

Les obsèques du jeune caldoche, tué à Thio par un militant du FLNKS qui a été arrêté, doivent avoir lieu mardi 18 novembre à Nouméa. Le même jour, le FLNKS fermera jusqu'à vendredi les sièges des trois régions qu'il contrôle, dans l'attente du verdict concernant la fusillade de Hienghène. La tension risque donc de monter en Nouvelle-Calédonie, alors que les deux camps mobilisent et que, à Paris, M. Pons s'entretient avec M. Tjibaou, le dirigeant du FLNKS.

NOUMÉA
de notre correspondant

Le drame de Thio a permis au Haut Commissariat de donner toute la mesure de sa détermination en matière d'ordre public, au point de faire taire toutes les critiques qui s'élevaient en milieu RPCR. Deux jours après le meurtre du jeune James Fels-Fournier – et non Steeve Fels, comme il avait été indiqué à la suite d'une confusion d'identité, – l'enquête est pratiquement bouclée, avec les aveux, le lundi 17 novembre, de l'auteur présumé du coup de feu mortel, un Mélanésien membre du FLNKS. Ce dernier, Georges Tomo, a reconnu, au cours de sa garde à vue à la brigade de gendarmerie de Thio, avoir tiré au fusil de chasse, samedi, en direction d'un groupe de militants RPCR. La commune était alors gagnée par l'effervescence à la suite du « caillassage » du convoi de voitures quittant le meeting organisé par M. Jacques Lafleur (*le Monde* daté 16-17 novembre).

Samedi et dimanche, un dispositif de forces de l'ordre sans précédent – quatre cent cinquante gendarmes appuyés par plusieurs véhicules blindés et hélicoptères Puma – avait ratissé le secteur de Thio, procédant à une trentaine d'interpellations. Lundi, dix-huit personnes restaient en garde à vue ; elles devraient être inculpées de « *violences et voies de faits* » pour avoir fait partie du groupe des « caillasseurs ».

Sur place, à Thio, la tension est retombée mais l'attente demeure. Scène inimaginable il y a encore quelques semaines dans ce qui fut le fief du « chef de guerre » Eloi Machoro, des groupes de caldo-[illegible] tre du village, toute la journée de dimanche, brandissant des drapeaux tricolores et recouvrant de peinture blanche les murs maculés de graffitis indépendantistes. Dans une atmosphère de reconquête, le RPCR avait décrété « *Thio opération ville propre* », comme pour mieux effacer l'histoire de ces deux dernières années. De leur côté, les Mélanésiens du FLNKS, encore désarçonnés par les opérations coups de poing des gendarmes et la remobilisation du RPCR, préféraient ne pas s'aventurer au centre de la commune. Le retournement de situation, dans cette région hautement symbolique, est spectaculaire.

FRÉDÉRIC BOBIN.

(Lire la suite page 9.)

Affaire Chalier : acte II

Après une longue fuite de plus de six mois, émaillée de révélations plus ou moins spontanées, Yves Chalier, ancien chef de cabinet du ministre socialiste de la coopération, Christian Nucci, et principal accusé dans l'affaire du Carrefour du développement, a été inculpé et écroué, dimanche 16 novembre, par le juge chargé du dossier, M. Jean-Pierre Michau. Yves Chalier s'est rendu librement au palais de justice de Paris dans des conditions quelque peu rocambolesques : craignant pour sa sécurité, il avait auparavant téléphoné au magistrat pour réclamer la protection de la police.

Yves Chalier a-t-il de nouvelles révélations à apporter au juge ? Dès dimanche, son avocat, Me Xavier de Roux, a affirmé que les opérations frauduleuses auxquelles son client avait participé à l'occasion de la préparation du sommet franco-africain de Bujumbura en 1984 « *étaient connues de tous* » et notamment de MM. Laurent Fabius et Guy Penne. En tout cas, l'Acte 2 de l'affaire commence.

(Lire page 10
l'article de CORINE LESNES.)

Yves Chalier
Salut les copains !
PRIX CARREFOUR

PLANTU

Crise du recrutement chez les enseignants scientifiques

Maths : l'appel des entreprises

Il manque des centaines de professeurs de mathématiques dans l'enseignement secondaire. A chaque rentrée, l'éducation nationale recrute avec la plus grande peine 2 000 à 3 000 maîtres auxiliaires pour faire face à la pénurie. La Société mathématique de France lance un SOS, et des mesures sont envisagées par le ministère.

Appels téléphoniques insistants, petites annonces : toutes les méthodes sont utilisées pour convaincre les diplômés en mathématiques de succomber aux « charmes » de l'enseignement... Les vocations sont si difficiles à susciter que l'administration est contrainte de recruter plus d'un millier d'étudiants étrangers – Africains et Maghrébins surtout, – qui, reconnaît-on au ministère, manient souvent mieux le langage mathématique que le français. Ces professeurs de secours ne sont évidemment pas nommés en terminale C, mais en priorité dans les lycées professionnels ou des collèges de banlieue, où ils passent plus inaperçus.

Et cette relative misère n'est pas près de disparaître. On se presse de moins en moins aux concours de recrutement de professeurs de mathématiques. Le nombre d'étudiants inscrits pour préparer le CAPES ou l'agrégation a diminué de moitié entre 1980 et 1983. Depuis 1981, le nombre de postes offerts aux concours du CAPES de mathématiques a augmenté très fortement et assez régulièrement, mais les candidats sont de plus en plus rares. 16 pour un poste en 1980, mais à peine 2 en 1986 (1) !

Dans ces conditions, le CAPES de maths est-il encore un concours ? Lorsqu'on sait que, sur les 840 nouveaux capésiens de 1986, seuls 325 sont des vraies recrues (les autres lauréats enseignaient auparavant) et que des générations nombreuses d'enseignants vont partir massivement à la retraite dans quelques années, on mesure encore mieux l'ampleur du désastre.

« *Désastre* » est en effet le terme employé par la Société mathématique de France, qui réunit des enseignants et des chercheurs du supérieur, pour caractériser l'avenir possible de leur discipline. Car dans les universités le constat est identique. Les mathématiciens ont calculé que, au rythme actuel de recrutement, leurs collègues du supérieur – 2 300 enseignants, dont 600 professeurs – atteindraient 57 ans de moyenne d'âge en l'an 2000, contre 44 ans actuellement. « *Nous courons à la catastrophe au moment où les mathématiques sont en train de redevenir une aventure, grâce à l'informatique et à de nouveaux rapports avec la techonologie* », constate amèrement M. Jean-Pierre Bourguignon, professeur à Polytechnique et directeur de recherches au CNRS.

PHILIPPE BERNARD.

(Lire la suite page 12.)

(1) Le flux des candidats n'a pas baissé dans de telles proportions mais ils sont reçus au concours de plus en plus souvent dès leur première tentative.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11 cr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $.

Etranger

Les tractations entre les Etats-Unis et l'Iran et l'attitude d'Israël

L'ambassadeur d'Iran aux Nations unies estime que les Etats-Unis ont procédé à un revirement *« draconien »* de leur politique à l'égard de Téhéran. *« C'est un renversement à cent quatre-vingts degrés et une évolution positive dans la politique étrangère américaine »*, a déclaré M. Saed Rajai Khorassani, cité dimanche 16 novembre par l'agence de presse officielle IRNA. Pour le diplomate, la Maison Blanche a amorcé ce virage *« une fois qu'elle s'est rendu compte que* [l'Iran] *était la véritable puissance dans la région et jouait un rôle déterminant pour la stabilité dans cette même région »*.

Sur Radio-Téhéran, en revanche, le premier ministre, M. Mir Hussein Moussavi, a estimé que *« les Etats-Unis avaient toujours eu une attitude hostile envers la révolution islamique et qu'il ne pouvait donc* y avoir de relations avec *Washington, de même qu'il ne peut y en avoir entre le loup et l'agneau »*.

Dans le monde arabe, l'annonce par Washington de récents contacts américano-iraniens, tout comme les livraisons d'armes des Etats-Unis à la République islamique sont commentées avec inquiétude et amertume. A Bagdad, bien sûr, où un porte-parole officiel, cité par l'agence INA, a *« regretté que les tentatives de l'administration américaine de rétablir ses relations avec l'Iran ou* avec *certains cercles de Téhéran comprennent la livraison d'équipements militaires à ce régime agressif »*. Il a rappelé que les Etats-Unis avaient toujours considéré que l'Iran était responsable de la poursuite de la guerre et qu'ils avaient décidé un embargo total sur toute fourniture d'armes à chacun des deux belligérants. *« Les déclarations de Reagan* [sur des contacts avec l'Iran] *contredisent cette politique,* a poursuivi le porte-parole, *et une telle contradiction entre la parole et l'action jette le doute sur la politique d'une grande puissance. »*

La presse arabe n'est pas moins sévère. Au Caire, *Al Goumhourya* écrit : l'initiative américaine *« enlève toute crédibilité à Washington pour jouer quelque rôle que ce soit dans la guerre du Golfe, et confirme que ce sont les intérêts et non les principes qui déterminent la politique américaine »*.

Le ton des éditorialistes est le même dans les pays du Golfe, particulièrement concernés par le conflit irano-irakien. *« L'aveu du président américain fournit une nouvelle preuve de l'intérêt des ennemis de l'islam à en entretenir la guerre du Golfe »*, estime *Al Bayan* (Doubaï); pour le quotidien saoudien *Arab News* : *« Le président Reagan a fait de manière flagrante ce qu'il critiquait vigoureusement et ouvertement jusqu'ici. »*

D'autre part, à Damas, le président Hafez El Assad a proposé la création d'un « comité international pour déterminer la signification du terrorisme ». Il a accusé Londres et Washington de soutenir certaines opérations terroristes et de rester indifférents au *« terrorisme israélien dirigé contre les Arabes »*. – *(AFP, Reuter.)*

M. Shultz se prononce contre de nouvelles livraisons d'armes américaines à Téhéran

WASHINGTON
de notre correspondant

La question *(« Avez-vous autorité pour parler au nom du gouvernement dans son entier ? »)* était brutale, mais M. Shultz n'a réfléchi que quelques fractions de seconde avant de fixer droit les caméras de CBS et de répondre avec un calme absolu : *« Non. »*

Ce fut le plus fort moment, dimanche 16 novembre, d'une interview au cours de laquelle le secrétaire d'Etat américain a définitivement officialisé sa complète désapprobation des livraisons d'armes américaines à l'Iran. Mais ce ne fut probablement pas le dernier épisode du malaise politique que suscite à Washington l'*« initiative diplomatique secrète »* de M. Reagan en direction de la République islamique.

Le formidable décalage, dont cette affaire a brutalement fait prendre conscience, entre la fermeté des principes affichés par le président des Etats-Unis et sa souplesse d'adaptation aux circonstances lui a, en effet, créé un problème de crédibilité et d'image. M. Reagan est relégué dans ce qui fait sa force (ou peut-être la faisait), et il aura fort à faire pour redresser la barre au cours de la conférence de presse qu'il a, non sans courage, décidé à la veille du week-end de convoquer pour mercredi soir.

Du Congrès aux éditoriaux assassins en passant par les dîners de la capitale, les questions qui lui seront posées le sont déjà partout : quel type et quelles quantités d'armes ont précisément été livrées à l'Iran ? Qui sont les « modérés » dont cette opération devait conforter l'influence à Téhéran et en quoi exactement méritent-ils ce qualificatif ? Quelle est l'importance des livraisons d'armes faites parallèlement par Israël avec l'accord tacite, puis l'encouragement explicite, des Etats-Unis ? Comment est-il possible que cette initiative ait été prise et poursuivie sans l'accord des secrétaires d'Etat et du secrétaire à la défense et sans que soit consulté aucun expert des affaires iraniennes ni le chef d'état-major des armées ? Et, bien sûr, aussi : qu'en est-il maintenant ?

C'est la réponse à cette question-là qui est la plus attendue mais elle ne devrait pas être simple à donner. Dans son allocution télévisée de jeudi, M. Reagan a clairement laissé entendre que les tractations se poursuivaient et qu'il avait bon espoir qu'elles débouchent sur de nouvelles libérations d'otages, mais sans indiquer en rien s'il était disposé à payer pour cela un nouveau prix et lequel.

La démission dans la balance

Or, si son intérêt est sans aucun doute de persévérer sur la voie qu'il a ouverte – car rebrousser chemin serait avouer qu'il a fait fausse route, – son secrétaire d'Etat paraît bien avoir voulu, par cette interview de dimanche, lui barrer cette option en mettant sa démission dans la balance.

Question de CBS : *« Est-ce qu'il y aura d'autres livraisons* [d'armes] *à l'Iran soit directement par les Etats-Unis ou à travers de tierces parties ? »* Réponse de M. Shultz : *« Etant donnée la guerre de l'Iran avec l'Irak, la continuité de son terrorisme et son association avec ceux qui retiennent nos otages, pour autant qu'il me regarde, je dirais certainement non. »* Sauf à se déjuger, le secrétaire d'Etat s'est, de cette manière, condamné à offrir sa démission si M. Reagan persévérait dans son « dialogue » avec Téhéran (1).

A en juger par les déclarations parallèlement faites sur NBC par le conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale, l'hypothèse n'est pourtant nullement exclue. *« Nous continuerons à travailler à la libération des otages »*, a dit l'amiral Poindexter avant d'ajouter : *« Le fait demeure que les éléments modérés avec lesquels nous sommes en conversation ont eu, pensons-nous, quelque impact sur l'arrêt des prises d'otages au Liban depuis environ un an. »*

M. Reagan lui-même avait exprimé ce point de vue jeudi. M. Shultz a, au contraire, estimé dimanche que *« l'Iran a une politique de terrorisme et continue à la mener »* et qu'il était *« raisonnablement clair »* que les trois derniers Américains enlevés à Beyrouth, en septembre et en octobre, l'avaient été par des groupes liés à Téhéran. Les livraisons d'armes, a encore dit le secrétaire d'Etat, ont constitué un *« signal »* du désir de M. Reagan d'améliorer les relations avec l'Iran. *« La prise de décision de ce genre est l'une des choses qu'on a le droit de faire lorsqu'on a été élu président »*, a-t-il admis avant d'ajouter toutefois que, si la valeur de ce geste *« prête à débat »*, la discussion publique a été profitable car elle a confirmé que ce *« n'était pas la bonne chose à faire pour des Etats que d'échanger des armes ou quoi que ce soit contre des otages pour la simple raison que cela encourage à en prendre d'autres »*.



Le temps des bilans

Si les mots ont un sens, cela signifie qu'un pistolet de plus à l'Iran, et M. Reagan perd son secrétaire d'Etat, ce qu'il ne pourrait pas, à deux ans de la fin de son mandat et de sa carrière politique, se permettre sans risque, car le monde politique américain commence à faire des bilans et ne trouve que l'expédition à la Grenade dans la colonne « succès ». Dans la colonne « revers et échecs », Reykjavik s'ajoute en revanche à la débandade du Liban en 1983, ainsi qu'à la condamnation, le week-end dernier, à Managua, d'un mercenaire américain impliqué dans un réseau d'aide militaire illégale à la guérilla antisandiniste.

Après la défaite des républicains, le 4 novembre dernier, aux élections sénatoriales, le vent tourne. M. Reagan n'a pas su reprendre l'initiative en s'adressant directement au pays, alors que c'est là l'exercice dans lequel il excelle. Il va maintenant tenter de le faire par une conférence de presse – l'épreuve qui lui réussit d'ordinaire le moins.

BERNARD GUETTA.

(1) Selon le magazine *Time* de cette semaine, les livraisons d'armes américaines à l'Iran se sont poursuivies jusqu'à il y a quinze jours. Ces livraisons, écrit *Time*, ont commencé en 1982 et ont été *« beaucoup plus importantes que M. Reagan ne l'a admis »*.

L'Etat hébreu ménage l'avenir en pariant sur l'« après-khomeinisme »

JÉRUSALEM
de notre correspondant

« Israël et l'Iran ressemblent à deux amants unis par un amour illégitime », disait un jour le chah encore au faîte de sa gloire. Avec le triomphe des ayatollahs, cette liaison mi-avouée fit place, du jour au lendemain, côté iranien, à une haine farouche. Et pourtant, sept ans après, l'Etat juif conserve l'espoir sinon de raviver le flirt d'antan, du moins de rétablir avec l'Iran des relations plus sereines.

Au-delà des graves déconvenues du moment, Israël ménage l'avenir et veut croire, à tort ou à raison, que l'« après-khomeinisme » lui réservera des jours meilleurs. C'est un pari optimiste autant qu'hasardeux. Mais c'est bien, vu de Jérusalem, la leçon majeure à retenir du rôle joué par Israël dans le vaste marchandage américano-iranien sur les armes et les otages.

Après la défaite du chah, deux écoles de pensée existaient à Jérusalem. Les uns croyaient la révolution éphémère, prévoyaient la disparition prochaine de l'imam Khomeiny et espéraient, une fois l'orage éloigné, restaurer avec l'Iran la coopération militaire et commerciale antérieure. Les autres, conscients de la force du cataclysme, présageaient une longue et profonde rupture avec le régime islamique.

La crise des otages américains de Téhéran, l'interdiction par Washington des ventes d'armes à l'Iran et l'opprobre jeté par les mollahs sur Israël donnèrent vite raison aux seconds. Tout espoir de retour au passé ne semblait que vaine illusion.

Mais la guerre du Golfe donna bientôt à l'Etat juif l'occasion d'agir en coulisse et de rester présent, en quelque sorte, à l'arrière-plan du paysage iranien. Israël a fourni directement des pièces de rechange à l'Iran jusqu'en 1982. Selon le général Menahem Meron, ancien directeur du ministère de la défense, Jérusalem ne demandait pas l'autorisation de Washington mais l'informait régulièrement des livraisons. L'essentiel de ces armements fut acheminé par la voie maritime.

L'interruption officielle du commerce des armes à la demande de l'administration Reagan ne voulait pas dire, bien sûr, qu'aucun matériel militaire n'arrivait plus en Iran. Nombre de trafiquants d'armes – dont des Israéliens détenteurs de permis authentifiés par le ministère de la défense – proposaient leurs services aux généraux de Khomeiny. Mais ils le faisaient à titre privé, sans impliquer directement l'Etat juif. Allégations et rumeurs attiraient périodiquement les soupçons sur ce trafic.

Prolonger la guerre

Pourquoi Israël fermait-il les yeux ? Pour deux raisons au moins. D'abord, le commerce des armes représente pour Jérusalem une source de devises et contribue à stimuler la recherche dans les technologies de pointe. Israël prête donc, *a priori*, une oreille complaisante à ses marchands de canons. Ensuite, l'Etat juif souhaitait, et souhaite encore aujourd'hui, en alimentant le « pipe-line » des armes, faire durer le plus longtemps possible un conflit où deux de ses plus solides ennemis épuisent leurs ressources et leur énergie. Pour Israël, l'idéal serait que la guerre du Golfe s'éternise, et qu'elle s'achève sans vainqueur ni vaincu.

Pourtant, s'il fallait en dernier ressort un vaincu, les Israéliens préféreraient que ce fût l'Irak. Ils continuent de tenir le régime de Bagdad pour leur plus implacable adversaire au sein du monde arabe, parce qu'il a participé à toutes les guerres contre l'Etat hébreu, n'a jamais reconnu le moindre armistice, soutient les mouvements palestiniens les plus intransigeants.

Depuis six ans, il est vrai, le pouvoir baasiste, occupé à plein temps à combattre ses voisins, n'a pas eu loisir de s'intéresser au conflit-israélo-arabe. La guerre du Golfe l'a neutralisé. Mais on ne doute pas ici qu'en cas de victoire Bagdad, après avoir repris des forces, relancerait tôt ou tard sa lutte contre Israël. Or, l'armée irakienne a doublé son corps de bataille depuis 1980. Ses quarante divisions regroupant un million d'hommes – soit deux fois les contingents syriens, jordaniens et égyptiens pendant la guerre du Kippour, – l'expérience acquise en six ans dans tous les domaines, l'amélioration du potentiel humain et matériel seraient, le moment venu, autant de dangers pour l'Etat juif. *« Une victoire irakienne serait pour nous un cauchemar »*, affirmait, récemment, le général Amnon Shahak, chef des renseignements militaires.

Mais, objecte-t-on, la victoire de Khomeiny, l'installation à Bagdad d'une équipe pro-iranienne et l'élargissemenet à l'Irak de l'alliance entre Damas et Téhéran ne seraient-ils pas aussi redoutables pour un pays dont la frontière nord est menacée par des adversaires chiites qu'influence largement l'idéologie de l'imam ? Vu d'Israël, pourtant, ce danger paraît moins grand que l'autre. L'éloignement géographique, le caractère imprécatoire de la « guerre sainte » à l'iranienne et l'espoir de changements après la mort de l'imam expliquent que le khomeinisme soit ressenti, à juste titre ou pas, comme une menace simplement indirecte.

La filière des armes

Surtout, certains dirigeants israéliens semblent ne pas avoir perdu l'espoir de retrouver un jour les faveurs d'une armée iranienne naguère amie de Tsahal. Cette lointaine entente paraît avoir joué un rôle dans la genèse du marchandage américano-iranien. Selon certaines informations recueillies ici, ce sont des « signaux » adressés dès avril 1985 par des éléments au sein de l'armée iranienne – et faisant état d'une « disponibilité » nouvelle des dirigeants de Téhéran en quête d'armement – qui auraient incité Israël à proposer ses services à l'administration Reagan.

On corrobore officiellement ici les principales étapes, à partir de juillet 1985, de l'entremise israélienne, telles qu'elles ont été abondamment décrites par la presse américaine : l'initiative de M. David Kimche, alors directeur général du ministère des affaires étrangères, proposant à M. McFarlane, le conseiller de la Maison Blanche pour les affaires de sécurité, l'aide d'intercesseurs israéliens, MM. Jacob Nimrodi et Al Shwinner notamment, ou iranien, M. Manucher Ghorbanifar, proche du premier ministre Hussein Moussavi ; la rencontre de Londres entre MM. McFarlane, Kimche et Ghorbanifar ; l'entrée en scène, fin 1985, de M. Amiram Nir, conseiller de M. Pérès.

Entre-temps, les fournitures d'armes à l'Iran avaient commencé début septembre. Selon certaines sources, l'une des premières cargaisons arrivées à Téhéran aurait été « récupérée » par les pasdarans et non par l'armée, à laquelle elle était destinée. Cet incident expliquerait que les livraisons ultérieures aient été acheminées vers Tabriz.

Les dernières livraisons auraient eu lieu au début de ce mois, à bord de navires danois, entre Eilat et Bandar-Abbas.

Pragmatisme partagé

Au-delà de ces divers épisodes, on retient ici deux choses. D'une part, les livraisons étaient trop modestes pour pouvoir modifier le rapport des forces entre l'Irak et l'Iran. Elles ne répondaient donc pas à une quelconque option militaire pro-iranienne. D'autre part, si Israël a influencé son puissant allié dans cette affaire, c'est surtout en l'encourageant à poursuivre le contact avec Téhéran, en lui faisant partager son souci de pragmatisme. Car, comme le déclarait, à tort ou à raison, il y quelques jours, M. Pérès, le ministre des affaires étrangères, Israël croit percevoir à Téhéran *« un début de guerre de succession, ou tout au moins de sérieuses divergences d'opinion parmi les responsables »*.

Certains experts israéliens contestent le bien-fondé d'une telle stratégie. La République islamique, soulignent-ils, est l'ennemie numéro un des pays arabes modérés. Sauf à enterrer tout espoir de solution du problème palestinien, Israël a-t-il intérêt à aider, fût-ce indirectement, un régime qui est autant leur ennemi que le sien ? A-t-il quelque chose à gagner à se retrouver dans un camp opposé à celui de l'Egypte, alliée de l'Irak ? Doit-il s'accrocher à l'idée de renouer des liens forgés à une autre époque, celle où Israël, totalement isolé, recherchait une *« alliance périphérique »* avec des pays non arabes (l'Iran mais aussi l'Ethiopie ou la Turquie) ? Israël ne se berce-t-il pas d'illusions en tablant sur un apaisement de la haine iranienne à son égard ?

D'autres spécialistes insistent, en outre, sur l'inflexibilité de l'idéologie khomeinyste qui rend très aléatoire pour Israël toute option iranienne. Pour M. Menachem Amir, responsable des émissions de la radio israélienne en langue farsie, *« exporter la révolution islamique reste, jusqu'à preuve du contraire, la raison d'être du khomeinysme. Il n'y renoncera pas aisément. C'est à la fois sa mission divine et la seule manière pour le chiisme de se prémunir contre un isolement régional. Pour les ayatollahs, recevoir des armes via Israël n'équivaut pas à traiter avec le diable mais seulement revient à servir la cause de l'islam et de l'Iran »*.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

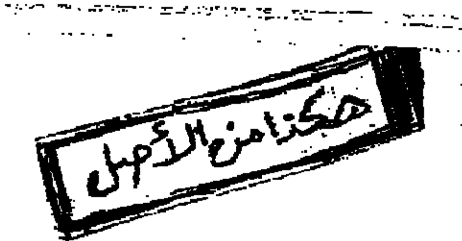
Violences antiraciales à la suite du meurtre d'un jeune séminariste juif à Jérusalem

Au cours d'une des flambées raciales les plus graves de ces dernières années, des manifestants juifs se sont livrés à des violences, dimanche 16 novembre, dans les rues de Jérusalem-Est, secteur arabe de la Ville Sainte, à la suite du meurtre, la veille, d'un jeune élève d'un séminaire talmudique (Yechiva).

Le jeune Israélien Eliahy Amedi avait été poignardé à mort samedi à Jérusalem par des inconnus. Par la suite, trois Palestiniens, soupçonnés d'être les auteurs de l'attentat, avaient été arrêtés près de l'Eglise du Saint-Sépulcre et auraient avoué. A Tunis, cependant, le haut commandement militaire des forces de l'OLP revendiquait dimanche l'attentat en affirmant qu'un commando de la Force 17 (unité d'élite de l'OLP) avait mené samedi après-midi une attaque au couteau contre un groupe de soldats au centre de Jérusalem.

Dimanche matin, les obsèques du jeune talmudiste, qui avaient réuni près de deux cents personnes, se sont rapidement transformées en manifestation anti-arabe. Après la cérémonie funèbre, des centaines d'Israéliens criant *« Mort aux Arabes ! »* ont défilé dans le quartier de Jérusalem où demeurait Amedi.

Dimanche après-midi, l'aviation israélienne effectuait, en guise de représailles, un raid à 2 kilomètres au sud de Saïda contre *« une base qui servait à l'entraînement de terroristes et au lancement d'opérations anti-israéliennes »*. Selon des sources militaires palestiniennes au Liban, l'opération menée par six avions, a visé des positions du Fath sur la colline de Jabal-El-Halib, à l'est du camp de réfugiés d'Aïn-Heloué. Trois civils ont été blessés au cours de ce raid. Ce raid est le premier lancé par la chasse israélienne depuis qu'un Phantom s'est écrasé le 16 octobre dernier sur le Liban près de Saïda. Le pilote de l'appareil avait été récupéré par un hélicoptère. Le co-pilote, en revanche, a été fait prisonnier par le mouvement chiite Amal. – *(Reuter, AFP.)*



La visite de M. Mitterrand au Mali

Paris va débloquer un supplément d'aide en faveur de Bamako

M. et Mme Mitterrand sont arrivés, ce lundi matin 17 novembre, à Ouagadougou, pour une visite officielle de deux jours. Le président de la République doit, après ses entretiens avec le capitaine Sankara, regagner Paris dans la nuit de mardi à mercredi. Il avait passé le week-end au Mali, où il s'est entretenu avec le président Moussa Traoré.

BAMAKO
de notre envoyé spécial

L'escale du Mali aurait pu poser des problèmes, en raison notamment des expulsions massives de Maliens effectuées il y a quelques semaines par les services de M. Pasqua. Finalement, il n'en a rien été et, si la question a été abordée, elle l'a été d'une manière non polémique. Le dossier avait d'ailleurs été exposé par M. Chirac vendredi à certains participants du sommet franco-africain de Lomé. A supposer que le président Traoré ait songé à exploiter les divergences qui existent entre M. Mitterrand et M. Chirac sur cette question, il en aurait été dissuadé par les propos tenus en public par le président de la République, aussi bien à Conakry qu'à Lomé.

S'il a été choqué par la méthode du « convoi », à laquelle a eu recours M. Pasqua, M. Mitterrand ne nie pas, après examen du dossier, que deux tiers environ des Maliens expulsés de France tombaient sous le coup des lois. Il y a ceux qui n'ont aucun droit à rester, répète-t-on dans l'entourage présidentiel; mais il y a des types d'« expédition » qui ne sont pas licites, surtout quand c'est la *même communauté nationale* qui est visée.

Pour enfoncer ce clou, M. Mitterrand, au cours d'une conférence de presse tenue dimanche soir, a déclaré : « *S'il est normal qu'on expulse ceux qui ont violé nos lois, il y a des méthodes inadmissibles. M. Chirac a affirmé à Lomé que cela ne se reproduirait pas. Mais c'est une fois de trop. Ces méthodes ne sont pas dans les habitudes de la France. Si on les revoyait, cela me fâcherait.* »

La présence de nombreux Maliens en France n'est pas due seulement aux affinités linguistiques, mais aussi à la grave crise que traverse le Mali. Le discours idéologique est figé. L'« élite » est particulièrement soucieuse de ses privilèges et de ses intérêts. Ce qui ne fait qu'aggraver les difficultés résultant notamment du climat d'un des Etats du Sahel les plus mal lotis.

Mais les criquets, la sécheresse et l'effondrement du cours du coton n'expliquent pas tout. La grogne est à fleur de peau à Bamako, où des arrestations ont été effectuées il y a peu parmi des syndicalistes enseignants qui parlaient de grève. Quoi d'étonnant quand on sait que les professeurs n'ont pas été payés depuis trois mois, que tel homme de troupe, chargé de « baliser » le cortège de M. Mitterrand, n'a pas reçu un sou de solde depuis deux mois et demi. Les enseignants arrêtés ont été libérés à la veille de la venue de M. Mitterrand, mais les arrestations politiques ne connaissent pas toujours une issue aussi heureuse.

Les petites phrases du chef de l'Etat

La visite effectuée dimanche à Tombouctou par M. Mitterrand a permis de se rendre compte des immenses problèmes de communication et de transport de ce pays enclavé, qui ne dispose pratiquement d'aucune richesse naturelle. M. Mitterrand n'est resté que quelques heures dans la vieille cité du désert, peut-être moins mystérieuse qu'on veut bien le dire. Le temps de visiter la mosquée Djingareber, l'une des plus anciennes, puisqu'elle aurait été construite en 1325, avant que l'explorateur français René Caillé n'en fasse l'inventaire au siècle dernier.

La fin de la journée devait être consacrée à d'assez brefs entretiens, dont il ressort notamment que Paris va débloquer un supplément d'aide pour permettre aux fonctionnaires de toucher enfin leur traitement et va tenter de trouver une solution pour relancer la compagnie Air Mali, en déconfiture financière.

Tout cela n'a pas empêché M. Mitterrand de déclarer, en fin de journée, lors de sa conférence de presse, que Paris et Bamako sont « *sur la même longueur d'ondes* ». Très en forme, le président de la République a consacré cependant l'essentiel de sa prestation à distiller, sur un ton badin soigneusement prémédité, toute une série de petites phrases, qui devraient faire le bonheur des étudiants et des docteurs en cohabitation.

Cohabitation, a répété le président, est un mot qu'il n'aime pas. : « *Moi, je vis la chose et je ne l'ai pas désirée.* » La France a-t-elle parlé d'une seule voix au sommet de Lomé ? « *Cela fait cinq ans et demi que la France parle d'une seule voix, et c'est la mienne.* » M. Mitterrand aimerait-il se voir surnommer, à l'image d'une coutume africaine, « le vieux » ? « *Certainement pas, même par « un sémillant premier ministre. (...) Je suis devenu, finalement, un élément indispensable de la vie politique mais je m'aperçois de jour en jour que je suis de moins en moins éternel.* »

JACQUES AMALRIC.

A Yamoussoukro

Les « sentiments » de M. Chirac pour M. Houphouët-Boigny

YAMOUSSOUKRO
de notre envoyé spécial

M. Jacques Chirac, revenant de Lomé après la treizième conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique, a fait une escale, le samedi 15 novembre dans la soirée, à Yamoussoukro, capitale administrative de la Côte-d'Ivoire, où il s'est entretenu avec M. Félix Houphouët-Boigny. Accompagné par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, le premier ministre a été accueilli à l'aéroport par M. Camille Alliali, ministre d'Etat, et a eu à la présidence, avec M. Houphouët-Boigny, une longue conversation en tête-à-tête, suivie d'un dîner élargi.

Au moment de se retirer dans son bureau avec M. Chirac, M. Houphouët-Boigny a invité les *journalistes* à venir constater qu'il n'y avait « *personne d'autre* » dans cette pièce, ce qui *était une allusion à une rumeur* selon laquelle le président ivoirien aurait organisé une rencontre entre le premier ministre français et M. Jonas Savimbi, chef de l'opposition armée au gouvernement angolais. L'éventualité d'un tel entretien était démentie dans l'entourage de M. Chirac.

Le premier ministre, qui avait réservé à M. Houphouët-Boigny sa première visite à l'étranger après le 16 mars, a indiqué qu'il souhaitait par cette nouvelle visite « *marquer au doyen des chefs d'Etat africains [ses] sentiments pour sa personne et pour ce qu'il incarne* ».

Le président ivoirien, en froid avec M. François Mitterrand depuis qu'il a été critiqué par la presse socialiste (*le Monde* daté 16-17 novembre) avait menacé de ne pas participer au sommet de Lomé et avait décidé finalement de n'assister qu'à l'ouverture de la conférence.

PATRICK JARREAU.

Au « Grand-Jury RTL-*le Monde* »

M. Pasqua et les cent un Maliens

Lors de l'émission « Grand-Jury RTL-*le Monde* », le dimanche 16 novembre, M. Pasqua, ministre de l'intérieur, interrogé sur les expulsions d'étrangers et, notamment, sur celles des cent un Maliens renvoyés dans leur pays par charter, a répondu :

« *Je me suis demandé en quoi cette opération que nous avons conduite était contraire aux principes du droit international. Est-ce parce que nous avions un avion qui, d'une seule traite, a relié Paris à la capitale intéressée ? Est-ce parce que, dans cet avion, il n'y avait que des gens de cette nationalité ? Vous allez voir pourquoi je pose cette question. C'est pour une raison très simple. C'est parce que, l'année dernière, au mois de juillet, M. Joxe, alors ministre de l'intérieur, mon prédécesseur donc, a expulsé cent cinquante personnes et a affrété pour cela un charter. Seulement, c'est vrai, dans ce charter, il y avait des gens de nationalités diverses, et ce charter a fait escale d'abord à Marseille, ensuite à Casablanca, enfin à Dakar. C'est peut-être cela qui différencie un charter conforme aux principes du droit international et un qui ne l'est pas.* »

[Un charter de cent cinquante ressortissants étrangers a bien quitté la France durant l'été 1985 à destination de l'Afrique. Les passagers de l'avion (Tunisiens, Algériens, Marocains, ainsi que plusieurs ressortissants de pays d'Afrique noire) étaient tous des condamnés qui, au terme de leur peine, et conformément à une décision judiciaire, étaient reconduits à la frontière. Les Maliens expulsés par M. Pasqua l'ont été, eux, dans le cadre d'une décision administrative sans contrôle judiciaire.]

TCHAD

« Nous ne pouvons accepter le sort de Goukouni Oueddeï » *déclare M. Hissène Habré*

N'Djamena est aujourd'hui « *côte à côte* » avec M. Goukouni Oueddeï et les partisans de celui-ci, a déclaré, samedi 15 novembre, à Lomé, le président tchadien, M. Hissène Habré. Eludant la question de savoir si les troupes gouvernementales aident actuellement celles de M. Goukouni Oueddeï dans les combats qui se déroulent au nord du 16e parallèle, dans les environs de Fada, M. Habré a ajouté : « *Les troupes de Goukouni sont des patriotes, qui ont estimé qu'ils ne devaient plus jouer le jeu libyen. La situation est aujourd'hui clarifiée. Tous les Tchadiens font bloc. Il y a désormais d'un côté la Libye, de l'autre les Tchadiens.* »

Evoquant la situation « *dramatique* » et les combats violents qui se déroulent dans le Nord, le chef de l'Etat tchadien a estimé que la Libye se livre à un « *véritable génocide* », « *détruisant systématiquement la population* » au cours d'une « *véritable chasse à l'homme* ». « *Les villages, a souligné M. Habré, se sont vidés et la population qui a pu échapper aux bombes et aux balles libyennes s'est réfugiée dans les grottes des montagnes et risque de mourir de faim et de froid, si elle n'est pas secourue.* »

Le 16e parallèle, a, d'autre part, déclaré M. Hissène Habré, est peut-être un concept français ou libyen, « *mais qui ne concerne en aucune manière le Tchad* (...) *Le 16 parallèle, pour nous, n'existe pas* ». « *Nous sommes prêts à accepter n'importe quel soutien, même du diable* », a-t-il poursuivi, précisant que l'aide de l'Union soviétique « *serait la bienvenue* » si Moscou cessait de soutenir la Libye.

Qualifiant de « *très positifs* » les entretiens qu'il a eus à Lomé avec MM. Mitterrand et Chirac, M. Habré a indiqué avoir demandé « *beaucoup de choses à la France* », sans préciser ce qu'il a obtenu. La France, a-t-il souligné, « *n'a jamais cautionné l'occupation du nord du Tchad par la Libye, même si, pour des raisons conjoncturelles, elle n'est pas disposée à nous apporter pour le moment son appui pour reconquérir le Nord* ». Révélant, d'autre part, qu'il a rencontré, dans la capitale togolaise, M. Kaïlan Ahmet, directeur de cabinet de M. Goukouni Oueddeï, le président Habré s'est inquiété du sort de ce dernier, ajoutant à son sujet : « *Nous ne pouvons pas accepter le sort de Goukouni Oueddeï, quels que soient les problèmes qui nous ont opposés.* »

A N'Djamena, un responsable du gouvernement, ayant requis l'anonymat, a indiqué que des combats se poursuivaient, dimanche, dans la région de Fada, tout en affirmant que l'armée tchadienne n'est pas mêlée aux affrontements. M. Mitterrand, pour sa part, a exprimé le « sentiment » que le président Hissène Habré « *soutenait déjà la lutte des éléments tchadiens du Nord* ». Cette coopération intertchadienne jouerait actuellement sur le terrain, précise-t-on, à Lomé, de source tchadienne, les forces gouvernementales livrant aux partisans de M. Goukouni des armes et des munitions données par la France.

Cette formule aurait l'avantage, pour N'Djamena, d'éviter un passage en force du 16e parallèle et donc une réaction massive de l'aviation libyenne. – *(AFP, Reuter.)*

ALGÉRIE : les troubles dans l'Est

Cent quatre-vingt-six personnes ont été condamnées en flagrant délit à Constantine

CONSTANTINE
de notre envoyé spécial

La foule des jours ordinaires circule, dimanche 16 novembre, dans les rues de Constantine, où « *le climat social reste lourd* », selon plusieurs notables. Au centre ville, seul le palais de justice fait l'objet d'une surveillance particulière ; de nombreux policiers en uniforme en contrôlent l'accès. Il est vrai que trois prévenus arrêtés lors des incidents de la semaine passée doivent comparaître devant le tribunal correctionnel, qui a encore prononcé, samedi, cinquante condamnations à des peines allant de deux à huit ans de prison ferme, assorties d'amendes individuelles de 2 000 dinars.

Trois audiences ont donc suffi pour condamner cent quatre-vingt-six personnes *en flagrant délit* sur les cent quatre-vingt-seize officiellement arrêtées, selon *El Moudjahid. Le journal précise, dans son édition* de dimanche, que « *trois mineurs seront déférés devant la juridiction compétente* », tandis qu'« *une information judiciaire de forme criminelle est ouverte sur les quatre derniers* ».

La justice algérienne a frappé vite et fort ceux que la presse appelle les « *fauteurs de troubles* », dont « *de nombreux repris de justice* », pour « *la plupart célibataires* » et « *âgés de vingt à trente ans* », marquant ainsi la ferme volonté des autorités politiques de faire un exemple dissuasif. Il est remarquable que sur cent quatre-vingt-six personnes présentées devant le tribunal correctionnel, toutes aient été condamnées. Aucun acquittement n'a été prononcé alors que, de source proche des milieux judiciaires constantinois, on reconnaît que « *la culpabilité de tous n'est pas prouvée* ».

Bien sûr, comme le souligne *El Moudjahid*, « *à la fin de chaque lecture de verdict, le président du tribunal rappelait à l'intention des condamnés le droit d'interjeter appel dans un délai maximum de dix jours* ». Seulement, en attendant que la cour d'appel statue, ils resteront dans la prison de Lambèse, une des plus dures d'Algérie, où, selon une source digne de foi, ils ont été conduits.

Ces condamnations sont d'autant *plus sévères que la rapidité* avec laquelle elles ont été infligées n'a pas permis aux personnes condamnées d'être assistées de manière normale. Mardi 11 novembre, le premier groupe de cinquante-six personnes a été déféré devant le parquet vers 18 heures et elles ont été jugées dès le lendemain matin. Les familles, qui souvent ignoraient qu'un des leurs avait été arrêté, n'ont pas eu le temps de prendre un avocat.

Mercredi, selon nos sources, aucun représentant du barreau n'était présent pour défendre les prévenus. Entre trois et cinq auraient été présents à l'audience de jeudi, où comparaissaient quatre-vingts personnes. Enfin, samedi, un seul avocat défendait les intérêts de deux prévenus sur les cinquante qui ont été condamnés.

L'enquête continue à Constantine, comme nous l'a confirmé samedi le wali (préfet), M. Hamid Sidi Saïd, afin de déterminer les responsabilités et démasquer « *les forces occultes qui ont manipulé les lycéens et les étudiants* ». Contrairement à ce que laisse penser le fil des *événements*, M. Sidi Saïd *ne* croit pas à la spontanéité du mouvement qui a embrasé la ville pendant trois jours. Il voit en arrière-plan une ou des organisations qu'il ne veut ou ne peut pas encore définir, mais semble *exclure, a priori*, les intégristes et reste très évasif sur le benbellistes et les marxistes.

Tension à Annaba

Il affirme, en revanche, que ces incidents, dont il minimise la portée, « *n'ont fait aucune victime* », ni d'un côté ni de l'autre, mais précise qu'« *une quarantaine de policiers ont été blessés et seulement trois civils hospitalisés* ». Sans croire à une possible contagion de ce type d'« *agitation* », M. Sidi Saïd n'exclut pas qu'il y ait des liens entre les événements de Constantine et ceux de Sétif. Il reste formel : « *Jamais jusqu'à présent la police n'a utilisé d'arme à feu au cours d'une manifestation en Algérie.* »

De leur côté, les étudiants n'ont toujours pas repris les cours, mais, selon leurs propos, ne s'estiment pas pour autant « *en grève* ». Un cycle d'assemblées générales organisé par les autorités universitaires et le Bureau des étudiants (organisation placée sous la tutelle du parti dont dispose chaque faculté et chaque institut) devrait définir l'ensemble des revendications qui seront ultérieurement exposées au ministre de l'enseignement supérieur, M. Ebdelhak Brehri. Les étudiants savent gré au ministre d'avoir tenu sa promesse de faire libérer ceux d'entre eux qui avaient été appréhendés.

Cependant, au sortir de la première assemblée générale, samedi matin, il semble qu'un certain consensus se soit dégagé en faveur de la création d'un « *comité inter-instituts* », qui, selon le vœu de nos interlocuteurs, ne serait plus chapeauté par le Bureau des étudiants, ce qui n'irait pas sans poser de problèmes. Toutes les associations ou presque, en Algérie, sont censées rester sous la coupe du FLN et doivent, de toute façon, pour fonctionner, obtenir un agrément spécial du ministère de l'intérieur.

Par ailleurs, les lycéens seraient en effervescence à Batna, et à Annaba, où, selon une bonne source, « *tous parlent de faire grève* ».

Les autorités accordent une attention toute particulière aux événements de la semaine dernière. Elles semblent maintenant ne pas vouloir se laisser prendre de court dans l'est du pays, d'où sont originaires le président Chadli et plusieurs hauts responsables.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

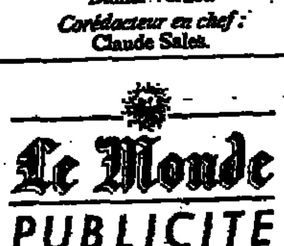
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*.
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



Le Monde PUBLICITE S.A.

5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays for $ 460 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex U.S.A., P.M.C., 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

Amériques

NICARAGUA

Condamné à trente ans de prison Eugène Hasenfus va faire appel

L'Américain Eugène Hasenfus, jugé par un tribunal populaire antisomoziste (TPA) à Managua, depuis le 20 octobre, pour terrorisme, association illicite et violation de la loi sur le maintien de l'ordre et de la sécurité publique, a été condamné, samedi 15 novembre, à la peine maximale de trente ans de prison. M. Hasenfus, âgé de quarante-cinq ans, est resté impassible à l'énoncé de la sentence et a annoncé devant le tribunal sa décision de faire appel, ce qui pourrait prolonger le procès de deux semaines.

Le tribunal a estimé que, étant données les déclarations du prisonnier lui-même et les preuves matérielles présentées au cours du procès, sa culpabilité et *« ses liens avec la CIA »* étaient *« pleinement démontrés »*, en soulignant que la défense n'avait pas apporté le *« moindre commencement de preuve à décharge »*.

L'avocat nicaraguayen de la défense, M. Enrique Sotelo Bogen, qui a cinq jours pour interjeter appel, a précisé qu'il fonderait son recours devant le tribunal de seconde instance sur la *« nullité de l'ensemble du procès »*. M. Sotelo, qui est assisté par M. Griffin Bell, ancien attorney général, a réaffirmé que l'accusé *« était condamné d'avance. Ces tribunaux ne pouvaient garantir, parce qu'il ne l'ont jamais fait auparavant, un procès impartial »*, a-t-il souligné.

L'épouse d'Eugène Hasenfus, Sally, s'est pour sa part adressée au président nicaracuayen Daniel Ortega et au peuple nicaraguayen, en leur demandant de faire preuve de générosité et de miséricorde. *« J'espère que cette sentence sera suivie d'un geste humanitaire afin de montrer ce que le président Ortega a appelé la générosité de la révolution »*, a-t-elle déclaré.

Le ministre nicaraguayen de la justice, M. Rodrigo Reyes, a pourtant une nouvelle fois exclu toute amnistie inconditionnelle pour le mercenaire. Mais la plupart des observateurs s'accordent pour penser qu'il ne purgera pas la totalité de sa peine. M. René Nunez, l'un des porte-parole de la présidence, a d'ailleurs souligné que le Front sandiniste de libération nationale (FSLN, au pouvoir) n'avait pas encore décidé ce qu'il ferait du prisonnier.

A Washington, M. Pete Martinez, l'un des porte-parole du département d'Etat, a indiqué samedi que le gouvernement américain n'avait pas été *« surpris »* par la condamnation d'Eugène Hasenfus. *« Le gouvernement nicaraguayen a orchestré un procès spectacle pour condamner M. Hasenfus avec un maximum de publicité »*, a simplement déclaré le porte-parole. – *(AFP, Reuter, UPI.)*

BRÉSIL : les élections du 15 novembre

Nette avance de la coalition au pouvoir selon les premiers résultats

Rio-de-Janeiro *(AFP, Reuter)*. – *« Nous pouvons maintenant dire que le Brésil est une des plus grandes démocraties du monde occidentale »*, a déclaré le chef de l'Etat brésilien en allant voter dans sa ville natale de Sao-Luis (Etat de Maranhao). Les élections du samedi 15 novembre se sont, en effet, déroulées dans le calme, mis à part deux incidents qui ont provoqué la mort de deux personnes. M. Sarney a une autre raison d'être satisfait, puisque les premiers résultats partiels sont largement favorables aux candidats du pouvoir.

Cette consultation, qui a pour objet la formation d'une Assemblée constituante (qui comprendra 487 députés et 72 sénateurs, dont 23 en cours de mandat), le renouvellement des 23 gouverneurs et l'élection de 953 députés des Etats, avait un caractère obligatoire. Dès samedi matin, en longues files serrées de parfois plus de 1 kilomètre, les Brésiliens se sont rendus aux urnes. Selon les premiers pointages, le nombre d'abstentions, dans ce contexte, ne dépasserait pas 10 %. Ces premières élections générales depuis la démocratisation se sont achevées sous le régime de la « loi sèche », avec l'interdiction de la vente d'alcool respectée par les débits de boissons jusqu'à dimanche. La campagne s'était terminée sur des airs de samba spécialement composés pour la plupart des candidats. Elle leur a coûté en publicité plus de 1 milliard de dollars.

Les résultats, encore partiels, apparaissent comme un véritable plébiscite en faveur de la coalition modérée de centre droit au pouvoir sous la direction du président José Sarney. La suprématie du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) consacrerait l'omnipotence de ce parti, et la puissance de son leader, le député Ulysses Guimaraes, âgé de soixante-dix ans, au détriment de son partenaire de l'alliance démocratique au pouvoir, le Parti du front libéral (PFL, droite). De même, ce probable triomphe des modérés représente une défaite pour la gauche et son chef de file, l'actuel gouverneur populiste de Rio-de-Janeiro Leonel Brizola, du Parti démocratique travailliste (PDT, socialiste). L'élection aux sièges de gouverneur les plus importants (Rio et Sao-Paulo) constitue un test important. Selon les premiers tendances, le PMDB arriverait en tête dans ces deux Etats. Dans la capitale, Brasilia, les électeurs devront en effet attendre 1988 pour élire le successeur de leur gouverneur, M. José Aparecido, désigné en 1985 par le chef de l'Etat.

La publication officielle des résultats définitifs ne devrait pas avoir lieu avant la fin de la semaine.

Asie

Information ou intoxication ?

Les Nord-Coréens démentent l'assassinat du maréchal Kim Il Sung annoncé par Séoul

Des diplomates nord-coréens en poste à Moscou et à Pékin ont démenti, ce lundi 17 novembre, l'annonce, faite par Séoul, de l'assassinat du maréchal Kim Il Sung. Quelques heures plus tôt, le ministère sud-coréen de la défense avait en effet affirmé que des haut-parleurs nord-coréens, sur la zone démilitarisée, avaient diffusé, la veille, un communiqué annonçant le meurtre du maréchal. Selon une source diplomatique occidentale, la situation était parfaitement normale ce lundi à Pyongyang, où la visite officielle du président de la Mongolie était toujours prévue pour mardi.

Le mystère régnait, ce lundi 17 novembre en milieu de journée, sur la situation en Corée du Nord, après les indications fournies par les autorités de Séoul selon lesquelles le chef du régime communiste de Pyongyang, M. Kim Il Sung, aurait été assassiné à la suite d'un complot militaire.

Le ministère sud-coréen de la défense a annoncé que des haut-parleurs situés du côté nord-coréen de la zone démilitarisée, séparant les deux Etats de la péninsule, avaient diffusé, dimanche, un bref communiqué dont le texte disait simplement : *« Notre grand dirigeant Kim Il Sung s'est éteint après avoir été abattu dans un train. »* Le communiqué ne fournissait aucune précision. Il n'a été diffusé que par six postes seulement du réseau militaire de haut-parleurs disposé le long de la frontière.

Les ambassades nord-coréennes de plusieurs capitales asiatiques, après un temps de silence, ont démenti ces informations et affirmé que le maréchal était *« en bonne santé »*. Selon une ambassade occidentale à Pyongyang, contactée par l'Agence France-Presse, la situation était normale dans la matinée de ce lundi dans la capitale nord-coréenne. Des préparatifs en vue des cérémonies d'accueil du président de la Mongolie, M. Jambyn Batmounk, attendu pour une visite officielle mardi, se poursuivaient. L'agence Tass a même annoncé que celui-ci avait quitté, ce lundi matin, Oulan-Bator pour Pyongyang. Les émissions de radio et les informations de l'agence de presse nord-coréenne captées à Tokyo ne laissaient transpercer aucun signe particulier d'événements inhabituels ce lundi. Ni les autorités chinoises ni les autorités soviétiques n'avaient, lundi matin, commenté les informations en provenance de Séoul.

La police sud-coréenne a été immédiatement placée en état d'alerte maximale sur l'ensemble du territoire, mais aucune consigne particulière n'avait été donnée sur le moment aux forces armées de Séoul, selon les autorités. Un diplomate occidental, qui s'est rendu dimanche après-midi au nord de Séoul, a dit avoir vu des colonnes de soldats en tenue de combat progressant vers la zone démilitarisée, située à une quarantaine de kilomètres seulement de Séoul.

Le porte-parole du commandement des forces de l'ONU stationnées en Corée du Sud s'est refusé à tout commentaire officiel. Mais des responsables de ce même commandement ont indiqué que, dans la région de Panmunjom, en zone démilitarisée, ils n'avaient entendu aucune annonce par haut-parleurs de la mort du maréchal Kim Il Sung, et que les drapeaux nord-coréens n'étaient pas en berne.

Le gouvernement sud-coréen a souvent exprimé, ces dernières années, sa crainte de voir le Nord devenir le théâtre d'une âpre lutte pour le pouvoir à la mort de Kim Il Sung, aujourd'hui âgé de soixante-quatorze ans. En principe, à l'occasion d'un congrès du parti communiste prévu l'an prochain, le vieux maréchal devrait remettre à son fils, M. Kim Jong Il, le poste de secrétaire général, lui-même conservant les fonctions honorifiques de chef de l'Etat. Mais, depuis une dizaine d'années, l'ascension du fils, héritier désigné, a provoqué de nombreuses réticences, en particulier au sein de l'armée.

M. Kim Jong Il est souvent présenté comme un personnage emporté et imprévisible, notamment à Séoul, où l'on redoute qu'il ne recule devant aucun moyen pour accaparer la succession.

En d'autres temps, les informations diffusées par Séoul pourraient être portées au compte d'un exercice particulièrement vigoureux de guerre psychologique. Mais, dans le contexte actuel, elles ne peuvent être ignorées. Tout d'abord, une partie de poker s'est engagée entre les deux capitales coréennes, notamment en raison de la proximité des Jeux olympiques, dont Séoul doit être l'hôte en 1988 et auxquels Pyongyang s'affirme partie prenante. D'autre part, l'infléchissement de la diplomatie nord-coréenne, depuis deux ou trois ans, en direction de Moscou préoccupe toutes les capitales de la région, en particulier Pékin.

Des officiers opposés à l'ascension du fils du président se seraient réfugiés en Chine il y a trois ans

PÉKIN
de notre correspondant

Ce lundi 17 novembre, en milieu de journée, aucune information n'avait encore laissé entendre ici qu'un groupe de fugitifs nord-coréens avait gagné la Chine comme l'affirment des informations en provenance de Séoul et de Tokyo. Mais des officiers de haut rang ont, selon des sources sûres, obtenu asile en Chine il y a environ trois ans. Ils auraient été opposés au pouvoir croissant de M. Kim Jong Il, fils et successeur désigné du *« grand dirigeant »*, M. Kim Il Sung, et qui exerce, en fait, la réalité du pouvoir en Corée du Nord. M. Kim Jong Il, surnommé le *« dirigeant bien-aimé »*, passe pour l'organisateur de l'attentat de Rangoun en 1983 contre le chef de l'Etat sud-coréen et pour être favorable à un resserrement des liens entre Pyongyang et Moscou. En mai à Pyongyang, le prince Sihanouk du Cambodge s'était inquiété, auprès de nous, de cette dérive pro-soviétique qu'il attribuait, lui aussi, à M. Kim Jong Il.

Des informations de sources étrangères, en provenance de Pyongyang, font état, du décès, la semaine dernière, du ministre de la défense, le général O Jin U. Il aurait trouvé la mort dans un accident de voiture dans une ville où les automobiles sont très rares, et où les hauts dirigeants disposent d'une voie spéciale dans les grandes artères. Le général O aurait été opposé au *« dirigeant bien-aimé »*, lui-même soutenu par le chef d'état-major des forces armées, le général O Guk Ryol, un de ses camarades de classe.

Ces rumeurs interviennent dans une période délicate en Corée du Nord. Le *« grand dirigeant »*, âgé de soixante-quatorze ans, n'est pas en parfaite santé. Une partie des vétérans du parti et de l'armée n'apprécient pas le rôle déterminant accordé à M. Kim Jong Il, âgé de quarante-quatre ans. La lutte pour la succession pourrait être rude.

D'autre part, au cours des trois dernières années, la détérioration des relations avec Pékin a coïncidé avec une sensible amélioration de celles avec Moscou. Pyongyang, jadis l'allié le plus proche de Pékin, est rentré dans le giron du Kremlin, lui a donné le droit de survol de son territoire et l'accès à ses bases navales, y compris celles situées face aux côtes chinoises.

En Corée du Nord, les souvenirs de l'intervention militaire chinoise aux côtés des troupes du maréchal Kim Il Sung, pendant la guerre de Corée, ont systématiquement été éliminés. Pour leur part, les Chinois sont de plus en plus inquiets de l'évolution de la diplomatie nord-coréenne, surtout depuis la dernière visite, en octobre du maréchal à Moscou, la seconde depuis 1984. Pour eux, la Corée du Nord est en train de devenir un nouvel *« obstacle »* à la normalisation des relations sino-soviétiques. S'il se confirmait que le complot a bien eu lieu, et que les comploteurs ont trouvé asile en Chine, les relations entre les deux pays – qualifiées encore il y a quelques jours ici d'aussi étroites qu'*« entre les lèvres et les dents »* – pourraient en être bouleversées.

Mardi, Pyongyang attend, en visite officielle, le numéro un mongol et l'absence de M. Kim Il Sung ne ferait que confirmer, le cas échéant, les rumeurs qui circulent.

PATRICE DE BEER.

● **LAOS : le nouveau Politburo.** – A l'occasion de son quatrième congrès, qui a pris fin samedi 15 novembre (*le Monde* daté 16-17 novembre), le PC laotien a élu un nouveau comité central de soixante membres et porté à treize – contre sept auparavant – le nombre des membres du bureau politique. Les sept précédents membres du Politburo ont été reconduits dans leurs fonctions, y compris le prince Souphanouvong, qui a démissionné, pour raisons de santé, le 29 octobre, de la présidence. – *(AFP, UPI.)*

Europe

IRLANDE DU NORD : deux morts, une trentaine de blessés à Belfast

Les dirigeants protestants ont été débordés par leurs troupes

BELFAST
de notre envoyé spécial

Novembre 1985 : *« L'Ulster dit non. »* Novembre 1986 : *« L'Ulster dit toujours non. »* A l'occasion du premier anniversaire de l'accord anglo-irlandais, dont ils veulent l'« anéantissement », les unionistes ont simplement rajouté un adverbe à leur slogan des douze mois précédents. Tant et si bien que les murs de Belfast sont lundi, à un mot près, ce qu'ils étaient vendredi avant le passage des colleurs d'affiches, la veille de la grande manifestation unioniste dans les rues de la capitale de l'Irlande du Nord.

La situation non plus n'a pas changé, si ce n'est davantage de dégâts, de blessés et de haine. Chacun continue de camper sur ses positions. Mme Thatcher a tenu, dimanche 16 novembre, à redire sa détermination à maintenir l'accord, en dépit de l'opposition farouche des représentants de la majorité protestante. Ni ceux-ci ni le gouvernement britannique ne semblent être en mesure d'imposer leur point de vue avant longtemps.

L'impuissance des uns et des autres est évidente. On ne cesse de repousser les échéances. Devant les dizaines de milliers de manifestants réunis devant l'hôtel de ville de Belfast, le pasteur Ian Paisley s'est déclaré convaincu que l'accord serait *« enterré »* avant le deuxième anniversaire de sa signature. Mais ce n'est pas la première fois que les dirigeants unionistes font un tel pronostic. A les croire, la démission en bloc des députés unionistes en décembre 1985 et les élections qui ont suivi, prenant la forme d'un référendum, devaient déjà être un élément « décisif ». Le scrutin a produit un « non » massif. Mais Mme Thatcher n'a pas été ébranlée pour autant, pas plus qu'après la grève générale du 3 mars et un commencement d'émeute. Ils ont alors reporté leurs espoirs d'une annulation ou d'une suspension de l'accord au moment des traditionnels défilés orangistes de l'été. Mais l'épreuve de force a tourné court. Nouvelle déception.

Le rassemblement du 15 novembre a été souvent annoncé comme devant marquer la fin « ultime » de la « destruction » du pacte entre Londres et Dublin. La manifestation a été d'une ampleur impressionnante, et, contrairement à ce que disent les leaders en public, leur entourage confie en privé qu'il vaut mieux maintenant tabler sur les changements que pourraient apporter les élections générales, qui doivent avoir lieu en 1987, aussi bien en République d'Irlande qu'au Royaume-Uni.

Pour sa part, l'autre chef de file des partis unionistes, M. James Molyneaux, a fait savoir à la tribune que la campagne de *« désobéissance civile »* qu'il dirige depuis des mois avec le pasteur Paisley allait être bientôt *« nettement renforcée »* par les nouvelles mesures de boycottage de l'administration. Mais, étant donné que dans ce domaine les précédents mots d'ordre ont été inégalement respectés et n'ont pas entraîné la paralysie attendue, les propos de M. Molyneaux ont été accueillis dimanche avec scepticisme par beaucoup de militants unionistes. Samedi, sous la tribune officielle, des manifestants avaient déployé une banderole traduisant leur impatience : *« De l'action, pas des rassemblements ! »*.

« De l'action pas de rassemblements ! »

Cependant, malgré le doute qui gagne les unionistes, la manifestation du 15 novembre a été aussi importante que celle organisée dans les mêmes conditions le 23 novembre 1985 pour donner le coup d'envoi du mouvement de rejet de l'accord. *« Un quart de million »*, a déclaré M. Molyneaux. Cette estimation a paru très exagérée à la plupart des observateurs, mais la foule n'en était pas moins immense, un succès pour MM. Paisley et Molyneaux. En revanche, les consignes des organisateurs, maintes fois répétées dans la semaine, n'ont pas été observées comme elles l'avaient été un an plus tôt. Pour écarter les groupes paramilitaires, MM. Paisley et Molyneaux avaient dit : *« Pas de masques ni d'uniformes. »* Or on en a vu jusque sur la tribune où ces dirigeants avaient pris place.

D'autre part, le pasteur Paisley a été atteint dans son prestige quand s'est produite sous ses yeux et ceux des caméras de télévision une bavure des plus regrettables. A quelques dizaines de mètres de lui, en plein milieu de son discours, une centaine de jeunes ont commencé à attaquer les policiers qui se tenaient à l'une des entrées de la place, tandis que d'autres pillaient la devanture d'un grand magasin de vêtements dont les vitrines avaient volé en éclats. M. Paisley s'est interrompu à plusieurs reprises pour rappeler à l'ordre les rebelles. En vain.

Un lourd bilan

Autre défi : celui des policiers qui, à cet instant, n'ont pas hésité à tirer une douzaine de balles en plastique pour repousser les agresseurs, en risquant d'atteindre la foule. Huit personnes ont été touchées par les projectiles. Le bruit des détonations a couvert la voix pourtant forte du pasteur. L'initiative prise par les agents du Royal Ulster Constabulary (RUC) était particulièrement cruelle pour M. Paisley, qui, pendant des mois, a tout tenté pour provoquer l'insubordination de cette police locale presque entièrement composée de protestants, afin qu'elle refuse de servir les intérêts des gouvernements de Londres et de Dublin.

Après la dispersion hâtée par les organisateurs, les désordres ont continué dans le centre commerçant de Belfast. Trente-trois établissements ont été endommagés et treize d'entre eux dévalisés. Dans la nuit, des escarmouches sporadiques ont opposé policiers et hooligans protestants dans les quartiers périphériques. Dans celui de Shankill, une patrouille a essuyé une rafale d'arme automatique. Ses membres n'ont toutefois pas été atteints. Plus tard, un commando d'un groupe paramilitaire a arrêté un taxi et, après y avoir placé une charge d'explosif, l'a dirigé contre un commissariat. La bombe a pu être désamorcée.

Des logements de familles catholiques ont de nouveau été attaqués. Tôt, dimanche matin à Carrickfergus, non loin de Belfast, une femme âgée de soixante-six ans a été victime d'une crise cardiaque après l'explosion d'un cocktail Molotov dans sa maison. C'était le deuxième décès lié aux violences de cet anniversaire. Vingt-quatre heures auparavant un père de famille – protestant – est mort après avoir été renversé par une voiture blindée de la police, au moment d'une embuscade tendue par les manifestants. Tout au long de la soirée de vendredi, des incidents avaient eu lieu à Belfast et dans plusieurs autres localités. Deux écoles catholiques avaient été incendiées dans le comté de Tyrone. En quarante-huit heures, une trentaine de personnes ont été hospitalisées. La police a procédé à plus d'une centaine d'arrestations. Dimanche, vingt-trois manifestants ont été déférés devant la justice et inculpés de rébellion ou d'incendie volontaire. Lourd bilan pour une *« grande démonstration paisible et digne »*, selon le mot d'ordre renouvelé avec insistance les jours précédents par MM. Paisley et Molyneaux.

FRANCIS CORNU.

URSS

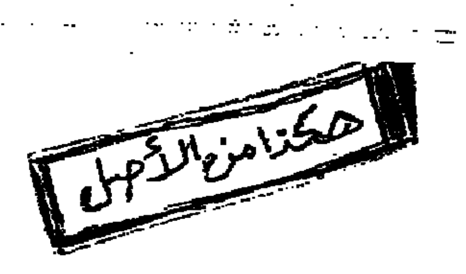
Fusillade après un hold-up à Moscou

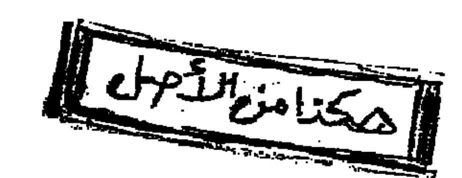
Moscou *(AFP, AP)*. – L'encaisseur d'un grand magasin de vêtements pour jeunes a été attaqué par plusieurs hommes armés, samedi 15 novembre à Moscou, alors qu'il venait collecter la recette de la journée, a annoncé le quotidien *Vetcherniaia Moskva (Moscou soir)* dans son édition du 15 novembre.

La police alertée par les habitants a alors pris en chasse les malfaiteurs qui ont résisté en tirant de nombreux coups de feu. Après une poursuite qui a mobilisé plusieurs policiers, des éléments de la milice et des unités aériennes (probablement un ou deux hélicoptères), les bandits ont été *« rendus inoffensifs »*, poursuit le journal, sans préciser si les voleurs ont été mis en prison ou tués. Il semble bien cependant qu'il y ait eu des victimes, ce qui laisserait entendre qu'au moins une ou plusieurs personnes ont été tuées.

Les médias soviétiques ne parlent que très rarement de tels faits divers. L'article de *Moscou soir* est pris comme un nouvel exemple de la politique gouvernementale de « transparence ».

● **PAYS-BAS : extradition de deux Irlandais.** – Le porte-parole du ministère néerlandais de la justice a annoncé, le vendredi 14 novembre, que les Pays-Bas allaient extrader vers la Grande-Bretagne deux membres de l'IRA, Gerard Kelly et Brendan McFarlane, évadés en 1983 de la prison de Long Kesh près de Belfast et arrêtés aux Pays-Bas il y a quelques mois. La date de cette extradition n'a pas été précisée. L'avocat des deux Irlandais a fait connaître son intention de saisir la Cour internationale des droits de l'homme. A Paris, les représentants de plusieurs associations humanitaires protestant contre cette décision seront reçus à leur demande à l'ambassade des Pays-Bas mardi 18 novembre.





Politique

La réunion du comité directeur du PS

Les socialistes ouvrent leur congrès de printemps

Le comité directeur du PS s'est réuni le samedi 15 novembre. MM. Lionel Jospin, Jean-Pierre Chevènement et Pierre Mauroy ont lancé le débat du prochain congrès du PS, qui se tiendra à Lille au printemps.

Quatre mois et demi avant leur prochain congrès de Lille les 3, 4 et 5 avril prochain, les dirigeants socialistes ont l'œil fixé sur cette échéance, leur offensive du printemps.

De ce point de vue, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, peut-être satisfait du déroulement du comité directeur du 15 novembre. Il s'est félicité que M. Jean-Pierre Chevènement – avec un projet tout ficelé (« Muter ») qui constitue une véritable « précontribution » au congrès (*le Monde* daté 16-17 novembre) – puis – que M. Pierre Mauroy, plus modestement, aient, dès maintenant, lancé leurs premières idées en pâture aux militants. M. Jospin, en effet, souhaite que le parti débatte au fond lors de la préparation du congrès de printemps – « *Il ne faudrait pas*, a-t-il dit, *qu'à une atmosphère de pré-congrès succède un non-débat de congrès* », – afin d'être au clair avec lui-même, en ordre de bataille et armé de propositions solides pour aborder l'élection présidentielle. « *Si les idées fleurissent*, a souligné M. Jospin, *nous saurons bien trouver les synthèses nécessaires.* »

Il est vrai que l'avancement de la date du congrès, et le « découplage » de la réflexion programmatique d'avec la désignation du candidat socialiste présentent beaucoup d'avantages, mais aussi un inconvénient : la tentation, perceptible avant le comité directeur, de ne pas se découvrir, tout en fourbissant ses armes pour les choses sérieuses, c'est-à-dire le choix du candidat. Les interventions de MM. Mauroy et Chevènement, l'appel de M. Poperen à faire du congrès de Lille un « Epinay 2 » semblent montrer que cette tentation ne l'emporte pas, mais la tendance peut encore s'inverser.

M. Jospin, en tout cas, donne l'exemple. Les idées avancées par le premier secrétaire – à ce stade, sous forme de questions sans vraies réponses – ont suscité, en privé, des commentaires ironiques ou mordants de la part d'amis de M. Rocard ou de M. Chevènement, qui les jugent générales et floues. Mais il s'agit d'idées personnelles qui, pour la première fois depuis qu'il est à la *tête* du PS, montrent un nouveau Lionel Jospin.

L'affirmation personnelle de celui qui est à la fois le chef du parti et celui du principal courant du PS porte néanmoins en elle-même ses propres limites. Comme l'a remarqué M. Jospin, toutes ses idées ne seront pas retenues. C'est la règle du débat, et si un désaccord persistant l'opposait aux autres membres du courant A (mitterrandiste), on voit mal le premier secrétaire faire passer, au bout du compte, ses propres idées avant la cohésion de son courant.

M. Chevènement n'est pas soumis à de telles contraintes. Il est, au contraire, soucieux d'amener le reste du parti à se définir par rapport à son projet. Evidemment les socialistes refusent d'entrer dans ce jeu, qui reviendrait à reconnaître une prééminence au dirigeant de Socialisme et République, même s'ils ne rejettent pas forcément la totalité de ses orientations.

Tandis que M. Jospin dessinait un projet qui, sur plusieurs points, semble plus l'opposer au maire de Belfort qu'à celui de Conflans-Sainte-Honorine, M. Pierre Bérégovoy évoquait explicitement les thèses de M. Chevènement, pour en marquer les limites. Tout en jugeant, comme l'ancien ministre de l'industrie, que le libéralisme « *se casse la gueule* », selon la formule de M. Chevènement, l'ancien ministre de l'économie et des finances a jugé que, si les socialistes opposent « *au néo-libéralisme-capitalisme une doctrine collectiviste ou* (...) *une espèce de proposition dans laquelle l'intervention de l'Etat serait à nouveau mise en avant comme la seule solution aux crises et aux problèmes* », ils mettraient « *à côté de la plaque* ».

De son côté, M. Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national chargé des études et, à ce titre, « économiste en chef » du PS, jugeait, dans les couloirs du comité directeur, que le seul vrai débat, à propos de l'emploi, a déjà été tranché au sein du PS

Pour M. Strauss-Kahn, le seul choix réel, au-delà de l'invocation de la croissance, est entre le socialisme « *à l'anglaise* » – la « *sous-productivité* » permettant de créer à court terme des emplois, notamment publics – et le choix français de la recherche de compétitivité, et donc de la meilleure productivité. Ce qui, reconnaît le député de Haute-Savoie, n'apporte pas pour autant une réponse au problème de l'emploi.

« Pile je gagne, face tu perds »

En tout état de cause, M. Chevènement continue, à enfumer le blaireau libéral infiltré selon lui au sein du PS, pour le faire sortir de son terrier. M. Chevènement soupçonne avant tout, on le sait, MM. Michel Rocard et Laurent Fabius, sommés en quelque sorte de s'expliquer. Faute de quoi, le maire de Belfort s'emploierait à faire savoir, aux yeux du parti, que la cause est entendue. Car, dit-il, « *le silence pourrait valoir aveu* ». On ne sait quelle sera la réponse des intéressés. Mais on peut, dès maintenant, supposer qu'ils refusent cette logique de l'aveu dans laquelle voudrait les enfermer M. Chevènement.

Seul chef de courant à ne pas s'exprimer, M. Rocard n'a donc pas été pour autant oublié par ses « amis » socialistes. A sa manière, M. Mauroy, lui aussi, a tendu une sorte de piège au « blaireau » Rocard à propos, cette fois, de l'élection présidentielle. L'ancien premier ministre a proposé, afin « *d'éclaircir le paysage* », que les socialistes se mettent « *d'accord, sans attendre, sur un texte dans lequel* [ils préciseraient] *que, si François Mitterrand sollicite un nouveau mandat présidentiel, il deviendra* [leur] *candidat* ». « [Les] *instances locales, fédérales et nationales ratifiant cette décision*, imagine M. Mauroy, *par acclamations.* » « *Dans l'hypothèse inverse*, a continué le maire de Lille, *les candidats à la candidature seront soumis à notre règle.* » M. Sarre, proche de M. Chevènement, défend une position voisine.

Proposition immédiatement résumée, dans les couloirs, par un lapidaire « *Pile je gagne, face tu perds* » du rocardien Gérard Fuchs. M. Jospin, lui aussi, a flairé le piège tendu au maire de Conflans-Sainte-Honorine et répond que la proposition de M. Mauroy doit être examinée « *avec précaution* », car la meilleure politique, juge-t-il, est encore de « *respecter les droits de chacun* ».

Le premier secrétaire du PS, tout en rappelant qu'il ne « *transigera pas* » sur la désignation du candidat par le parti (il a réaffirmé que le président lui-même, sous des formes adaptées, devra être désigné par les militants s'il est candidat), donne satisfaction aux rocardiens en refusant de « coincer » leur chef de file. Ainsi M. Jospin continue-t-il de se montrer soucieux de ne pas préjuger de l'avenir, en laissant toute latitude à M. Rocard de tenter sa chance à l'intérieur du parti si M. Mitterrand ne se représente pas.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

M. Jospin : point de salut hors une victoire en 1988 !

M. Lionel Jospin évoque en treize questions les problèmes qui, selon lui, doivent être abordés par le congrès, en précisant que sa liste n'est pas exhaustive et qu'« *il y aura plus de questions que de réponses* », mais « *nous n'en sommes qu'au point de départ* », dit-il.

1) « *La société dans laquelle nous vivons mérite-t-elle d'être transformée ? Voulons-nous toujours changer la société capitaliste ?* » A cette première question, M. Jospin apporte dès maintenant une réponse positive. Il s'agit, au congrès, de « *redire et montrer comment ce système doit-être combattu* ».

2) « *Luttons-nous toujours pour le socialisme ? Autour de valeurs, d'une identité qui sont socialistes ?* » Là encore, la réponse de M. Jospin est « *oui* ». Mais il ajoute : « *Je ne sais pas s'il y aura un jour en France – ou sur le plan international – le socialisme. Je ne sais pas ce qu'est une société entièrement capitaliste, puis entièrement socialiste. Les sociétés sont historiquement composites, mixtes. Je pense que le socialisme, plus qu'une fin, est un mouvement. Mais ce mouvement socialiste, nous devons le poursuivre vers de nouveaux équilibres de cette société mixte (...), société où le chômage est réduit autant que possible, les inégalités aussi. Le socialisme, c'est la société du partage et la société de la liberté.* »

3) « *Sommes-nous capables d'avoir un nouveau projet sur l'emploi ?* » M. Jospin, « *à ce stade* », n'en sait rien, mais espère que la convention permettra d'« *y voir clair* » et pense que les socialistes doivent « *refuser la thèse du chômage incompressible* ». M. Jospin se prononce pour le partage du travail, qu'il souhaite ne pas voir opposer à la croissance.

4) « *Qu'avons-nous à dire sur la sécurité et la paix ?* » M. Jospin remarque à ce propos que le consensus avec la droite se limite à la dissuasion nucléaire. Le premier secrétaire s'interroge de nouveau sur le bien-fondé des expériences nucléaires françaises dans le Pacifique et pose plusieurs questions, notamment sur la conciliation entre le « *réalisme nécessaire* » et « *l'aspiration à la paix* », la position du PS sur la défense européenne, les ventes d'armes, les armes chimiques, le couple nucléaire tactique et nucléaire stratégique, l'« option zéro », etc.

5) « *Quelles propositions sur le tiers-monde ?* »

6) « *Peut-on relancer l'Europe autour de quelques idées forces ?* »

7) *Quelles doivent être nos instruments de gestion et de transformation économique ?* » M. Jospin pose la question du Plan, de l'action de l'Etat, de la place du dialogue social.

8) « *Comment aborder la question de l'Etat ? Celle des rapports entre l'Etat et l'individu ? Entre individu et société ?* » M. Jospin souhaite dissiper chez les citoyens « *la confusion entre Etat, gouvernement et bureaucratie* ». Il voudrait aussi que les socialistes montrent qu'à travers le mouvement associatif « *il y a des alternatives à la domination étatique et à l'isolement individuel face aux puissances privées* ».

9) « *Le PS doit-il prendre en compte les problèmes de la protection de la nature, les préoccupations écologiques ?* » Oui, répond M. Jospin, et sans « *approche idéologique* » de ces problèmes.

10) « *Saurons-nous être le parti de la vie quotidienne ?* » M. Jospin suggère aux socialistes d'« *inverser* [leur] *méthode* » et d'être « *moins institutionnels, plus pragmatiques* ».

11) « *Comment aborder le problème des institutions ?* » M. Jospin remarque qu'en l'absence de consensus on ne peut réviser la Constitution, dans un sens présidentiel ou dans un sens parlementaire, mais qu' « *il faut infléchir la pratique* » et, après 1988, si les socialistes gagnent, déterminer le schéma suivant, qui tire les leçons de la situation actuelle : « *Lle président fixe les orientations ; le premier ministre gouverne effectivement ; le premier ministre vérifie le soutien de l'Assemblée nationale.* » M. Jospin, à ce propos, souhaite que l'article 49-3 de la Constitution tombe « *en désuétude* ».

12) « *Comment aborder les problèmes stratégiques ou de conquête du pouvoir ?* » M. Jospin dresse l'état des forces en présence, pour remarquer que l'ancienne stratégie de l'union de la gauche est « *bloquée* », que le PS n'est pas en situation « *à lui seul d'être l'alternative politique* », et pour rejeter l'idée d'un rassemblement au-delà de la gauche, car des « *forces actuellement situées à droite (...) ne sont pas disponibles* ». De surcroît, cette hypothèse aboutit à « *créer un trouble dans le PS, en quelque sorte gratuitement* ». M. Jospin trouve donc la réponse « *en s'appuyant sur la dynamique présidentielle* », la victoire supposant de « *ne pas faire l'impasse sur le PC* ». C'est ensuite seulement qu'il sera, selon lui, possible de bâtir une majorité.

13) « *Comment aborder la question de la présidentielle ?* » M. Jospin réaffirme qu'« *on ne peut courir le risque de deux candidats issus du PS* », et répète qu'il ne transigera pas sur le respect des statuts, « *comme premier secrétaire ou comme militant* ».

M. Mauroy : le risque de régression

M. Pierre Mauroy évoque la constitution du conseil national de la gauche, pour en approuver le principe, tout en affirmant : « *Il ne faudrait (...) pas que le Conseil national de la gauche se réduise à ermettre la renaissance artificielle de groupes dont la représentativité est limitée et l'itinéraire achevé. (...) Ne nous laissons donc pas entraîner dans cette régression.* » Pour le maire de Lille, l'une des tâches de ce conseil devrait être « *d'étudier comment il est possible de reconquérir* [l'] *électorat qui a abandonné le Parti communiste mais qui, en l'abandonnant, a déserté la gauche* ». M. Mauroy souhaite aussi que le Conseil national de la gauche serve à présenter ses projets aux syndicats, afin d'en discuter avec eux « *avant de les arrêter définitivement* ».

L'ancien premier ministre pense que les socialistes doivent préciser quel type de parti ils entendent « *faire vivre* ». Pour sa part, il juge que le moment est venu « *d'essayer de placer les thèses du socialisme démocratique au cœur de l'idéologie de la gauche* », ce qui suppose de le « *théoriser* », ce à quoi s'emploient M. Mauroy et ses amis.

M. Rocard veut que son courant devienne la « colonne vertébrale » du PS

Les amis de M. Rocard et ceux de M. Chevènement ont tenu leurs propres réunions nationales dimanche 16 novembre, après le comité directeur du PS du samedi 15.

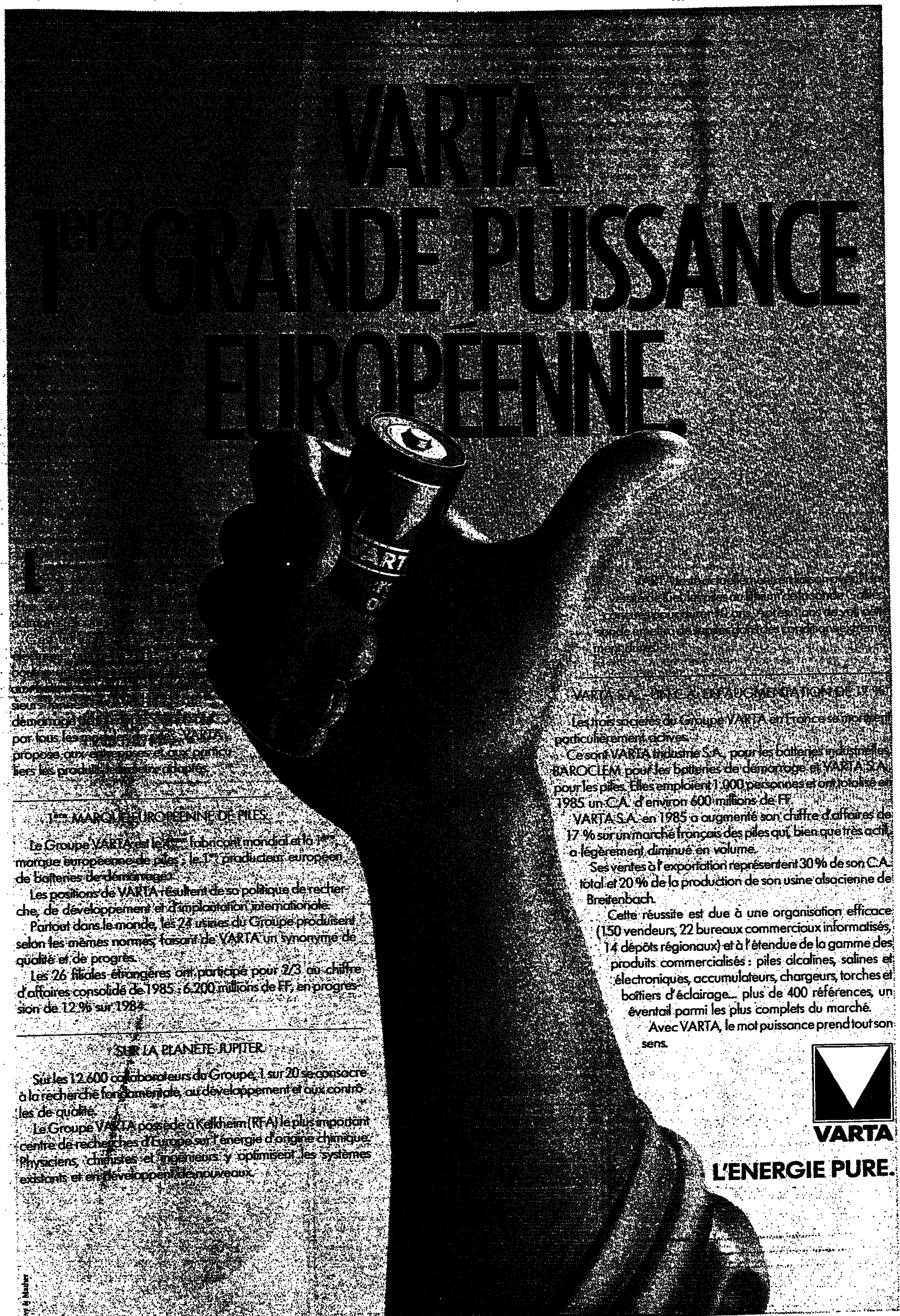
Dès l'ouverture de la réunion de son courant, M. Rocard a coupé court aux interrogations éventuelles sur l'opportunité de ses « *petites phrases* », à propos de sa candidature à l'Elysée, en rappelant qu'il sait ce qu'il fait, et en appelant les rocardiens à ne pas avoir d'états d'âme là-dessus. L'élection présidentielle elle-même a été relativement peu évoquée. M. Rocard a affirmé que « *seule l'élection présidentielle pourra, par son alchimie propre, opérer la recomposition de l'électorat* ».

M. Rocard a appelé ses amis à devenir la « *colonne vertébrale* » du PS. « *Après avoir combattu l'idée que le rêve était de gauche*, leur a-t-il lancé, *nous allons devoir défendre l'idée selon laquelle, sans rêve et sans projet, on devient le centre-droit.* »

Si, dans les autres courants, des socialistes souhaitent que le congrès de Lille soit un « *Epinay 2* » (référence au congrès de création du nouveau PS, en 1971), les amis de M. Rocard voudraient, eux, que ce congrès soit « *Toulouse 2* », référence au congrès de 1985, qui avait vu le parti, selon eux, « *se rocardiser* ». A propos de l'éventuel dépôt d'une motion au congrès de Lille, M. Rocard a dit : « *Nous verrons le moment venu. Nous sommes prêts à la déposer si c'est opportun. Ce pourrait être le cas si la motion majoritaire était inacceptable sur le fond ou si on voulait nous imposer une réduction administrative de notre influence.* » M. Rocard semble vouloir l'éviter, mais d'autres rocardiens sont plus favorables au dépôt d'un texte.

Les amis de M. Chevènement se sont, eux, préoccupés de populariser les thèses exprimées dans le documents *Muter*, présenté par leur chef de file au comité directeur, et qui sera tiré à quinze mille exemplaires. Selon plusieurs participants, cette réunion de Socialisme et République a été marquée par une meilleure « *homogénéité* » et une plus grande « *sérénité* » qu'il y a quelques mois. La ligne « républicaine » de M. Chevènement serait donc mieux perçue par ses propres amis, tandis que, à l'extérieur du courant, l'énoncé d'un projet cohérent, même s'il n'emporte pas l'adhésion, tranche, disent-ils, par rapport à la « *confusion* » ambiante.

J.-L. A.


VARTA
1ère GRANDE PUISSANCE EUROPÉENNE.
VARTA
1ère MARQUE EUROPÉENNE DE PILES.
Le Groupe VARTA est le 4ème fabricant mondial et la 1ère marque européenne de piles ; le 1er producteur européen de batteries de démarrage.
Les positions de VARTA résultent de sa politique de recherche, de développement et d'implantation internationale.
Partout dans le monde, les 24 usines du Groupe produisent selon les mêmes normes, faisant de VARTA un synonyme de qualité et de progrès.
Les 26 filiales étrangères ont participé pour 2/3 au chiffre d'affaires consolidé de 1985 : 6.200 millions de FF, en progression de 12 % sur 1984.
SUR LA PLANÈTE JUPITER.
Sur les 12.600 collaborateurs du Groupe, 1 sur 20 se consacre à la recherche fondamentale, au développement et aux contrôles de qualité.
Le Groupe VARTA possède à Kelkheim (RFA) le plus important centre de recherches d'Europe sur l'énergie d'origine chimique. Physiciens, chimistes et ingénieurs y optimisent les systèmes existants et en développent de nouveaux.
VARTA S.A. : UN C.A. EN AUGMENTATION DE 17 %.
Les trois sociétés du Groupe VARTA en France se montrent particulièrement actives.
Ce sont VARTA Industrie S.A., pour les batteries industrielles, BAROCLEM pour les batteries de démarrage et VARTA S.A. pour les piles. Elles emploient 1.900 personnes et ont totalisé en 1985 un C.A. d'environ 600 millions de FF.
VARTA S.A. en 1985 a augmenté son chiffre d'affaires de 17 % sur un marché français des piles qui, bien que très actif, a légèrement diminué en volume.
Ses ventes à l'exportation représentent 30 % de son C.A. total et 20 % de la production de son usine alsacienne de Breitenbach.
Cette réussite est due à une organisation efficace (150 vendeurs, 22 bureaux commerciaux informatisés, 14 dépôts régionaux) et à l'étendue de la gamme des produits commercialisés : piles alcalines, salines et électroniques, accumulateurs, chargeurs, torches et boîtiers d'éclairage... plus de 400 références, un éventail parmi les plus complets du marché.
Avec VARTA, le mot puissance prend tout son sens.
VARTA
L'ENERGIE PURE.

Politique

Le conseil national du PR

Ni Chirac ni Barre

« *Le PR d'abord, l'UDF ensuite, la majorité enfin* », tels sont les trois choix du Parti républicain confirmés au cours de son conseil national, réuni le samedi 15 novembre à Paris. « *Libre et responsable* », son secrétaire général, M. François Léotard, entend conserver le plus longtemps possible sa liberté de manœuvre vis-à-vis de M. Jacques Chirac comme de M. Raymond Barre.

Réuni au Palais des congrès à Paris, le conseil national du Parti républicain débutait par des travaux en commission permettant aux ministres du parti de dialoguer avec les militants à partir de ces trois thèmes : l'entreprise et l'emploi, la liberté et la solidarité, les jeunes face à l'emploi et à la société. Les mille six cents conseillers nationaux se retrouvent l'après-midi pour la séance plénière inaugurée par M. Michel d'Ornano. Dès le début de son intervention, le député du Calvados rappelle les « *deux axes essentiels* » de l'engagement du Parti républicain : « *Faire prendre en compte ses options propres dans la conduite de l'action gouvernementale, affirmer ses propres valeurs dans la perspective des échéances électorales.* »

Ouvrant le dossier de l'économie et après avoir regretté que le gouvernement « *ne soit pas allé plus loin* » dans l'allégement des charges des entreprises, M. d'Ornano, qui est président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, note que, « *malgré l'action positive de nos ministres, la pression est forte pour s'écarter des options libérales sur lesquelles nous avons été élus* ». Evoquant ensuite les rapports au sein de la majorité et du gouvernement, M. d'Ornano adresse cet avertissement à M. Jacques Chirac et au RPR : « *L'histoire de la Ve République nous apprend que le succès de l'action gouvernementale dépend largement du partage des responsabilités dans les rouages de commandement au sein de la majorité. Si nos partenaires avaient tendance à l'oublier, ce serait une politique à bien courte vue car elle affaiblirait les chances de réussite dans un contexte politique et une conjoncture économique difficiles.* »

Les barristes sur la sellette

M. d'Ornano en vient ensuite à évoquer la prochaine élection présidentielle, en assurant que le Parti républicain « *a vocation à exercer le pouvoir* » et qu'il doit donc en priorité se tourner vers ses « *leaders* » : M. Valéry Giscard d'Estaing qui personnalise « *l'expérience et la capacité au service du pays* » et M. François Léotard « *qui se forge petit à petit une stature d'homme d'Etat* » et qui « *est une valeur sûre pour l'avenir du pays* ». « *Quand on a ceux-là*, conclut-il, *qui comprendrait qu'on aille chercher ailleurs ?* »

S'instaure ensuite un échange de vues sur tous les points entre les ministres présents à la tribune et la salle. Parmi les militants qui interviennent, un représentant de la Picardie s'attire un franc succès en fustigeant sans les nommer le comportement de ces barristes du PR « *qui poignardent dans le dos nos dirigeants* » et « *contestent les choix du conseil national* ». « *Si on n'a plus foi dans le PR*, lance-t-il, *si l'on se sent mieux ailleurs et avec d'autres, on va les rejoindre.* » Sur un autre registre, M. Jean-Pierre Fourcade fait une intervention remarquée en attirant l'attention des ministres « *sur son inquiétude vis-à-vis de la timidité du gouvernement dont ils font partie, quand il s'agit d'aborder les problèmes sociaux. Des réformes de fond sont à entreprendre, je commence à trouver que l'on perd un peu de temps.* »

Après la projection d'un film retraçant « *les 250 jours des ministres républicains* », c'est au tour du délégué général du PR et ministre de l'industrie, M. Alain Madelin, de prendre la parole. Pour décerner à l'auditoire ce brevet d'autosatisfaction : « *La bande à Léo, c'est nous, c'est vous, c'est le PR. Si la France bouge aujourd'hui, si la France est aujourd'hui gouvernée, elle le doit beaucoup au PR qui a su entraîner l'ensemble de l'UDF dans la constitution de ce gouvernement. Ce sont nos solutions qui pour beaucoup inspirent ce gouvernement. Nos idées ont été très largement pillées par l'ensemble de nos partenaires. Tant mieux ! Nous avons encore des produits dans l'arrière-boutique de notre magasin.* »

Si pour M. Madelin le PR a donc su « *éclairer la voie* », il lui faut maintenant « *donner de la voix* » pour faire entendre davantage « *sa petite musique* ». Pour mener à bien cette entreprise, il souhaite « *un puissant parti républicain, porté par un puissant courant d'opinion autour de François Léotard* ». Et de conclure par cette envolée : « *La grandeur de la France nous interdit d'avoir des rêves trop modestes.* »

« *Forts, loyaux, libres et responsables* », c'est en ces termes que, dans son discours de clôture de ce conseil national, prononcé en présence du président de l'UDF, M. Jean Lecanuet, et du secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, M. François Léotard qualifie les libéraux du Parti républicain. Après « *1986, l'année des républicains* », M. Léotard souhaite que « *1987 soit l'année du choix libéral* », c'est-à-dire « *faire face à la fois à la continuité et à la nouveauté de notre vie nationale* ». M. Léotard prend comme premier exemple les institutions pour tirer la leçon des premiers mois de cohabitation.

Selon lui, la Constitution « *n'a jamais été aussi forte dans l'esprit des Français* », mais « *cette Constitution est souple* ». M. Léotard estime « *qu'elle doit être ouverte à une lecture et à une pratique qui soit plus conforme à un véritable équilibre des pouvoirs. Une pratique moins pyramidale et moins rigide. Une pratique en un mot plus libérale.* »

Les couleurs de l'injustice

Mais dans l'immédiat M. Léotard pense que les Français veulent avant tout « *un gouvernement qui travaille* ». D'où l'inutilité selon lui d'ouvrir dès maintenant la « *compétition présidentielle* ». Toutefois, M. Léotard accepte de parler « *des rapports* » de son parti « *avec les grandes forces politiques du pays* ». Avec le RPR ? « *Ces rapports*, rappelle-t-il, *sont fondés sur deux réalités : le dialogue et l'émulation. S'il manquait l'une ou l'autre de ces deux réalités, la majorité perdrait son équilibre... Ce qui nous réunit avec le RPR, ce n'est pas l'équilibre de la terreur — je suis avec toi mais je veux te faire échouer, — c'est l'équilibre de la confiance — je suis avec toi parce que nous pouvons gagner ensemble et tu ne peux pas gagner tout seul. La réussite ne sera pas dans l'alignement des uns sur les autres.* » « Avec le Parti socialiste ? M. Léotard convient « *qu'il change aussi sous la pression têtue de ses échecs* », mais « *trop lentement* » pour le secrétaire général du PR ; « *le Parti socialiste, sa pratique, ses responsabilités, ses décisions ont été porteurs d'une authentique régression sociale.* » A la majorité, juge-t-il, d'en tirer les leçons en proposant « *les bases d'une nouvelle fraternité* ». Au libéralisme d'être « *plus populaire* » : « *Il ne peut*, explique M. Léotard, *sans échouer durablement et sans se renier, revêtir pour trop de nos compatriotes les couleurs de l'injustice, de l'inégalité ou de la frustration... Si, dans les mois qui viennent, nous n'enracinons pas cette démarche dans l'esprit des salariés français, nous échouerons.* »

Rapports enfin du PR avec et au sein de l'UDF ? « *Ce qui nous réunit est très fort*, constate le secrétaire général du PR. *Ce qui nous divise est superficiel et transitoire.* » Toutefois, M. Léotard s'en prend « *aux voyeurs de l'action gouvernementale* » pour rappeler que son parti est, lui, « *à l'intérieur de la salle des machines et qu'il a bien l'intention de faire avancer le bateau gouvernemental* », que lui « *n'a jamais traité la France comme un terrain d'expérience, c'est-à-dire un jour en dedans, un jour en dehors* ».

« *Que vais-je faire dans les mois qui viennent* » ? M. Léotard se pose enfin à lui-même cette question. « *Nous avons fait trois choix : celui du PR d'abord, celui de l'UDF ensuite, celui de la majorité enfin. Notre attitude dans les mois qui viennent sera, dès que cela sera possible, de choisir dans cet ordre-là le candidat que nous soutiendrons au premier puis au second tour. S'il vient du PR, nous serons heureux ; s'il vient de l'UDF, il pourra compter sur nous. De toute façon, il viendra de la majorité et nous le ferons gagner.* »

D. C.

Le nouveau comité directeur

Le Conseil national a procédé à l'élection d'un nouveau comité directeur en place pour deux ans. Outre les membres du bureau politique, les dix députés et les dix sénateurs représentant le Parlement (lire *le Monde* du jeudi 13 novembre), ce comité directeur comprend trente présidents de fédération et trente conseillers nationaux.

Les présidents de fédération sont les suivants :

MM. Jean Baggioni, José Balarello, Hubert Basso, Alain Bayrou, Jean-Pierre Bebear, René Benoit, Paul Berrus, Mme Marie-Thérèse Bianchi, MM. Jacques Bichet, Jean-Jacques Blanco-Carlotti, Gérard Boche, Jack Breton, Philippe Burbaud, Christian Cambon, Georges Colombier, Jean-François Court, Jean-François Denian, André Droitcourt, Henri Giscard d'Estaing, Daniel Houlle, François Jacob, Denis Jacquat, Jacques Lacarin, Gérard Larrat, Xavier Lassalle, Jean Proriol, Charles Revet, Jean-Paul Ribeyre, Gilles de Robien et Gérard Tremege.

Les trente conseillers nationaux se nomment :

MM. Patrick Lucotte, Jean Girma, Louis Colombani, Mme Marie-Louise Lota, Janine Cayrou, Raymonde Levecot, MM. Ladislas Poniatowski, Georges Camilleri, Xavier Lebray, Jean-Yves Leborgne, Bernard Jacquier, Guy Teissier, Mme Rolande Sarinelli, MM. Jean Yvan, Michel Anselem, Mme Géraldine Martiano, M. Francis Saint-Ellier, Mme Hélène Rimbert, M. Robert Deloche, Mme Françoise Foury, M. Jean-Charles Bron, Mme Sakhina Hamid, MM. Bernard Mothes, Roland Normand, Jean Philippet, Rudy Salles, Jacques Crapet, Olivier Ricard, Jacques Rosier et Jean-Claude Beauvillain.

Le culte du chef

A dix-huit mois de l'échéance présidentielle, M. François Léotard n'a véritablement en tête qu'une seule stratégie : être fort. « *Tout le reste*, confie-t-il, *n'est que littérature.* » Depuis quatre ans qu'il préside aux destinées du Parti républicain, M. Léotard a beaucoup appris et, semble-t-il, beaucoup retenu. Il emprunte à M. Chirac. Il plagie M. Giscard d'Estaing...

De M. Chirac, il a retenu les principes de la méthode du bulldozer : faire passer la caravane sans se soucier jamais de la meute qui aboie. A la tête du PR, il cultive sans gêne le culte du chef, et les militants sont de plus en plus nombreux à venir l'adorer. Les anciens sont écartés, les cadres bousculés, les barristes muets, M. Giscard d'Estaing absent et oublié.

Ce dernier conseil national de samedi a démontré que la « léotardisation » est bien en marche. A l'UDF, M. Léotard n'en fait plus qu'à sa tête. Il la délaisse, il la flatte, mais personne ne prétend plus s'opposer à son rythme cyclothymique. Au sein de la majorité, M. Léotard a pour la première fois nettement tracé la frontière avec le RPR : « *L'équilibre de la confiance et non l'équilibre de la terreur.* » Etre fort, c'est aussi savoir tenir tête.

De M. Giscard d'Estaing, M. Léotard a appris les vertus d'un libéralisme modéré et le goût forcé pour la descrispation. Pour lui aussi, la tolérance est devenue un cheval de bataille et, à son tour, il prétend étendre la décrispation jusqu'aux institutions, histoire de doubler sur ce terrain l'obstiné M. Barre. Percevant enfin jusqu'où le libéralisme ne doit pas aller trop loin, il en vient aujourd'hui à parler de « *libéralisme populaire* », faute d'accepter de prononcer le mot de recentrage et d'en reconnaître publiquement les mérites.

La méthode de M. Chirac, les idées de M. Giscard d'Estaing, M. Léotard ne fait apparemment confiance à lui-même que sur deux points : sa très bonne tenue dans les sondages et ses... quarante-quatre ans. Etre fort, populaire et être jeune. M. Léotard fait le pari qu'en 1988 les Français voudront voir d'« *autres têtes* ». Reste à savoir si 1988, ce n'est pas trop tôt..!

DANIEL CARTON.

M. Léotard prix Politico 86

Le prix Politico 86, décerné par un jury de journalistes à « *l'homme politique le plus politicien de l'année* », a été attribué, le dimanche 16 novembre, à M. François Léotard, « *mieux disant* » de la culture et de la communication. M. Léotard succède ainsi à M. Barre, distingué l'an dernier. MM. Charles Pasqua et Michel Rocard ont obtenu des voix au premier tour de scrutin. Un « blâme » a été infligé à M. Olivier Stirn, député socialiste de la Manche, parce qu'il n'a pas changé de parti depuis « *deux semestres consécutifs* ».

Le prix Politico est doté d'un siège orientable.

Une rencontre chrétiens-marxistes à l'initiative du PCF

Les mânes de la « résistance »

Une centaine de personnes ont participé à une journée d'études organisée à Paris, le samedi 15 novembre 1986, par l'hebdomadaire communiste *Révolution* et *la Pensée*, revue de l'Institut de recherches marxistes, sur le thème « Libéralisme ou libération humaine ». Le PCF faisait ainsi une nouvelle tentative de relance du dialogue entre communistes et chrétiens (*le Monde* du 22 octobre).

Membre du comité central du PCF et l'un des meilleurs observateurs communistes de la vie de l'Eglise catholique, M. Antoine Casanova soulignait combien les différences entre les chrétiens et les marxistes étaient « *irréductibles* ». « *Notre volonté de discussions est sans arrière-pensée ni préalable* », assurait Mme Francette Lazard, responsable au sein du bureau politique du PCF des relations avec les croyants.

De son côté, le Père Pierre Tripier, représentant le Service Incroyance-Foi (SIF), organisme de l'épiscopat chargé du dialogue avec les athées, déclarait qu'il n'était mandaté par aucune organisation, ajoutant : « *Cette rencontre serait impossible s'il s'agissait de confronter un parti politique et une Eglise.* »

Invitées comme lui, d'autres personnalités catholiques et protestantes étaient présentes : les Pères Jacques Sommet et Xavier Nicolas, jésuites, ancien et actuel secrétaires du Service Incroyance-Foi ; MM. Georges Montaron, directeur de *Témoignage chrétien*, et Alain Ruellan, président de la CIMADE (service d'entraide protestant). Des militants de l'Action catholique ouvrière, membres ou non d'organisations de gauche, étaient venus à cette rencontre à titre personnel, se défendant aussi de vouloir cautionner l'orientation actuelle du PC (1).

Les règles ainsi posées, il y avait peu d'illusions à se faire quant au contenu et aux résultats d'une rencontre de chrétiens et de marxistes, qui était en France la première depuis le colloque organisé en 1978 par la revue *Brèche*, en pleine période de rupture au sein de la gauche et qui avait été un échec. Ce rendez-vous du 15 novembre n'a guère dépassé le stade de la conversation aimable et polie. Rien n'est venu rappeler aux cent participants et observateurs le souvenir des confrontations idéologiques d'antan, du type des Semaines de la pensée marxiste.

Fondé sur des expériences communes plus que sur des désaccords idéologiques ou politiques, ce dialogue entre des communistes et des chrétiens se voulait ainsi « *réaliste* », comme celui qui, à Budapest, du 8 au 11 octobre derniers, avait réuni une vingtaine d'intellectuels marxistes de l'Est et des officiels du Vatican (*le Monde* du 15 octobre).

A Paris, les participants ont fait l'inventaire des « *solidarités concrètes* » à établir dans des domaines aussi divers que la défense de l'emploi, celle des immigrés et des droits de l'homme, le développement du tiers-monde et de la paix et jusqu'aux questions d'éthique médicale. C'est Georges Montaron qui est allé le plus loin sur la question d'une collaboration politique concrète, en déclarant devant son auditoire marxiste : « *Le message chrétien n'est pas un projet politique. Mais il porte en lui des valeurs qui font qu'il est radicalement opposé au libéralisme, qui est le pire des matérialismes.* »

Solidarité, justice, paix du monde et dignité de l'homme : « *Jamais autant qu'aujourd'hui, nous, les communistes et les chrétiens, n'avons été confrontés à de tels enjeux* », concluait Mme Francette Lazard, qui en appelait à l'esprit de « *résistance* », comme celle qui sous l'occupant avait placé côte à côte tant de communistes et de chrétiens.

HENRI TINCQ.

(1) Evêque de Saint-Denis, Mgr Guy Deroubaix, président de la Commission épiscopale du monde ouvrier, et le Père Jean-Yves Calvez, jésuite, spécialiste du marxisme, avaient décliné l'invitation.

Le désarroi et la combativité des « rénovateurs »

CLERMONT-FERRAND
de notre correspondant

Les « rénovateurs » n'ont pas perdu de leur allant au sein de la Fédération du Puy-de-Dôme du Parti communiste français. Sans avoir lancé d'appel public, ils ont rassemblé près de deux cent cinquante personnes (militants actuels mais aussi anciens), le 13 novembre à Blanzat, une commune de la banlieue de Clermont-Ferrand, pour « fêter » le départ de M. Jean Vilanova, écarté du poste de secrétaire fédéral le 28 avril (*le Monde* du 2 mai 1986).

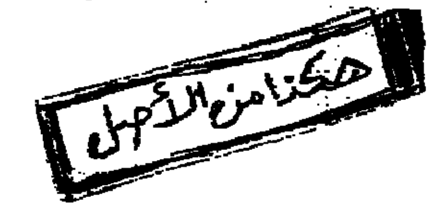
La présence de M. Pierre Juquin, dont M. Vilanova fut un des principaux collaborateurs au comité central, a largement contribué à donner à cette soirée un caractère de débat, dans une atmosphère à la fois chaleureuse et tendue. La discussion publique, considérée comme « *une exigence morale* » par M. Vilanova, allait passer par bien des registres. Fermeté de ton contre les méthodes « administratives ». Emotion indignée du maire de Blanzat, M. de Degemard, faisant allusion à la menace de licenciement qui pèserait sur M. Jean-Pierre Antignac, permanent écarté du secrétariat fédéral. « *Notre camarade envisage d'aller jusqu'à la grève de la faim ; je ne le lui conseille pas, car notre solidarité s'exerce.* »

La direction fédérale, absente, ne fut pas épargnée.

M. Armand Mansat, conseiller général, membre du PCF depuis 1943, qui dit avoir été « *un stalinien de la première espèce* », exprima son désarroi : « *On n'a pas les moyens démocratiques de changer de direction ; le fonctionnement est tel que cela ne pourrait être fait que par des moyens catastrophiques.* »

Une seule certitude s'afficha, exprimée par M. Juquin : « *Pas question d'aller dans la nébuleuse socialiste ; la ligne politique d'Henri Fiszbin est le contraire de celle que je préconise (...) Nous changerons le Parti communiste de l'intérieur et par le bas.* »

L. T.



Politique

A la suite du regain de tension en Nouvelle-Calédonie

M. Chirac annule son rendez-vous avec M. Tjibaou

A la suite des affrontements qui ont eu lieu samedi près de Thio, en Nouvelle-Calédonie, et qui ont provoqué la mort d'un jeune garçon de quatorze ans, le premier ministre a annulé le rendez-vous qu'il avait, ce lundi 17 novembre, à l'hôtel Matignon, avec le chef du mouvement indépendantiste, M. Jean-Marie Tjibaou.

C'est le ministère des DOM-TOM qui a annoncé cette décision, dimanche, dans un communiqué précisant que *« M. Chirac a demandé à M. Bernard Pons de recevoir M. Tjibaou au nom du gouvernement ». « A la suite des graves événements qui viennent de se dérouler à Thio et qui répondent de manière inacceptable à la politique de dialogue du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, l'entretien que le président de la région nord de Nouvelle-Calédonie devait avoir avec M. Jacques Foccart, conseiller du premier ministre, est également annulé »*, ajoute ce communiqué.

M. Pons avait auparavant déclaré, à propos des circonstances des affrontements : *« Alors qu'ils rentraient d'une réunion publique tenue à Thio, de nombreux Calédoniens, sympathisants du RPCR, ont été agressés, et un jeune homme de quatorze ans a été lâchement assassiné. Le haut commissaire, délégué du gouvernement, a pris immédiatement, en accord avec moi, toutes les dispositions pour rétablir l'ordre public et rechercher les coupables. Une huitaine d'interpellations ont été opérées.*

» Au moment où est engagée une politique vigoureuse de redressement économique du territoire, ces violences, qui répondent à la volonté de dialogue du gouvernement, sont inacceptables. Il faut que les extrémistes proches des indépendantistes sachent que toute tentative de retour au désordre ne saurait être tolérée et que le gouvernement, qui s'incline devant la douleur de la famille de la jeune victime, ne confondra en aucun cas ouverture et faiblesse. »

M. Tjibaou et les deux autres dirigeants indépendantistes actuellement à Paris ont dénoncé, pour leur part, *« la provocation de la droite locale, qui vise à discréditer le FLNKS et à empêcher la discussion sur le référendum ». « Les informations venues de Nouméa confirment la préméditation de cette action par le RPCR local*, ont ajouté les trois présidents des régions contrôlées par le FLNKS. *Nous ne pouvons que déplorer de tels actes au moment où le FLNKS appelle au calme et demande le dialogue avec le gouvernement sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. »*

M. Tjibaou doit en principe être reçu mercredi à l'Elysée par M. François Mitterrand.

M. Michel Rocard a estimé, de son côté : *« Nul ne peut accepter que ces incidents, apparemment délibérés, nuisent aux conversations actuellement engagées entre le gouvernement français et la délégation des trois présidents de région conduite par M. Tjibaou. Le devoir des autorités locales est de veiller strictement à ce qu'aucune provocation ne soit tolérée, à plus forte raison quand elle conduit à des meurtres et vise à susciter artificiellement une tension dont on ne voit que trop bien les objectifs qu'elle poursuit. »*

Lors de la réunion du conseil national du Parti républicain, M. François Léotard a souhaité, quant à lui, que les Français *« regardent avec attention deux dossiers : celui de la Nouvelle-Calédonie et celui du Liban ». « Bien sûr*, a-t-il dit, *il s'agit de territoires lointains, mais je souhaite que nous ne baissions pas les bras ni sur l'un ni sur l'autre. » « Ce qui s'est passé sur le territoire de la Nouvelle-Calédonie pose à chacun d'entre nous une question simple*, a ajouté le secrétaire général du PR. *Est-ce que l'on peut aujourd'hui majoritairement décider d'être français dans le monde et être protégé par la loi française ? Je crois qu'il faut que nous nous posions cette question, comme d'ailleurs les chrétiens du Liban qui ont cru en nous. Je souhaite que nous ne baissions pas les bras dans ce territoire de Nouvelle-Calédonie, aujourd'hui ravagé par la haine et la division. »*

Les deux camps se mobilisent

(Suite de la première page.)

Autre enseignement de ce week-end : à Nouméa, des groupes ultras anti-indépendantistes, organisés de manière paramilitaire, sont résolus à répliquer au coup par coup au FLNKS. Dans la nuit de samedi à dimanche, dans une banlieue de la capitale, trois individus en treillis et casqués ont ouvert le feu sur la villa du chef indépendantiste, Yeiwéné Yeiwéné. Ce dernier accompagne actuellement M. Jean-Marie Tjibaou en métropole, mais sa famille se trouvait à l'intérieur de la maison ; cette expédition « punitive » n'a causé que des dégâts matériels. Dimanche soir, c'est l'imprimerie éditant l'hebdomadaire du FLNKS, *Bwenando*, qui a fait l'objet d'une tentative d'incendie criminel. Après s'être introduits par effraction dans les locaux, des inconnus ont répandu sur le sol un liquide inflammable. Les flammes ont surtout endommagé le matériel d'impression et le stock de papier.

La tension pourrait cependant remonter dans les jours qui viennent, en raison d'une mobilisation, sous divers prétextes, des deux courants politiques du territoire. Il y aura d'abord, mardi, les obsèques du jeune James Fels-Tournier, célébrées en la cathédrale de Nouméa. Le maire du chef-lieu, M. Jean Lèques, a décrété à cette occasion *« une journée de deuil ! »*. Le même jour, le RPCR célébrera le premier anniversaire de la disparition de Roger Laroque, ancien maire de Nouméa et figure historique du mouvement anti-indépendantiste.

C'est à compter de mardi également que le FLNKS fermera pour trois jours les sièges des trois régions, Nord, Centre et Loyauté, en attendant le verdict, le 20 novembre, de la chambre d'accusation concernant le non-lieu rendu dans l'affaire de la fusillade de Hienghène.

Chacun aura surtout en mémoire ce fameux jour du boycottage des élections territoriales par le FLNKS, qui a porté la crise calédonienne à son paroxysme : c'était le 18 décembre 1984, il y a deux ans.

FRÉDÉRIC BOBIN.

La loi des extrêmes

DE retour de Nouméa, le 2 septembre, M. Jacques Chirac déclarait : *« Je reviens optimiste dans la mesure où les extrémistes sont en perte de vitesse en Nouvelle-Calédonie. »* L'optimisme du premier ministre est aujourd'hui soumis à rude épreuve. Une fois de plus, c'est au contraire la loi des extrêmes qui l'emporte sur le « Caillou ». Et ce qui s'est passé samedi à Thio était prévisible dans la mesure où ces nouvelles violences apparaissent comme la conséquence de l'affrontement de deux surenchères entretenues de part et d'autre au cours de ces dernières semaines.

Chez les « loyalistes » la politique prudente menée depuis le 16 mars par le gouvernement suscite un agacement croissant. Les éléments les plus intransigeants de la communauté d'origine européenne ne comprennent pas pourquoi MM. Chirac et Pons composent avec les chefs du mouvement indépendantiste. Ils mettent aussi en cause le nouveau délégué du gouvernement dans le territoire, M. Jean Montpezat, coupable à leurs yeux de faire trop d'économie et pas assez de politique, et peut-être également d'avoir, après mai 1981, travaillé deux ans (comme directeur des TOM au ministère) auprès de M. Henri Emmanuelli, alors secrétaire d'Etat aux DOM-TOM après avoir été l'un des pères de la réforme foncière instaurée par M. Paul Dijoud.

Sous la pression de l'extrême droite locale, ces faucons caldoches exagèrent, en outre, l'influence de l'extrême gauche métropolitaine sur l'évolution du FLNKS et réclament du premier ministre et du ministre des DOM-TOM une politique répressive à l'encontre de tous les « subversifs ». Se faisant l'écho de ces sentiments exacerbés, le 8 novembre à l'Assemblée nationale, M. Maurice Nenou-Pwataho, député RPR du territoire, élu canaque de la côte est, accusait la Ligue communiste révolutionnaire de faire régner *« la loi de la jungle »* en Nouvelle-Calédonie et, à travers les moyens d'information du FLNKS, de *« dresser les communautés les unes contre les autres, inculquant aux Mélanésiens le rejet de la France, compromettant par leur action toute possibilité de discussion, de compromis, de réconciliation »*. Ce n'est pas faire injure à ce parlementaire réputé pour sa modération que d'estimer que le surprenant non-lieu prononcé le 29 septembre à Nouméa en faveur des auteurs du massacre du 5 décembre 1984 à Hienghène, qui avait coûté la vie à dix Mélanésiens, a fait beaucoup plus que M. Alain Krivine pour fortifier le *« rejet de la France »* dans les rangs indépendantistes.

Thio, fief des contestataires

Mais en Nouvelle-Calédonie, il a toujours suffi de quelques rumeurs pour déclencher les pires engrenages. Le camp séparatiste connaît, lui aussi, un mouvement de contestation interne. La ligne légaliste suivie depuis les élections territoriales du 29 septembre 1985 par M. Jean-Marie Tjibaou et l'Union calédonienne, majoritaire au sein du FLNKS, provoque le mécontentement de ceux qui continuent de se référer à la stratégie de rupture violente préconisée naguère par Eloi Machoro, tué par le GIGN il y a près de deux ans. Ceux-là mêmes qui poussent maintenant l'état-major indépendantiste à rompre avec les institutions régionales, après avoir boycotté les dernières élections législatives, empêchant M. Tjibaou de succéder à M. Roch Pidjot au Palais-Bourbon.

Or la région de Thio constitue, tout le monde le sait, le principal fief de ces contestataires à la tête desquels Mme Françoise Machoro, l'une des sœurs de l'ancien chef de guerre du FLNKS, fait figure d'égérie. Dans ce chaudron explosif, tout rassemblement RPCR devient un pari dangereux parce qu'il équivaut à tenter le diable. Un jeune homme vient d'en mourir et ce nouveau drame creuse davantage le fossé entre les deux communautés.

MM. Chirac et Pons, eux, se retrouvent dans l'impasse, car le poids de ces extrémismes dans le microcosme calédonien risque fort, d'incidents en incidents, de compromettre le référendum d'autodétermination prévu l'an prochain, dont seul un compromis négocié pourrait assurer l'organisation normale. Dans la même impasse que leurs prédécesseurs et confrontés aux mêmes passions incontrôlables.

ALAIN ROLLAT.

Société

Au « Grand-Jury RTL-*le Monde* »

M. Pasqua : nous ferons tout ce que nous pouvons pour la libération des otages

Interrogé sur les attentats du mois de septembre à Paris, lors de l'émission du « Grand Jury RTL-*le Monde* », M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, a notamment déclaré : « *On sait pourquoi les attentats ont eu lieu. C'est simple, et j'ai déjà eu l'occasion de le dire, comme d'autres membres du gouvernement. Je rappelle qu'avant notre arrivée un accord avait été passé entre le gouvernement français et les Fractions armées révolutionnaire libanaises. Aux termes de cet accord, les FARL devaient libérer un otage qu'elles détenaient, en l'occurrence M. Peyrolles et, en contrepartie, la France devait libérer Georges Ibrahim Abdallah, qui était, à cette époque, inculpé pour des délits relativement mineurs.*

Alors qu'on lui faisait remarquer que, la semaine dernière, ici même, M. Fabius a démenti un tel accord, M. Pasqua a répondu : « *Le drame de M. Fabius, c'est qu'il n'était au courant de rien quand il était premier ministre. Il ne l'était d'ailleurs même pas du* Rainbow-Warrior *(...) ! Il n'en reste pas moins que, à leurs yeux, les Fractions armées révolutionnaires libanaises ont tenu leurs engagements et que le gouvernement français n'a pas tenu les siens. D'où les attentats qui ont eu lieu à Paris avant notre arrivée au pouvoir, les attentats ont eu lieu, à Paris, le soir même de la prise de fonctions du gouvernement de Jacques Chirac, pour faire pression sur nous, et les attentats qui sont survenus ensuite.*

« Une action diplomatique normale »

Le ministre de l'intérieur a ensuite commenté la récente libération de deux otages français et l'attitude du gouvernement syrien :

« *Naturellement, nous aurions préféré récupérer la totalité de nos otages, et il faut que vous sachiez – mais je pense que vous le savez et que les Français le savent – que c'est une des préoccupations quotidiennes du gouvernement et du premier ministre, et que nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour récupérer ces otages. Depuis le début, la position du gouvernement français est claire : il ne pense pas qu'il faille négocier à la fois avec les groupes qui prétendent détenir les otages et par l'intermédiaire de personnages plus ou moins connus ou bizarres. Nous conduisons, nous, une action diplomatique normale au niveau des Etats, et, depuis le début, nous pensons que deux pays peuvent jouer un rôle déterminant dans la libération des otages. Le premier est la Syrie, notamment parce que l'armée syrienne occupe une partie du Liban où nous avons toutes les raisons de penser que sont détenus nos compatriotes ; le deuxième est l'Iran, parce qu'un certain nombre de dirigeants des organisations qui peuvent avoir la responsabilité de la détention de ces otages, de même que la responsabilité de leur enlèvement, se réclament de l'inspiration de l'intégrisme islamique. Nous pensons qu'à partir du moment où nous rétablissons des relations normales avec la Syrie et l'Iran, cela n'est pas directement lié à la libération des otages, mais cela contribue à créer le climat favorable à ces libérations (...).*

« *Il est non moins certain qu'il était extrêmement désagréable pour le gouvernement syrien de se voir accuser d'être, au moins indirectement, responsable d'une tentative d'attentat et qu'il a éprouvé la nécessité de conforter son audience au plan international. Mais je ne crois pas que tout cela soit directement lié. Nous avions entamé depuis un certain temps des négociations pour aboutir à la libération de ces otages. Nous continuons à le faire. Ce sont ces deux-là qui ont été libérés. Nous regrettons que les autres ne l'aient pas été. Nous espérons qu'ils le seront et nous ferons tout ce que nous pouvons pour qu'ils le soient le plus rapidement possible.* »

● **Opération anti-drogue : vingt-cinq interpellations.** – Vingt-cinq personnes ont été interpellées, samedi 15 novembre, en région parisienne (Seine-Saint-Denis et Hauts-de-Seine) au cours d'une vaste opération de gendarmerie visant au démantèlement d'un réseau de trafiquants d'héroïne.

Les vingt-cinq personnes interpellées, dont quatre « importants trafiquants » selon les gendarmes, ont été placées en garde à vue en Seine-Saint-Denis. Leurs identités n'ont pas été révélées. Au cours des perquisitions, 15 grammes d'héroïne seulement ont été saisis, ainsi qu'une somme de 200 000 F et des bijoux estimés à 300 000 F.

L'incarcération de M. Yves Chalier

Carrefour du développement : la deuxième affaire

Yves Chalier, principal accusé dans l'affaire du Carrefour du développement, en fuite depuis plus de six mois, s'est livré à la justice le dimanche 16 novembre. Le juge d'instruction chargé du dossier, M. Jean-Pierre Michau, l'a fait écrouer à la prison de la Santé après lui avoir signifié les inculpations de faux en écritures publiques, usage de faux, abus de confiance et vol. M. Chalier compte-t-il faire de nouvelles révélations mettant en cause ses anciens responsables socialistes ? La deuxième affaire du Carrefour du développement ne fait que commencer...

Ne pas confondre : lorsque Yves Chalier a pénétré, le dimanche 16 novembre en début d'après-midi, dans l'enceinte du Palais de justice de Paris, entouré de policiers, il n'était pas en état d'arrestation. Au contraire, les fonctionnaires de la police judiciaire qui l'escortaient étaient chargés d'assurer la protection de l'ancien chef de cabinet du ministre socialiste de la coopération, Christian Nucci, pourtant sous le coup d'un mandat d'arrêt international depuis plus de trois mois. Yves Chalier avait fait savoir au juge qu'il ne viendrait que si sa sécurité était assurée pendant le trajet.

Qui est donc Yves Chalier pour bénéficier de traitements aussi particuliers ? Depuis une dizaine de jours, cet ancien lieutenant-colonel âgé de quarante-cinq ans, principal accusé dans l'affaire du Carrefour du développement, se trouvait à Paris, de retour du Brésil. Les renseignements généraux ne l'ignoraient guère, semble-t-il, mais la police n'avait pas cherché à l'interpeller. Dimanche, c'est spontanément qu'il s'est présenté devant le juge d'instruction chargé du dossier, M. Jean-Pierre Michau. Le Palais de justice était désert, le procureur de la République n'avait été averti qu'*in extremis* ; les gendarmes de permanence, surpris, n'en retrouvaient plus leurs clefs.

Accompagné de son avocat, M[e] Xavier de Roux, M. Chalier arrivait d'un grand hôtel de la rue de Rivoli où il s'était réfugié. Quand il est ressorti du Palais de justice pour gagner la prison de la Santé, une page avait été tournée. L'affaire du Carrefour du développement, le premier scandale de la législature socialiste, prenait un nouveau départ. Après l'impression de manipulation politique donnée par l'absence prolongée – voire protégée – de M. Chalier, le dossier redevenait du ressort exclusif du juge d'instruction.

Ecroué, M. Chalier n'est plus que l'ancien chef de cabinet de M. Nucci, accusé de détournement de fonds publics et prêt sans doute à fournir d'intéressantes précisions quant à la destination des sommes disparues, aux ordres donnés ou aux couvertures éventuelles des malversations. Soit le cœur même de l'affaire. En fuite, il donnait aux soupçons d'exploitation politique de l'affaire toute leur raison d'être : il orientait le scandale, au moment de son choix, par des révélations, affirmait avoir bénéficié de protections au sein du ministère de l'intérieur : bref, il était devenu l'homme que des journalistes parvenaient à retrouver mais pas la justice française, ce qui avait sans doute commencé à donner des impatiences au magistrat.

Saura-t-on jamais pourquoi Yves Chalier s'est rendu ? Comment cet ancien officier, qui a servi en Nouvelle-Calédonie, puis au SDEC, a décidé de se présenter au juge, conscient qu'il risque de nombreuses années de prison, après une cavale plutôt dorée de six mois et demi à l'étranger ? Sans doute n'avait-il plus le choix. Au Brésil, pourtant, il se sentait protégé. Il avait relancé son projet de société d'import-export. Son amie, Maggy Baquian était venue le voir pendant dix jours en septembre ; un « intermédiaire » avait payé le billet-aller de la jeune femme. Yves Chalier avait réglé le retour ; il était « *déprimé* », selon elle, mais, en fin de compte, pas trop inquiet. Ses interlocuteurs parisiens lui avaient demandé des rapports sur l'affaire ; il avait collaboré.

Rupture de contrat

Le « contrat » a été rompu début octobre. Qui en a pris l'initiative ? Yves Chalier comprend, en tout cas, qu'il a été « lâché » lorsque Maggy Baquian est écrouée le 14 octobre et lorsque le juge transmet son adresse à Rio de Janeiro à la police brésilienne. Sans doute décide-t-il alors de rentrer et, par la même occasion, de faire des révélations sur ses protecteurs.

« *Il craignait pour sa vie* », a indiqué M[e] de Roux, son avocat, pour justifier les mesures de sécurité dont Yves Chalier avait souhaité entourer sa reddition, dimanche. Fin avril, alors que le nouveau ministre de la coopération venait de porter l'affaire sur la place publique, Yves Chalier avait déjà, affirme-t-il, été l'objet de menaces. Depuis son retour en France, il se sentait de nouveau dans la ligne de mire. A-t-il pu avoir connaissance d'affaires à ce point délicates qu'il ne se sente plus en sécurité qu'en détention ? Cette crainte et aussi la lassitude ont sans doute motivé partiellement sa décision. Mais l'ancien trésorier du Carrefour du développement espérait surtout que son retour contribuerait à la remise en liberté de Maggy Baquian ; pour lui, la justice avait pris la jeune femme en « otage » pour l'amener à se livrer. Après le retour d'Yves Chalier, le juge hésitera peut-être à refuser la deuxième demande de mise en liberté, présentée, jeudi dernier, par l'avocat de la jeune femme, M[e] Bernard Prévost.

« *Il n'y a eu aucun marchandage* », a assuré l'avocat d'Yves Chalier. Celui-ci n'en a pas moins été en contact avec le juge, M. Michau, et, sauf à être naïf, on voit mal comment quelques « arrangements » n'auraient pas été envisagés lors de ces conversations préliminaires. On ne pourra, en fait, en mesurer la portée qu'à la fin de l'instruction. Déjà, on peut se demander cependant si l'épisode, embarrassant pour le ministère de l'intérieur, des protections dont aurait bénéficié Yves Chalier dans sa fuite ne va pas être éclipsé. Fait révélateur, Yves Chalier, qui avait affirmé, dans son interview à l'hebdomadaire *Le Point*, avoir été aidé par le chef du Service de coopération technique internationale de police (SCTIP), le contrôleur général Jacques Delebois, a fait démentir par son avocat qu'il ait jamais mis en cause un responsable de la police. De son côté, M. Charles Pasqua a indiqué n'avoir que des « *opinions extrêmement favorables et positives* » sur M. Delebois, lors du « Grand Jury RTL-*le Monde* », dimanche. Il a affirmé qu'il n'avait pas rencontré M. Delebois après l'audition de celui-ci par la brigade financière. Assurant n'avoir « *absolument pas* » été informé des contacts entretenus par Yves Chalier avec son ministère, M. Pasqua a précisé qu'il n'était « *pas question* » de mener une enquête administrative sur ce sujet « *alors qu'une enquête judiciaire est ouverte* ».

Yves Chalier devrait être entendu, sur le fond, par le juge d'instruction avant la fin de la semaine. Déjà, dans le mémorandum écrit de sa main et transmis à M. Aurillac, ou dans ses deux interviews, il a expliqué le fonctionnement de l'association, créée le 30 juin 1983 pour promouvoir l'aide au tiers-monde avant d'être également utilisée pour de tout autres missions. Les précisions qu'il fournira au magistrat pourraient de nouveau se révéler embarrassantes pour le député de l'Isère, M. Christian Nucci, voir pour d'autres responsables socialistes.

L'homme à tout faire

Homme à tout faire de la coopération, détenteur de comptes bancaires multiples, Yves Chalier est, en effet, intervenu à tous les niveaux du dossier. Chef de cabinet du ministre, il faisait débloquer les fonds qu'il encaissait ensuite sur le compte de l'association, dont il était le trésorier. C'est sous son impulsion que le Carrefour du développement a été utilisé comme prestataire de services pour l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, premier écart important au regard de la comptabilité publique.

A-t-il fallu en catastrophe trouver de l'argent liquide pour payer les « barbouzes » recrutées, selon lui, à cette occasion ? C'est encore lui qui a monté, sur une idée du colonel Victor Tito, aujourd'hui inculpé, le système de fausses factures qui a permis de récupérer 7 millions de francs en espèces. Il affirme, selon M[e] de Roux, que ces opérations « *étaient connues de tous, notamment de l'ex-premier ministre, Laurent Fabius et de l'ancien conseiller présidentiel aux affaires africaines, M. Guy Penne* ».

Le même mécanisme fructueux a été poursuivi après le sommet. Des prestations inexistantes, ou d'autres, surfacturées, ont continué d'être réglées par le Carrefour du Développement. Les destinations, selon Yves Chalier, étaient variées : fêtes ou spectacles organisés par M. Nucci dans sa commune de Beaurepaire, règlement d'affiches électorales, salaires de collaborateurs dans l'Isère. Ces pratiques ont valu à M. Nucci de faire appel en juillet à la trésorerie du groupe socialiste de l'Assemblée nationale pour rembourser son imprimeur, et à celui-ci d'être inculpé.

Autre volet de l'affaire : l'acquisition, en 1985, du château d'Ortie, en Sologne, pour lequel Yves Chalier, sous sa casquette de président d'une autre association, la Promotion française, a dû emprunter à un organisme de crédit grâce à un document de cautionnement de l'Etat portant de fausses signatures.

L'ancien chef de cabinet aura également à répondre de la générosité qu'il a manifestée envers son épouse et ses maîtresses, toujours sur fonds publics. Enfin, Yves Chalier est inculpé pour le vol de documents comptables commis avant que l'affaire n'éclate au siège de l'association. Ce motif est le plus surprenant, personne, jusque-là, n'ayant été plus particulièrement soupçonné de cet étrange cambriolage commis par un habitué qui avait pénétré dans les locaux avec une clef.

Yves Chalier, selon son avocat, réfute malgré les évidences apparues aux enquêteurs, avoir profité du Carrefour du développement. Il n'a été, affirme-t-il, « *que l'un des rouages de la pompe à finances mise au point à travers l'association* ». Il restera au juge à vérifier le bien-fondé de cette affirmation et à remonter le fil des responsabilités. La deuxième affaire du Carrefour du développement ne fait que commencer.

CORINE LESNES.

Douze inculpations pour 28 millions de francs

Vingt-huit millions de francs disparus, douze inculpations : tel est le bilan – provisoire – de l'affaire du Carrefour du développement, plus de six mois après que le ministre de la coopération, M. Michel Aurillac, eut révélé, le 28 avril, que de « *graves malversations* » avaient été commises dans la gestion de l'association.

Sur ces 28 millions, 18 millions ont été détournés à la faveur du sommet de Bujumbura (lequel a coûté 67 millions de francs à l'Etat, dont 50 millions réglés à travers Carrefour du développement). Ces fonds ont notamment servi à l'achat et à la rénovation du château d'Ortie par l'association La Promotion française (6,5 millions), à des versements en espèces aux forces de sécurité envoyées au Burundi, selon Yves Chelier (7 millions de francs) et à certaines dépenses personnelles de l'ancien chef de cabinet (2,5 millions de francs).

Les 10 millions restant ont été déviés de leur objet initial, grâce à des commandes passées par l'association et jamais réalisées (comme l'aide médicale d'urgence de 5,5 millions de francs, accordée à l'association IFPPF de la comédienne Marthe Mercadier). Ces fonds ont été utilisés pour les activités de M. Nucci dans sa région et par MM. Chalier et Philippe Leroy, transporteur, pour des opérations non encore élucidées. Tous deux affirment que, sur ces sommes, des versements en liquide ont été réglés à M. Nucci pour la campagne électorale, ce que l'ancien ministre a démenti.

Le trésorier de Carrefour du développement, Yves Chalier, est le douzième inculpé. Avant lui, deux personnes seulement étaient maintenues en détention : Maggy Baquian, sa compagne, et le transporteur Christian Bieber, écroué dans le cadre d'une enquête annexe.

Une voyante, M[me] Lucette Norbert, ainsi que le sous-préfet du Cher, M[me] Marie-Danielle Bahisson, ont été inculpées dans le cadre de l'achat du château en Sologne. Une hôtesse de l'air, M[lle] Joëlle Jaglain, a été inculpée pour avoir profité des largesses d'Yves Chalier, ainsi que l'épouse de celui-ci, M[me] Rosemonde Chalier, et Maggy Baquian.

L'imprimeur de M. Nucci, M. Daniel Ronjat, a été inculpé pour avoir établi de fausses factures en règlement des affiches électorales de l'ancien ministre. Enfin, cinq personnes ont été inculpées dans le cadre des fausses factures pour le sommet de Bujumbura : outre M. Bieber, il s'agit des transporteurs Philippe Leroy et André Arnault, du colonel Victor Tito et du commandant à la retraite René Trillaud.

Une campagne contre l'« ordre moral »

S.O.S. revenants

« *Il y a aujourd'hui en France un drôle de climat, de drôles de parfums qui me donnent la nausée.* » L'écrivain Bernard-Henri Lévy n'est pas le seul à sentir ces odeurs-là. Une trentaine de personnalités ont animé, avec lui, dimanche 16 novembre, à Paris, une journée sur le retour présumé de l'« ordre moral ». Quatre « tables rondes » successives étaient organisées sur ce thème par le mensuel *Globe* et S.O.S. Racisme. Parmi les intervenants, des militants politiques (Jack Lang, Gisèle Halimi), des écrivains (Marek Halter), des historiens (Hervé Le Bras), des journalistes (Jean-François Kahn, Frédéric Pottecher), des médecins (Claude Olievenstein, Willy Rosenbaum), des artistes (Jacques Higelin, Michel Boujenah)...

« *Les fantômes sont de retour*, explique le rédacteur en chef de *Globe*, Georges-Marc Benamou. *Depuis quelques mois, on croit vivre un mauvais rêve.* » Ce cauchemar prend les formes les plus diverses : réforme du code de la nationalité, mesures répressives contre les drogués, expulsion collective de cent un Maliens, allusions à un éventuel rétablissement de la peine de mort... Et tout cela sous les yeux d'une France apathique, tolérant cette « *idéologie sécuritaire* », alors que, « *dans les années 70, le dixième des initiatives d'un Pasqua ou d'un Chalandon aurait provoqué des manifestations de rue* ».

Faut-il se mobiliser contre l'« *ordre moral* » ? Jean-François Kahn n'en est pas convaincu. Avec talent, il a réussi, dimanche matin, à jouer les trouble-fête et à monopoliser l'attention. L'ordre ? « *Je suis pour. Je me bats contre tous les désordres établis.* » La morale ? « *C'est ce qui sous-tend toute mon activité journalistique.* » Le directeur de *l'Evénement du jeudi* ne voit pas pourquoi, étant favorable à l'un et à l'autre, il s'opposerait à ces deux termes accolés. Faut-il s'indigner parce que Raymond Barre a lancé en public un « *travail, famille, patrie* » ? Mais non, chacune de ces valeurs mérite d'être appuyée. « *Ce n'est pas parce qu'un vieillard débile, trahissant la patrie il y a quarante-cinq ans, adoptait ce slogan qu'on doit s'incliner*, poursuit Jean-François Kahn. *Si demain Le Pen crie* « Liberté, égalité, fraternité » *allons-nous nous interdire d'employer ces mots ? Jusqu'à quand laisserons-nous faire les voleurs de concepts ? Il ne s'agit pas de crier :* « arrière, l'ordre moral ! » *mais de montrer que ses défenseurs attitrés sont des hypocrites et que derrière leurs discours se dissimule le désordre immoral.* »

Pas d'accord, réplique Pierre Bergé, PDG d'Yves Saint-Laurent. « *Les mots ont surtout un sens quand on les accole. Ordre et moral ensemble doivent être refusés. D'ailleurs, c'est le désordre qui est créatif...* »

Un savant débat sémantique s'engage alors. Gisèle Halimi ne l'éclaircira pas beaucoup, en rapportant une jolie formule de Valéry : « *Il y a deux dangers qui menacent la société : le désordre et l'ordre.* »

« Un gouvernement de trouillards »

Retour à la case départ avec Marek Halter. Lui, ce n'est pas M. Pasqua qui l'inquiète – « *Il me fait plutôt rire* », – c'est M. Chalandon, « *cet homme courtois, qui parle de camps de rééducation et de jeunesse au travail* ». Des expressions qui rappellent de mauvais souvenirs et préparent peut-être l'avenir, souligne l'écrivain : « *Les mots veulent dire quelque chose. Apprenons à nous révolter contre eux.* »

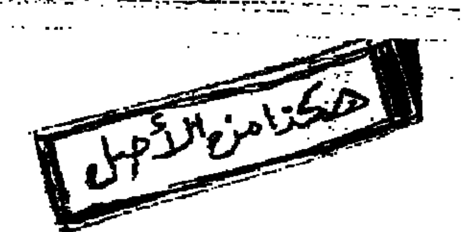
N'est-il pas dangereux de tout mélanger, de la drogue au code de la nationalité, en passant par la privatisation de TF 1, et d'apparaître ainsi comme des opposants systématiques ? « *Mais c'est le gouvernement actuel qui a un esprit de système !* répond M. Jack Lang. *Ces soi-disant modernes qui nous gouvernent sont empêtrés dans les toiles d'araignée de la peur. Ce sont des* « reaganomanes ». *Mais pourquoi ne s'inspirent-ils pas de Reagan, quand il fait naturaliser un million et demi d'étrangers présents sur le sol américain ? Voilà l'exemple d'un pays qui a confiance en lui, d'un pays moderne. Ici, ils disent : la France, la France, mais ils n'ont aucune confiance en elle. Comme si quelques dizaines de milliers de jeunes pouvaient menacer l'identité française !*

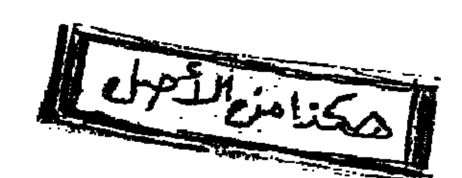
On ne fait pas un pays moderne avec un gouvernement de trouillards. »

Bataille perdue ? Pas du tout. Selon l'ancien ministre socialiste de la culture, « *il faut se persuader que le nouveau code de la nationalité ne peut pas être inscrit parmi les lois de la République* ». Donc se battre. SOS Racisme lance à ce propos un nouveau slogan : « *Réveille-toi mon pote, ils sont devenus fous.* » Un maximum de signatures sera recueilli dans les prochains jours pour envoyer à tous les parlementaires le télégramme suivant : « *Dénationalisation de nos potes en vue. Débile sur la forme, dangereuse sur le fond. Laissez tomber la réforme de la nationalité. Tout de suite.* » Le 3 décembre, une « journée d'interpellation des députés » sera organisée. Si, au lendemain de cette campagne, le Parlement ne renonce pas à réformer le code de la nationalité, affirme Harlem Désir, « *alors on invitera les gens à descendre dans la rue. Comme au bon vieux temps* ».

Les fantômes sont prévenus. Et, pour les combattre, leurs adversaires n'hésitent pas à exhumer des armures qui ont déjà beaucoup servi.

ROBERT SOLÉ.





DECROCHEZ L'AMÉRIQUE



Le fil du téléphone vous aide à resserrer les liens avec vos partenaires outre-Atlantique. Le téléphone, c'est la ligne la plus directe entre hommes d'affaires, et businessmen.

Appelez l'Amérique ! C'est facile, grâce à la coopération entre les Télécoms et AT&T, leaders mondiaux des Télécommunications.

Appelez l'Amérique et faites plus souvent votre numéro aux Américains.





Société

En Extrême-Orient à partir du 18 novembre

Le plus long voyage de Jean-Paul II

ROME
de notre correspondant

« Je ne serai pape qu'une seule fois et je ne veux pas l'être à moitié. » Ce propos de Jean-Paul II, qui nous a été récemment rapporté par un membre de la Curie, explique l'apparente frénésie de déplacements dont semble saisi Karol Wojtyla.

Le mardi 18 novembre, il s'embarquera vers l'Extrême-Orient pour son trente-deuxième voyage à l'étranger, son troisième vers ce secteur du monde, mais le plus long qu'il aura jamais accompli : près de 49000 kilomètres en un peu moins de deux semaines avec, pour temps forts, six journées et demie en Australie, mais aussi des séjours plus brefs dans cinq autres pays. De deux jours (Bangladesh et Nouvelle-Zélande) à quelques heures (Singapour et Seychelles), en passant par une journée aux îles Fidji.

Ce voyage aux antipodes, au cours duquel Jean-Paul II aura parcouru l'équivalent de plus d'un tour de la terre, ne lui permettra même pas de rencontrer cinq millions de catholiques. Son programme semble pourtant harassant : cinquante discours ou homélies ; dix-huit messes ou célébrations œcuméniques ; quinze rencontres avec des catégories socio-professionnelles ou des secteurs défavorisés de populations ; huit entretiens avec des religieux ou des évêques ; sept cérémonies ou manifestations officielles en qualité de chef d'Etat ; trois contacts en Australie avec des minorités ethniques (juifs, polonais, aborigènes). Sans oublier une visite de maternité modèle, une inauguration d'un centre catholique d'éducation et une liaison radio, avec un « médecin volant », durant le vol Melbourne-Darwin !

Du septième pays du monde pour sa population, le Bangladesh, au huitième pour sa superficie, l'Australie, en passant par certains des plus modestes Etats de la planète ; et de la plus pauvre nation politique de la terre (le Bangladesh encore), au plus riche pays asiatique après le Japon (Singapour) ; d'un pays à 90 % musulman (toujours le Bangladesh) à un archipel à 90 % catholique (les Seychelles), en passant par des collectivités à majorité bouddhiste (Singapour) ou protestante (Fidji, Nouvelle-Zélande, Australie) : il est bien difficile de trouver une ligne directrice dans ce voyage.

La bioéthique en Australie

C'est donc sur quelques temps forts que se concentrera l'attention des médias durant ce voyage. Ile-continent, fragment d'Occident détaché à l'extrême-orient du monde, l'Australie est, en effet, à plus d'un égard, source de préoccupations pour Rome. Bien que la population catholique y soit en augmentation constante, du fait notamment de l'afflux de minorités latines (Italiens, Latino-américains), le petit troupeau (3,5 millions de fidèles recensés) réussit l'exploit, évidemment douteux aux yeux de Jean-Paul II, d'être à l'avant-garde mondiale de la désertion de la pratique religieuse et, en même temps, d'abriter, à l'instar des églises américaine et hollandaise, de fortes minorités contestatrices.

L'un des thèmes dominants de ces groupes est la revendication d'un « aggiornamento » de la morale sexuelle de l'église catholique. Jean-Paul II répétera donc son credo, selon lequel *« ce n'est que dans la relation conjugale que l'usage des facultés sexuelles peut être moralement droit »*. Mais l'impression prévaut à Rome que le pape ira bien au-delà de ce problème.

Il pourrait aussi profiter de son passage en Australie pour lever au moins un coin de voile sur le document le plus attendu en provenance du Vatican, celui concernant la bioéthique. Contre l'avis de la conférence nationale des évêques, la *« fécondation in vitro »* est en effet une pratique assez courante en Australie, où l'un de ses six Etats fédérés, la Victoria (capitale : Melbourne) l'a déjà rendue légale.

JEAN-PIERRE CLERC.

Crise du recrutement chez les enseignants scientifiques

Maths : l'appel des entreprises

(Suite de la première page.)

La recherche en mathématiques n'est pas épargnée par cette tendance, qui compromet à terme le troisième rang mondial des mathématiques françaises. Cela au moment même où les Etats-Unis engagent un effort financier énorme, qui se traduit notamment par un appel pressant aux meilleurs chercheurs étrangers, et français en particulier (2).

Les étudiants en mathématiques sont de moins en moins nombreux à se diriger vers la recherche universitaire ou l'enseignement pour au moins deux raisons : l'attrait des mathématiques appliquées et de l'informatique et la grande incertitude sur l'avenir des recrutements de l'éducation nationale, qui varient au gré des soubresauts politiques et budgétaires. En amont, se situe la troisième clé du problème : la stagnation du flux des bacheliers scientifiques depuis des décennies.

L'appel de l'informatique

L'industrie et l'administration ont puisé de plus en plus abondamment dans ce vivier limité, écartant de l'enseignement les éléments qui s'orientaient volontiers vers lui voici une quinzaine d'années encore. Au plus haut niveau, les pépinières traditionnelles que sont l'Ecole normale supérieure et l'Ecole polytechnique ne produisent plus chaque année que quelques mathématiciens voués à la recherche ou à l'enseignement.

Dans le reste de l'enseignement supérieur, l'éventail des débouchés professionnels, le besoin des entreprises en diplômés scientifiques, font monter les salaires à un point tel que les carrières offertes par l'éducation nationale ne peuvent soutenir la concurrence. Même les diplômés de l'Université ne résistent pas à l'appel de l'informatique et des sciences appliquées. On peut voir dans cette évolution le signe d'une adaptation relativement bonne des filières universitaires aux réalités des professions (*le Monde* du 21 octobre).

L'enseignement, il est vrai, ne fait guère d'effort pour séduire les candidats. Le recrutement connaît des fluctuations si imprévisibles qu'il est impossible pour un étudiant en début d'études d'imaginer combien de postes seront offerts lorsqu'il se présentera au concours du CAPES ou de l'agrégation.

Ainsi, en dépit du besoin impérieux des professeurs de mathématiques, rien ne permet d'affirmer que le fort appel d'air de 1985, 1986 et 1987 se maintiendra. D'où la vieille revendication de toutes les associations de professeurs de mathématiques : une planification du recrutement sur cinq ou dix années qui permettrait au moins d'accompagner rationnellement l'évolution démographique du corps enseignant, et d'éviter les recrutements en dents de scie destinés à compenser immédiatement des départs en retraite massifs ou un afflux d'élèves.

La carrière enseignante dans le secondaire gagnerait aussi en attrait si l'on ne s'obstinait pas à expédier les débutants dans les établissements les plus difficiles : les professeurs jeunes dans les banlieues d'académies comme Lille, Créteil ou Reims ; les plus expérimentés dans les lycées prestigieux de Paris ou de Nice. Entre un stage chez IBM et un poste au collège de Bobigny – à 6 500 F par mois – le choix est simple pour un étudiant en maths.

Le retour des IPES ?

Pour parer au plus pressé en suscitant de nouvelles vocations, le retour d'un système de prérecrutement tel que les IPES (instituts de préparation à l'enseignement secondaire), qui avait permis de faire face au boom des effectifs des années 60, est envisagé au ministère de l'éducation nationale. M. Monory a admis, lundi 3 novembre, à l'Assemblée nationale, que c'était *« une idée à mettre à l'étude »*, car, a-t-il précisé, *« même un bon marketing n'est pas suffisant »*. Une telle procédure a déjà été mise en place cette année pour le recrutement de professeurs des disciplines technologiques, où la pénurie est encore plus sévère. Recrutés au niveau du DEUG, les candidats bénéficient de deux années de formation rémunérées débouchant sur le concours du CAPET. Ce système permettrait d'attirer et de former des étudiants en maths des universités et des classes préparatoires en leur offrant à la fois une aide financière et une quasi-assurance d'emploi. Il devrait être instauré d'urgence : les premières vagues de départs en retraite massifs déferleront dès la prochaine décennie !

Pénurie de bacheliers scientifiques

Mais les efforts risquent d'être de peu d'effets si l'on ne s'attaque pas, en amont, à la pénurie de bacheliers scientifiques. En vingt-cinq ans, alors que le nombre total de bacheliers de l'enseignement général triplait, la proportion de lauréats de la série C (ex-maths-élém.) restait quasiment stable. En 1985-1986, comme en 1981-1982, les classes de terminale C des lycées publics ne comptaient que 35 000 élèves, alors que les effectifs totaux étaient en hausse. Simultanément, la série D perdait 10 000 élèves en terminale. Au total, les bacheliers scientifiques (C, D, E) forment moins du tiers du total des lauréats, toutes séries confondues. Aucun rééquilibrage sérieux ne pourra être obtenu tant que durera le règne malthusien de la série C, symbole de la sélection par les mathématiques.

La section C est aujourd'hui réservée à des élèves triés sur le volet, mais qui ne sont pas forcément des craks en maths. Avec 8 de moyenne à l'épreuve de mathématiques, les élèves de C décrochent leur bac en se rattrapant dans d'autres matières.

Pour permettre à un plus grand nombre d'élèves d'avoir accès aux sections scientifiques, les anciens programmes de mathématiques des sections C, D et E, assimilés par une minorité d'élèves, ont été modifiés depuis 1984 et recentrés sur les applications et la résolution de problèmes plutôt que sur une accumulation de concepts théoriques. Depuis l'an dernier, l'inspection générale a donné la consigne de « verrouiller » les sujets du bac afin de les limiter strictement aux exigences des nouveaux programmes et d'éviter que l'examen continue de servir d'alibi aux enseignants partisans de la sélection.

Les premiers résultats de cette politique ont été enregistrés à la session 1986, où la note moyenne en maths des élèves de C est passée de 8 à 10. Les grandes écoles elles-mêmes participent au mouvement, puisque leurs représentants ont été associés à la refonte des programmes des classes de maths sup' et maths spé, mis en application depuis 1984 et 1985. Quant au ministre, il s'apprête, comme son prédécesseur, à sonner l'alarme en demandant aux chefs d'établissement et aux enseignants de tout faire pour accueillir davantage d'élèves dans les sections scientifiques.

M. Chevènement voulait y parvenir en diversifiant les filières et en limitant l'impérialisme des mathématiques. M. Monory, qui a repris l'objectif *« 80 % de niveau bac en l'an 2000 »*, s'apprête à créer une section maths-économie et à supprimer une heure de mathématiques par semaine dans les séries C et E. Des mesures sans doute utiles, mais qui semblent bien insuffisantes pour répondre à son ambition de rééquilibrer rapidement les formations littéraires et scientifiques.

PHILIPPE BERNARD.

(2) Lire « Les maths françaises en péril » dans *Science et Vie* de septembre 1986 et « L'argent des maths » dans *Science et Avenir* de juin 1986.

Communication

L'abri fiscal pour le financement de l'audiovisuel

Les SOFICA pourraient réunir à nouveau quelque 200 millions de francs

M. Jean Saint-Geours, président du Crédit national, est satisfait. Investimage, *la société pour le financement du cinéma et de l'audiovisuel* (SOFICA) qu'il a lancée avec François Billetdoux l'an dernier, s'apprête à augmenter son capital de 40 à 80 millions de francs. Les quatre cents épargnants qui avaient décidé de souscrire une somme déduite de leur revenu fiscal sont prêts pour les deux tiers à recommencer cette année. Enfin, Canal Plus va rejoindre le club des fondateurs de la SOFICA, qui regroupe le Crédit lyonnais, la Société générale, le Crédit du Nord, CIC, Européenne de banque, Banque transatlantique, IFCIC, la SODETE, FR 3, Gaumont et la SOFIRAD.

« Nous avons démontré qu'investir dans la production est un placement moins aléatoire que ne le redoutait la Commission des opérations de Bourse. A condition d'opérer des choix suffisamment diversifiés. » Investimage a déjà misé 30 millions de francs sur seize films et cinq séries de télévision. Côté cinéma, *Jean de Florette* et *Descente aux enfers* font une fort belle carrière ; *la Nuit du Kangourou* a beaucoup moins bien marché. *« L'exploitation en salles est une loterie imprévisible,* reconnaît M. Saint-Geours, *mais les SOFICA se rémunèrent sur les ventes aux télévisions et à la vidéo, qui sont plus sûres et permettent d'écrêter les risques de pertes. »* Côté télévision, rentabilité et risques sont moindres, puisque le financement d'une série est pratiquement bouclé par les pré-achats et les coproductions des télévisions. Investimage a choisi de miser sur d'ambitieuses coproductions internationales *(Guillaume Tell* avec les Américains) ou sur le dessin animé *(Rahan)*, dont les recettes en droits dérivés peuvent se révéler importantes.

Un simple relais de trésorerie

Les huit SOFICA constituées à la fin de l'année dernière avaient réuni 350 millions de francs. Elles ont déjà financé trente-cinq films pour un peu plus de 100 millions de francs et injecté 66 millions de francs dans une dizaine de séries télévisuelles. La plupart d'entre elles (Soffia, Créations, Cofimage, Images investissements, Sofimage, Sofinergie) ont déjà décidé d'augmenter leur capital. D'après leurs estimations, le montant global recueilli auprès des épargnants d'ici à la fin de l'année pourrait atteindre 200 millions de francs, sans compter la création éventuelle de nouvelles SOFICA.

Ce financement supplémentaire de la production a surtout bénéficié au cinéma, soulageant l'équilibre *financier des laboratoires et des distributeurs*, qui assurent la plus grande partie des risques dans le montage des films. De nombreux producteurs, toutefois, critiquent le système en reprochant aux SOFICA de se garantir à bon compte sur les recettes audiovisuelles des films sans prendre de risques sur l'exploitation en salles. Les SOFICA *répliquent* pour leur part qu'elles ne peuvent pas faire courir de dangers trop importants à l'argent de leurs clients sans ruiner le dispositif. Un compromis semble s'ébaucher dans la plupart des cas, les SOFICA acceptant de plafonner leurs plus-values en fonction de la rapidité des rentrées de recettes.

En télévision, le système connaît aussi quelques dérapages : les chaînes ont tendance à utiliser l'argent des SOFICA comme un simple relais de trésorerie pour leur achat de droits. Mais le Centre national du cinéma va veiller désormais à ce que ce financement supplémentaire serve en priorité aux producteurs pour lancer des projets ambitieux.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

La crise de l'Agence France-Presse

Des rédacteurs adressent une lettre ouverte au premier ministre

Dans la grande salle du desk parisien de l'Agence France-Presse (AFP), *les journalistes traitent* leurs dépêches sous un grand calicot blanc frappé du slogan *« Non au plan Pigeat »*. En effet, la rédaction se mobilise toujours contre le plan de restructuration de son PDG, M. Henri Pigeat. Accepté en juillet par le conseil d'administration de l'agence, ce plan prévoit la suppression de plus de 20 % des postes de journalistes et le transfert de certains services à l'étranger *(le Monde* du 10 juillet).

*Les quatre syndicats de journa*listes de l'AFP – CFDT, SNJ, SNJ-CGT et FO – et seize des dix-neuf rédacteurs du desk allemand ont demandé en référé, le 13 novembre, que les mesures de licenciement de ceux qui refusent de partir à Bonn soient suspendues. La direction a indiqué que ces licenciements ne *seraient effectifs que fin janvier* 1987, conformément à un accord signé avec les syndicats. Ces derniers contestent cette version et estiment que ce *« sursis »* témoigne du fait que *« la direction a conscience de ses erreurs »*.

Les journalistes du desk Amérique latine, dont le plan de M. Pigeat prévoit la mutation à Washington, ont adressé une lettre ouverte à M. Jacques Chirac. *« L'incitation au départ provoque déjà un mouvement de fuite des meilleures signatures de l'agence,* expliquent-ils *« (...) les coupes claires dans les effectifs et l'éclatement des services étrangers affaiblissent les structures de l'AFP et remettent gravement en cause sa vocation d'agence mondiale »*. Ils rappellent également au premier ministre ses propos tenus le 9 avril dernier à l'Assemblée nationale, et selon lesquels il fallait *« revivifier »* les relations entre la France et l'Amérique latine, et ils soulignent que le rôle de la France dans ce continent passe aussi *« par la présence forte et crédible de l'AFP »*.

La restructuration touche aussi les desks francophones. De sources syndicales, 37 postes de journalistes sur 86 devraient y être supprimés, ce qui incite de nombreux rédacteurs *« a s'interroger sur la qualité du travail qui pourra être fourni »*.

Un conseil d'administration aura lieu le 21 novembre et fera le point sur la progression du plan proposé par la direction. En outre, la création d'une société des journalistes de l'AFP, chargée de défendre leurs droits moraux et professionnels, devrait y être annoncée.

YVES-MARI LABÉ.

Une précision de M. Pigeat

A la suite d'une information concernant un tract des journalistes CFDT de l'AFP (*le Monde* daté 9 et 10 novembre), M. Henri Pigeat, PDG de l'agence, nous écrit : *« Contrairement à ce que la rédaction de l'information pourrait laisser penser, M. Georges Herbouze, notre directeur adjoint de l'information, n'a, à aucun moment, tenu les propos qui lui sont prêtés. Il s'agit là d'une information d'un syndicat et qui ne peut, à ce titre, engager que lui. »*

Les quarante ans du CFJ

La maison des journalistes

On se bouscule. On se marche sur les pieds. On s'embrasse. On compte les premiers cheveux blancs ou l'on inventorie avec amusement les « valises sous les yeux » des uns et des autres, entre deux verres de whisky ou de champagne. On échange aussi des informations, des *noms de journaux et de rédacteurs* en chef et des numéros de téléphone à la pelle, au cas où...

Les quarante ans du Centre de formation des journalistes (CFJ), célébrés le 14 novembre, ont ameuté des centaines d'anciens élèves. Pensez ! Depuis sa création, en 1946, par deux jeunes journalistes, héros *de la Résistance, Jacques Richet et* Philippe Viannoy, le CFJ a formé plus de mille trois cents professionnels de la presse. Une pépinière dont sont issus des vedettes de la télévision (Jean-Claude Bourret, Jacques Abouchar, Gérard Holtz, Bernard Pivot), de la radio (Gérard Carreyrou, Philippe Gildas, Claude Guillaumin) et de nombreux rédacteurs en chef de la presse quotidienne, sans compter tous les sans-grade du stylo ou du micro.

Rétrospectif, cet anniversaire offrait à la curiosité de ses invités les copies d'étudiants raturées d'encre mauve de Raymond Blain, les thèmes des conférences de Raymond Manevy, de Bernard Voyenne, de Fernand Terrou ou de Jean Sonkin, les sujets de travaux pratiques de Louis Guéry, tous anciens professeurs du CFJ.

Mais c'était aussi l'occasion de présenter les studios vidéo des radios, l'atelier télématique, le système rédactionnel informatisé, les laboratoires de langues, etc... dont le centre s'enorgueillit. Ainsi que trois ouvrages directement axés sur le journalisme (recueil des prix Albert-Londres, histoire des quarante ans du CFJ, brochure sur la photo de la presse quotidienne régionale).

De plus en plus de candidats

Bénéficiant de l'aura d'une profession, le CFJ attire de plus en plus de jeunes désireux de se former aux *techniques du journalisme : en 1965,* deux cent vingt candidats postulaient au concours d'entrée. En 1986, ils étaient sept cent soixante et un. Un record. Pour une centaine de places dont les filles, pour la première fois cette année, ont raflé la majeure partie. Devenue une véritable *« maison des journalistes »*, le CFJ et ses départements (centre de perfectionnement du journalisme, centre d'information sur les médias, centre international du journalisme), qui accueillent chaque année plus de deux mille cinq cents stagiaires, continuent d'innover. Samedi 15 novembre, après que les rumeurs de la fête furent éteintes, le CFJ a, en effet, provoqué la première rencontre entre les directeurs de sept écoles européennes de journalisme (une britannique, une irlandaise, deux allemandes, une italienne, une danoise et une néerlandaise).

YVES-MARIE LABÉ.

A Lyon

Concentration dans la presse dominicale du groupe Hersant

LYON
de notre correspondant régional

Un nouveau quotidien dominical est né, dans la région lyonnaise. Le nouveau titre – *Dimanche* – s'étale en lettres rouges avec deux surtitres plus discrets : *le Journal* et *Lyon-Matin. Dimanche* succède, en effet, aux deux titres du septième jour du groupe du *Dauphiné libéré* de M. Robert Hersant. Cette fusion consacre un état de fait. Depuis trois semaines, les deux éditions étaient, en effet, communes et seuls les titres différaient, ainsi que – plus surprenant – leurs prix !

Cette rationalisation intervient au détriment du *Journal Rhône-Alpes :* son supplément *le Journal de Lyon,* commun avec *Lyon-Figaro*, disparaît des éditions du dimanche, et les pages rédactionnelles font essentiellement appel à des rédacteurs de *Lyon-Matin.*

A plus long terme, on peut imaginer un rapprochement entre *Dimanche* (vendu 3,30 francs), et l'autre titre du groupe Hersant, *le Progrès-Dimanche.* Mais le projet se heurte aux réticences de l'état-major du *Progrès,* dont le titre du dimanche a toujours été un ancrage fort, aussi bien sur le plan rédactionnel que sur celui des ventes.

C. R.

Sports

RUGBY : la tournée des All Blacks

La France sur ses ergots

Surprise : les All Blacks, qui triomphaient depuis le début de leur tournée dans l'Hexagone, ont perdu le second test (16-3) le 15 novembre à Nantes devant quarante mille spectateurs néophytes ravis du spectacle. Du coup, les Bleus ont remporté le trophée GMF attribué à l'équipe qui a réussi le meilleur score sur l'ensemble des deux tests.

Résultat : c'était la cinquième fois que les Français battaient les Néo-Zélandais en vingt-quatre tests. La dernière victoire remontait au 14 juillet 1979 à Auckland. Elle avait alors déjà été acquise au prix d'un formidable sursaut d'orgueil.

NANTES
de notre envoyé spécial

La fin d'une époque. Une révolution. Qui aurait imaginé qu'un jour les portes d'un vestaire, ce camp retranché de la virilité rugbystique, seraient franchies par une femme ? Eh bien, cette forteresse de la misogynie a bel et bien été prise d'assaut, samedi à Nantes, au stade de la Beaujoire, par Mme Elisabeth Hubert député RPR de la ville. Il était visible que les Dauga, Cholley et autres grands anciens, venus féliciter les « petits », étaient aussi estomaqués que réprobateurs de voir ainsi percée l'intimité du XV de France. Sans avoir les lunettes embuées par la vapeur des corps nus sortant de la douche, madame le député allait féliciter les joueurs : *« Ah, oui, Blanco, où est Blanco ? Il a si bien joué. »* Et elle adressait un large sourire à l'objectif de la photographe chargée d'immortaliser l'événement.

Surréaliste. Mais après tout ce n'était que le petit grain de folie couronnant un match dément. Car ce qui s'est passé sur la pelouse nantaise a été beaucoup plus incroyable que cette intrusion dans les vestiaires : une victoire française sur les Néo-Zélandais, la cinquième seulement en vingt-quatre matches. Presque le monde à l'envers. L'impossible pronostic en tout cas.

Sept jours auparavant, en effet, le rugby français agonisait en sa capitale toulousaine : pour la sixième fois consécutive, les All Blacks gagnaient un test sur le score sans appel de 19 à 7. Ce samedi, dans un stade construit au nord de la Loire, l'ovale national a ressuscité : pour la première fois depuis le 14 juillet 1979, à Auckland, les Néo-Zélandais ont été « contraints de subir », encaissant deux essais sans pouvoir en rendre un seul. La nuit et le jour. Le match et l'antimacht.

Un pompier qui prend feu

Ils étaient quinze pour réaliser à cœur vaillant cette prouesse. Mais le comportement d'un joueur à lui seul a été révélateur de cette transmutation du plomb en or : Alain Lorieux. C'est un bel athlète de 196 centimètres pour 110 kilos. Toutefois, depuis qu'il a passé le maillot bleu pour la première fois en 1981, il n'avait jamais paru très gaillard. On se demandait pourquoi les sélectionneurs retenaient en deuxième ligne ce pompier qui semblait tant redouter le feu de l'action : en touche, il ne captait pratiquement aucun ballon, et il fréquentait assez timidement les regroupements. A Toulouse, sa prestation n'avait pas fait exception à la règle. Noyé dans le flux néo-zélandais, il avait eu quelques gestes de détresse — un coup de pied sur Stones au sol en particulier — qui auraient pu aggraver les dégâts. Bref, un grand balourd sans point commun avec le deuxième ligne conquérant de Nantes. Car, samedi, on ne voyait pratiquement que lui. Il sautait, il courait, il plaquait. Alain Lorieux a même aplati, dans les dernières secondes de la partie, le deuxième essai français qui concluait une belle manœuvre des avants protégeant le ballon lors d'un coup franc au ras de la ligne néo-zélandaise. Opportuniste et réaliste : après une démonstration pareille, il faudra lui couper les jambes pour qu'il ne soit pas sélectionné pendant dix ans encore.

Mais comment le cheval de labour est-il devenu, en sept jours, un cheval de course ? *« C'est Fouroux. »* Les joueurs étaient unanimes : l'homme de terrain du XV de France avait su trouver les mots justes pour les convaincre de prendre une revanche. *« L'amour-propre, ça existe. »* Motivation ou bourrage de crâne ? Jacques Fouroux est un meneur d'hommes. Qualité et défaut dont il avait déjà abondamment fait preuve quand il était capitaine du XV de France, vainqueur du grand chelem. Il n'a toujours pas son pareil pour utiliser les critiques comme doping. Or, lui-même et son équipe n'avaient pas été épargnés après le premier test. On murmurait qu'une seconde défaite l'aurait contraint à démissionner. *« Eh bien ! ce n'est pas aujourd'hui que je vais pouvoir virer Fouroux »* s'est exclamé Albert Ferrasse. Une semaine auparavant, le président de la Fédération française (FFR) avait dit que *« le rugby français vivait en 1900 alors que les Néo-Zélandais étaient déjà en l'an 2000 »*. Etrange sport décidément ! En « remontant les pendules » pendant une semaine, on les met à l'heure du siècle.

Le rugby néo-zélandais c'est le déferlement permanent. Cela suppose vitesse et dynamisme. Eh bien, à Nantes, les Bleus on battu les Blacks à leur propre jeu. *« Au lieu d'enfoncer bêtement le mur noir ou du moins d'essayer, nous l'avons enjambé »*, a expliqué Daniel Dubroca, dernier rescapé de l'équipée d'Auckland, aujourd'hui capitaine. Les conditions pour réaliser cette acrobatie avaient été réunies par l'incorporation du pilier basque Ondarts, qui a stabilisé la mêlée, et de l'ouvreur parisien Mesnel, qui a bien orienté le mouvement général.

Une réaction de fauves blessés

La hargne insufflée à tous par Jacques Fouroux fit que le combat s'installa dans le camp des Néo-Zélandais, à leur tour réduits à la défensive. La pression de la troisième ligne française, animée par Rodriguez, a été telle que l'ouvreur Frano Botica n'a pratiquement jamais été en position de donner un bon ballon d'attaque à ses coéquipiers.

Le souffle coupé, comme un boxeur qui a reçu un crochet au foie, les hommes de Jock Hobbs ne trouvèrent d'ailleurs jamais la réplique. Arrivés au terme d'une tournée, où ils avaient marqué plus de deux cent dix points, les All Blacks ne s'attendaient pas à un tel sursaut. Ils s'attendaient si peu à cette réaction de fauves blessés que dans les premières minutes, ils tentèrent une innovation en entrant à sept en mêlée au bord de l'en-but français, laissant ainsi une troisième ligne sur le champ pour l'attaque. Mais en fait d'attaque, il n'y eut plus ensuite que l'ailier John Kirwan pour inquiéter deux ou trois fois les trois-quarts français. Sella, Bonneval et Charvet, qui a marqué entre les poteaux le premier essai en interceptant le ballon au sortir d'un regroupement, se consacrèrent essentiellement à l'offensive, leur inclination. Et si Bérot avait botté pénalités et transformations avec seulement 50% de réussite, la défaite des All Blacks se serait transformée en déroute.

Bref, le match fut plein, prenant, intense. Etait-il une véritable promesse pour le rugby français ? *« Après Toulouse, Fouroux avait été traîné dans la boue par certains entraîneurs. Finalement, en gardant les idées qu'il défend depuis longtemps, nous avons prouvé qu'il avait raison »*, a dit Patrick Sella. Hélas ! s'il ne s'agissait que de cela, alors il ne faudrait pas se bercer d'illusions pour le Tournoi des cinq nations dans deux mois et la Coupe du monde dans sept mois. Certes, ce succès nantais a été grisant. Mais il a été acquis contre une équipe néo-zélandaise qui n'a pas encore une grande expérience. Et il ne faut pas oublier que depuis trois ans, l'équipe de France n'a pas réussi dans le Tournoi des cinq nations un grand chelem qui semble à sa portée. Cela parce que l'homme de terrain a des idées trop bien arrêtées. L'orgueil est comme l'éther, un produit volatil. Si Jacques Fouroux ne remet pas en question ses conceptions de l'équipe et du jeu, le XV de France ne doit pas se faire d'illusions : il court au-devant des déceptions.

ALAIN GIRAUDO.

CYCLISME : les Six Jours de Paris

Les « stups » en chasse

Inspirés par les épreuves d'endurance du passé, les Six Jours font aujourd'hui partie du sport-spectacle. Rien à redire à cela dans la mesure où le sport n'est pas trahi et où le spectacle est de qualité. Aux fantastiques marathons vélocipédiques qui fascinaient nos grands-pères — plus de 4 000 kilomètres parcourus par les coureurs des Six Jours de Paris en 1914, — les organisateurs modernes ont préféré la diversité.

Ils ont prévu de multiples intermèdes, et il ne faut sans doute pas le regretter. Ainsi, les tentatives de record qui viennent de confirmer la valeur exceptionnelle de Jeannie Longo en présentant au public parisien la championne française numéro un qui obtient ses plus belles victoires à l'étranger ont constitué les moments forts de ces « six soirées de Bercy » : forts parce que authentiques. Le chronomètre ne ment jamais, et les spectateurs ne s'y sont pas trompés.

Depuis qu'ils ont modifié la formule des Six Jours pour les rendre plus dynamiques et plus attractifs, les promoteurs du Palais omnisports ne cessent de répéter qu'il faut vivre avec son temps. Ils ne croyaient pas si bien dire. Dans le cadre de l'opération anti-drogue déclenchée ces jours derniers, la brigade des stupéfiants a fait irruption au quartier des coureurs. Auparavant, elle avait procédé à trois interpellations parmi certains soigneurs ou présumés tels. Pour une fois, on laisse en paix les cyclistes, qui furent les cobayes de la lutte anti-dopage, et l'on s'intéresse aux pourvoyeurs. Peut-être aurait-il fallu commencer par-là.

J. A.

VOILE : la Route du rhum

Le naufrage de Loïc Caradec

Le *Maillé-Brézé*, un escorteur d'escadre de la marine française, est arrivé, lundi matin 17 novembre, à proximité de l'épave retournée du maxi-catamaran *Royale*, repérée samedi peu après 10 h 30 par Florence Arthaud (nos dernières éditions). Dès que possible, une équipe de plongeurs devait se mettre à l'eau pour aller inspecter le bateau, encore survolé la veille au soir par un Bréguet Atlantic de l'Aéronavale.

Lors de ce survol à basse altitude, Olivier Despaigne, qui avait remporté avec Loïc Caradec la transat anglaise en double, a cru observer que *« les trappes de secours des coques et de la nacelle semblent fermées »* et que *« le radeau de sauvetage ne semble plus à sa place. »* Les recherches des trois avions qui avaient survolé la zone dimanche pour tenter de repérer un radeau n'avaient rien donné.

Dans le même temps, Philippe Poupon (*Fleury Michon VIII*) est passé en tête au niveau des Açores sans faire l'escale technique qu'il avait annoncée. Il était suivi à un peu plus de 200 milles par un autre trimaran à foils, *Calcialiment* d'Olivier Moussy et par quatre catamarans descendus plus au sud à la recherche des alizés : *Ericsson* de Bruno Peyron, *Tag Heuer* de Mike Birch, *Hitachi* de Lionel Pean et *Elf Aquitaine* de Jean Maurel.

« On ne peut pas faire ça toute sa vie. J'en ai assez de prendre des claques dans la gueule au milieu de l'océan. Je n'ai plus le feu sacré. » A la veille du départ à Saint-Malo, Loïc Caradec avait fait part de sa volonté de ne plus participer aux courses au large, d'un commun accord avec son coskipper et ami d'enfance, Philippe Facque, et de leur commanditaire Royale. Mais il ajoutait aussitôt : *« Je suis ravi de finir par la Route du rhum. C'est une épreuve exceptionnelle. Une fois l'amarre larguée, on sait qu'on est absolument responsable de tout. C'est stressant, mais c'est surtout très exaltant. Si l'on gagne, c'est une victoire totale sur soi-même, sur la machine, sur les autres... »*

A trente-sept ans, cet ingénieur de Supélec qui plaisantait sur sa « *robuste constitution* » (52 kg pour 1,70 mètre) est une des figures de proue de cette nouvelle génération de navigateurs qui ont su marier leur passion de la mer et de leurs connaissances, pour faire entrer la voile et la course au large dans l'ère de l'informatique et des ordinateurs.

AFP.

Avec le maxi-catamaran *Royale*, il s'est bâti depuis deux ans l'un des plus beaux palmarès en remportant notamment Québec-Saint-Malo en équipage, puis la Transat anglaise en double, associé à Olivier Despaigne (juin 86). Au retour des Etats-Unis, *Royale* avait battu le record de la traversée de l'Atlantique entre New-York et le cap Lizard, en 7 jours, 21 heures, 5 minutes.

Pour faire entendre la voix des skippers et défendre leurs intérêts auprès des organisateurs et des commanditaires, Loïc Caradec avait été à l'origine de la création en 1981 de l'Association des coureurs internationaux de multicoques océaniques (ACIMO). Après quatorze ans de navigation, il reconnaît pourtant que sa passion ne l'a pas enrichi. *« Seuls Eric Tabarly et Marc Pajot vivent bien de la voile »*, disait-il. C'est pour consacrer plus de temps à sa femme Agnès, et à l'avenir de ses trois garçons, Corentin huit ans, Tanguy six ans et Josselin quatre ans, qu'il envisage une reconversion sans en connaître encore la nature.

Au moment d'embarquer, Loïc Caradec ne cachait pas son appréhension de devoir maîtriser en solitaire un maxi-catamaran conçu pour être mené par un équipage de six à huit hommes minimum. *« Je mentirais si je niais la peur*, disait-il. *Ça fait déjà peur de traverser l'Atlantique en solitaire. Mais c'est un autre challenge de le traverser sur ces bateaux qui n'ont jamais été menés par un homme seul.* Royale *est plus fatiguant et plus usant nerveusement que les trimarans. Il n'a pas leur sécurité. Dès qu'on lève une coque, on a dix secondes pour réagir. Au-delà, on prend la coque sur la figure. C'est ce que je redoute le plus. »*

Pour limiter ces risques, il avait multiplié les précautions. *« J'ai des alarmes sonores partout*, expliquait-il, *quand le bateau gîte exagérément, pour les changements de force ou de direction du vent. »* Pour les manœuvres, il avait prévu de s'attacher à un bout qui couperait le pilote automatique en cas de chute dans la mer. *« Le surfing à 20 nœuds, derrière le bateau, n'est pas prévu au programme »*, plaisantait-il. Mais comme beaucoup de concurrents, il ne s'attendait pas à rencontrer des conditions météo aussi éprouvantes.

Les quatre grandes dépressions de la première semaine n'ont pas plus épargné les skippers que leurs voiliers. Treize seulement des trente-trois concurrents n'avaient pas abandonné ou fait escale dans un port pour réparer des avaries. *« J'ai déjà vu des conditions semblables, mais jamais aussi longtemps »*, disait Philippe Poupon.

Vingt bateaux au port

Dans cette mer démontée, Loïc Caradec pouvait, encore moins que d'autres solitaires, confier la progression de son maxi-catamaran à son pilote automatique pour tenter de récupérer. Lors de sa dernière liaison radio, il annonçait que, même à sec de toile et propulsé par son seul mât-aile de 34,5 mètres de haut pour 60 mètres carrés de surface, il avait des difficultés à maîtriser *Royale*. *« J'ai « allumé » pas mal et j'ai levé la coque plusieurs fois*, disait-il. *Mes alarmes n'arrêtent pas de sonner. Je me suis laissé surprendre par une rafale de 55 nœuds qui a levé le bateau. J'ai juste eu le temps de le mettre vent debout. »* Sans doute ne saura-t-on jamais dans quelles conditions il s'est laissé surprendre une dernière fois.

La multiplication des naufrages dans cette Route du rhum ne va pas manquer de relancer la polémique sur la fiabilité des multicoques et les dangers des courses en solitaire. En permettant de localiser les bateaux et, accessoirement, de leur porter secours, les balises Argos ont, sans conteste, incité architectes, constructeurs et navigateurs à sacrifier la fiabilité à la recherche des performances. Image symbolique : on a vu pour la première fois en quarante ans de navigation Eric Tabarly abandonner son trimaran et être repêché par *Pen-Duick VI*, le monocoque avec lequel il avait gagné sa deuxième transat anglaise en solitaire en 1976, après avoir traversé cinq dépressions comparables à celle qu'il venait de vivre sur la Route du rhum.

Supprimer les épreuves en solitaire serait priver les courses au large de leur plus beau fleuron aux yeux du public et des navigateurs eux-mêmes. Comme la Transat anglaise, qui a assuré la gloire à ses vainqueurs, le Route du rhum a permis de réunir, pour la première fois depuis de longs mois, l'élite des skippers français. L'avenir de ces courses passe plutôt par l'amélioration de la sécurité des solitaires, par la limitation de la taille des bateaux à 60 pieds (18,60 mètres) dans les transats anglaises et à 75 pieds (22,80 mètres) dans les épreuves françaises, ainsi que par le renforcement des normes de construction des voiliers (caissons étanches), des systèmes d'alerte et surtout des moyens de survie (combinaisons et radeaux) permettant réellement d'attendre les secours.

GÉRARD ALBOUY.

TENNIS : Après sa victoire à Wembley

Noah parmi les maîtres

Yannick Noah a remporté, dimanche 16 novembre à Londres, le tournoi de Wembley, en battant au terme d'une finale époustouflante, le jeune Suédois Jonas Svensson, vingt ans, en cinq sets : 6-2, 6-3, 6-7 (12/14), 4-6, 7-5.

Classé vingt-huitième joueur mondial après avoir été 741e en 1984 et 122e l'an dernier, Svensson est l'une des révélations de l'année. Vainqueur du tournoi de Cologne en mars dernier, ce nouveau produit de l'école suédoise, fervent admirateur du Bjorn Borg, a contraint le Français à puiser jusqu'au fond de ses réserves pour s'adjuger, en trois heures 54 minutes, le deuxième tournoi de sa saison après celui de Forest-Hills en mai dernier.

Faisant preuve de concentration et d'agressivité, Noah a non seulement gagné le premier tournoi britannique de sa carrière, il s'est surtout qualifié pour le Masters, qui réunira les huit meilleurs joueurs mondiaux du 3 au 9 décembre prochain à New-York.

En course également pour ce grand rendez-vous, Henri Leconte, qui a été éliminé au premier tour du tournoi de Wembley, a renoncé à participer à celui de Johannesburg cette semaine.

Les résultats

Athlétisme

CROSS DU DAUPHINÉ LIBÉRÉ

1. Arpin (ASA), les 10 km en 29 mn 22 s ; 2. Chauvelier (EACCLM), 29 mn 41 s ; 3. Gonzalez (EU), 29 mn 45 s ; 4. Clarke (G-B), 29 mn 46 s ; 5. Lévisse (RCF), 29 mn 54 s...

Automobilisme

RALLYE DE GRANDE-BRETAGNE
(Première étape)

1. Kankkunen-Piironen (Peugeot 205 T 16), 30 mn 31 s ; 2. Alen-Kivimaki (Lancia Delta S 4), à 6 s ; 3. Pond-Arthur (Austin Metro 6 R 4), à 18 s ; 4. Blomqvist-Berglund (Ford RS 200), à 19 s ; 5. Salonen-Harjanne (Peugeot 205 turbo 16), à 21 s.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Deuxième division
(Dix-neuvième journée)
GROUPE A

*Niort et Tours 1-1
*Mulhouse b. Red Star 3-0
*Valenciennes et Caen 1-1
*Quimper b. Angers 2-0
*Guingamp et Dunkerque 0-0
*Reims b. Orléans 1-0
*Beauvais b. Saint-Dizier 2-0
*Abbeville b. Strasbourg 1-0
*La Roche et Amiens 2-2

Classement. — 1. Niort, 32 pts ; 2. Mulhouse, 29 ; 3. Caen, 27.

Groupe B

*Bastia et Lyon 1-1
*Montpellier b. Martigues 1-0
*Alès b. Bourges 2-0
*Cannes b. Nîmes 2-1
*Béziers b. Montceau 4-2
*Cuiseaux-Louhans b. Le Puy 2-0
*Gueugnon et Sète 1-1
*Limoges et Ajaccio 2-2
*Thonon et Istres 0-0

Classement. — 1. Montpellier, 26 ; 2. Lyon, 25 ; 3. Alès, 25.

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Quatorzième journée)

Français Volants b. Chamonix, 7-4 ; Viry-Essonne b. Gap, 9-4 ; Grenoble b. Rouen, 10-3 ; Briançon b. Amiens, 7-3 ; Mont-Blanc b. Villard-de-Lans, 4-2.

Classement. — 1. Mont-Blanc, 28 pts ; 2. Français-Volants, 19 ; 3. Gap, 16.

Judo

COUPE D'EUROPE DES CLUBS
(Demi-finales)

US Orléans b. Gdansk 4 à 1 et 2 nuls.
Volverhampton b. RCF 5 à 1 et 1 nul.

Karaté

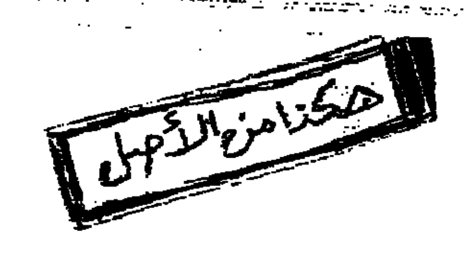
COUPE DE FRANCE

Ancien champion du monde Emmanuel Pinda, vingt-cinq ans, a gagné pour la quatrième fois, un record, la Coupe de France, épreuve toutes catégories, en battant en finale Marc Pyrée le 15 novembre au stade Coubertin de Paris.

Patinage artistique

CHAMPIONNAT DE FRANCE A DIJON

Isabelle et Paul Duchesnay, la sœur et le frère ont confirmé leur titre samedi et dimanche à Dijon. Huitièmes au dernier championnat d'Europe les jeunes Canadiens, naturalisés Français, ont réalisé un parcours pratiquement sans faute, obtenant d'excellentes notes en libre et confirmant leur récente victoire internationale dans le « Skate Canada ».



CINÉMA

Rétrospective

De l'urgence d'Eustache

Par intervalles, le cinéma est sauvé par des fous géniaux comme Jean Eustache, dont le Festival d'automne présente une rétrospective au Studio 43.

A la fin d'un des longs monologues de *la Maman et la Putain*, de Jean Eustache, Jean-Pierre Léaud, tassé sur une banquette sombre du café de Flore, prophétisait : *« Vous savez, le monde sera sauvé par les enfants, les soldats et les fous. »* C'est possible, en effet. Ce qui est tout à fait sûr, en revanche – et la rétrospective Jean Eustache, organisée par Dominique Païni au 14-Juillet-Parnasse et au Studio 43, permet d'en juger avec assez d'évidence, – c'est que le cinéma ne peut être sauvé périodiquement que par des fous géniaux comme Eustache.

Qu'est-ce qui nous touche tant dans ce film invraisemblable, monstrueux, bizarre qu'est *la Maman et la Putain*, qui n'offre aucune des séductions faciles du cinéma ordinaire ? Pendant trois heures quarante, en noir et blanc, trois comédiens, Jean-Pierre Léaud, Bernadette Lafont, Françoise Lebrun, évoluent dans un minimum de décors entre un lit posé par terre dans le petit appartement de Marie, une chambre sous les toits de l'hôpital Laennec, où Veronika est infirmière, et, interminablement, des cafés, La Closerie, Les Deux Magots, le Flore, avec avantage au Flore. Et ces trois personnages parlent à s'en rendre malades, à nous fendre l'âme, s'opèrent à vif, par la parole, devant nous, de leur mal d'exister. Ils blaguent aussi, surtout Léaud avec son éternel sérieux mécanique, qui raconte beaucoup d'« histoires drôles », comme c'était l'usage aussi bien chez Godard ou Truffaut, d'anecdotes, qu'il cite sans toujours dire qui ni quoi. Ils s'aiment, se détestent, s'insultent, se quittent, se reprennent, couchent à deux, à trois, tout seuls, voudraient mourir, et sur un air de Fréhel et avec un énième pastis de plus, la vie repart.

En 1973, le film bouleversa par son économie de moyens, sa justesse de ton, son culot. Treize ans plus tard, rassurez-vous, le choc est le même. Cette difficulté d'aimer, cette douleur de vivre (Eustache se suicida en novembre 1981), ces fous rires aussi sont intacts, et on s'étonne toujours que personne n'ait su nous parler de l'amour comme cela avant ni après. La technique est apparemment des plus sèches, il y a très peu de mouvements de caméras, la pellicule est sans apprêt, le son pauvre, et l'on se dit que justement moins il y a de recours aux luxes du cinéma, plus c'est du cinéma pur. Jamais ces personnages n'auraient pu se dire aussi bien, nous dire autant, s'il y avait eu la couleur, une ou deux grues, quelques filtres pour les couchers de soleil et le son Dolby.

La Maman a trop souvent masqué le reste de l'œuvre d'Eustache qui est brève, douze films en dix-sept ans, entre *les Mauvaises Fréquentations* (1963) et *Offre d'emploi* (1980), mais essentielle. Il faudrait idéalement tout revoir plusieurs fois. Si l'on n'en a pas le loisir, le minimum, l'indispensable – outre *la Maman et la Putain*, comprend au moins *Mes petites amoureuses*, long métrage (2 heures) admirablement interprété par le jeune Martin Loeb ; seuls Truffaut ou Pialat ont su donner de l'enfance cette image coupante, limpide et périlleuse à la fois.

Les illusions de l'authentique

Une sale histoire est composée en deux volets, l'un dit de fiction, où Michaël Lonsdale raconte une histoire « sale » (28 minutes), l'autre dit document (22 minutes) où Jean-Noël Picq reprend la même histoire « sale ». En réalité, c'est le deuxième volet qui est l'original, la version de départ, le second étant un retravail par un comédien professionnel à partir du document. Quant à la fameuse « sale » histoire, elle est un peu sale, oui, mais ce n'est pas la question. Elle donne plutôt à réfléchir sur les illusions de l'authentique et sur la notion de trou, ce qui pour un homme de cinéma n'est pas qu'une métaphore sur les joies particulières que l'on peut éprouver en se rinçant l'œil.

Les Photos d'Alix (18 minutes) jouent avec encore plus de raffinement sur les relations impossibles du réel et de sa représentation. On y voit la belle Alix Cléo-Roubaud (la *femme du poète Jacques Roubaud*) expliquer au jeune Boris Eustache (le fils du cinéaste) comment elle a pris une série de photos. Ça paraît simple, un peu léger, et au bout de dix minutes on devient doucement fou. *Les commentaires d'Alix*, imperceptiblement, ne correspondent plus aux photos qu'elle montre, aux motifs qu'elle désigne. Et le tout est manigancé avec une telle gaieté, une telle aisance qu'on ne sait plus à quel moment on a commencé à perdre pied.

Dans son excellent essai sur Eustache (1), Alain Philippon note que, contrairement à la légende, Eustache ne fut pas un « maudit » que le système aurait écrasé. C'est très bien vu. Eustache avait des raisons de se tuer autres que professionnelles, et qui ne nous regardent pas. Ce qui est passionnant au contraire, c'est de voir avec quelle intelligence il a su profiter des obstacles matériels ou autres qui s'opposent à toute création, pour à chaque fois réinventer le cinéma. La leçon, on le voit, reste urgente.

MICHEL BRAUDEAU.

★ *Jean Eustache*, par Alain Philippon. *Cahiers du cinéma* (69 F). *La Maman et la Putain*, scénario de Jean Eustache. *Cahiers du cinéma* (65 F).

« Ratboy », de Sondra Locke

L'enfant de nulle part



A la recherche des feux de la rampe dans un Los Angeles inconnu. L'histoire d'une solitude un conte terrible et merveilleux.

Il vient d'être piégé par deux clochards sur la grande décharge municipale, le petit pilleur d'ordures. Il a peur. La taille d'un gamin, moche et poilu, c'est le *ratboy*, l'enfant-rat. Nikki, étalagiste au chômage, se fait passer pour journaliste afin de s'emparer de lui et en tirer profit. Tout le monde va d'ailleurs essayer d'exploiter Eugène, c'est le prénom que laisse siffler le rat entre ses moustaches raides.

Sordide, hein ? Cafardeux ? Eh bien, non. Avec *Ratboy*, Sondra Locke, comédienne d'une fragilité d'acier, souvent partenaire de Clint Eastwood, donne un premier film d'un charme poignant, où un humour désenchanté désarmorce l'amertume du propos.

Lorsque Nikki a apprivoisé Eugène, orphelin solitaire qui ne demande que ça, elle tente de toutes ses forces de le transformer en attraction lucrative. Mais malgré le soutien réticent et balourd de ses deux gros débiles de frères, rien ne marche. Il faut dire que Nikki est la princesse du bide, la diva du fiasco. Tout ce qu'elle entreprend rate, *lamentablement*. *Invitée* à une « party » calamiteuse avec son protégé, droguant sans succès un producteur de télévision, elle laisse s'échapper l'enfant-rat qu'elle flanque alors d'un garde du corps, un dealer noir désinvolte et marrant (Robert Townsend) : il la rackette...

Eugène au museau pointu se voit aussi pourvu d'un professeur de diction chargé de lui enseigner... la « tirade des nez » de Cyrano ! Le jour où la bête humaine doit faire son numéro devant un parterre clairsemé de journalistes, elles s'affole, s'enfuit... Poursuivi par la police, se croyant trahi par Nikki, Ratboy, blessé, va disparaître dans la nuit.

Bien entendu, c'est Sondra Locke qui joue Nikki avec une discrétion fiévreuse, et ce qu'elle raconte si bien à travers cette fable sans moralité est évidemment sa propre vie à *Hollywood*. *Sa vie d'espérances* constantes, et de constantes frustrations. Réussir, il faut réussir. Ou mourir de n'être pas dans la lumière...

Le film, qui montre Los Angeles *comme on ne le voit jamais*, une vraie ville, sans piscines, et où il pleut, est d'une facture classique – un beau film B qui ne serait pas fauché. Nocturne, il laisse une grande place à cette lumière qui traque ou ensoleille : lampes torches des chasseurs de rats, au début, phares des hélicoptères qui recherchent Eugène, projecteurs du théâtre où se déroule la conférence de presse...

Ce qui est superbe, audacieux, juste, dans *Ratboy*, c'est le refus permanent d'attendrissement gratuit. L'enfant-rat qui veut tant qu'on l'aime n'est pas particulièrement aimable. Ce n'est pas un grand malade respectable comme *Elephant Man*, ou un extraterrestre adorable comme E.T. Sa monstruosité, sa « différence » n'ont pas d'alibi, d'excuse, d'explication.

Ratboy est seulement d'ici et de nulle part, comme nous le sommes tous quand on est malheureux.

DANIÈLE HEYMANN.

NOTES

The Fabulous Thunderbirds à l'Élysée-Montmartre

Ils sont pas jolis-jolis, les Fabulous Thunderbirds, et pas *flashy*, comme on dit, pour un rond – ou alors à leur corps défendant. Ils ont l'air, en fait, de ce qu'ils sont : quatre péquenots d'Austin (Texas), têtus comme des mules (on dit *rednecks* en américain), imbibés de blues. Après douze ans de galère, le succès leur est tombé sur la tête. Sans prévenir. Ils n'ont pas eu le temps de se refaire une garde-robe à neuf pour la pochette de leur nouvel album *(Tuff Enuff)*.

Les Fabulous Thunderbirds n'ont jamais fait entorse à ce qu'ils savent le mieux faire au monde : ce bon vieux blues appris dans les répertoires de B.B. King, Jimmy Reed et consorts, et *assaisonné à l'huile* texane entre rock'n'roll et boogie.

Les modes pouvaient bien passer, ils n'en démordaient pas. D'autant moins que dans le collimateur, ils avaient les barbus de ZZ Top, qui caracolaient sur le même terrain en tête des hit-parades, et Stevie Ray Vaughan, qui jouait les *guitar heroes* en manchette de tous les journaux et dont Jimmy Vaughan, leader des Thunderbirds, est le grand frère, celui qui lui a appris à pincer les six cordes. En quelque sorte affaire de famille et de fierté. Les Fabulous Thunderbirds ont profité de la marée (noire) texane, avec un hit US (la reprise du *Wrap It Up*, d'Isaac Hayes, popularisé par Sam and Dave), plus un album qui suit le même chemin et une nouvelle camionnette. Pour le reste, et en particulier la scène, rien n'a changé, ils connaissent leur affaire.

A. W.

★ Lundi 17 novembre, à 20 heures, à l'Elysée-Montmartre.
★ Disque chez CBS.

Nana Mouskouri joue la rigueur

Après avoir commencé par chanter dans sa Grèce natale les chansons de Manos *Hadjidakis*, Nana Mouskouri est devenue un exemple de carrière internationale et, depuis de longues années, avec un répertoire gréco-germano-franco-américain, elle parcourt le monde et dispose d'un public fidèle dans nombre de pays d'Europe, d'Amérique et d'Australie.

Régulièrement à l'affiche de l'Olympia, où elle n'a jamais rencontré que le succès, Nana Mouskouri a pu exaspérer fortement dans le passé par une utilisation massive de saucissonnades internationales, par l'image un peu trop propre, trop limpide de son personnage.

Pour son nouveau séjour le music-hall du boulevard des Capucines, Mouskouri – qui aurait pu, avec facilité, être aussi bien une chanteuse de jazz, de country que de folk – a choisi de jouer la carte de la rigueur. Elle a épuré son récital de tous les tubes, de toutes les scories d'autrefois. Avec un accompagnement musical d'une sobriété et d'une efficacité remarquables, elle chante quelques-uns des plus beaux fleurons de la musique populaire internationale : du rebétika au folk song de Leonard Cohen, du country à la ballade française. Du très beau travail.

C. F.

★ Olympia, 20 h 30.

THÉATRE

L'argent des compagnies

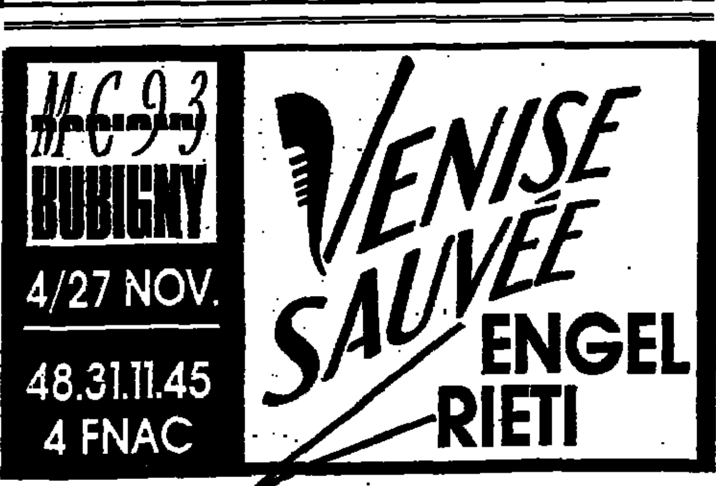
Lundi 17 novembre, les responsables des compagnies dramatiques, dont les subventions sont supprimées, se réunissent au siège du Syndicat national des directeurs d'établissements artistiques et culturels (SYNDEAC) pour délibérer de la marche à suivre.

Le budget que doit gérer M. Robert Abirached, directeur du théâtre au ministère de la culture, est amputé de 21 millions pour l'année 1987. Contre l'avis du ministre qui envisageait de diminuer l'ensemble des organismes subventionnés, il a préféré supprimer carrément un certain nombre de subventions, par exemple aux centres culturels établis à l'étranger (à l'exception de celui de New-York, dirigé par Mme Françoise Kourilsky). L'économie ainsi réalisée est d'ailleurs minime. L'essentiel vient de ce patchwork aux contours flous que sont les compagnies. Elles sont nombreuses, trop dans la mesure où leur multiplication n'est pas signe de richesse, mais d'éparpillement. Elles sont partagées en deux groupes : celles dont les dossiers sont examinés par des commissions consultatives d'experts – une par région – qui les classent par catégories et leur donnent des notes. Après six ans maximum, elles sont abandonnées à leur sort ou jugées dignes de discuter directement de leurs projets avec le ministère.

Vingt-huit de ces compagnies ont été sacrifiées. M. Robert Abirached a gardé celles qui avaient pu s'installer dans un théâtre, ou qui avaient signé une convention de trois ans. Parmi les autres, certaines n'ont pas tout perdu. Mais des gens comme Jean Bollery, Stuart Seide, Hans Peter Cloos, René Loyon, Laurent Terzieff ont reçu le 3 novembre une lettre leur annonçant la nouvelle et leur accordant un délai (d'un mois !) pour déposer une demande d'aide au projet – aide ponctuelle, augmentée de 4,5 millions en 1987, pas même la moitié de la somme reçue en 1985 par les vingt-huit compagnies spoliées.

Le choix de ces vingt-huit *compagnies est forcément arbitraire*. Plusieurs venaient seulement de passer « hors commission ». Elles n'avaient pas grand-chose (autour de 300 000 F, à peu près le dixième *d'une production normale*), elles se retrouvent sans rien. Définir une politique efficace dans un domaine aussi mouvant que le théâtre n'est pas simple. Mais inciter des gens à entrer dans le *service public et leur demander* de disparaître dès qu'ils ont acquis une expérience professionnelle, dès que leur talent s'est affirmé, est absurde.

COLETTE GODARD.



« L'Esquimaude a froid », de Janos Xantus

Les amours d'une blonde

La difficulté d'être est le thème majeur du cinéma hongrois, comme cette histoire d'une fille et de deux garçons.

Un scénario original, fondé sur la juxtaposition de deux hommes aussi dissemblables que possible autour de la même blonde vaporeuse. Le mari, Janos, sourd-muet, incapable de s'exprimer autrement que par des onomatopées rauques, a recueilli toute jeune Mari et l'a sortie de son orphelinat. L'amant, Laci, grand pianiste international, a renoncé à la carrière académique qui l'attendait derrière son Steinway pour s'installer avec Mari et monter ensemble un orchestre rock. Une bizarre coexistence s'instaure dans ce ménage à trois. Janos, qui, la journée, s'occupe des animaux d'un zoo, s'adonne à son tour à la musique syncopée pour l'amour de Mari. Chacun y trouverait son bonheur si, un jour, Mari n'abandonnait l'un et l'autre pour gagner la mythique Amérique.

Un prologue nous livre en quelques plans les données d'un drame. Janos tue Laci, non par quelque jalousie de vaudeville, mais parce qu'il a perdu sa raison de vivre. Janos Xantus, dont nous voyons là le premier film de long métrage, court-circuite toute psychologie pour ne livrer que des comportements, montrer des personnages cernés dans des *réflexes viscéraux*. *Mari, chanteuse* de rock, aime ses deux partenaires avec la même totale inconscience.

Marietta Mehes (Mari), aujourd'hui établie aux Etats-Unis comme l'héroïne qu'elle incarne, est la raison d'être de *L'Esquimaude a froid*, chant d'amour d'un cinéaste à la créature qu'il admire. Les deux acteurs masculins ne sont pas moins étonnants, le Polonais Boguslaw Linda (Laci) et Andor Lukats (Janos), ce dernier découvert par Judit Elek.

Janos Xantus, encore élève de l'Ecole de cinéma de Budapest, deux fois primé aux Rencontres Henri-Langlois de Tours (en 1978 et en 1980), débute dans la différence. Réussira-t-il longtemps à maintenir cette manière toute en dents de scie, non réaliste, de raconter des histoires ?

LOUIS MARCORELLES.

Culture

MUSIQUE

« Anâhata », d'Eloy, au SIGMA de Bordeaux

Le son originel de l'univers

« Je ne cherche pas la perfection, mais plutôt les chemins qui mènent vers de nouveaux horizons. » Cette parole de Nietzsche, placée en épigraphe du vingt-deuxième SIGMA, pourrait bien également éclairer la démarche solitaire de Jean-Claude Eloy.

Sa nouvelle œuvre, *Anâhata*, créée vendredi dans la belle salle du conservatoire de Bordeaux, s'enfonce dans la voie, jalonnée depuis douze ans par *Scanti*, *Gaki-no-Michi* et *Yo-In* ; une musique en prise sur la mystique orientale qui fait de plus en plus appel aux instruments et aux instrumentistes de traditions différentes des nôtres.

Il y a deux ans, Eloy a même donné à Tokyo une partition, *A l'approche du feu méditant*, que nous avons peu de chances d'entendre en Europe car elle exige deux chœurs de moines bouddhistes et vingt-sept instrumentistes du gagaku.

On trouve plus modestement dans *Anâhata* deux moines, un hautboïste et un flûtiste japonais, une joueuse d'orgue à bouche, Mme Miyata, avec Michaël Ranta, percussionniste, tous ces musiciens dialoguant avec d'amples méditations électro-acoustiques qui souvent paraphrasent les mêmes sonorités instrumentales.

Il est bien difficile de décrire en peu de mots une œuvre qui dure plus de trois heures et demie, fait appel à des catégories philosophiques et musicales inusitées et, de plus, change de forme à chaque exécution. Les cinq « univers » qui la composent s'interpénètrent, leur « galaxie » évoluant selon la disposition d'esprit du compositeur.

A Bordeaux, c'était d'abord un concert de mille cloches, crotales, plaques de métal thaïlandaises et indiennes, gongs et percussions de toutes sortes. On baignait dans un univers sonore fondamental, d'une extraordinaire beauté.

Puis les deux moines sont venus chanter, selon les principes du shômyô, la psalmodie bouddhiste, une partition composée par Eloy sur des phonèmes japonais, et l'on éprouvait quelque gêne devant ce qui pouvait apparaître un simulacre de cérémonie sacrée.

Enfin, la dernière partie, pendant plus d'une heure, tournait autour du « shô », l'orgue à bouche du gagaku qui a inspiré la première idée de l'œuvre. *Anâhata* est en effet un mot sanskrit qui se réfère à la « vibration primordiale », son originel de l'univers qui n'est produit par aucun choc, qu'on pourrait identifier au bourdonnement de l'abeille, à un grondement lointain, à un fleuve, à des cloches de temple pétrifiées. Il y a de tout cela dans les sonorités extatiques de l'orgue à bouche qu'Eloy a magnifié ici, tantôt dans ses sonorités les plus ténues, tantôt dans d'immenses développements travaillés sur la bande magnétique avec d'autres éléments cosmiques.

Malgré de grandes beautés, l'œuvre déconcerte de prime abord. Le temps y est distendu à l'extrême et la contemplation ne semble pas toujours vraiment nourrie par les sons, en l'absence d'une respiration dramatique plus marquée, au point que l'attention anesthésiée a quelque mal à se maintenir. Mais c'était déjà le cas pour *Gaki-no-Michi* ; il faudra donc attendre de mieux connaître *« le son originel de l'univers »*.

JACQUES LONCHAMPT.

• *Anâhata*, qui a été commandé par l'Etat, sera donné les 19, 20 et 21 novembre, à 20 heures, par le Festival d'automne, au Centre Pompidou.

● *Mort de Rudolf Schock*. – Le ténor allemand d'opéra et d'opérette vient de mourir à Dueren (RFA) à l'âge de soixante-seize ans. Il avait notamment chanté aux festivals de Salzbourg, de Bayreuth et d'Edimbourg, et appartenu à l'Opéra de Vienne.

Un courant post-moderne au Théâtre de la Ville

Pärt le pur

Arvo Pärt est post-moderne sans le savoir ! Paris découvre ce lundi cet apôtre estonien de la non-violence musicale.

« Post-moderne ? J'ignorais il y deux jours que ce mot existât. Mais on a survécu au minimalisme : on survivra bien au post-modernisme. » Ni les bannières du néo ni celles du rétro ne conviennent en effet à Arvo Pärt, mais un mot le définirait assez : l'humilité. Fraîchement débarqué de Londres, où il a passé la journée à répéter, venu de Berlin où il vit désormais, fort discret sur les raisons qui l'ont poussé à quitter l'Union soviétique il y a quelques années, cet Estonien au doux regard cache un sourire amusé dans sa barbe de prophète, noie sa vodka dans un grand verre d'Evian, et lance d'un trait : *« Je ne suis ni moderne ni post, je suis maintenant. »*

C'est vrai, si le post-modernisme est bien, comme le définissent les historiens de l'art, une sape concertée des avant-gardes réputées moribondes, un art pervers et très prémédité du détournement, du second degré, une *« esthétique de l'impureté »* (1). A Pärt le pur, tout est pur, même le retour au passé. Au sérialisme, qu'il dit avoir pratiqué (il a obtenu un premier prix de composition à Moscou en 1962), il a préféré... quoi ? La simplicité ? *« Dire je t'aime, est-ce simple ou est-ce compliqué ? »* Alors, une musique qui dirait « je t'aime » à tous les musiciens du passé ? Malgré des référence explicites au grégorien, aux mélismes byzantins, à la battue rythmique des œuvres instrumentales de Bach et à la virtuosité roucoulante des concertos pour violon de Vivaldi, cela, aussi, chez lui, est à nuancer.

Comme celles d'Erik Satie, qu'il dit admirer – et cela suffirait à le classer sous l'étiquette post-moderniste : le maître d'Arcueil y semble une référence obligée, – les œuvres d'Arvo Pärt peuvent être écoutées et comprises de mille façons voisines ou opposées, elles peuvent faire planer les planants, méditer les mystiques, elles peuvent même, au silence, servir d'ameublement. Car on y trouve tout ce qui peut être fait avec des gammes, des arpèges, et des accords parfaits, des pédales infinies, des cadences toujours recommencées, un passage des voix solistes aux tutti calqué sur la prière du prêtre et la réponse des fidèles, une succession de séquences et de silences aussi régulière qu'un alignement de colonnes ou qu'une respiration apaisée. La subtilité, ici, est dans l'enchevêtrement des lignes, tantôt très lâches, tantôt très serrées, dans ces textures qui évoluent imperceptiblement, au fil du temps littéralement : l'artisan de ces « musiques douces » a en effet un sacré métier.

Tabula rasa, qui succède ce lundi à la création mondiale de *Festina lente* et qu'on peut trouver sur un disque ECM magnifiquement enregistré, semble l'une de ses œuvres les plus longues (vingt-six minutes) et les plus élaborées. Le titre mérite à lui seul d'être médité : du passé, Arvo Pärt refuse précisément de faire table rase.

ANNE REY.

(1) Guy Scarpetta, *l'Impureté*, Editions « Figures »-Grasset.

★ Un courant post-moderne au Théâtre de la Ville (programmation : Daniel Caux) : Arvo Pärt, ce 17 novembre, 20 h 30 ; Penguin Cafe Orchestra : mardi 18, 18 h 30 ; Gavin Bryars : jeudi 20, 18 h 30 ; Michael Nyman : samedi 22, 18 h 30.

La semaine du mélomane

Une semaine pour le mélomane, s'il est amateur de musique contemporaine : la création attendue de *Chinese Opera*, de P. Eötvös, et la reprise d'une très belle œuvre de Kurtag, par l'Ensemble intercontemporain, au Théâtre du Rond-Point (lundi). Le lendemain, création parisienne de *la Mort de Procris*, de H. Dufourt par le Groupe vocal de France, à l'Auditorium des Halles, à 18 h 30. Le 19 : concert-manifeste du GERM (œuvres de M. Bokanowski et D. Roudier), 13, rue Buzelin (75018) et *Anâhata* de J.-C. Eloy au Centre Georges-Pompidou, les 19, 20 et 21. Gavin Bryar et ses musiciens seront au Théâtre de la Ville, le 20 à 18 h 30 ; cela n'empêchera pas d'assister, à 21 heures, à un concert-rencontre avec Steve Reich à l'American Center. Enfin, les Perspectives du vingtième siècle s'interrogeront sur « Le sentiment du sacré » le samedi 22, au Grand Auditorium de la Maison de Radio-France : orgues et cuivres à 15 heures (Liszt, Fischer, Florentz, Bartholomee) ; Orchestre à 18 heures (Zimmermann, Booch, Ibarrondo).

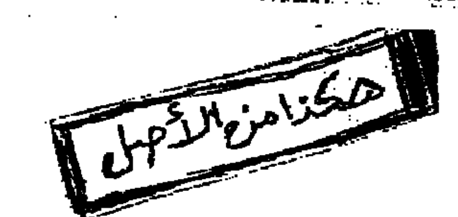
Pour ne pas être en reste, l'Opéra de Paris reprend *Wozzeck* (les 19, 22, 23 novembre, et les 7 et 9 décembre). Par ailleurs, les quinzièmes Rencontres de Metz proposent un programme copieux, du 20 au 23 : créations de Stockhausen les 20 et 21 ; de Tabachnik et Xenakis, le 21 ; Levinas et S. Reich, le 22 ; Kagel, le 23. (Renseignements : 87-75-14-88).

L'Orchestre du dix-huitième siècle, dirigé par F. Bruggen, jouera Schubert, Haydn et Mozart à la salle Pleyel, le 17 ; le claveciniste G. Leonhardt donnera deux concerts salle Gaveau, les 19 et 20 ; l'Orchestre baroque d'Ile-de-France et le Chœur S. Caillat se produiront à Saint-Germain-l'Auxerrois, le 21 (Monteverdi et Vivaldi).

A signaler aussi le récital de la pianiste Tatania Nikolaeva, salle Gaveau, le 17 ; la grande soirée Beethoven des « Musiciens amoureux » à la Comédie des Champs-Elysées (le 17 à 20 heures) et le Quatuor Hagen, au Théâtre de la Ville, les 19 et 21 à 18 h 30.

GÉRARD CONDÉ.

ACTUELLEMENT



Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

L'INVASION COMIQUE, La Courneuve, Centre dramatique (48-36-11-44), 20 h 45.

HAMLET, Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipe (42-43-17-17), 20 h 30.

LE SOLEIL D'OMBRE, Confluences (43-87-67-38), 20 h 30.

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : Parisienne et veuve.

BEAUBOURG (42-77-12-33), Débats-rencontres : à 18 h 30 ; Giacometti : retour à la figuration ; 21 h, La philosophie de Nishida : un projet de dépasser la modernité et la philosophie occidentale ; Cinéma-vidéo : vidéo-information : 16 h, l'Art au monde des ténèbres, de M. Ruspoli ; 19 h, Rock around the Kremlin, de J. Pradel, Y. Billon et A. Guérin ; Vidéo-musique : 16 h, La country music ou la nostalgie de l'Ouest, de R. Manthoulis ; 19 h, Othello, de Verdi ; Hommage à la fédération Jean-Vigo, voir cinémathèque, rubrique cinémas ; Concerts : 20 h 30 : concert Peter Eötvös.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77), 20 h 30 : Arvo Paert (RFA).

Les autres salles

ARTS-HEBERTOT (43-87-23-23), 20 h 30 : la Danse du diable.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

GRAND EDGAR (43-20-90-09), 20 h 15 : la Drague ; 22 h : la Mariée mise à nu par ses célibataires, même.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : On ne meurt pas au 34.

ILE SAINT-LOUIS (46-33-48-65), 20 h 30 et 22 h : En vers et contre tout.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), I : 21 h 15 : Façades II ; II : 19 h 45 : Arlequin serviteur de deux maîtres ; 22 h 15 : Ainsi soit Je.

MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : la Comédie sans titre.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), Grande Salle, 20 h 30 : F. Chopel ; 22 h 15 : M. Sergent ; Petite salle, 21 h : Un amour de punk.

RENAISSANCE (42-08-18-50), 21 h : la Maison des Jeanne et de la culture.

ROSEAU-THÉATRE (42-72-23-41), 19 h, les jours impairs : J'ai tout mon temps, où êtes-vous ? ; les jours pairs : en pleine mer, 20 h 45 : Histoire de Maheu, le boucher.

TAI THÉATRE D'ESSAI (42-78-20-79), I : 20 h 30 : Antigone.

THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

TH. 14 J.-M. SERREAU (45-45-49-77), 20 h 30 : Evénements regrettables.

TRISTAN BERNARD (45-22-08-40), 21 h : American Buffalo.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : l'Orchestre ; 21 h 45 : J'assure à tes risques ; 23 h : Banc d'essai des jeunes.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulous ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Last Lunch - Dernier Service.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes. – III. 20 h 15 : Pierre Salvadori.

CONNÉTABLE (42-77-41-40), 22 h 30 : M. Fanon, J. Danno, Djalma, Gil et Artémise.

LE GRENIER (43-80-68-01), 22 h : Non, je n'ai pas disparu.

NAG'AIRS (40-11-64-88), 22 h : Malène, Macky, Labaya.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.

Music-hall

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), 20 h 30 : F. Chopel.

LE 78 (43-59-09-99), 21 h : J.-P. Kalfon.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : L'accroc-habitation.

DEUX ANES (46-06-10-26), 21 h : Après la rose, c'est le bouquet.

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : P. Sellin, B. Vasseur.

MERIDIEN (47-58-12-30), 22 h 30 : Dirty Dozen Brass Band.

MONTANA (45-48-93-08), 22 h 30 : N. Halloway, Ph. de Preissac.

MONTGOLFIER (45-54-95-00), 21 h : Ch. Connor, D. Mott.

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59) : Kangourouswing Orchestra.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), 21 h : M. Legrand / M. Vander.

LA PINTE (43-26-26-15) 21 h : New jazz off.

SUNSET (42-61-46-60), 23 h : J. Thomas.

ZENITH (42-40-60-00), 20 h 30 : The Fabulous Thunderbirds.

Les concerts

Salle Pleyel, 20 h 30 : F. Brüggen, Orchestre du XVIII[e] (Mozart, Haydn, Schubert).

Église de la Trinité, 20 h 30 : Chœur et Orchestre Colonne, dir. M. Corboz, chef de chœur, J. Sourisse (Brahms).

Athénée, 20 h 30 : P. Dvorsky.

Crypte de l'Église de la Madeleine, 20 h 30 : Ensemble instrumental Carmina Alterna, dir. J. Royer (Bach).

Église Saint-Roch, 20 h 30 : Orchestre français d'Oratorio, dir. J.-P. Lore, Chorale E. Brasseur (Mozart).

Théâtre du Rond-Point, 20 h 30 : EIC, dir. P. Eötvos (Eötvos, Dittrich, Kurtag).

Église St-Séverin, 20 h 30 : E. Lamandier.

Comédie des Champs-Elysées, 20 h : Les musiciens amoureux (Beethoven).

En région parisienne

LA COURNEUVE, Centre dramatique (48-36-11-44) : l'Invasion comique.

MANTES-LA-VILLE, Salle J.-Brel (30-33-02-26), 21 h : Cendrillon.

SAINT-DENIS, Th. G. Philipe (42-43-17-17), 20 h 30 : Hamlet.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

Relâche.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU
Salle Garance
(42-78-37-29)

Hommage à la Fédération Jean-Vigo : 17 h 30, la Barrière, de Jerzy Skolimowski ; 20 h 30, Trio, de Gianfranco Mingozzi.

BEAUBOURG (42-78-35-57)

17 h, White Feathers, de R. D. Webb (v.o.) ; 19 h, l'Homme aux colts d'or, de E. Dmytryk (v.o. st français).

Les exclusivités

L'AFFAIRE CHELSEA DEARDON (A., v.o.) : George V, 8[e] (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14[e] (43-20-32-20). – V.f. : Impérial, 2[e] (47-42-72-52) ; Miramar, 14[e] (43-20-89-52).

AFTER HOURS (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5[e] (46-34-25-52) ; Le Triomphe, 8[e] (45-62-45-76).

AIDS (TROP JEUNE POUR MOURIR) (Fr.) : Mercury, 8[e] (45-62-96-82).

AJANTRIK (Ind., v.o.) : Républic Cinémas, 11[e] (48-05-51-33).

ALIENS, LE RETOUR (A., *) : Forum Horizon, 1[er] (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6[e] (42-25-10-30), UGC Ermitage, 8[e] (45-63-16-16). – V.f. : Paramount Opéra, 9[e] (47-42-56-31) ; Paris Ciné, 10[e] (47-70-21-71) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (43-20-12-06).

ANGEL II, LA VENGEANCE (A., v.f.) : Gaîté Rochechouart, 9[e] (48-78-81-77).

L'AMOUR SORCIER (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe, 5[e] (46-34-25-52).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15[e] (45-54-46-85) ; Le Club, 9[e] (47-70-81-47).

ATLANTES INTERCEPTOR (It., v.f.) : Gaîté Boulevard, 2[e] (45-08-96-45).

AUTOUR DE MINUIT (Fr.-A., v.o.) : Gaumont Halles, 1[er] (42-47-49-70) ; Hautefeuille, 6[e] (46-33-79-38) ; 14 Juillet Odéon, 6[e] (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8[e] (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11[e] (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14[e] (43-35-30-40).

BEAU TEMPS, MAIS ORAGEUX EN FIN DE JOURNÉE (Fr.) : Utopia, 5[e] (43-26-84-65).

BIRDY (A., v.o.) : Cinoches, 6[e] (46-33-10-82).

BLACK MIC-MAC (Fr.) : Cinoches, 6[e] (46-33-10-82).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée-de-Bois, 5[e] (43-37-57-47).

LA BRULURE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3[e] (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6[e] (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6[e] (45-74-94-94) ; La Pagode, 7[e] (47-05-12-15) ; UGC Champs-Elysées, 8[e] (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11[e] (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15[e] (45-75-79-79) ; Maillot, 17[e] (47-48-06-06). – V.f. : Richelieu, 2[e] (42-33-56-70) ; UGC Montparnasse, 6[e] (45-74-94-94) ; St-Lazare Pasquier, 8[e] (43-87-35-43) ; UGC Boulevards, 9[e] (45-74-95-40) ; Nation, 12[e] (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13[e] (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15[e] (45-74-93-40) ; Images, 18[e] (45-22-47-94).

LES BALISEURS DU DESERT (Tun.) : Utopia, 5[e] (43-26-84-65), horaires spéciaux.

CLIN D'ŒIL SUR UN ADIEU (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3[e] (42-71-52-36) ; St-Germain Village, 5[e] (46-33-63-20).

LE CLOCHARD DE BEVERLY HILLS (A., v.o.) : Marignan, 8[e] (43-59-92-82).

COBRA (*) (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1[er] (42-33-42-26) ; Marignan, 8[e] (43-59-92-82) ; UGC Ermitage, 8[e] (45-63-16-16). – V.f. : Rex, 2[e] (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6[e] (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9[e] (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13[e] (43-36-23-44) ; Mistral, 14[e] (45-39-52-43) ; Pathé Clichy, 18[e] (45-22-46-01).

LE COMPLEXE DU KANGOUROU (Fr.) : Grand Pavois, 15[e] (45-54-46-85).

LA COULEUR POURPRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1[er] (45-08-57-57) ; Saint-Michel, 5[e] (43-26-79-17) ; Rotonde, 6[e] (45-74-94-94) ; George V, 8[e] (45-62-41-46) ; Marignan, 8[e] (43-59-92-82) ; Convention St-Charles, 15[e] (45-79-33-00). – V.f. : Français, 8[e] (47-70-33-88) ; Montparnos, 14[e] (43-27-52-37).

COURS PRIVÉ (Fr.) : Forum, 1[er] (42-97-53-74) ; Hautefeuille, 6[e] (46-33-79-38) ; George V, 8[e] (45-62-41-46) ; Marignan, 8[e] (43-59-92-82) ; St-Lazare Pasquier, 8[e] (43-87-35-43) ; Français, 9[e] (47-70-33-88) ; Bastille, 11[e] (43-42-16-80) ; Nation, 12[e] (43-43-04-67) ; Fauvette, 13[e] (43-31-56-86) ; Mistral, 14[e] (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (43-20-12-06) ; Convention St-Charles, 15[e] (45-79-33-00) ; Maillot, 17[e] (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18[e] (45-22-46-01).

DESCENTE AUX ENFERS (Fr.) : Forum Horizon, 1[er] (45-08-57-57) ; Impérial, 2[e] (47-42-72-52) ; Rex, 2[e] (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3[e] (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6[e] (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6[e] (45-74-94-94) ; Marignan, 8[e] (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8[e] (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9[e] (47-42-56-31) ; Nation, 12[e] (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12[e] (43-43-01-59) ; Fauvette, 13[e] (43-31-60-74) ; Galaxie, 13[e] (45-80-18-03) ; Mistral, 14[e] (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (43-20-12-06) ; Convention St-Charles, 15[e] (45-79-33-00) ; Maillot, 17[e] (47-48-06-06) ; Pathé Wépler, 18[e] (45-22-46-01) ; Secrétan, 19[e] (42-41-77-99) ; Gambetta, 20[e] (46-36-10-96).

LE DIABLE AU CORPS (*) (It., v.o.) : Cinoches (h. sp.), 6[e] (46-33-10-82).

LE DIAMANT DU NIL (A., v.f.) : Espace Gaîté (h. sp.), 14[e] (43-27-95-94).

DOUBLE MESSIEURS (Fr.) : Forum, 1[er] (45-97-53-74) ; St-André-des-Arts, 6[e] (43-26-48-18) ; Colisée, 8[e] (43-59-29-46) ; UGC Gobelins, 13[e] (43-36-23-44) ; Gaumont Parnasse, 14[e] (43-35-30-40).

LA FEMME DE MA VIE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3[e] (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6[e] (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8[e] (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9[e] (45-74-95-40) ; Montparnos, 14[e] (43-27-52-37).

LES FRÈRES PÉTARD (Fr.) : Forum Orient Express, 1[er] (42-33-42-26) ; Richelieu, 2[e] (42-33-56-70) ; Normandie, 8[e] (45-63-16-16) ; Lumière, 9[e] (42-46-49-07) ; UGC Gobelins, 13[e] (43-36-23-44) ; Montparnos, 14[e] (43-27-52-37).

GENESIS (Ind. v.o.) : Denfert, 14[e] (43-21-41-01).

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Triomphe, 8[e] (45-62-45-76) ; Espace Gaîté, 13[e] (43-27-95-94).

HIGHLANDER (Brit., v.f.) : Lumière, 9[e] (42-46-49-07).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Denfert, 14[e] (43-21-41-01).

HOUSE (A., v.f.) : Arcades, 2[e] (42-33-54-58) ; Gaîté Rochechouart, 9[e] (48-78-81-77).

IL ÉTAIT UNE FOIS LA TERRE (A., v.f.) : La Géode, 19[e] (42-45-66-00).

JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2[e] (47-42-60-33) ; Quintette, 5[e] (46-33-79-38) ; Colisée, 8[e] (43-59-29-46) ; Maxéville, 9[e] (47-70-72-86) ; Fauvette, 13[e] (43-31-56-86) ; Parnassiens, 14[e] (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15[e] (48-28-42-27).

JE HAIS LES ACTEURS (Fr.) : Capri, 2[e] (45-08-11-69).

KARATÉ KID, LE MOMENT DE VÉRITÉ (II) (A., v.f.) : Lumière, 9[e] (42-46-49-07).

MAX MON AMOUR (Fr.) : Gaumont Halles, 1[er] (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2[e] (47-42-60-33) ; Hautefeuille, 6[e] (46-33-79-38) ; Ambassade, 8[e] (43-59-19-08) ; Galaxie, 13[e] (45-80-18-02) ; Bienvenüe Montparnasse, 15[e] (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15[e] (48-28-42-27).

MÉLO (Fr.) : Latina, 4[e] (42-78-47-86) ; Cluny Palace, 5[e] (43-25-19-90) ; Gaumont Ambassade, 8[e] (43-59-19-08) ; Miramar, 14[e] (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15[e] (45-75-79-79).

LES MINIPOUSS (Fr.) : George V, 8[e] (45-62-41-46) ; Lumière, 9[e] (42-46-49-07) ; Saint-Ambroise, 11[e] (47-00-89-16) ; Mistral, 14[e] (45-39-52-43) ; Montparnos, 14[e] (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15[e] (48-28-42-27).

MISSION (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1[er] (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2[e] (47-42-60-33) ; Hautefeuille, 6[e] (46-33-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6[e] (42-22-72-80) ; Marignan, 8[e] (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8[e] (47-70-76-23) ; Escurial, 13[e] (47-07-28-04) ; Kinopanorama, 15[e] (43-06-50-50) ; Mayfair, 16[e] (45-25-27-06). – V.f. : Français, 9[e] (47-70-33-88) ; Nation, 12[e] (43-43-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15[e] (48-28-42-27).

MONA LISA (*) (Brit., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5[e] (43-25-78-37).

MON AMI IVAN LAPCHINE (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5[e] (43-37-57-47).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6[e] (46-33-10-82) ; 14 Juillet Parnasse, 6[e] (43-26-58-00).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Lucernaire, 6[e] (45-44-57-34) ; Triomphe, 8[e] (45-62-45-76).

NUIT D'IVRESSE (Fr.) : Rex, 2[e] (42-36-83-93) ; George V, 8[e] (45-62-41-46) ; Gaumont Parnasse, 14[e], (43-35-30-40).

NUIT DE NOCES CHEZ LES FANTOMES (A., v.f.) : St-Lambert, 15[e] (45-32-91-68).

OTELLO (It., v.o.) : UGC Biarritz, 8[e] (45-62-20-40).

OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8[e] (43-59-31-97).

LE PALTOQUET (Fr.) : Quintette, 5[e] (46-33-79-38).

PÉKIN CENTRAL (Fr.) : Républic Cinéma, 11[e] (48-05-51-33).

PERVOLA (Néer., v.o.) Cluny Palace, 5[e] (43-25-19-90).

PICASSO (Fr.) : Vendôme, 2[e] (47-42-97-52).

LE RAYON VERT (Fr.) : Forum Orient Express, 1[er] (42-33-42-26) ; Luxembourg, 6[e] (46-33-97-77) ; Elysées Lincoln, 8[e] (43-59-36-14) ; Français, 9[e] (47-70-33-88) ; Parnassiens, 14[e] (43-20-30-19).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Studio Galande (h.sp.), 5[e] (43-54-72-71).

ROSA LUXEMBURG (All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3[e] (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6[e] (43-26-58-00) ; Racine Odéon, 6[e] (43-26-19-68).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Cinoches, 6[e] (46-33-10-82).

RUE DU DÉPART (Fr.) : Saint-Lambert, 15[e] (45-32-91-68).

LE SACRIFICE (Franco-suédois, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6[e] (43-26-80-25).

SHANGHAI SURPRISE (A., v.o.) : Forum, 1[er] (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6[e] (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8[e] (45-62-20-40). – V.f. : Rex, 2[e] (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6[e] (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9[e] (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12[e] (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13[e] (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15[e] (45-74-93-40) ; Images, 18[e] (45-22-47-94).

SOLEIL DE NUIT (A., v.f.) : Opéra Night, 2[e] (42-96-62-56).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama (h.sp.), 13[e] (47-07-28-04).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) (h.sp.) : Utopia, 5[e] (43-26-84-65).

THE ACTRESS (A., v.o.) : Action Christine, 6[e] (43-29-11-30) ; Mac-Mahon, 17[e] (43-80-24-81).

THÉRÈSE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6[e] (43-26-80-25) ; UGC Rotonde, 6[e] (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8[e] (45-62-20-40) ; UGC Boulevards, 9[e] (45-74-95-40) ; Galaxie, 13[e] (45-80-18-03) ; Gaumont Convention, 15[e] (48-28-42-27).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action Christine, 6[e] (43-29-11-30).

TOKYO BLUES (Jap., v.o.) Saint-Germain Huchette, 5[e] (46-33-63-20).

37°2 LE MATIN (Fr.) : Saint-Michel, 5[e] (43-26-79-17) ; George V, 8[e] (45-62-41-46) ; Montparnos, 14[e] (43-27-52-37).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Capri, 2[e] (45-08-11-69) ; Lucernaire, 6[e] (45-44-57-34) ; George V, 8[e] (45-62-41-46).

TOP GUN (A. v.o.) : Marignan, 8[e] (43-59-92-82) ; George-V, 8[e] (45-62-41-46). – V. f. : Rex, 2[e] (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9[e] (47-42-56-31) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (43-20-12-06).

TWIST AGAIN A MOSCOU (Fr.) : Gaumont Halles, 1[er] (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2[e] (47-42-60-33) ; Bretagne, 6[e] (42-22-57-97) ; Ambassade, 8[e] (43-59-19-08) ; George-V, 8[e] (45-62-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8[e] (43-87-35-43) ; Maxéville, 9[e] (47-70-72-86) ; Bastille, 11[e] (43-42-16-80) ; Fauvette, 13[e] (43-31-56-86) ; Mistral, 14[e] (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15[e] (48-28-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15[e] (45-75-79-79) ; Maillot, 17[e] (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18[e] (45-22-46-01) ; Gambetta, 20[e] (46-36-10-96).

WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.) : Saint-Germain Studio, (46-33-63-20) ; Elysées Lincoln, 8[e] (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14[e] (43-20-32-20).

Les festivals

FILMS CHINOIS (v.o.), Utopia, 5[e] (43-26-84-65), en alternance : la Maison de thé ; l'Auberge du printemps ; le Tireur de pousse-pousse ; Nuit glacée ; l'Enfant sous la pluie ; le Champion de tian-gin.

CHAPLIN – ŒUVRES INTÉGRALES (v.o.), Action-Ecoles, 5[e] (43-25-72-07) : les Temps modernes.

FASSBINDER (v.o.), Templiers, 3[e] (42-72-94-56), 18 h : les Larmes amères de Petra von Kant ; 16 h : la Femme du chef de gare.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINÉMA JUIF (v.o.), centre Rachi, 5[e] (48-05-93-07).

SÉLECTION DES CRITIQUES DU FIGARO (v.o.) Ranelagh, 16[e] (42-88-64-44) : en alternance : Drôle de drame ; la Déchirure ; Lifeboat ; mon Oncle d'Amérique ; l'Honneur d'un capitaine ; les Visiteurs du soir ; Boudu sauvé des eaux.

LUBITSCH (v.o.), Champo, 5[e] (43-54-51-60) : la Folle Ingénue.

MONTY PYTHON (v.o.), Parnassiens, 14[e] (43-20-32-20) : Monty Python sacré Graal.

ROHMER Républic-Cinémas, 2[e] (48-05-51-33), 16 h : la Femme de l'aviateur.

TARKOVSKI (v.o.), Denfert, 14[e] (43-21-41-01) : 21 h : Andreï Roublev.

VIOLENCE ET PASSION LATINES (v.o.), Le Latina, 4[e] (42-78-47-86) : Hécate.

VIVE LA REPRISE (v.o.), Studio Bertrand, 7[e] (47-83-64-66), 18 h 20 : Remparts d'argile ; 20 h : Comment épouser un milliardaire ; 21 h 40 : Zéro de conduite ; 22 h 35 : l'Atalante.

Lundi 17 novembre

LES FILMS NOUVEAUX

BANCO, film américain de Richard Richards (*) (v.o.) : Forum Orient Express, 1[er] (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6[e] (42-25-10-30 ; George V, 8[e] (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8[e] (45-63-16-16). V.f. Grand-Rex, 2[e] (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6[e] (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9[e] (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12[e] (43-43-01-59) ; UGC Convention, 15[e] (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18[e] (45-22-46-01) ; Secrétan, 19[e] (42-41-77-99).

CAP SUR LES ÉTOILES, film américain de Harry Winer (v.o.) : Forum Oreint Express, 1[er] (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6[e] (43-25-59-83) ; Ambassade, 8[e] (43-59-19-08). V.f. Richelieu, 2[e] (42-33-56-70) ; Français, 9[e] (47-70-33-88) ; Bastille, 11[e] (43-42-16-80) ; Fauvette, 13[e] (43-31-56-86) ; Miramar, 14[e] (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18[e] (45-22-46-01).

LE COUREUR, film iranien de Amir Naderi (v.o.) : Utopia, 5[e] (43-26-84-65).

DÉSORDRE, film français de Olivier Assayas : Gaumont Halles, 1[er] (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2[e] (47-42-60-33) ; Richelieu, 2[e] (42-33-56-70) ; Panthéon, 5[e] (43-54-15-04) ; Ambassade, 8[e] (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11[e] (43-57-90-81) ; Galaxie, 13[e] (45-80-18-03) ; Gaumont Parnasse, 14[e] (43-35-30-40) ; PLM Saint-Jacques, 14[e] (45-89-68-42) ; Gaumont Convention, 15[e] (48-28-42-27).

DOWN BY LAW, film américain de Jim Jarmusch (v.o.) : Gaumont Halles, 2[e] (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2[e] (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6[e] (43-25-59-83) ; Saint-André-des-Arts, 6[e] (43-26-48-18) ; Pagode, 7[e] (47-05-12-15) ; Colisée, 8[e] (43-59-29-46) ; 14 Juillet Bastille, 11[e] (43-57-90-81) ; Escurial Panorama, 13[e] (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14[e] (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15[e] (45-75-79-79).

L'ESQUIMAUDE A FROID, film hongrois de Janos Xantus (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3[e] (42-71-52-36) ; Lincoln, 8[e] (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14[e] (43-20-30-19).

HUIT MILLIONS DE FAÇONS DE MOURIR (*), film américain de Hal Ashby (v.o.) : Forum Orient Express, 1[er] (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6[e] (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8[e] (45-62-20-40) ; Rex, 2[e] (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6[e] (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9[e] (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12[e] (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13[e] (43-36-23-44) ; Convention Saint-Charles, 15[e] (45-79-33-00) ; Images, 18[e] (45-22-47-94).

QUAND LA RIVIÈRE DEVIENT NOIRE, film américain de Chris Cain (v.o.) : Forum Horizon, 1[er] (45-08-57-57) ; Quintette, 5[e] (46-33-79-38) ; Bretagne, 6[e] (42-22-57-97) ; Publicis Champs-Elysées, 8[e] (47-20-76-23) ; Escurial Panorama, 13[e] (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14[e] (43-35-30-40). V.f. : Richelieu, 2[e] (42-33-56-70) ; Impérial, 2[e] (47-42-72-52) ; Fauvette, 13[e] (43-31-56-86) ; Gaumont Convention, 15[e] (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18[e] (45-22-46-01).

RATBOY, film américain de Sondra Locke (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3[e] (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6[e] (43-25-59-83) ; UGC Biarritz, 8[e] (45-62-20-40) ; Parnassiens, 14[e] (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15[e] (45-75-79-79). V.f. : UGC Boulevard, 9[e] (45-74-95-40).

LA VÉRIFICATION, film soviétique de Alexei Guerman (v.o.) : Cosmos, 6[e] (45-44-28-80) ; Epée de bois, 5[e] (43-37-57-47) ; Triomphe, 8[e] (45-62-45-76).



Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 17 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinéma : Midi gare centrale ■
Film américain de Rudolph Maté (1950), avec William Holden, Nancy Olson, Barry Fitzgerald, Lyle Bettger, Jan Sterling, Allene Roberts.
La fille aveugle d'un homme très riche a été enlevée par des gangsters. Le père va verser la rançon, mais des policiers découvrent l'affaire. Suspense et angoisse sans répit dans la gare centrale de New-York (décor naturel). Méthodes parfois très brutales de la police. Un film noir aux sensations fortes.

21 h 55 Acteur studio.
Emission de Martine Jouando et Frédéric Mitterrand.
Invitée : Dalida. Autour du film le Sixième Jour, *de Youssef Chahine.*

23 h 10 Documentaire : Impressions d'Orsay.
De Pierre Dumayet, réal. Jean Douchet.
Premier volet : Haussmann et l'haussmannisation.

23 h 25 Une dernière.
Présenté par Francine Buchi.

23 h 45 Magazine : Première page.

DEUXIÈME CHAINE : A 2



20 h 35 Série : Les cinq dernières minutes.
Un gros pépin dans le chasselas.
Téléfilm de Claude Loursais, avec Raymond Souplex, Hans Verner, Daniel Lecourtois...

22 h 15 Documentaire : Les sorciers de la vie.
De Marcel Teulade et M.-A. d'Adler.
Troisième volet : Pour l'amour ou pour l'argent ?

23 h 40 Cyclisme : les Six Jours de Paris.

0 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : le Voleur ■■
Film français de L. Malle (1966), avec J.-P. Belmondo, G. Bujold, M. Dubois, J. Guiomar, F. Fabian, M. Jobert.
Un jeune bourgeois, dépouillé de son héritage par son oncle, qui, de plus, lui refuse sa fille en mariage, se fait voleur par défi social. Louis Malle s'est voulu anarchiste et antibourgeois, à la manière de Georges Darien, dont il a adapté le roman. Mais la reconstitution – superbe – de la Belle Epoque et les exploits amoureux du voleur l'emportent sur la provocation. Belmondo est parfait.

22 h 35 Journal.

23 h Boîte aux lettres.

23 h [illegible] Prélude à la nuit.
Sonate en fa mineur K 239, *de Scarlatti, par E. Chojnacka, clavecin.*

CANAL PLUS

20 h 35, Cinéma : l'Homme dans l'ombre ■■ film de Jack Fisk ; 22 h, Flash d'informations ; 22 h 10, Etoiles et buts ; 22 h 25, Boxe, en direct du Cirque d'Hiver. F. Winterstein-E. Smith ; D. Marignan-T. Weis ; M. Gomis-J. Chanet ; 23 h 50, Football américain ; 0 h 45, Cinéma : Exterminator-2 □ film de Mark Buntzman et William Sachs ; 2 h 25, Série : Les monstres.

LA « 5 »

20 h 30, Feuilleton : Dynastie 2 ; 21 h 25, Série : La cinquième dimension ; 22 h 15, Feuilleton : Flamingo Road ; 23 h 10, Feuilleton : Dynastie 2 ; 0 h 5, Série : La cinquième dimension ; 0 h 55, Série : Star Trek ; 1 h 50, Série : Chips.

TV 6

20 h 10, Série : Les envahisseurs ; 21 h 10, Série : Les superminds ; 22 h, 6 Tonic.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Renseignements sur Apollon. Concert (1re partie). A 21 h 15, *Ave verum*, de Mozart ; *Concerto à quatre clavecins*, de Vivaldi-Bach ; à 21 h 40, suite du concert ; à 22 h 25, La vie passionnée et romantique de Louis-Ferdinand Kornfeld ; à 22 h 35, Bartok enregistre en 1913 ; à 22 h 40, *Etude en la bémol, op. posthume*, de Chopin, par Percy Grainger, piano ; à 22 h 45, Michel Guy et ses trésors ; à 23 h 8, Les allumés du lyrique, *Don Juan* en répétition et en compact avec Karajan ; *Fantaisie en fa mineur pour piano à quatre mains*, de Schubert.

24 h Les soirées de France-Musique. Rhum à Rome, avec des œuvres de Wagner, Vivaldi, Scarlatti, Britten.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Scènes littéraires, scènes de ménage. La gémellité ratée : Sylvia Plath et Ted Hughes.

20 h 30 Musique : Latitudes. Reflets des spectacles : Dixi le théâtre masqué ; le théâtre de marionnettes de Xian.

22 h 30 La nuit sur un plateau. Le débat : Yves Lemoine pour Reconstitutions, Essai sur une manière d'être juge.

Mardi 18 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

14 h 35 Ravi de vous voir.
15 h 45 Feuilleton : Le bonheur conjugal.
16 h 15 Variétés : Show bises.
17 h 25 Feuilleton : Les chevaux du soleil.
18 h 25 Mini-journal, pour les jeunes.
18 h 35 La vie des Botes.
18 h 50 Feuilleton : Santa Barbara.
19 h 35 Expression directe.
20 h Journal.
20 h 25 Loto sportif.



20 h 35 Feuilleton : Le rire de Caïn.
D'après l'œuvre de José-André Lacour, réal. Marcel Moussy.
▶ 1er épisode : *Les jeunes années.*
Avec Catherine Spaak, André Falcon, Johan Rougeul, Erica Sulkowski.

21 h 35 Hauts de gamme.
Emission d'Eric Lipmann.
Invités : Jean Poiret, Christiane Eda-Pierre, Philippe Olivier.

23 h 10 Documentaire : Impressions d'Orsay.
De Pierre Dumayet, réal. Michel Pamart.
2e volet : Sculpture et mémoire.

23 h 25 Journal.

23 h 55 C'est à lire.
Avec Jacqueline Dauxois pour *Au cœur de la nuit* et Vladimir Volkoff.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

15 h Série : Best-sellers.
79 Park avenue. (3e épisode.)

15 h 50 C'est encore mieux l'après-midi.
Présenté par Christophe Dechavanne.
Invités : Guy Béart, Jackie Graham, Century, Anne-Marie Beretta.

17 h 35 Récré A 2.
Jean Rochefort raconte Le pépin de Babellot ; Mimi Cracra ; Bibifoc ; Quick et Flupke.

18 h 5 Feuilleton : La guerre des femmes.
18 h 30 Magazine : C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 5 D'accord, pas d'accord.
19 h 15 Actualités régionales.
19 h 40 Le nouveau théâtre de Bouvard.
20 h Journal.

20 h 35 Cinéma : Un après-midi de chien ■■
Film américain de Sidney Lumet (1975), avec Al Pacino, John Cazale, Sally Boyar, Charles Durning, Chris Sarandon.
L'attaque d'une bande de Brooklyn avec prise d'otages, le 22 août 1972. Le film est inspiré d'un fait divers authentique, mais Sidney Lumet a évité la mythologie propre au gangstérisme. Ici, la délinquance provoque des réactions diverses, tout un quartier se trouve concerné, une réalité psychologique et sociale se révélant à travers le comportement du chef des voyous, admirablement interprété par Al Pacino.

22 h 40 Magazine : Cinéma, cinémas.
De Anne Andreu, Michel Boujut et Claude Ventura.
Au sommaire : Vincent Price ; John Cassavetes ; Un portrait de Michel Piccoli.

23 h 20 Série : Johnny Staccato.

0 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

14 h 30 Série : La porteuse de pain (rediff.).
15 h Prélude bis.
16 h Documentaire : Les grands fleuves reflets de l'histoire.
L'Orange.
17 h Les après-midi de Disney Channel.
17 h 55 Croqu'soleil.
18 h 55 Juste ciel, petit horoscope.
19 h Le 19-20 de l'information.
19 h 15 Actualités régionales.
19 h 55 Dessin animé : Les entrechats.
20 h Les jeux à Romans.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.

20 h 35 Cinéma : Catlow □
Film américain de Sam Wanamaker (1971), avec Yul Brynner, Richard Crenna, Leonard Nimoy, Daliah Lavi...
Un shérif essaie d'arrêter un hors-la-loi, puis, par amitié, le protège contre un tueur et contre les Indiens. Un western d'une totale platitude, des personnages déshumanisés malgré les efforts des acteurs.

22 h 20 Journal.

CANAL PLUS

14 h, Cinéma : Conte de la folie ordinaire ■■ film de Marco Ferreri ; 15 h 40, Cinéma : l'Homme dans l'ombre ■■ film de Jack Fisk ; 17 h 10, Cabou Cadin ; 17 h 30, Série : Les monstres ; 18 h, Flash d'informations ; 18 h 5, Dessins animés ; 18 h 15, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 18 h 45, Top 50 ; 19 h 15, Zénith ; 19 h 55, Flash d'informations ; 20 h 5, Starquizz ; 20 h 30, Les triplés ; 20 h 35, Cinéma : Une femme ou deux □ film de Daniel Vigne ; 22 h 5, Flash d'informations ; 22 h 15, Cinéma : Partir, revenir ■■ film de Claude Lelouch ; 0 h 10, Cinéma : le Secret derrière la porte ■■ film de Fritz Lang (v.o.) ; 1 h 45, Série : Rawhide.

LA « 5 »

16 h 35, Série : L'homme de l'Atlantide ; 17 h 30, Série : Shérif, fais-moi peur ; 18 h 20, Série : K 2000 ; 19 h 10, Série : Happy days ; 19 h 35, Série : Star Trek ; 20 h 30, Série : Mike Hammer ; 21 h 20, Série : Kojak ; 22 h 15, Feuilleton : Flamingo road ; 23 h 10, Série : Mike Hammer ; 0 h 5, Série : Kojak ; 1 h, Série : Star Trek ; 1 h 50, Série : K 2000.

TV 6

14 h, 6 Tonic ; 17 h, Système 6 ; 18 h 30, NRJ 6 ; 19 h 20, Feuilleton : Le temps des copains ; 19 h 35, Série : Max la menace ; 20 h 10, Cinéma : Morgan ■ film britannique de Karel Reisz (1966) ; 21 h 30, 6 Tonic.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 5 Jazz d'aujourd'hui. Lecture au laser.

20 h 30 Les temps retrouvés. *Trio pour violon, violoncelle et piano no 2 en si bémol mineur, op. 5*, de Volkman ; *Trio pour violon, violoncelle et piano no 2 en ut mineur, op. 66*, de Mendelssohn ; *Trio pour violon, violoncelle et piano no 1 en si mineur, op. 8*, de Brahms, par Dong Suk Kang, violon, Daniel Raclot, violoncelle, Pascal Devoyon, piano ; à 22 h 30, L'univers non tempéré : musique de Caucase.

24 h Les soirées de France-Musique. Poissons d'or (œuvres de Kilian-Drumpact ; Sylvian, Monk, Eno).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le journal du corps.

21 h 30 Musique : Diagonales.

22 h 30 Nuits magnétiques. La nuit et le moment, avec Jean-Paul Clébert, pour la biographie de Louise Colet ; Chambre noire, chambre claire : la photo.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 17 novembre à 0 heure et le mardi 18 novembre à 24 heures.

Le front froid qui traverse lundi notre pays n'affectera plus mardi que le relief des Pyrénées, des Alpes et de la Corse, où régnera un temps instable. Une hausse de pression se développera alors par le sud-ouest, protégeant une grande partie du pays. Cependant une nouvelle perturbation pénétrera en mi-journée sur la Bretagne, gagnant en fin de journée tout un quart nord-ouest.

Mardi, un temps très nuageux à couvert régnera le matin des Pyrénées au sud du Massif Central et aux Alpes. On y observera des averses locales, plus fréquentes près du relief, où la neige tombera au-dessus de 1 500 à 1 800 mètres d'altitude.

Ce temps instable persistera sur les Pyrénées et les Alpes l'après-midi et le soir, gagnant la Corse en mi-journée, tandis que de belles éclaircies se développeront sur le Massif Central, le golfe du Lion et la vallée du Rhône.

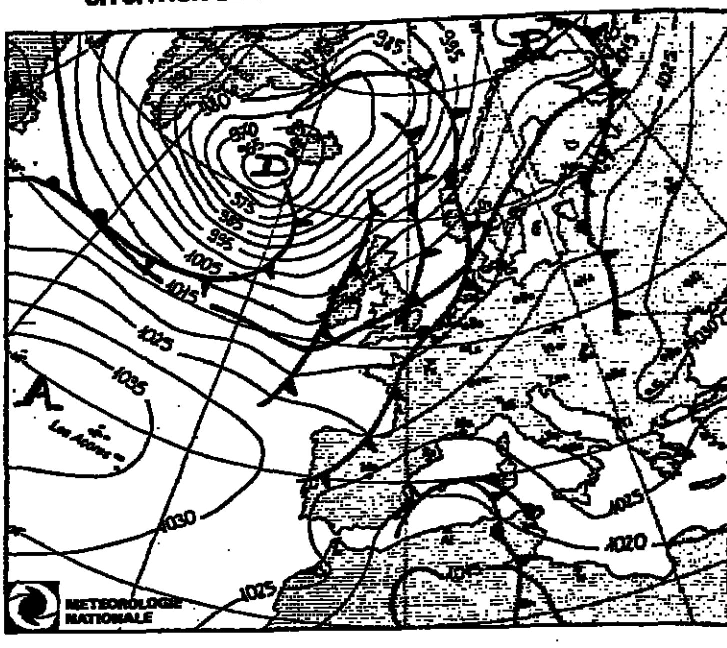
Du Sud-Ouest au Centre et au Nord-Est, la matinée sera ensoleillée après dissipation des brouillards locaux. Mais des nuages envahiront le ciel en fin de journée des Charentes au Centre et à la Lorraine. Des pays de Loire au Bassin parisien, au Nord et aux Ardennes, les nuages prédomineront dès le début de matinée, annonçant la pluie pour la fin de journée.

En Bretagne et près de la Manche, les averses matinales seront suivies d'une aggravation pluvieuse dès la mi-journée.

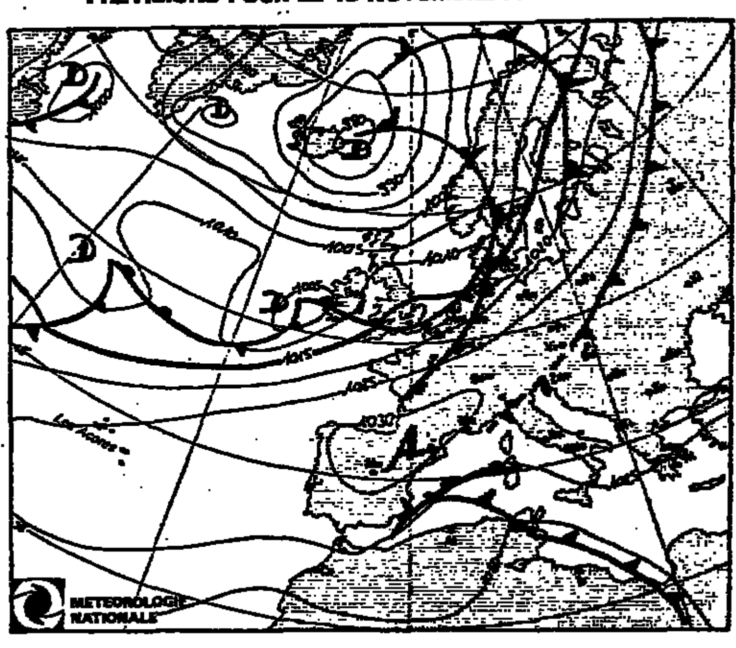
Les températures minimales avoisineront 6 à 9 degrés près des côtes de la Manche et d'Atlantique, 9 à 11 degrés en Méditerranée, 3 à 6 degrés dans l'intérieur du pays. Quant aux températures maximales, elles avoisineront 9 à 14 degrés du nord au sud, 12 à 13 degrés sur les côtes bretonnes, 14 à 16 degrés en Méditerranée.

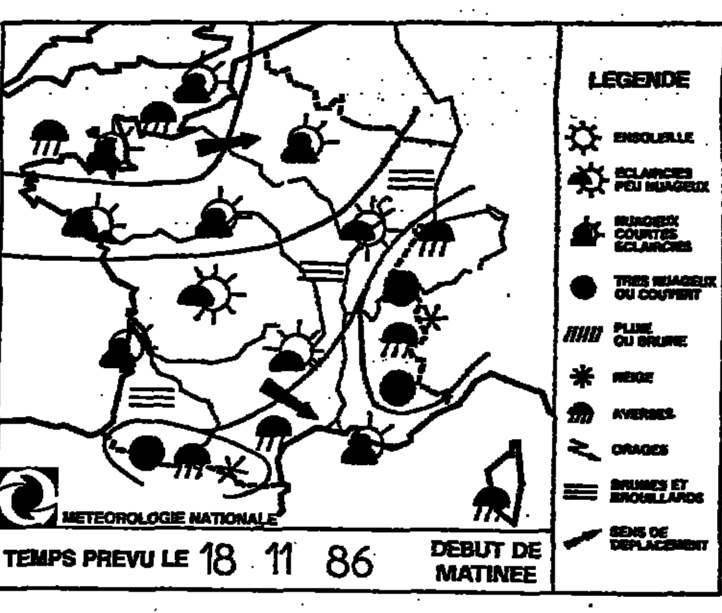
Mistral et tramontane modérés s'établiront près du golfe du Lyon, tandis que les vents de sud-ouest se renforceront de la Bretagne au Nord, soufflant modérément sur toute une moitié nord du pays.

SITUATION LE 17 NOVEMBRE 1986 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 19 NOVEMBRE A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 16-11 à 6 h TU et le 17-11-1986 à 6 h TU — le 17-11-1986

FRANCE

	Max.	Min.	Temps
AJACCIO	24	9	N
BIARRITZ	18	9	N
BORDEAUX	15	8	P
BOURGES	13	8	P
BREST	12	7	A
CAEN	13	5	A
CHERBOURG	11	5	A
CLERMONT-FERR.	19	10	C
DIJON	17	9	C
GRENOBLE St-M-H	17	5	C
LILLE	13	9	P
LIMOGES	13	8	P
LYON	19	14	N
MARSEILLE-MAR.	20	13	N
NANCY	16	10	A
NANTES	15	6	B
NICE	18	13	D
PARIS-MONTS.	13	10	C
PAU	15	7	P
PERPIGNAN	17	14	C
RENNES	13	5	B
ST-ÉTIENNE	19	8	P
STRASBOURG	18	8	C
TOURS	14	10	P
TOULOUSE	12	10	P
POINTE-A-P.	29	22	D

ÉTRANGER

	Max.	Min.	Temps
ALGER	18	14	C
AMSTERDAM	10	8	P
ATHÈNES	17	8	D
BANGKOK	31	26	C
BARCELONE	20	14	C
BELGRADE	18	3	B
BERLIN	10	8	A
BRUXELLES	12	8	P
LE CAIRE	21	13	D
COPENHAGUE	9	6	C
DAKAR	28	24	N
DELHI	30	16	D
DJERBA	24	18	C
GENÈVE	7	4	B
HONGKONG	19	17	N
ISTANBUL	12	8	N
JÉRUSALEM	16	7	D
LISBONNE	17	12	N
LONDRES	13	4	D
LOS ANGELES	27	15	C
LUXEMBOURG	13	10	B
MADRID	16	3	D
MARRAKECH	16	5	D
MEXICO	25	12	D
MILAN	11	9	C
MONTRÉAL	3	0	*
MOSCOU	1	0	C
NAIROBI	26	15	C
NEW-YORK	23	5	C
OSLO	4	4	P
PALMA-DE-MAL.	21	16	P
PÉKIN	5	-4	D
RIO-DE-JANEIRO	27	19	D
ROME	20	9	D
SINGAPOUR	33	26	A
STOCKHOLM	7	2	N
SYDNEY	24	18	C
TOKYO	15	7	P
TUNIS	22	17	C
VARSOVIE	7	6	B
VENISE	13	10	C
VIENNE	9	4	B

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	couvert	dégagé	nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MARDI 18 NOVEMBRE

« Quinze siècles d'histoire de France parmi les sépultures royales de la basilique Saint-Denis », 14 h 30, portail basilique (Paris et son histoire).

« Versailles : promenade dans le quartier de Montreuil, de la paroisse Saint-Symphorien à l'Orangerie de Madame Elisabeth », 14 h 30, devant le portail de l'église (C. Balmont).

« Les ateliers de fabrication de l'hôtel de la Monnaie », 14 h 30, 11, quai Conti (M. Ragueneau).

« Les passages couverts du Palais-Royal aux grands boulevards », 10 h 30, devant le Grand Véfour, jardin du Palais-Royal (Paris Passion).

« Promenade parisienne : de la haute galanterie à la basse finance du quartier Breda », 14 h 45, métro Pigalle (V. de Langlade).

« L'Opéra de Paris », 13 h 15, hall.

« L'hôtel de Bourrienne et son quartier », 14 h 30, 58, rue d'Hauteville.

« Les passages du Palais-Royal », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat, et « l'hôtel de Lauzun », 15 h, 17, quai d'Anjou, tél. : 48-87-24-14.

« La crypte archéologique du parvis Notre-Dame, vestiges gallo-romains et du Moyen Age », 15 heures, entrée (face préfecture de police).

« Le Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du Passé).

« Le faubourg Saint-Antoine livre ses secrets », 15 heures, 1, rue Charonne (AITC).

« Le faubourg Saint-Antoine, cours et passages », 15 heures, sortie métro Faidherbe-Chaligny (G. Botteau).

« Le Marais, de l'auberge de l'Aigle d'or aux hôtels de Soubise », 14 h 30, place de l'Hôtel-de-Ville, devant la poste (P.-Y.-Jaslet).

« Exposition mobilier miniature », 15 heures, 2, place du Palais-Royal (M. Hager).

CONFÉRENCES

Hôtel Trianon, 1 *bis*, rue de Vaugirard, 15 heures et 19 h 30 : « L'astrologie initiatique... Pourquoi ? (M. Louis).

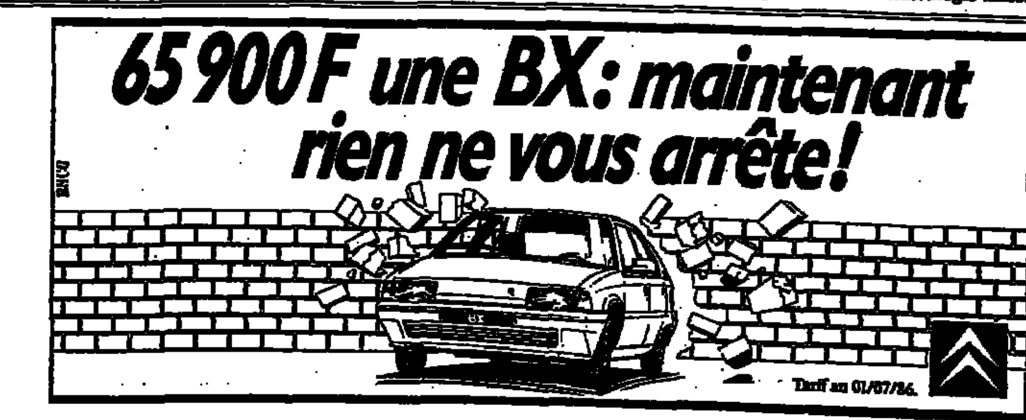
Salons France-Amérique, 9, avenue Franklin-Roosevelt, 18 heures : « Evolution culturelle économique et politique de la société québécoise » (M. Maugey).

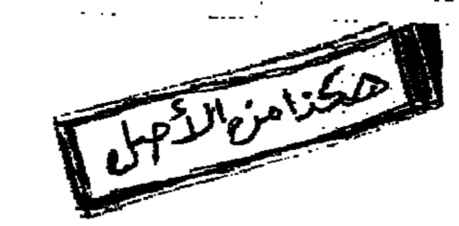
Salle Chaillot-Galliera, 18-28, avenue George-V, 15 heures : « Les errances d'un conquérant : Richard Wagner » (M. Meunier-Thouret).

Mairie du 1er arrondissement, 4, place du Louvre, 17 h 30 : « Le palais de Saint-Cloud sous le Second Empire » (Mme A. Schmitz).

199 *bis*, rue Saint-Martin, 20 h 30 : « La mémoire de l'univers » (M. Charon, membre du CNRS).

Gare de l'Est, porte 18, 17 h 30 : « La Guyane française » (M. Baudrand).





Informations « services »

Guide des centres d'hébergement pour personnes en difficulté

La troisième édition du *Guide pratique des centres d'hébergement pour personnes en difficulté* vient de paraître.

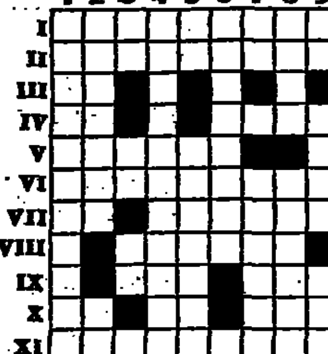
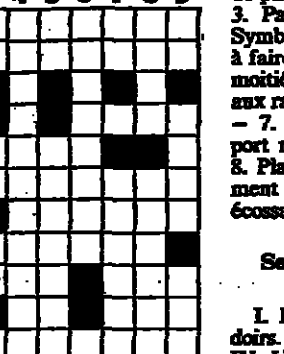
Réalisé par la préfecture de la région Ile-de-France en collaboration avec l'observatoire régional de la santé, ce répertoire recense 168 centres, offrant 7 889 places (soit une augmentation de 22 % depuis octobre 1984, date du premier plan d'urgence « pauvreté-précarité »).

Pour chaque centre sont indiqués la capacité d'hébergement, les catégories de personnes accueillies (personnes sans domicile fixe, sous contrôle judiciaire, en danger de prostitution ou toxicomanes) et les activités et services offerts éventuellement pour favoriser la réadaptation sociale et professionnelle. Dix centres sont spécialement destinés aux réfugiés politiques.

★ On peut se procurer cette brochure dans toutes les mairies d'Ile-de-France, à la préfecture de police de Paris, aux commissariats de police de la capitale, à la RATP et à la SNCF et à la préfecture de la région Ile-de-France, 27-29, rue Barbet-de-Jouy 75007 Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4358

HORIZONTALEMENT

I. Relation internationale. – II. *Dérangés à toute heure.* – III. Dindon ou marron. – IV. Symbole. Mot d'ordre. – V. Une manière de faire la tête. – VI. Descendent des rois. – VII. Manière de parler. Couvertes de fleurs. – VIII. Un beau toupet. – IX. Cultive le blé en toute saison. De la terre qui se transforme souvent en vase. – X. Possessif. La mère d'un certain nombre de monstres légendaires. Sorte de maille qui peut composer un bas. – XI. Empoisonnent au point de nous faire changer d'air.

VERTICALEMENT

1. A perdu sa vitalité en prenant beaucoup de force. – 2. Emballage de pinceau. Caractères matinaux. – 3. Participe passé. Beau quartier. Symbole chimique. – 4. Est destiné à faire de l'effet sans effets. – 5. A moitié rond. Oreilles que l'on prête aux ragots. – 6. Verre rempli d'eau. – 7. Peinture très dépouillée. Son port n'encourage pas à aborder. – 8. Place de roi. Thébain. – 9. Elément d'un corps constitué. Nappe écossaise. Produit pour boucher.

Solution du problème n° 4357

Horizontalement

I. Dessinateur. Pas. – II. Etendoirs. Agile. – *III.* Saloir. Asile. – IV. Ul. Bombance. Ers. – V. No. Emeutière. Tu. – VI. Ingres. Hé ! Cher. – VII. Alluvions. – VIII. Nul. Linoléum. Ti. – IX. Personnel. EV. – X. Pend. Sécréta. – XI. Me. Ali. Roi. – XII. Arbitrage. Sûr. – XIII. Ici. Insoumise. – XIV. Ra. Imprésarios. – XV. Etale. Es. Enée.

Verticalement

1. Désunion. Maire. – 2. Etalon. Uppercut. – 3. Sel. Gelée. Bi. – 4. Snober. RN. Il. – 5. Idiome. LSD. Tome. – 6. Normes. Io. Ar. – 7. Ai. Bu. Annulaire. – 8. Triathlon. Igné. – 9. Es. Niellés. Esse. – 10. Ace. Uélé. OAS. – 11. Raser. Vu ! Cœur. – 12. Gl. Ecimer. Mie. – 13. Pile. Ho ! Version. – 14. Alertent. Tousse. – 15. Se. Sursitaire.

GUY BROUTY.

SCIENCES

Nouveau record pour le JET

Une température de 140 millions de degrés

Un nouveau pas vient d'être franchi dans la domestication, à des fins civiles, de l'énergie produite dans les réactions thermonucléaires, celles-là mêmes qui sont à l'origine de l'explosion des bombes « H ». Les Européens ont, en effet, réussi à porter pendant une demi-seconde une sorte de gaz d'ions et d'électrons (plasma) à une température de 140 millions de degrés dans une machine, le Joint European Torus (JET), installée à Culham, en Grande-Bretagen. Les recherches américaines dans ce domaine avaient permis d'atteindre une centaine de millions de degrés, mais pendant un temps relativement court de 150 à 200 millisecondes.

Domestiquer l'énergie « H » en la mettant en bouteille n'est pas chose facile. Les Européens, comme les Américains, sont encore loin du but. Car pour atteindre à un état où les *réactions thermonucléaires* produites s'entretiendraient d'elles-mêmes il faut satifaire à une série de conditions connues sous le nom de critère de Lawson : le plasma de la machine doit être porté, pendant une seconde au moins, à une température dépassant 100 millions de degrés ; d'autre part ce plasma doit avoir une densité d'au moins 100 000 milliards de particules par centimètre cube.

On mesure donc les progrès qui restent à accomplir, d'autant que les chercheurs du JET n'ont pas donné de précision sur la densité exacte de leur plasma. Ces résultats devraient cependant être précisés au cours de la réunion internationale sur la fusion qui se tient actuellement à Kyoto, au Japon. A cette occasion, le point sera fait sur les « Tokamaks » – développées à l'origine par les Soviétiques – qui comme le JET doivent permettre de démontrer la faisabilité scientifique de la fusion des noyaux lourds (deutérium) et superlourds (tritium) de l'hydrogène.

● *Deux cosmonautes français à la Cité des étoiles.* – Jean-Loup Chrétien et Michel Tognini, les deux cosmonautes français sélectionnés pour participer en 1988 avec les Soviétiques à un vol dans l'espace à bord de la station orbitale Mir, sont arrivés samedi 15 novembre à Moscou pour commencer leur entraînement. Pendant deux ans, ils vont travailler à la Cité des étoiles, où se préparent tous les vols habités soviétiques. L'entraînement sera différent de celui de la mission franco-soviétique de juin-juillet 1982. Le matériel utilisé a changé, et la durée du vol franco-soviétique est passée d'une semaine environ en 1982 à un mois et demi pour 1988.

JOURNAL OFFICIEL

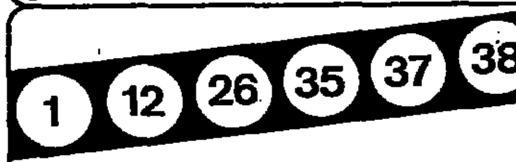
Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 16 novembre 1986 :

DES ARRÊTÉS

● Du 14 novembre 1986 relatifs à la transformation des offices *publics d'habitations à loyer modéré* de Chambéry, de Metz et de Saint-Chamond en offices publics d'aménagement et de construction.

UNE LISTE

● Des candidats déclarés titulaires du brevet de préparation militaire supérieure.



	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS N°s	0	—
5 BONS N°s + complémentaire	19	153 090,00 F
5 BONS N°s	792	12 015,00 F
4 BONS N°s	64 565	150,00 F
3 BONS N°s	1 389 968	10,00 F

BONUS DU SAMEDI 137 290

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 10,00 F X 2 = 20,00 F

JEU GAGNANT N° 65

LOTO SPORTIF

	Equipe 1	Equipe 2			Equipe 1	Equipe 2	
1	GUINGAMP	DUNKERQUE	1 X 2	9	GUEUGNON	SÈTE	1 X 2
2	BEAUVAIS	ST-DIZIER	X N 2	10	THONON	ISTRES	1 X 2
3	QUIMPER	ANGERS	X N 2	11	BÉZIERS	MONTCEAU	X N 2
4	LA ROCHE/YON	AMIENS	1 X 2	12	MONTPELLIER	MARTIGUES	X N 2
5	NIORT	TOURS	1 X 2	13	ALÈS	BOURGES	X N 2
6	REIMS	ORLÉANS	X N 2	14	BASTIA	LYON	1 X 2
7	VALENCIENNES	CAEN	1 X 2	15	LIMOGES	AJACCIO	1 X 2
8	ABBEVILLE	STRASBOURG	X N 2	16	CUISEAUX LOUHANS	LE PUY	X N 2

Tirage des " 7 Numéros de la Chance " du Dimanche 16 Nov. 1986 : 1 3 6 7 11 14 15

Le Carnet du Monde

Naissances

– Bénédicte et Jean-Louis LABEYRIE-SABATIER

ont la joie d'annoncer la naissance de

Adrien,

le 8 novembre 1986.

Décès

– La direction et le personnel du service du transport d'Electricité de France ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

M. Raymond ABELLA,
chef du département télécommunications *d'Electricité de France,*

M. Fernand JOURDAN,
ingénieur en chef des télécommunications attaché à la direction du service du transport,

M. César SANSOM,
adjoint au chef du service des télécommunications du Centre régional du transport et des télécommunications Nord,

survenu le 13 novembre 1986.

Electricité de France,
Service du transport,
34-40, rue Henri-Regnault,
92400 Paris-La Défense.

– M. et Mme Yves Lassin
et leurs enfants,
M. et Mme Dario Albali
et leurs enfants,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de leur mère,

Mme Elie ALBALI,
née Rebecca Lidji,

survenu le 12 novembre 1986.

La cérémonie religieuse a eu lieu le vendredi 14 novembre, au cimetière parisien de Pantin.

6, rue Alfred-de-Vigny,
75008 Paris.
39, boulevard de Montmorency,
75016 Paris.

– Chartres.

M. et Mme Pierre Bouloy,
Le docteur Paul Sobel,
Leurs enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Victor BOULOY,

survenu le 12 novembre 1986, à Chartres, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité familiale.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

38, avenue Hoche,
75008 Paris.
3, boulevard Chasles,
28000 Chartres.

– Mme Germaine Fontaine,
sa mère,
Mme Mina Dely,
son épouse,
Sa famille et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Robert DELY,

survenu *le 14 novembre 1986,* dans sa cinquante-huitième année.

L'inhumation aura lieu le mercredi 19 novembre, à 8 h 30, au cimetière nouveau de Boulogne, avenue Pierre-Grenier.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– On nous prie d'annoncer le décès du

R. P. Louis DURGET,
assomptionniste,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 11 novembre 1986, à l'âge de soixante-treize ans.

Les obsèques ont été célébrées à Lorgues (Var), le 13 novembre.

– On nous prie d'annoncer le décès de

François FOUCHÉ,

survenu dans sa trente-septième année, le 9 novembre 1986.

Animula vagula blandula
Hospes comesque corporis
Quae nunc abibis in loca
Pallidula rigida nudula
Nec ut soles, dabis iocos.

Pahadrianus Caesar, IMP.

– M. et Mme Pierre Aaron,
Catherine et Michel,
Mme Léa Jemain,
M. Kraemer-Raine,
et Mme Kraemer-Bach,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Mme Adine JEMAIN,
née Bach,
organiste et pianiste,

survenu le 12 novembre 1986, dans sa quatre-vingt-seizième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

– Mme Gaston Leclanche,
son épouse,
Le docteur René Boulé
et Mme Claude Leclanche-Boulé,
M. et Mme Jean-Luc Leclanche,
M. et Mme Yves Leclanche,
ses enfants,
Jean-Claude, Dominique et Anne Boulé,
Isabel, Christian et Guillaume Leclanche,
ses petits-enfants,
Les familles Leclanche, Casanova, Touzet et Koziell,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Gaston LECLANCHE,
administrateur civil en retraite,

survenu à Paris, le 12 novembre 1986.

Les obsèques auront lieu le mercredi 19 novembre, à 8 h 30, au crématorium du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Cépré,
75015 Paris.

– Mme Paul Maurel
et ses enfants

ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul MAUREL,
libraire expert,

survenu le 14 novembre 1986.

Les obsèques auront lieu à la cathédrale d'Antibes, le mardi 18 novembre, à 14 h 30.

22, boulevard Albert-Ier,
06600 Antibes.

– Mme René de Metz,
M. et Mme Yves-Alain Lucas
et leurs enfants,
Le colonel et Mme Jacques de Metz
et leurs enfants,
M. et Mme Xavier de Metz
et leurs enfants,
Le comte et la comtesse Philippe d'Auber de Peyrelongue
et leurs enfants,
Le capitaine de frégate
et Mme Maurice de Metz
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès du

général de METZ,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
croix de la valeur militaire
et Legion of Merit,

endormi dans la paix du Seigneur, le 14 novembre 1986.

Les obsèques auront lieu en l'église de Turenne (Corrèze), le 18 novembre, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Lyon. Jujurieux.

Mme Maurice Pansu,
Les docteurs Claude et Danielle Pansu,
M. et Mme Louis Prince,
Mme Françoise Pansu,
M. et Mme Jacques Joubert,
M. et Mme Henri Pansu,
M. Bernard Pansu,
Les docteurs Michel et Florence Pansu,
Tous leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Lafond, Escoffier, Rettmeyer, Boccard et Gemyt,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Maurice PANSU,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,

survenu à Lyon, le mardi 11 novembre 1986, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

80, rue Cuvier,
Lyon-6e.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

– M. et Mme Francesco Zanuttini,
M. et Mme Gianfranco Martinozzi,
Alessandro, Ariane, Roberto et Barbara,
Mlle Monique Cras,
Toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Alexandre TANSMAN,
compositeur de musique,

survenu le 15 novembre 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année, en son domicile, 3, rue Florence-Blumenthal, à Paris-16e.

L'inhumation aura lieu le mardi 18 novembre, à 15 h 30 précises, au cimetière de Saint-Mandé-Sud, rue du Général-Archinard, à Paris-12e.

[Né à Lodz le 12 juin 1897, il avait quitté son pays en 1919 pour se rapprocher de Ravel, de Florent Schmitt *et du groupe des Six. D'origine* juive, il avait passé la seconde guerre mondiale à Hollywood où il était devenu l'ami de Stravinski. Ses opéras (*la Nuit kurde, le Serment*), ses ballets (*la Grande Ville*), ses très nombreuses œuvres concertantes et pianistiques portent la marque de ces diverses influences. Il était l'auteur de la musique du film *Poil de carotte*.]

Remerciements

– Mme Georges Saulais,
M. et Mme Joël Saulais
et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Saulais,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Georges SAULAIS,

remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

Anniversaires

– Il y a dix ans, le 18 novembre *1976,* le

docteur René BEAUFILS

nous quittait.

Que *tous* ceux *qui* l'ont connu, estimé, aimé, et demeurent fidèles à son souvenir, aient pour lui une pensée émue.

– Pour le dixième anniversaire de la mort de

Paul NODDINGS,
président d'honneur de l'UNAF,
président d'honneur de l'ANIL,
ancien questeur
du Conseil économique et social,

une messe sera célébrée, le samedi 22 novembre 1986, à 7 h 45, en la chapelle Notre-Dame-de-la-Compassion, 2, boulevard Aurelle-de-Paladines, à Paris-17e.

Avis de messes

– Une messe à la mémoire de

Guy MADIOT

sera célébrée le jeudi 20 novembre 1986, à 9 heures, en l'église Notre-Dame-du-Travail, 36, rue Guilleminault, à Paris-14e.

– Une messe sera célébrée le mercredi 19 novembre 1986, à 18 heures, à la mémoire de

Louis MOREAU,

décédé le 9 août 1986.

Eglise Saint-Philippe du Roule, 154, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris-8e.

Communications diverses

– Une vente de charité organisée au profit des œuvres de l'Association amicale des anciennes élèves des maisons d'éducation de la Légion d'honneur aura lieu dans les salons de l'Académie diplomatique internationale, *4 bis,* avenue Hoche, à Paris-8e, le vendredi 21 novembre, de 14 h 30 à 21 heures ; le samedi 22 novembre, de 10 heures à 20 heures ; le dimanche 23 novembre, de 10 heures à *19 heures.*

CARNET DU *MONDE*
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques	59 F
Abonnés	50 F
Communicat. diverses	65 F

Renseignements : 42-47-95-03







L'univers des matériaux
L'avenir des biotechnologies

Un des leaders de l'Industrie Française (Ciment - Matériaux - Biotechnologies) ouvert sur le monde (2/3 du chiffre d'affaires et la moitié de l'effectif à l'étranger), offre au sein de son groupe opérationnel CIMENTS LAFARGE (5 milliards CA avec ses filiales, 12 usines en France) une réelle opportunité d'évolution de carrière à un

Jeune juriste spécialisé en droit social

Sa mission :
Rattaché à la Direction des Relations de travail, il devra assurer des fonctions variées impliquant :
- un rôle actif d'assistance, de conseil et d'informations des directions opérationnelles ou d'établissements,
- un rôle d'études alliant l'analyse et la synthèse et concernant le suivi de la législation sociale, la préparation des relations paritaires...

Son profil :
De formation supérieure, Sciences Po., maîtrise de droit + spécialisation en droit social, il devra disposer d'une première expérience de 2 à 3 ans acquise de préférence au sein d'un grand groupe industriel.
La réussite dans ce poste donne accès à de larges responsabilités dans la fonction personnel au niveau du siège ou des différentes filiales. **Poste à Paris.**

Ecrire sous réf. DY 229 AM - Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

ALIMENTAIRE

Directeur Général

Le dynamisme de la PME, l'ouverture et la rigueur d'un grand groupe

Nous sommes la filiale d'un puissant groupe fortement implanté en France et à l'étranger, qui poursuit son développement et sa diversification.

Nous recherchons un véritable "Patron" de PME ayant déjà eu la responsabilité d'un centre de profit dans le domaine des produits de grande consommation.
Il pourra bénéficier d'un poste de direction jouissant d'une large délégation et évolutif.

Sa mission :
Pour une société (CA actuel 40 millions) récemment rachetée par le Groupe dont l'avenir est prometteur, il aura la responsabilité d'une activité complète : industrielle, commerciale et de gestion.
Animateur et réalisateur, il devra encadrer un personnel actif et qualifié, mais aussi mettre en place les structures légères et performantes qui lui permettront de couvrir rapidement un champ de responsabilité plus larges.
Son profil :
Diplômé d'une grande école, ce manager disposera de 8 à 10 ans d'expérience impliquant un niveau de direction et la connaissance de la grande distribution.
Poste motivant et fortement évolutif alliant la rigueur au dynamisme commercial.
Ville centre France. **Rémunération : 400.000 F. +**

Ecrire sous réf. XH 237 AM - Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

AGRO-ALIMENTAIRE : maîtriser le process... diriger la production...

Nous sommes parmi les leaders mondiaux d'un domaine hautement spécialisé. Cependant, l'évolution des techniques, des matériels, imposent que notre nouveau patron de la

Production

180 000 F +

possède une expérience conséquente acquise dans les secteurs électro-mécanique et électronique. Auprès de notre Directeur Industriel, et à la tête de 40 personnes, il devra aussi bien penser à l'organisation industrielle de ses ateliers qu'à la gestion de ceux-ci, en optimisant les coûts et les délais. Une responsabilité de DIRIGEANT, ouvert sur la technologie, mais CONCRET pour que la Production s'effectue dans les meilleures conditions : qualité et quantité.
Jeune ingénieur AM, ICAM, etc., venez nous apporter votre savoir-faire. Nous saurons vous intéresser à notre métier.
Poste en banlieue Sud de Paris. A bientôt.

René DAGIRAL, notre Conseil attend votre résumé de carrière, sous la référence V/GP/LM.

MEDIA BA



Raymond Poulain Consultants **74, rue de la Fédération - 75015 PARIS**

Unité industrielle en Rhône-Alpes

CHEF DU PERSONNEL

L'environnement : un milieu industriel exigeant (feu continu), une Société importante (3 600 personnes, 6 usines, 2,5 milliards de C.A.) filiale d'un des premiers groupes industriels français, une politique volontariste qui tient à la fois compte de la demande des hommes et des contraintes économiques (résultats positifs). Une promotion interne fait qu'un poste est à pourvoir dans une unité de la région Rhône-Alpes (510 personnes).

Rattaché hiérarchiquement au Directeur de l'Usine et fonctionnellement au Directeur du Personnel (siège), il est intégré à l'équipe de direction. Il participe à la définition de la politique humaine de l'Entreprise et il est chargé de sa mise en oeuvre au niveau de l'établissement. Ses missions incluent l'administration et la gestion dynamique du personnel, le développement des relations avec les partenaires et l'animation des instances de concertation, la formation, les relations extérieures locales.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (juridique / économique / technique) de 28 ans minimum. Sa première expérience professionnelle (3/5 ans) acquise impérativement en milieu industriel, lui a permis de concrétiser, avec succès, ses connaissances. Il désire maintenant intégrer un Groupe dans lequel les possibilités d'évolution sont multiples et variées s'il dispose d'une réelle mobilité géographique.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 4/212 BA à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Imaginatifs, créatifs, pragmatiques, hommes "produits",

vous serez l'interface entre le marketing et l'industrialisation.

Notre Groupe amplifie sa stratégie d'innovation et recherche plusieurs Ingénieurs ENSIA ou Universitaires de niveau équivalent pour rejoindre nos équipes recherches et développement basées à **NANTES**.

Ingénieur pour notre activité Plats cuisinés - Marque SAUPIQUET - rattaché au Chef de service de cette gamme. Agé d'au minimum 28 ans, vous possédez une première expérience acquise dans des lignes de produits proches des nôtres. **Réf 1584**

Ingénieur pour notre activité Légumes - Marque CASSEGRAIN - responsable du programme de développement en liaison directe avec la Direction Légumes. Agé d'au minimum 30 ans, vous devez prouver une expérience réussie en matière de développement de produits (sauces, arômes, mélanges) et en particulier des procédés de conservation. **Réf. 1585**

Ingénieur pour notre secteur Poissons - Marque SAUPIQUET et GRACIET - Agé d'au minimum 25 ans, une première expérience de la formulation ou du contrôle qualité de produits sera appréciée, votre Responsable du service se chargeant de compléter votre formation dans le cadre de vos missions. **Réf. 1586**

Merci de nous envoyer votre dossier sous référence choisie ou transmettez-le à CV PLUS en composant le (1) 43.59.40.25



Jean-Claude Maurice S.A. 12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

Péri-informatique

diriger une société

C'est aussi gérer les plannings, animer les hommes, décider des investissements et assurer la gestion.

Filiale d'un groupe de 600 personnes, basée à Lyon, nous sommes une société (65 p.) de traitement péri-informatique(édition de documents, de microfilms et de reprographie de masse...), nous créons le poste de Directeur.

De formation supérieure, à 40 ans environ, vous avez eu la responsabilité d'un centre de profit dans une entreprise de services.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, envoyez votre CV, sous la référence 864-19, à notre Conseil

ONOMA Tour du Crédit Lyonnais 69431 Lyon Cedex 3.

FRALIB

FRALIB (ROYCO, LIPTON, LIPTONIC...), société française du groupe UNILEVER, recherche un

JEUNE CADRE ADMINISTRATIF

HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE...

Débutant ou ayant une première expérience en entreprise, vous vous familiariserez pendant 6 à 9 mois avec le contrôle de gestion d'une société performante. Vous assumerez dans un deuxième temps la responsabilité de la gestion administrative et comptable de l'une de nos trois unités de production située au Havre, pour une période de 3 à 4 ans.

Au sein de l'équipe de direction de l'usine vous pourrez démontrer vos compétences techniques, votre sens de l'autonomie et vos qualités humaines.

Un succès reconnu dans cette fonction vous permettra d'évoluer ensuite au sein du groupe UNILEVER en France et à l'étranger dans un poste à la mesure de votre potentiel.

*Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence XVII/86 M à **UNILEVER FRANCE SERVICES** - Recrutement des Cadres - 8 avenue Delcassé - 75384 PARIS Cedex 08.*

SOURCES

UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE

dgi LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

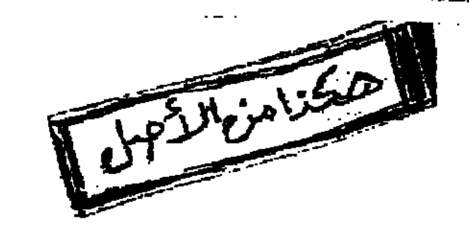
recrute par voie de concours des

Programmeurs de système d'exploitation,

diplômés de l'enseignement supérieur

épreuves : 5 et 6 mai 1987
clôture des inscriptions : 2 mars 1987.

Renseignements et inscriptions :
- ***Paris et les départements de la région Ile-de-France : Centre d'Etudes de Paris. 15 rue Scribe 75436 Paris Cedex 09. Tel. 42.66.93.46 poste 326 ou 47.42.10.00. en permanence.***
- ***Autres départements : Directions des Services Fiscaux.***



Le Monde
CADRES

SUR LA COTE AQUITAINE

DIRECTEUR D'UNE STATION

Touristique et Sportive

Ayant connu un développement rapide depuis sa création, cette station dispose aujourd'hui d'une infrastructure importante et diversifiée, tant en ce qui concerne ses capacités d'hébergement, qu'au plan de ses équipements sportifs et de loisirs.

En relation étroite avec les différents partenaires en présence (collectivités locales, promoteurs sociaux et privés, structure d'animation sportive et culturelle), son nouveau Directeur devra personnellement s'impliquer :
. dans la gestion et l'animation des services collectifs,
. dans la promotion de la station et la conception de nouveaux produits.

Pour renforcer l'identité de cette station encore jeune, nous souhaitons confier cette fonction à un professionnel confirmé, connaissant bien le marché du Tourisme et ses filières. Une formation supérieure, une solide expérience de la gestion de services collectifs et de la commercialisation de produits touristiques et de loisirs, devraient favoriser votre réussite dans cette mission, susceptible à terme d'évoluer vers des responsabilités plus étendues.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 35/1989 A à :

EGOR AQUITAINE
29, Cours Georges Clémenceau - 33000 BORDEAUX

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Conseil de Direction

CHARGEE DE RECHERCHE

EGOR DISTRIBUTION, département spécialisé au sein du Groupe EGOR, *assiste les entreprises du secteur* de la Grande Distribution dans le recrutement des cadres, par la méthode d'approche directe.

Intégrée à une équipe de consultants, la chargée de recherche intervient pour définir et mettre en oeuvre les stratégies d'analyse de marché, d'identification et de contacts.

Après une formation supérieure (Sciences Po, Sup de Co...) et une première expérience en entreprise ou en cabinet, vous souhaitez valoriser vos qualités d'autonomie, de pragmatisme, d'implication.

La diversité des missions et des interlocuteurs, l'ouverture sur le monde de la distribution assurent à cette fonction un contenu formateur.

La taille et le développement de notre groupe permettent d'envisager après une expérience réussie dans ce poste, une évolution dans les métiers de conseil.

*Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rému*nération actuelle à Serge BOUDY sous réf. M 27/ED à :

EGOR DISTRIBUTION
63, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Lafarge Coppee

L'univers des matériaux
L'avenir des biotechnologies

Un des leaders de l'Industrie Française (Ciment - Matériaux - Biotechnologies) présent dans le monde entier (2/3 du chiffre d'affaires et la moitié de l'effectif à l'étranger) offre des carrières internationales et des responsabilités opérationnelles à

X, ECP, Mines, Ponts... MS apprécié
France, USA, Canada, Brésil...
Un parcours prometteur...

Deux groupes opérationnels sont prêts à vous accueillir :

Ciments Lafarge

12 usines, 5 milliards CA avec ses filiales, leader du marché français, souhaite intégrer au sein *d'équipes de direction d'usines à taille humaine des*

• Ingénieurs débutants ou 2 à 3 ans d'expérience

Ils bénéficieront d'une solide formation technique et industrielle avant de prendre la responsabilité d'un service.

Premières affectations en France dans des usines du Sud-Est, Sud-Ouest et de l'Ouest. **réf. CM 218 AM**

Plâtres Lafarge 1 300 personnes, 16 unités de production, 1,4 milliard de CA, recherche :

• Ingénieur de progrès

3 à 5 ans d'expérience pour sa direction technique
– amélioration des installations existantes,
– *études et réalisation d'investissement.*
Poste région d'Avignon **réf. DN 219 AM**

• Ingénieur débutant

intégré dans une usine de carreaux de plâtre, il aura des responsabilités dans le domaine de la qualité et du procédé avant d'évoluer vers d'autres fonctions opérationnelles.
Poste en région parisienne **réf. EO 220 AM**

Le potentiel et les aptitudes au management permettent à des ingénieurs de premier plan d'accéder rapidement à des responsabilités de direction au sein du Groupe Lafarge Coppée

PUBLIPANEL

Pour tous ces postes, l'anglais est indispensable.
Ecrire en précisant la référence - Discrétion absolue.

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

Traducteur

Philips recherche pour son service central de traduction à Eindhoven (Pays-Bas) un traducteur (homme ou femme) de langue maternelle française. Sa tâche sera essentiellement la traduction en français de textes variés de nature technique, scientifique, économique et juridique. Les candidats devront remplir les conditions suivantes:
– Etre âgés de 40 ans au plus.
– Maîtriser parfaitement le français. Ils devront avoir fait des études d'un niveau universitaire ou équivalent dans cette langue et l'écrire dans un style précis, voire élégant.
– Posséder une connaissance approfondie de l'anglais. La connaissance du néerlandais et, ou de l'allemand est souhaitable.
– Posséder de solides notions d'électronique et d'électricité et, d'une manière générale, s'intéresser aux questions techniques.

Le salaire sera fonction de l'âge et des qualifications. Les conditions d'embauche impliquent une aide de la société en ce qui concerne le logement et les frais de déménagement.

Ecrire en joignant curriculum vitae à Monsieur F.J. Réz,
Philips,
Département du Personnel,
P.O. Box 218,
5600 MD Eindhoven (Pays-Bas).

Traducteur d'un niveau universitaire

PHILIPS

BANQUE PRIVÉE
Paris
recherche
Pour son Service "Trésorerie Back Office"

CHEF DE SERVICE ET/OU ADJOINT CHEF DE SERVICE

Chargé de suivre et de contrôler les comptes et les différents mouvements de trésorerie toutes devises.
Ce poste implique :
– une parfaite connaissance des opérations de change et trésorerie,
– une formation bancaire de base approfondie,
– une expérience professionnelle (5 ans) dans un service similaire,
– une réelle capacité d'encadrement,
– le sens de la responsabilité,
– de solides connaissances informatiques.
Les points suivants seront particulièrement appréciés :
– diplôme profession bancaire ou équivalent,
– anglais,
– libre rapidement.

Merci d'adresser curriculum vitae détaillé avec prétentions à HAVAS - CONTACT, 1, place du Palais - Royal. 75001 PARIS. sous réf. 40604/M qui transmettra.

HAVAS CONTACT



VLSI TECHNOLOGY

Société multinationale en pleine expansion, leader dans le domaine du ASIC (Application specific integrated circuit) et de logiciels de CAO (COMPILATEURS DE SILICIUM) poursuit son implantation en Europe et recherche pour son nouveau centre de design récemment ouvert à PALAISEAU.

INGENIEUR DES VENTES CONFIRME

Il aura la responsabilité de promouvoir et de supporter les ventes sur l'ensemble du BENELUX.
Profil :
Expérience et connaissance du marché indispensable. *Bonne connaissance technique des* systèmes VLSI et de CAO associés.
Anglais indispensable, la préférence sera donnée *à une personne parlant le néerlandais.*
Rémunération en fonction de la candidature.

INGENIEUR SUPPORT SYSTEMES

Il aura la responsabilité d'assurer le fonctionnement de l'ensemble des équipements (DEC, MICROVAX, BULL SPS 9, APPOLO).
Profil :
Expérience 2-3 ans UNIX / VMS souhaitée.
ANGLAIS INDISPENSABLE.
Rémunération en fonction de la candidature.

Possibilité pour les postes proposés d'évoluer dans un concept international.
CV + prétentions à envoyer à l'attention de Monsieur Pascal Delisle, VLSI TECHNOLOGY FRANCE, 2, allée du 10, rue Ambroise Croizat 91120 PALAISEAU.

Jonction

Groupe **BOSCH**, aux nouvelles frontières de la technologie...

En pleine croissance, notre service "recherche et développement" recherche son

futur responsable des études électroniques

★ Vous aurez la charge de la gestion et de la coordination des activités techniques des études électroniques (*définition* de la technologie, suivi de l'évolution, optimisation du produit...).

★ Par vos qualités d'animation et votre goût pour l'innovation, vous mobiliserez votre équipe vers une recherche toujours plus grande de la qualité, confortant notre place de leader sur le marché.

★ Ingénieur électronicien, vous avez 3 à 5 ans d'expérience et vos compétences techniques (électronique analogique, HF et digital) qui vous permettront d'appréhender la fonction dans sa globalité.

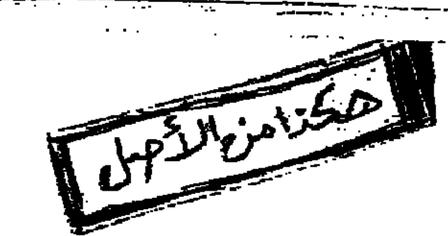
★ La maîtrise de l'anglais à défaut de celle de l'allemand est nécessaire.

Pour ce poste basé à Caen, merci d'envoyer votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. BEM au

Discrétion assurée.

★ cog hébert conseil
Poissonnière Commercial Building
11, rue du Faubourg Poissonnière
75009 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC





INTERTECHNIQUE

AÉRONAUTIQUE - ESPACE
RESULTAT SUPERIEUR A 5 % APRES IMPÔT

RECHERCHE

● POUR SA DIRECTION QUALITÉ :

Pour son siège social à PLAISIR :

– INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN (RÉF. F2/DQ-16)

Ayant une bonne connaissance en électronique et en automatisme ;

Il sera chargé de :

- conduire la politique d'assurance de la qualité des équipements de bord aéronautiques,
- prendre en charge le développement des méthodes et des moyens de tests des circuits électroniques complexes.

Pour son établissement de MAUREPAS :

– INGÉNIEUR MÉCANICIEN CONFIRMÉ (RÉF. F2/DQ-17)

Pour prendre en charge le service contrôle qualité mécanique de cet établissement.

Une bonne connaissance des techniques de CFAO est souhaitée.

La connaissance de l'anglais sera appréciée.

● POUR LE BUREAU D'ÉTUDES DU DÉPARTEMENT OXYGÈNE PNEUMATIQUE :

– DESSINATEUR MÉCANICIEN (RÉF. FOP-18)
Études 2 ou Projeteur 1

Ayant une bonne connaissance en équipements aéronautiques ; spécialiste en mécanique pneumatique et connaissances en pièces moulées plastique.

De bonnes connaissances en anglais technique seront appréciées.

● POUR SA DIVISION SYSTÈMES MILITAIRES ET TRANSMISSIONS :

– ASSISTANT (E) DE GESTION (RÉF. UL/19)

Titulaire d'un DUT de gestion ou d'une formation supérieure avec quelques années d'expérience dans l'industrie.

Familier du suivi d'affaires, prend en charge le contrôle de gestion de la division ainsi que divers travaux d'administration. Est en liaison fonctionnelle avec les services du siège social et, en particulier, la Direction Financière.

Le poste est basé aux ULIS (91).

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel, INTERTECHNIQUE, B.P. n° 1, 78374 PLAISIR CEDEX

sar

Signalisation et Securite Routière
Environnement et propreté

Leader de notre marché (la signalisation horizontale) en forte expansion, filiale d'un groupe fabricant de peintures à capitaux privés (C.A. 600 m, 800 personnes), nous recherchons notre

DIRECTEUR RÉGIONAL AUVERGNE

Basé à Clermont-Ferrand, rayonnant sur huit départements, vous devez rencontrer les décisionnaires pour les marchés de signalisation horizontale comme pour les marchés d'environnement propreté (balayage, conteneurs, graffiti, etc.). Ce sont des ingénieurs de l'administration des Ponts et Chaussées, des responsables des collectivités locales ou des conseils généraux...

Vous vendrez aussi bien des produits que des prestations de service dont vous assurerez la maîtrise d'œuvre.

Si vous avez :
— l'envie des responsabilités,
— le désir de pénétrer un marché passionnant,
— le goût des contacts à haut niveau,
— le dynamisme de la jeunesse,
— une bonne implantation locale,
— et par dessus tout, la volonté d'agir.

envoyez votre candidature à :
Madame COLONVAL Simone – S.A.R.
44, rue Sadi Carnot - 93300 AUBERVILLIERS

Groupe K.H. : La passion et l'action

PLURIAL

Larousse

« Un nouveau souffle dans l'édition »

RESPONSABLE EDITORIAL SECTEUR JEUNESSE H/F

Cette offre ne peut s'adresser qu'à un grand professionnel capable de définir une politique de publications et d'assurer la réalisation de ses projets, avec la plus large autonomie, dans le cadre d'une consultation permanente avec les autres secteurs.
Vous êtes ce professionnel et justifiez d'une importante expérience similaire dans une grande maison d'édition.
Un esprit encyclopédique, une forte culture générale ainsi que des relations personnelles avec les milieux concernés (pédagogique, graphique...) sont nécessaires.
Le poste est à pourvoir à Paris. Votre rémunération sera fonction de vos capacités.

Merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature (CV, photo, lettre manuscrite et prétentions) à
LAROUSSE, Direction du Personnel,
17, rue du Montparnasse, 75298 Paris cedex 06.

Larousse

FABRICATION - QUALITE - PRODUCTIVITE

Société française, ayant des implantations à l'étranger, recherche pour sa DIVISION CHIMIE MINERALE DE BASE un :

Ingénieur chimiste

Rattaché au Chef de production, il sera :
- Responsable de la programmation des fabrications et de leur réalisation (procédé chimique en 3 x 8 continu).
- Garant du respect des spécifications des produits et de leur adaptation aux besoins de la clientèle.
- Moteur dans la modernisation de l'outil de production (axée sur automatisation et régulation par micro-processeurs).
- Animateur et coordinateur d'une équipe de 40 personnes (dont 22 en continu).

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur chimiste de terrain, justifiant de quelques années d'expérience de fabrication et de commandement et prêt à s'investir dans une fonction évolutive.

Une ouverture aux technologies nouvelles serait appréciée.

Maîtrise de l'anglais impérative.

Pour ce poste basé dans le PAS-DE-CALAIS, nous avons chargé notre Conseil Martine MARTEL, de traiter confidentiellement votre candidature sous réf. 86055.

AXONE

20, place Salvador Allende
59650 VILLENEUVE D'ASCQ

Lille - Paris - Nantes - Strasbourg - Lyon - Marseille

MEDIA BA

JEUNE DIPLOME GRANDE ECOLE DE GESTION OU D'INGENIEURS

3 ÉTAPES POUR UNE CARRIÈRE BANCAIRE

1re étape
Après une période de formation, vous serez chargé de l'étude de dossiers de crédit (analyse de risque, rentabilité, etc.)

2e étape
Vous évoluerez progressivement vers le suivi et le développement des relations commerciales avec d'importants clients.

3e étape
Le développement de votre carrière : en fonction de votre potentiel, vous prendrez des responsabilités élargies au sein de notre établissement ou du groupe bancaire dont nous faisons partie.

Si vous êtes diplômé HEC, ESSEC, ESCP, IEP PARIS ou issu d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, si vous avez pour atout une première expérience courte mais significative.
Prenez l'avenir au bout du fil ! Contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES. Elles vous informeront et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion (précisez la réf. 453).

(1) 45.02.15.74
9 h 12 h - 14 h 17 h, du lundi au vendredi

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, sous la réf. 453/LM, à ALLO-CARRIERES - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

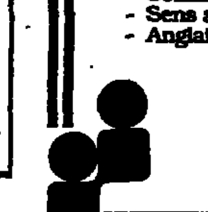
Groupe Européen de production mécanique pour l'industrie automobile (200 km de Paris) recherche pour son secteur France

SON FUTUR

DIRECTEUR DE LA QUALITÉ

rattaché à la Direction Technique sa mission consiste à :
- recommander la politique Qualité de l'entreprise à la Direction Générale.
- en assurer la mise en œuvre (auto-contrôle, assurance qualité...).
- organiser et animer les activités des 40 personnes rattachées à la qualité (métrologie-contrôle de fabrication, après-vente).

Profil du candidat :
- 35 ans minimum.
- Ingénieur Arts et Métiers ou équivalent.
- Expérience de la fonction en industrie de production mécanique de grandes séries, de préférence dans le secteur de l'automobile.
- Connaissance de l'assurance qualité.
- Sens aigu de la relation clients/ fournisseurs.
- Anglais ou allemand souhaité.



Envoyer lettre de candidature et C.V. sous réf. N1FM à l'Institut de Gestion Sociale qui vous adressera une définition du poste
INSTITUT DE GESTION SOCIALE
Département Conseil
28, rue de la Trémoille - 75008 PARIS

BC

SSCI à taille humaine, nous sommes aujourd'hui en pleine expansion. Leader national sur le marché de la commercialisation d'outils spécifiques IBM, nous développons notre implantation à l'étranger avec une filiale aux Etats-Unis et des licenciés dans le monde entier.

C'est dans cette perspective, que nous créons aujourd'hui un poste de :

DIRECTEUR DES OPERATIONS INTERNATIONALES

Agé de 30-35 ans, vous avez complété votre formation d'Ingénieur Grande Ecole par une expérience réussie en qualité de Technico-Commercial ou de Responsable de site IBM.

Bon technicien, vous êtes donc un commercial performant ou avez le potentiel pour le devenir.
Outre l'anglais, que vous maîtrisez parfaitement, vous parlez peut-être une autre langue étrangère.

Ambitieux, vous tenez absolument à réussir votre carrière.

Nous vous en donnons les moyens. Interlocuteur du constructeur IBM, vous animerez et développerez notre réseau de distributeurs à l'étranger et créerez de nouvelles implantations.

Autonome dans votre fonction, vous ne dépendrez que de notre Directeur Général. Si vous parvenez à relever ce défi, vous évoluerez de façon certaine au sein de l'ensemble des sociétés du groupe.

Ce poste est basé à Paris.

Nous confions notre recrutement à Thierry GUIBAUD qui étudiera avec attention votre dossier (CV, lettre manuscrite et photo) que vous lui adresserez sous la réf. 86.10.43 à G.D.I. 26, rue de Condé 75006 PARIS

GDi

Les valeurs humaines de l'informatique.



NOTRE RAISON D'ETRE :
ACCOMPAGNER LES CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES ET SOCIAUX PAR LA FORMATION DES ADULTES

Notre équipe "entreprise" recherche un

FORMATEUR - CONSULTANT H/F

pour participer à notre développement et partager notre démarche :
– conduite de "chantiers" de Formation,
– réalisation d'actions dans le domaine socio-économique,
– conception et propositions d'actions "sur mesure",
– prospection commerciale.

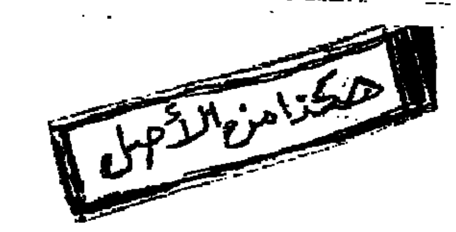
Nous souhaitons accueillir une Personnalité affirmée qui réunisse les qualités indispensables à ce service aux autres, dans une structure légère :
– sens inné des relations avec des interlocuteurs variés,
– souci de participer à la vie quotidienne des autres partenaires de l'Equipe,
– capacité à s'adapter à des variations du rythme de travail, directement liées aux exigences de nos clients,
– goût et expérience de la Pédagogie des Adultes,
– formation supérieure dans une discipline socio-économique,
– disponibilité pour des déplacements en province.



Notre conseil Yves OZANNE, étudiera en toute discrétion les dossiers de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo) que vous voudrez bien lui adresser sous réf. CF 861017 LM à INITIATIVES - 58/60, avenue de la Grande Armée, 75017 PARIS.

INITIATIVES
CONSEIL EN RECRUTEMENT

CONTESSE



Le Monde CADRES

Directeur général

Ce groupe de sociétés (800 personnes) est aujourd'hui leader sur son marché. Il est implanté en France et à l'étranger. Grâce à l'utilisation de techniques de pointe il est à même d'offrir un service rapide et de qualité à une large clientèle d'industriels, *notamment dans les secteurs* mécanique, automobile et aéronautique. Il recherche le responsable d'une unité de fabrication située dans le Val de Marne. Rattaché au directeur général du groupe, il assurera la direction d'une équipe d'environ 40 personnes, et sera chargé de l'ensemble de la gestion de l'entreprise. Il entretiendra les relations avec les clients et pourra proposer les investissements nécessaires au développement de l'entreprise. Cette fonction s'adresse à un ingénieur mécanicien, de préférence métallurgiste, disposant d'une expérience d'encadrement d'équipes de fabrication, d'au moins cinq ans. Homme de terrain, à la fois technicien et gestionnaire, il saura par son dynamisme, s'imposer à la tête de l'entreprise. Il pourra ensuite évoluer au sein du groupe. Anglais indispensable. Ecrire en précisant la référence S/8131M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Animateur chef des ventes

270.000 F

legris

Spécialisée dans la vente de systèmes de raccordement et robinetterie pour l'industrie, la division commerciale France de ce groupe d'implantation internationale recherche son responsable des ventes. Basé quelques mois encore en banlieue est de Paris avant transfert au siège de l'entreprise à Rennes, il sera investi de réelles responsabilités commerciales, marketing et budgétaires et aura pour mission d'animer, de contrôler et de gérer, sous l'autorité du directeur commercial de la division, l'activité de l'équipe nationale de ventes. Ce poste s'adresse à un cadre commercial âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur commercial (ou équivalent) et ouvert à la technique. Il doit impérativement justifier d'une expérience de direction d'équipe de vente dans une société pratiquant la vente de composants industriels auprès d'une clientèle constituée si possible pour l'essentiel, de distributeurs de fournitures industrielles. La pratique de l'anglais est un atout pour l'avenir. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 270.000 francs + voiture. Ecrire à JM. JACLOT en précisant la référence A/R 9200M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Responsable entretien travaux neufs

laboratoires fournier

Dijon - Cet important groupe pharmaceutique (1400 personnes) a su acquérir une renommée incontestable. Il recherche son responsable entretien travaux neufs. Il prendra en charge la maintenance de l'outil de production, assurera l'entretien préventif, participera, avec les services concernés, à la mise en œuvre de nouvelles techniques de production; il animera, pour ce faire, une équipe de 35 personnes. Il sera responsable, en outre, de l'immobilier du groupe, sous les aspects développement de nouvelles implantations industrielles et aménagement de l'existant (80.000 m² répartis sur quatre sites); en relation avec les intervenants extérieurs (conseils, architectes, entreprises tous corps d'état), il négociera et gérera les budgets correspondants, coordonnera la réalisation pour mise à disposition des bâtiments. Ce poste évolutif s'adresse à un ingénieur âgé d'au moins 32 ans, pouvant justifier d'une expérience similaire significative. Une pratique de la fonction sécurité constitue un atout supplémentaire. La rémunération, liée à l'expérience acquise, saura motiver un candidat de valeur. Ecrire à P. GYSELINCK en précisant la référence A/3934M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Responsable comptabilité et contrôle budgétaire

Cette importante société industrielle, leader dans son domaine, a lancé un très important plan d'investissements destiné à rénover l'ensemble de son outil industriel. Pour l'une de ses usines située dans la banlieue rouennaise, elle recherche un responsable de la comptabilité industrielle et du contrôle budgétaire. *Rapportant au directeur de l'usine et* en liaison fonctionnelle avec le contrôleur de gestion central, il aura pour mission d'établir les coûts et les prix de revient industriels et d'améliorer le système de contrôle budgétaire. En outre, il supervisera la comptabilité générale. Ce poste s'adresse à un candidat de formation comptable supérieure ou de type ESC avec option comptable, justifiant d'une expérience d'au moins cinq années de la comptabilité et du contrôle budgétaire en milieu industriel. La rémunération dépendra essentiellement de l'expérience et du potentiel du candidat retenu. Le poste est basé dans la banlieue rouennaise. Ecrire en précisant la référence S/8085M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Cadre commercial export

200/250.000 F

Biens d'équipement industriels - Filiale d'un groupe international, cette entreprise française (130 personnes - 130 millions de francs de chiffre d'affaires) *est spécialisée dans la conception, la production et la commercialisation* de machines de conditionnement et de manutention essentiellement destinées aux industries alimentaires. Disposant de solides références dans le monde entier et d'une bonne capacité d'innovation, elle renforce son développement à l'exportation (60% du chiffre d'affaires) et recrute un cadre commercial. Dépendant du directeur commercial et secondé par une collaboratrice, il sera responsable d'une zone Amérique du Nord, Grande Bretagne, Bénélux, Italie, Grèce, Afrique anglophone et Sud-Est asiatique. Il partagera son temps entre l'animation du réseau (filiale et agents) et l'administration des ventes. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure technique ou commerciale, justifiant au moins d'une première expérience réussie de la vente à l'exportation de biens d'équipement industriels. Il pratique impérativement l'anglais. La rémunération proposée sera motivante. Poste basé au siège de la société dans une ville à 80 kilomètres à l'Ouest de Paris. Ecrire à J. MOUNIER en précisant la référence A/2805M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Jeune ingénieur développement mécanique

Vallée du Rhône - *Filiale de groupes français de tout premier plan, cette* société (1500 personnes sur trois sites) est leader mondial dans sa spécialité, la production de combustible nucléaire. Elle renforce l'équipe d'ingénieurs développement mécanique. Au sein de la direction technique, il sera chargé de l'étude, du choix et de la mise en œuvre des procédés de fabrication, qui font appel à des techniques sophistiquées d'assemblage sur des métaux spéciaux. Il sera en relation avec les différents établissements de la société, les laboratoires extérieurs. Il interviendra auprès des bureaux d'études clients chargés de la conception des ensembles. Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur grande école, débutant ou disposant d'une première expérience professionnelle. Une spécialisation en matériaux, robotique ou visionique constituerait un atout supplémentaire. La pratique de la langue anglaise est indispensable. Les possibilités d'évolution, la rémunération, fonction de l'expérience acquise, sauront motiver des candidats de valeur. *Ecrire à P. GYSELINCK en précisant la référence A/3963M.* (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



Chambre de Commerce et d'Industrie de Chambéry et de la Savoie

Directeur développement et grands projets

Sous la responsabilité du Président et en liaison étroite avec le Secrétaire Général, il devra développer et gérer des projets importants conduits avec des partenaires d'horizons différents (collectivités locales et régionales), exemple : zone d'activité économique «Espace Savoie»,
- mettre en cohérence ces projets avec ceux réalisés par d'autres maîtres d'ouvrage : jeux olympiques, Technolac,
- participer à l'élaboration des plans marketing et à la commercialisation des réalisations,
- en relation avec la Direction de la Communication de la C.C.I., promouvoir une image de marque nouvelle et dynamique.

Agé de 35/40 ans, vous avez une formation supérieure de préférence pluridisciplinaire (ESC, maîtrise de gestion +Sciences Po, ou ingénieur + IAE ou CESMA...).
Votre expérience vous a révélé comme un homme de synthèse, innovant, curieux, diplomate et habile négociateur.
Votre leadership, votre goût pour la communication et le travail en équipe sont reconnus.
Anglais courant exigé, autre langue appréciée.
Pour rejoindre une équipe novatrice et motivée, merci de nous adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence LMDD à

f.p.conseil. 130, montée de Choulans - 69005 LYON.

MEDIA PA

Chef de produits opérationnel

Développer, promouvoir et diversifier en un mot ENTREPRENDRE...

et renforcer l'une de nos Divisions Textiles. Reportant au Directeur du Marketing et en étroite collaboration avec la Direction des Ventes, vous ferez d'abord porter vos études et *vos actions sur nos marchés actuels. Conjointement, votre sens* de l'initiative et de la découverte vous guideront vers de nouveaux marchés et de nouveaux produits... ce seront les vôtres : vous les ferez naître et vivre vous-même.
La dimension de notre Groupe, les moyens qu'il se donne, les Griffes qu'il gère *nous assurent aujourd'hui une position de leader, ils sont pour vous une garantie* d'évolution. De formation supérieure, vous avez déjà 2 à 3 ans d'expérience du Marketing ou de la Vente dans le **secteur de la Distribution ou de la Mode.** Vous savez allier l'imagination et la rigueur, le goût des contacts et le sens de la gestion, vous parlez anglais.
Christiane CHARBONNÉ attend votre candidature (C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions), sous référence O/PRO/LM, et vous garantit une totale discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

Nous sommes un groupe spécialisé dans l'AUDIT, le CONSEIL en FINANCES et la STRATEGIE D'ENTREPRISE.
Nous recherchons pour développer nos activités de *rapprochement d'Entreprises* :
acquisitions, accords industriels, implantation à l'étranger

UN JEUNE INGENIEUR DEBUTANT

Diplômé d'une GRANDE ECOLE.
Formation MARKETING INDUSTRIEL et GESTION FINANCIERE appréciée.
Les candidats doivent avoir le goût des contacts et seront amenés à effectuer des *déplacements* en France et à l'étranger.
Pratique de l'anglais et de l'allemand souhaitée.
Envoyer lettre manuscrite + C.V. à nos Conseils en Recrutement s/réf. J11 - DSA - 6 bis, avenue Mac Mahon - 75017 PARIS.

Pierre Lichau

CHARGE DE L'ORGANISATION DES COLLECTES

H-F

Intégré au service des Relations Extérieures, vous *aurez pour mission, l'organisation, le suivi et la* prospection des collectes de sang en Région Parisienne.

Vous êtes diplômé de l'Enseignement Supérieur (Maîtrise ou équivalent).
Vous avez 25 ans minimum.
Votre aisance dans les contacts et votre dynamisme s'allient à votre esprit de méthode et de rigueur et à vos capacités d'analyse.
Véhicule personnel indispensable.
Libre rapidement. Poste basé PARIS XV.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à : Elisabeth VERGER - BP 100 - 91943 LES ULIS CEDEX.



FONDATION

PMI très performante, spécialisée dans la fabrication d'équipements pour l'automobile et le poids lourd, recherche un

COMMERCIAL EXPORT

trilingue Anglais-Allemand

Il rejoindra une petite équipe très polyvalente, négociant ses produits par un réseau d'agents importateurs principalement sur l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient.
Pour réussir à s'imposer dans ce poste aux tâches très diversifiées, il faut *avoir à la fois de grandes qualités de négociateur* et beaucoup de rigueur dans le suivi administratif des dossiers.

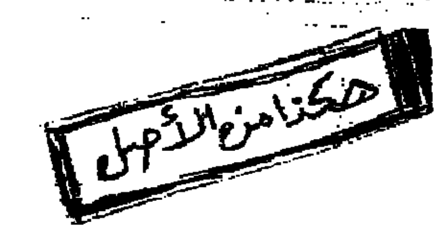
Vous êtes jeune, de formation supérieure, attiré *par les* techniques développées dans l'automobile et vous avez une expérience réussie de deux *à trois ans dans l'exportation. Nous vous proposons de devenir avec nous un* vrai professionnel de la vente à l'export.

Poste à pourvoir à PARIS SUD avec des déplacements de l'ordre de 30% du temps.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé en précisant salaire actuel et souhaité sous *réf.* 768 M à Denis JOUSSET



plein emploi
10, rue du Mail 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.



Un puissant groupe industriel international, nombreuses filiales France et étranger, recherche pour renforcer les structures de sa Direction Fiscale un

Fiscaliste compétent et motivé

De formation supérieure : maîtrise en droit + spécialisation fiscale - Ecole Nationale des Impôts... Il devra disposer de 5 à 8 ans d'expérience acquise dans l'administration au sein d'un cabinet spécialisé ou du service fiscal d'un grand groupe industriel.

Il devra assurer sur le plan fiscal des responsabilités au niveau groupe : conseil et assistance des filiales, contrôle de la bonne application de la politique fiscale, diffusion de l'information sur l'évolution du droit fiscal...
Poste intéressant impliquant des qualités relationnelles et d'autonomie.

Ecrire sous **référence 5.691** à **PUBLIPANEL**, 1, rue Falguière, 75015 Paris, qui transmettra.

PUBLIPANEL

ORGANISME PARITAIRE

PARIS

Secrétaire Général

Pour seconder le Directeur Général dans toutes ses fonctions d'administration et de gestion. Homme de communication et de négociation, il sera l'interface entre l'organisme et ses entités.

Expérience réussie de quelques années à un poste de secrétariat général de haut niveau. Un complément de formation au sein d'une association, d'un organisme paritaire, d'un cabinet juridique de renom serait un plus.

Formation supérieure exigée : école d'administration, juridique, économique, grandes écoles de commerce, etc. Anglais ou Espagnol souhaité.

De 40 ans environ, le candidat devra justifier de ses qualités de réflexion et de synthèse, faire preuve d'une personnalité marquée et d'une grande aptitude à la communication.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe *pour réponse plus rapide,) sous référence 26019 M.*

MRI conseil
Danièle Chapuis
13, rue Madeleine Michelis 92522 Neuilly.

CURRICULUM

JEUNES DIPLÔMÉS(ÉES)

D'UNE GRANDE ECOLE SCIENTIFIQUE

Une Banque Parisienne réputée et adossée à un puissant Groupe Financier vous propose de venir renforcer ses équipes d'encadrement.

Votre première affectation aura lieu après un stage approfondi *d'environ 1 an qui vous conduira* à participer étroitement à la vie de nos principaux secteurs d'activité : nous tiendrons ainsi le plus grand compte de vos goûts et de vos aptitudes.
Par la suite, votre carrière évoluera en fonction de vos réussites vers davantage de responsabilités au sein de nos équipes.

Merci d'adresser lettre manuscrite C.V. et photo sous réf. 16258 à
Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra,
75040 Paris Cedex 01 qui tr.

Cette offre s'adresse à de jeunes débutants fortement motivés par une carrière bancaire et disposant de réelles aptitudes à des fonctions commerciales, de gestion et d'encadrement

PROFESSIONNELS DE LA BANQUE

Nos clients, banques françaises et internationales de renom, recherchent pour Paris des cadres bancaires au profil évolutif pour les postes suivants :

Responsable de département gestion portefeuille de particuliers
Doté d'une expérience confirmée dans le milieu bancaire, vous êtes à même de prendre d'importantes responsabilités d'encadrement. réf. M11/1

Adjoint directeur financier
Agé d'une trentaine d'années, de profil commercial, vous aurez la responsabilité d'une clientèle investisseurs institutionnels. réf. M11/2

Credit Analysts - Banque américaine
Hommes d'expérience (3 à 4 ans), vous êtes nécessairement bilingues. réf. M11/3

Organisateur bancaire
Ingénieur grandes écoles (*X, Centrale, Mines...*), vous intégrerez un service en développement au sein d'une grande banque française. réf. M11/4

Auditeurs/Contrôleurs
Diplômés d'études supérieures, venez valoriser votre expérience en cabinet d'audit au sein de groupes bancaires français et étrangers. réf. M11/5

Exploitants confirmés
Diplômés d'études supérieures, devenez responsables d'une clientèle particuliers ou d'une ligne entreprises. Réf. M11/6

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) sous la référence choisie à

RECOR Recrutement bancaire
37 rue d'Amsterdam - 75008 PARIS.

Ingénieur, relevez le défi de la qualité dans le premier groupe alimentaire français.

diépal

CA 1 Md de francs, 1200 personnes, spécialiste des aliments diététiques. L'usine de Boué (02) produit 18 000 tonnes par an de confitures et produits sucrés.

SEGMA
LIEBIG MAILLE

CA 550 M de francs, 500 personnes, producteur de moutarde, condiments, potages... L'usine d'Appoigny (100 personnes) conditionne des condiments et fabrique du vinaigre de haut de gamme.

Ingénieurs qualité et développement industriel

La qualité est la clé du succès de nos produits et de notre réussite. Pour relever ce défi quotidien nous recherchons 2 ingénieurs diplômés agro-alimentaires, ayant déjà éprouvé leurs compétences pendant 2 années au moins.
Sous l'autorité du directeur de l'usine et en liaison avec l'équipe d'encadrement, vous interviendrez pour définir les procédures de contrôle et les normes de fabrication, veiller à leur application au niveau des matières 1ères, des process et des conditionnements. Vous aurez également pour mission la mise au point industrielle des nouvelles fabrications, en liaison avec la recherche et le développement.
Vous aurez donc la responsabilité de faire prendre en compte la qualité à tous les niveaux de l'usine, en proposant et assurant des actions de formation.
Vous devrez faire preuve d'un sens affirmé de la pédagogie et du contact, et faire vivre l'esprit qualité.
Les postes sont situés chez Diepal à Boué Réf. C 24 M et Segma Liebig Maille à Appoigny (près d'Auxerre) Réf. C 22 M.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. choisie, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

75 Ecole privée secondaire et supérieure rech. libre de suite

PERSONNE TRÈS ACTIVE

et organisé pour administration, accueil, téléphone, secrétariat. Dactylo souhaitée. Bac. minimum.

Envoyer c.v. + photo au MONDE PUBLICITÉ, sous nº 8 184
5, r. Montessuy, 75007 Paris.

ÉCONOMISTE
CHARGÉ D'ÉTUDES
NANCY

de formation supérieure, ingénieur, Sc. éco., ESC, IEP, avec un minimum de 7 ans de pratique professionnelle :
- Ayant eu à traiter des problèmes d'urbanisme et/ou d'économie sociale et régionale ;
- Avec un sens aigu de la persuasion et du dialogue avec des élus ;
- Une capacité à animer ;
- L'habitude d'établir des rapports et un goût de la rédaction.

Adr. dossier + c.v. + photo sous réf. 830/M à FC Conseil, 57, rue des Quatre-Eglises, 54000 Nancy.

Larousse

« Un nouveau souffle dans l'édition »

RESPONSABLE DE ZONE PROCHE et MOYEN ORIENT HF

Rattaché à notre Direction Commerciale Internationale Parisienne, vous êtes chargé de la vente de nos produits aux libraires et autres points de vente de divers pays arabes (Egypte, Syrie, Arabie, Koweit...).

Outre le suivi et le développement de cette clientèle, vous êtes chargé de la promotion du fonds auprès d'organismes nationaux et internationaux (Ministères, prescripteurs scolaires et universitaires...).

Vous participez activement à la recherche et au développement de produits nouveaux.

Parfaitement bilingue français/arabe (du Moyen-Orient) - anglais souhaité -, vous connaissez bien cette partie du monde ainsi que ses mentalités et coutumes.

De formation supérieure : école de commerce, IEP, votre expérience professionnelle de 3 ans minimum, ainsi que votre grande disponibilité (déplacements fréquents de 150 à 180 jours/an), votre esprit créatif et votre goût de la vente, font de vous "l'ambassadeur" Larousse que nous recherchons.

Merci de nous adresser votre candidature (CV, photo, lettre manuscrite et prétentions) à
LAROUSSE, Direction du Personnel,
17, rue du Montparnasse, 75298 Paris, cedex 06.

Larousse

ÉDITION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE

Nous sommes leaders dans l'édition de livres consacrés à la micro-informatique

Pour assurer notre développement, nous souhaitons engager, pour notre département éditorial, un

CHEF DE PRODUIT

débutant confirmé, fortement motivé par la micro-informatique, sans être forcément un spécialiste dans le domaine.

Sous l'autorité du Responsable du Service, les tâches suivantes lui seront confiées en priorité :

1°) Analyse du marché, de son développement et détermination des besoins d'édition ;

2°) Recherche de sujets porteurs, d'auteurs, de traducteurs et suivi de leurs travaux ;

3°) Supervision et suivi du planning d'édition ;

4°) Rédaction de textes à usage promotionnel ;

Une bonne connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand, une forte motivation pour les relations publiques et la capacité à s'intégrer avec aisance dans un service très professionnel sont des atouts importants.

Adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions à : Joseph Osman - 23, square Saint-Charles, 75012 Paris.

Assistante d'un chasseur de têtes

Située à PARIS depuis 12 ans et évoluant dans un contexte international, notre société est spécialisée en recherche de cadres dirigeants par approche directe. Ses niveaux d'interventions et ses compétences techniques la placent parmi les premières de son métier.
Dans le cadre de notre développement, nous souhaitons intégrer une assistante de recherche, collaboratrice directe de l'un de nos associés. Vous prendrez en charge l'ensemble des opérations de recherche, de documentation et de gestion des missions de recrutement de cadres de haut niveau.
De formation supérieure (ESC ou BAC + 4) plutôt jeune (25 ans environ), vous saurez vous impliquer totalement et faire preuve d'un bon sens de l'organisation et d'excellentes qualités de contact.
Nous vous remercions de bien vouloir envoyer votre CV ainsi qu'une lettre manuscrite s/réf. 2849 à Lévi-Tournay/Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

LÉVI-TOURNAY/ASSCOM

SACER

RECHERCHE

CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF REGIONAL

Rattaché directement au Directeur Régional et basé à RENNES, ce poste conviendrait à un candidat :
- de formation E.S.C. ou équivalent, complétée par une solide expérience dans une fonction de gestion administrative dans le domaine des Travaux Publics.
- assisté d'une équipe de collaborateurs, il aura à prendre en charge l'ensemble des problèmes comptables, financiers, juridiques, informatiques ainsi que ceux relevant de la gestion du personnel.
- ce poste exige une personnalité affirmée et ouverte aux contacts humains. (Réf. CSA)

CADRES ADMINISTRATIFS DEBUTANTS

- de formation E.S.C. ou équivalent,
- pour renforcer nos structures de gestion administrative tant en région qu'à Paris,
- *ces postes requièrent une disponibilité géographique.* *(Réf. CAD)*

Adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions en rappelant la référence du poste, Direction du Personnel SACER, 1, rue Jules Lefebvre 75000 PARIS.

MORY-TNTE



L'un des leaders du Transport en France, c'est aujourd'hui plus de 5 000 personnes réparties sur une centaine d'agences, avec un C.A. financier de 5 milliards de francs. Cette réussite est avant tout le fait des hommes. Dans le cadre du développement nous créons un poste :

adjoint à la direction des affaires sociales

Il vous sera confié des missions d'assistance, de formation, d'information et d'Audit Social auprès des opérationnels, des études pratiques en gestion du personnel, le suivi de la législation du travail et la rédaction de notes de synthèse. Titulaire d'un diplôme de Droit Social, vous avez acquis une première expérience de 2 à 3 ans de préférence dans une structure à établissements multiples, vous êtes entreprenant, mobile, disponible et à l'aise dans les contacts à tous niveaux.
Ce poste basé à Paris nécessite de nombreux déplacements.
Adressez votre dossier (C.V., lettre man., photo, sal. souh., tél. pers.) sous la référence 61 T à :

Hervé Le Bout Consultants
11, rue La Boétie - 75008 PARIS Tél. : 42 65 38 39



directeur des relations humaines

PARIS **± 300.000 F**

Groupe de Services (2000 personnes, 8 agences en FRANCE, C.A. 200 MF) secteur en forte croissance, cherche son futur DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES.

Il sera dans un premier temps **DIRECTEUR DE LA FORMATION.** Il assistera la Direction Générale du Groupe dans la mise en place de sa stratégie nouvelle : gestion prévisionnelle, développement de la motivation, des compétences, de la communication, auprès des responsables des centres de profit. Il participera ultérieurement au recrutement des cadres et agira à tous les niveaux hiérarchiques dans les différentes entreprises du groupe.

Basé à PARIS, il sera appelé à de fréquents déplacements en province.

Ce poste pourrait convenir à un candidat de formation supérieure, diplômé d'une grande école ou à un ingénieur en organisation et méthode expérimenté.

Membre du Conseil de Direction, il collaborera directement avec la Direction Générale. Une expérience concrète dans un poste similaire est souhaitable.

Adresser C.V., photo et prétentions, sous référence 5142-M à I.C.A. 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

SILICONE

Nous concevons et réalisons des logiciels et du matériel dans les domaines de l'informatique industrielle et temps réel.

Nos clients sont les grands groupes ; nous travaillons sur des projets à haute technologie.

Nous recherchons des ingénieurs motivés pour travailler dans une société dynamique en expansion et participer à son essor.

Postes pour PARIS et GRENOBLE

- **Ingénieurs logiciels**

débutants à 2 ans d'expérience.
Connaissances souhaitées : C, 68000, UNIX.

- **Ingénieurs confirmés chef de projet**

Connaissances souhaitées : UNIX, TELECOM.

Pour tous ces postes, il est exigé un diplôme grande école (Groupe 1, ENSIMAG, ENSERG, ENSET).

Envoyer C.V. à SILICONE - 6, bd Jourdan
Bâtiment A - A 13 - 75014 PARIS ou
Chemin des Prés - ZIRST - 38240 MEYLAN.

Pierre Lichau



BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE

recherche pour sa **SUCCURSALE de TOULOUSE**

CADRE COMMERCIAL

CLASSE V - H/F

Si vous avez 30-35 ans, un tempérament **COMMERCIAL** et un goût réel pour les **CONTACTS,**

si votre **formation supérieure ou bancaire approfondie** a été confortée par une **première expérience de 4 années** dans le suivi d'une clientèle déposante (particuliers, institutionnels, collectivités locales...),

nous vous proposons de rejoindre notre équipe commerciale de **TOULOUSE** pour **gérer et développer** un fonds de commerce existant.

L'évolution de carrière est possible et liée aux performances professionnelles à partir d'objectifs préalablement définis.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 16262 à BUE Service Recrutement
75107 Paris Cedex 02.

CONTESSE

SICOMI

Notre société créée à l'initiative de deux grands groupes bancaires occupe aujourd'hui une position phare sur un marché en constant développement. Nous recherchons pour assister notre Directeur un(e)

RESPONSABLE RECHERCHE IMMOBILIERE

Votre action concernera la recherche d'opérations immobilières de patrimoine d'une part, le développement, l'étude et la négociation d'opérations de crédit-bail d'autre part.

Nous attendons de vous une formation supérieure (droit, Sciences Po, Sup de Co) et une première expérience réussie de la négociation immobilière ou de promotion.

Travaillant en équipe, vous êtes apte à maîtriser les contacts au plus haut niveau (promoteurs, investisseurs, agents immobiliers, entreprises et collectivités).

Nous vous proposons le cadre d'une entreprise ambitieuse, de taille humaine, et des conditions de rémunération attrayantes.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 611 015 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

Société conseil en informatique

SPÉCIALISÉE DANS LE DÉVELOPPEMENT ET L'IMPLANTATION DE PROGICIELS DE GESTION POUR PME - PMI

recherche

RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION

Fonction :
- diriger une équipe d'organisateurs chargés de mettre en place les progiciels, d'analyser les demandes spécifiques complémentaires ;
- d'adapter les procédures et éventuellement les structures ;
- d'assurer la formation du personnel.

Formation et expérience :
- formation supérieure et bonne culture informatique ;
- très bonnes connaissances du fonctionnement des entreprises ;
- aptitude à diriger une équipe et à la former ;
- expérience d'au moins 10 ans.

Le poste conviendrait à une personne ayant exercé des fonctions de chef de mission dans un cabinet d'audit ou d'ingénieur en chef dans une société d'organisation.

Adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions et photo à
E.O. CARRIÈRES
31, rue Delizy, 93500 PANTIN
sous la référence ORG 612.

FILIALE D'UN GROUPE FRANÇAIS
IMPLANTE AUX USA et AU JAPON
+ de 2 milliards de C.A. recrute

MANAGERS

De formation Grandes Ecoles (HEC - ESSEC - Ecoles d'ingénieurs), passionné par le service, vous possédez environ 5 ans d'expérience réussie en particulier dans l'animation des hommes, vous parlez anglais et si possible espagnol.
Homme de contact et de négociation, vous supervisez et animez de manière autonome un centre de profit constitué d'environ 25 personnes, vous veillez à l'application de la politique commerciale et à la qualité irréprochable du service rendu.
Le poste est basé dans l'Est de la France.
Au sein d'une équipe jeune, dans un Groupe qui croît rapidement, les opportunités de développement personnel sont nombreuses.
Salaire fixe motivant, plus intéressement aux résultats.

ECCO consultant

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à notre Conseil : 129, rue Servient 69431 Lyon Cedex 3.

CONTESSE

Communication et projet d'entreprise...

Une entreprise nationale renommée recherche pour un site industriel en Normandie (environ 1000 personnes) un

Attaché de communication

responsable de la fonction de progrès social de l'entreprise et chargé de suivre les actions en matière de :
– **COMMUNICATION INTERNE : information ;**
– **PROJET D'ENTREPRISE : animation.**

Ce poste fondamental pour l'avenir social de ce site s'adresse à un homme ou une femme ayant déjà une expérience de ce type et fortement motivé.
Si possible, de formation technique et/ou Sciences Humaines ou Médias, âgé environ de 35 ans, il devra posséder des qualités d'écoute, de dialogue et d'adaptation qui lui permettent d'envisager une réussite dans cette fonction délicate mais enthousiasmante.
Adresser CV manuscrit, photo et prétentions sous réf. 3.119 ALM à

SIASS
Ressources Humaines
50, Boulevard de Courcelles
75017 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

Airwell

Importante société électromécanique 500 millions C.A. dont 65 % à l'exportation recherche :

INGENIEUR

pour le suivi des études extérieures. 3 à 5 ans d'expérience.

CADRE DEBUTANT

SPECIALISTE DE LA COMMUNICATION

pour renforcer son Service du Personnel

Ces postes sont à pourvoir pour l'unité de production - 500 personnes située à 100 km Ouest de Paris.

Merci d'adresser votre candidature
Route de Verneuil
27570 TILLIERES SUR AVRE.

Pierre Lichau

Le Directeur Général Adjoint d'un des tous 1er groupes privés d'assurances recherche son

ASSISTANT(E)

[illegible]

Carrière à dimension internationale pour fiscaliste confirmé !

TECHNIP, groupe français d'ingénierie poursuit sa politique de développement à l'étranger comme en France.
Du pétrole aux aménagements tertiaires, de l'agro-alimentaire aux technologies de pointe, nos domaines d'activité sont multiples et nos équipes ont la pratique des défis.
Aujourd'hui, nous recherchons pour notre siège situé à LA DEFENSE, notre Fiscaliste.
Au sein de la Direction Financière, votre champ d'intervention couvrira les questions fiscales tant françaises qu'étrangères, depuis l'élaboration des montages juridico-financiers jusqu'au suivi des contentieux.
Véritable conseil fiscal de l'entreprise, vous avez acquis de part votre formation - Grande Ecole de Commerce ou diplôme universitaire ou du 3e cycle - et votre expérience d'au moins 3 années, la maîtrise de l'environnement et des techniques fiscales liées à une activité internationale de tout premier plan.
La pratique de l'anglais est évidemment indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence FIS, à TECHNIP, Division du Personnel - Cedex 23 - 92090 LA DEFENSE.

TECHNIP

Le Département du Val-de-Marne

recrute
par voie de concours sur titres
ou par voie de détachement

1 INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE ÉLECTROMÉCANICIEN

pour la Direction Départementale de l'Equipement et l'Arrondissement de l'Assainissement.

Conditions :
1) Etre âgé de moins de 40 ans au 1er janvier 1986 ;
2) Etre de nationalité française ;
3) Etre titulaire de l'un des diplômes ou titres figurant à l'annexe 1 du statut particulier des Ingénieurs du cadre départemental.

Le dossier de candidature comprenant :
- Un curriculum vitae détaillé ;
- La photocopie du diplôme ;
- Une photographie d'identité ;
- Deux enveloppes timbrées portant nom et adresse devra être adressées au plus tard le 5 décembre 1986, le cachet de la poste faisant foi à :

Monsieur le Président du Conseil Général
Hôtel du Département du Val-de-Marne
Direction du Personnel Départemental
Bureau du Recrutement - Pièce 404
avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil
Téléphone : 48-99-94-00 - Poste 2404.

TRANSPORTS - EXPEDITIONS - PROGRAMMATION
RÉGION SUD-EST

Nous sommes Filiale de SAINT-GOBAIN, notre usine de 450 personnes, fabriquant de la grande série, est un outil performant, aux investissements renouvelés.
En raison d'une promotion, nous recherchons le

RESPONSABLE T.E.P.

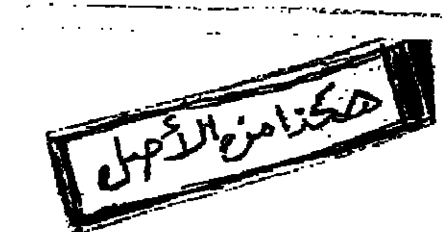
Transports - Expéditions - Programmation

Ingénieur ou gestionnaire, ouvert à la technique et à l'informatique, vous avez 30 à 40 ans, une expérience industrielle qui vous a amené à animer, coordonner, gérer des services aux effectifs importants. Vous prendrez avec nous une nouvelle dimension.
Vous aurez à appliquer vos qualités de rigueur, de créativité, de meneur d'hommes dans une entreprise où le travail se fait en équipe.
Vos effectifs : 100 personnes. Votre tonnage : 80.000 T/an. Vos expéditions : 100 véhicules par jour.



Si vous souhaitez faire le lien entre la technique, le commercial et le client, merci d'adresser votre candidature sous référence 861101 à notre Conseil, Madame Claude FAVEREAU, qui vous garantit réponse et confidentialité.

56, avenue de Suffren, 75015 PARIS.



Le Monde CADRES

SECONDER NOTRE DIRECTEUR

c'est ce que vous propose notre entreprise, une **SOCIETE D'ASSURANCES** de moyenne importance, très dynamique, implantée en Normandie, qui recherche

UN JEUNE CADRE A POTENTIEL

Dans le cadre d'un travail d'équipe avec le Directeur, il sera étroitement associé :
- à l'élaboration des politiques et stratégies de développement,
- au management des différents départements.

Ses responsabilités directes pourront s'élargir très sensiblement à moyen terme.

Ce poste convient à un cadre ayant : • une formation supérieure. • une expérience professionnelle significative de 5 à 10 ans de préférence dans l'assurance. • une trempe de leader. • une capacité à travailler en équipe. • de réelles aptitudes à la négociation. • une forte implication professionnelle.

Si cette proposition vous intéresse, adressez lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions à notre Conseil sous référence EVM1.

ceforpe — marc forget et associés
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

Initier les affaires chez un grand de l'ingénierie immobilière...

Chargé d'Affaires
PARIS

Jeune 3e cycle Droit immobilier, Urbanisme...

Filiale Immobilière du Groupe BOUYGUES, notre envergure est nationale. Notre essor est constant (+ de 20% par an). Pourtant, nos stratégies de diversification dans des secteurs à fort développement nous permettent de nourrir de plus grandes ambitions encore. Jeune diplômé, vous êtes un débutant à très fort potentiel ou vous bénéficiez de quelques années d'expérience dans notre secteur d'activités. Fortement ambitieux, vous savez mettre en œuvre une volonté farouche pour réussir ce que vous entreprenez. Homme de communication, vous savez entretenir des relations de qualité à très haut niveau. En lien étroit avec notre Direction, vous détectez les opportunités foncières, initiez les affaires sur le marché parisien dont vous avez une bonne connaissance. Nous vous offrons de donner une vraie dimension à votre carrière dans une filiale dynamique du premier groupe mondial de BTP.

Philippe THELLIEZ attend votre dossier complet (CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle) à BATIR 42, rue de Bellevue 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT.

Réponse et discrétion totale assurées



UN CONSTRUCTEUR SOLIDE

l'ORGANISATION : une passion à la fois humaine et technique

Une importante mutuelle Paris recherche :

1 ORGANISATEUR : RESPONSABLE DE DIVISION

Dans un premier temps, il sera chargé des questions concernant l'organisation et l'automatisation des tâches administratives (paye, gestion de personnel, comptabilité, ...), puis sera amené à travailler sur des missions prospectives.
Il a une expérience minimum de 6 ans dans ce type d'activité; il a le goût des contacts et du dialogue, le sens de la diplômatie et de la persuasion.
Il sait gérer et motiver son équipe.
Des déplacements de courte durée sont à envisager.
Niveau d'études BAC + 4.
Rémunération : 220.000 Frs + — *référence 29 M*

4 ORGANISATEURS

Ils seront chargés de la mise en place d'une facturation hospitalière en adaptant l'organisation locale; ils assureront la formation des utilisateurs.
Cette mission de 2 ans, variée et formatrice pour des jeunes ayant une première expérience de 18 mois minimum, nécessite de nombreux déplacements en province.
Ils ont une ouverture d'esprit, du dynamisme, ainsi que le sens du dialogue.
A l'issue de cette mise en place, des postes permanents pourront être offerts.
Niveau d'études BAC + 4 souhaité (école de commerce, de gestion, ...).
Rémunération : 180.000 Frs +. — *référence 31 M*

1 ADMINISTRATEUR DES DONNEES

Interface entre l'utilisateur et l'informatique, il collecte et sélectionne les informations puis les répercute dans les bases de données. Il devra être organisé, précis, méticuleux; il aura en outre de nombreux contacts.
Une expérience similaire de 2 ans minimum dans ce type d'activité serait souhaitée. Niveau d'études BAC + 2 type DUT. — *référence 30 M*
Rémunération : 120.000 Frs +.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à notre Conseil : APTITUDE 101, rue de Tolbiac 75013 Paris.

APTITUDE — *Conseil en Ressources Humaines*

ingénieur de projets agro-alimentaire

Un Groupe industriel français, 2500 personnes, 8 établissements, 5 milliards de C.A., cherche pour un établissement situé à 100 km au Nord de Paris, un

INGENIEUR ENSIA, ENSAIA ou GENIE CHIMIQUE DEBUTANT

Dans le cadre d'investissements de 30 à 40 millions/an pour cet établissement, il prendra en charge de l'avant projet jusqu'au contrôle des performances, le suivi des études d'amélioration des installations (concernant matériels et process) et sera ainsi le correspondant sur place des ingénieries extérieures et des sous-traitants.

Ce poste permet d'acquérir une bonne connaissance de tous les aspects de notre industrie et constitue donc un bon tremplin pour une évolution dans le Groupe.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo) sous référence 2471-M, seront traitées en toute discrétion par

a. et j. ourliac — CONSEILS DE DIRECTION, 47, AVENUE ALSACE-LORRAINE 92160 ANTONY

INGENIEUR COMMERCIAL
Matériel industriel «Gaz»
35 ans mini — Paris déplacements

Notre Société de dimension moyenne a pour objet la production en petite série de matériel professionnel concernant le gaz. Nous renforçons notre équipe en y intégrant un cadre, à la fois technicien et commercial expérimenté pour assurer l'interface avec nos clients et développer nos affaires dans la région dont il aura la charge.

Pour informations complémentaires et organisation accélérée d'une rencontre, appelez le (1) 47 63 11 15 aux heures de bureau réf. 277. RH CONSEIL 65, avenue de Wagram 75017 Paris.

RESSOURCES HUMAINES CONSEIL — 47 63 11 15



MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

CONTESSE

chef des ventes
HEC, ESSEC, SUP de CO
F 180.000 ±

recherché par Société de Services.

Rattaché au Directeur du Développement, il sera chargé d'animer une équipe commerciale.

Bon négociateur, le candidat retenu aura de préférence entre 25 et 30 ans.

Basé à PARIS, ce poste nécessite de fréquents déplacements.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo sous référence 5145-M à I.C.A. 3, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising — NEW YORK PARIS

ANIMER DES ETABLISSEMENTS REGIONAUX

c'est ce que vous propose une très importante et très dynamique **SOCIETE D'ASSURANCES IARD** dont le siège est à PARIS et qui recherche

DEUX CADRES RESPONSABLES

du fonctionnement et des résultats des centres de profit qui leur seront confiés sur un quart de la France

Ils devront avoir : • le goût du terrain. • une formation supérieure. • une expérience d'au moins 5 ans de préférence dans l'assurance ou des services proches. • de réelles capacités de communication. • un sens aigu des responsabilités. • le souci d'aller à l'essentiel. • du dynamisme. • une forte motivation de réussite. • la passion de l'excellence. • de la disponibilité pour des déplacements fréquents mais de courte durée.

Nous leur confierons : la responsabilité de la relation entre notre siège et des établissements régionaux pour les faire adhérer aux orientations, aux politiques commerciales, budgétaires, techniques de la société et les appuyer dans tous les domaines de leur activité (organisation, gestion, technique, développement).

Si cette proposition vous intéresse, adressez lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions à notre Conseil sous référence LMO2.

(Confidentialité garantie pour les candidats en poste. Nous indiquer les entreprises avec lesquelles vous ne souhaitez pas être mis en relation).

ceforpe — marc forget et associés
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

Pour accélérer son développement européen, petite entreprise spécialisée dans les appareils d'éclairage, filiale d'un Groupe important, recherche

DIRECTEUR GENERAL

qui sera responsable, dans le cadre stratégique tracé par le Groupe, de la progression du chiffre d'affaires et de la rentabilité de l'entreprise.

Nous recherchons un cadre de haut niveau, de la profession ou d'un secteur voisin, ayant l'étoffe d'un véritable chef d'entreprise, capable de proposer et de mettre en place une politique dynamique de produit et de marché.

Agé de 35 ans au moins, il saura animer la très bonne équipe en place. Réaliste et obstiné, il saura déterminer et obtenir les moyens de sa politique.

Anglais courant — notions d'allemand souhaitables. La rémunération comporte une forte part d'intéressement aux résultats.

Ecrire avec C.V. + photo + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous la référence AS/LM1, à

michel jouhannaud conseils
40 bis, avenue de Saxe - 75007 PARIS

MEDIA BA



recherche

pour son Service MARKETING

ASSISTANT(E) CHEF DE PRODUIT

Au sein de l'équipe qui gère une ligne de Produit, il (elle) sera chargé(e) :

- de préparer les calculs de rentabilité, les ré-estimations mensuelles et les projections à long terme de la ligne de produit en utilisant et en améliorant les programmes IBM/PC existants.
- d'assister le responsable dans le suivi des opérations.

Le(a) candidat(e) titulaire d'un D.U.T. de gestion ou équivalent doit être familiarisé(e) avec l'emploi de micro ordinateur. Anglais parlé.

Adresser CV., photo, lettre manuscrite à SELECTION DU READER'S DIGEST - Direction des Relations Humaines - 1 à 7, Avenue Louis Pasteur, 92220 BAGNEUX.

HAVAS CONTACT

ACML SIETAM
recherche :
RESPONSABLE S.A.V.

pour organiser un service composé de 5 personnes et de techniciens itinérants connaiss. en électro-mécanique et hydraulique.

URGENT

Adr. c.v. + prét. s/réf. 1355 à ACML 38-40, av. du Président-Kennedy, 91170 Viry-Châtillon.

SIETAM
Importante société Sud de Paris recherche

METTEURS AU POINT (réf. 1351) EXPÉRIM., NIV. ING.

et BTS pour mise au point d'installations industrielles pilotées par automates programmables ou commandes numériques. Déplacements en France et à l'étranger. Anglais souhaité.

INGÉNIEURS-ÉLECTRICIENS-AUTOMATICIENS
(réf. 1352)
Anglais nécessaires

BTS
ÉLECTROTECHNIQUE AUTOMATISME (réf. 1353)
Pour ces deux derniers postes : étude et réalisation de systèmes automatisés en milieux industriels.

Envoyer c.v. et prétentions en préc. la réf. choisie à SIETAM, 42-48, av. du Président-Kennedy, 91170 Viry-Châtillon.

MISSION LOCALE ORLY-CHOISY
recherche

1 ANIMATEUR(TRICE)

à plein temps pour travail d'accueil, d'orientation, et de suivi de jeunes de 16 à 25 ans. Exp. professionnelle demandée. Salaire brut : 7 252,20 F.

Ecrire à : Mission Locale Orly-Choisy, 21, rue Paul-Carle, 94600 Choisy-le-Roi.
Envoyer c.v., lettre, photo.

Les Petits Chanteurs de la Côte d'Azur
maîtrise départementale d'enfants Grasse (06)
RECRUTEMENT

1 ADMINISTRATEUR
1 PROFESSEUR DE TECH. VOC. (16 h)
1 PROFESSEUR DE PIANO (20 h)

Poste à pourvoir au 1-1-87.

Renseign. et inscriptions à Délégation départementale de la musique et de la danse. B.P. n° 7, 06030 Nice Cedex. Tél. 93-72-27-32.

ASSOCIATION
recherche

DIRECTEUR(TRICE) DE SALLE CULTURELLE

prioritairement réservée au cinéma.

Adr. candidature et c.v. à Monsieur le Président de l'association François-Truffaut, place du 8-Mai-1945 91380 CHILLY-MAZARIN.

Région Annecy

1 INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Cette entreprise française est leader sur son marché. Elle crée un nouveau poste d'ingénieur pour son bureau d'études hydraulique et pneumatique (conception et mise en fabrication de raccords rapides à usage industriel).

Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs débutants (Centrale, ENSAM, ENSAIS, IDN, ENSMMB...), dégagés des obligations militaires, attirés plus spécialement par tout ce qui concerne la mécanique des fluides et la CAO.

Le poste à pourvoir offre de bonnes perspectives d'avenir pour une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, c.v. complet, photo et prétentions à :
Monsieur Daniel ARVAT,
S.A. Staubli
183, rue des Usines, 74210 FAVERGES.

ARK CONSEILS
dans le cadre du développement de son département financier, recherche son **CONSEILLER PRINCIPAL**
sa mission :
– Diffuser les produits

INVESTISSEMENT CAPITALISATION RETRAITE

– Recruter, former et animer une équipe de mandataires conseils.
– FUTUR DIR. RÉGIONAL
Il devra prétendre à une rémunération non inférieure à **500 000 F PAR AN**
Tél. 42-23-78-00 (Jean-Claude POIZAT) ou écrire au 36, rue du Docteur-Bauer, 93400 SAINT-OUEN.

LA DIVISION INFORMATIQUE INDUSTRIELLE DE SIETAM SYSTEMES
recherche :

3 INGÉNIEURS LOGICIELS

diplômés grandes écoles. Débutants ou 1re expérience pour réaliser et mettre en route des projets informatiques. Temps réel en contrôle de processus, productique... Une première approche des langages assembleurs 68 000, C et des systèmes d'exploit XENIX ou UNIX, sera particulièrement appréciée.

Adresser c.v. + photo et rémun. souhait., s/réf. 1358 à SIETAM SYSTEMES, 42-48, avenue du Président-Kennedy, 91170 VIRY-CHATILLON.

ORGANISME DE FORMATION en développement
recrute

2 ANIMATEURS DE FORMATION

- L'un en compta.-gestion.
- L'autre en techniques de vte, marketing, téléph...

Ils assumeront une fonction globale (négociation et conception de stages, animation ou encadrement, suivi).

Env. c.v. lettre, photo, prét. à I.S.E.F. FORMATION, 6, rue Léo-Delibes, Paris-16e.

UNIVERS DE LA GESTION

Consultants en organisation

• Informatique - Bureautique
• Gestion Comptable et Financière

Cabinet de Conseil en Organisation, filiale d'un groupe de notoriété internationale dans les domaines de la gestion, de l'audit et de l'assistance juridique, nous vous proposons de rejoindre notre équipe de consultants. Nos structures vous permettront de bénéficier d'une formation constamment renouvelée et d'évoluer dans un groupe dont les activités et la clientèle sont très diversifiées.

Diplômé(e) d'HEC, ESSEC... ou d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, après 4 à 5 ans d'expérience du Contrôle de Gestion dans l'industrie ou du Conseil en Informatique, vous aspirez à une autonomie et une polyvalence que notre groupe peut vous offrir. Lors des missions qui vous seront confiées -et dont vous aurez la maîtrise- vous participerez à la définition et à la mise en œuvre de projets de Direction Générale, en matière de gestion, d'informatique ou de bureautique, selon votre spécialisation. Pour ces postes de haut niveau, basés à Paris Ouest, la rémunération prévue est élevée et évolutive en fonction des résultats.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 611497 M

35, rue du Rocher 75008 Paris



LEVI-TOURNAY/ASSCOM

LANDIS & GYR

Maîtriser l'énergie par son comptage ou son utilisation judicieuse, telle est notre vocation première.

Dans le cadre de son expansion, la Direction Commerciale "Thermique" intègre à Paris, un Contrôleur de Gestion.

Contrôleur de gestion (H/F)
dans un contexte "qui bouge" !

Notre réseau commercial couvre, grâce à nos agences de vente, le territoire national et vend l'ensemble de nos gammes de produits et services.

Collaborateur de notre Directeur Commercial, vous développez ou améliorez les procédures de transmission de données, participez à l'élaboration des budgets, établissez les tableaux de bord, recommandez les mesures correctives... Vous conseillez votre Direction pour la gestion comptable et financière de ses départements.

Diplômé d'une grande école – ingénieur ou gestion – et/ou titulaire d'un DECS complet, vous avez une première expérience acquise soit à la D.A.F. d'une entreprise proche du bâtiment, soit en Cabinet.

Vous parlez peut-être anglais et utilisez sans a priori l'informatique.

Merci d'adresser votre dossier sous référence 501 LM à notre Conseil qui vous garantit une totale confidentialité :

Soderhu 22, rue Saint Augustin 75002 PARIS

CREDIT LYONNAIS

LE CREDIT LYONNAIS

recherche pour son

SERVICE ETUDES DE DROIT BANCAIRE, un

COLLABORATEUR JURISTE HF

de formation supérieure, ayant acquis **au moins cinq ans d'expérience** dans le secteur juridique d'un établissement de crédit.

Les candidatures sont à adresser, sous référence JURID/ANP 06 avec lettre manuscrite de motivation et C.V., au :

CREDIT LYONNAIS
Recrutement - Orientation - DES
25, rue du Quatre-Septembre - 75002 PARIS

HAVAS CONTACT

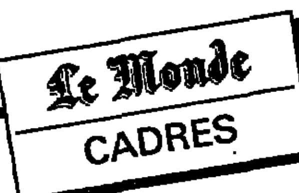
Concevoir, organiser et mettre en place les services comptables d'une nouvelle banque.

Nous sommes l'une des Banques Japonaises parmi les plus importantes à l'échelon mondial et nous démarrons aujourd'hui nos activités en France.
Nous recherchons le responsable de nos services comptables. Rattaché à l'équipe de Direction Générale, il participera à l'organisation et à la mise en place de nos structures en France, supervisera l'ensemble des opérations comptables de la Banque, concevra et développera les méthodes et les systèmes d'informations comptables, constituera progressivement son équipe.
A 30 ans au moins, titulaire du D.E.C.S. ou diplômé d'une école de commerce, vous avez acquis une expérience professionnelle qui vous a permis d'acquérir une bonne connaissance de la comptabilité et de la fiscalité des banques ou des établissements financiers, et d'utiliser l'informatique de façon courante. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais (lu, écrit et parlé).
Participer à l'ouverture, à l'organisation et au développement d'une grande Banque est une opportunité relativement unique que nous vous proposons et qui garantit votre évolution.

Merci d'adresser votre candidature, avec rémunération actuelle à notre Conseil Marc SIBOLD qui vous assure de sa totale discrétion.
COFROR - référence 392/30 - Tour Fiat - Cedex 16
92084 PARIS LA DEFENSE



Organisation et Publicité



Jeune spécialiste de la Bourse française, parlant parfaitement l'allemand, pour suivre depuis Paris, importante clientèle institutionnelle allemande.

Compensation proportionnelle au développement des affaires

Envoyer C.V. et prétentions à FIGEMOB, 31, rue St-Augustin, 75002 PARIS.

ORGANISME DE FORMATION en développement, 20 salariés, 17 ans d'activité, leader dans sa spécialité recherche

RESPONSABLE TECHNICO-ADMINISTRATIF

diplômé grande école de commerce ou équivalent, minimum 30 ans, pour :
- Gérer des moyens : micro, offset, vidéo et des dossiers : achats, contentieux, immobilier... ;
- Participer aux relations clientèle, relations presse, documentation, organisation de colloques...

Expérience similaire appréciée: Travail stable et passionnant dans ambiance de qualité. Rémunération : 150 000 F environ. Ecr. avec c.v. et photo, direct. à Mme MALLAT à

CSP

66, rue Lafayette, Paris-9e.

ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS

recherche
COLLABORATEURS(TRICES)
ambitieux et dynamiques souhaitant s'intégrer à une équipe de vente.
– Pas de pas-de-porte.
T. M. Mayorkas 45-38-66-73.

Ville de Garges-lès-Gonesse recrute pour son conservatoire

UN PROFESSEUR DE VIOLON

10 hebdo (indice 433).
Envoyer candidature et c.v. à Monsieur le Maire conseiller général hôtel de ville, 95140 Garges.

LA FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL recherche pour son centre de gestion situé en proche banlieue Nord.

DIRECTEUR COMPTABLE

Il aura pour mission principale de diriger et d'animer le service et d'animer le service de comptabilité.
Un diplôme d'études supérieures est nécessaire – DECS ou équivalent – ainsi qu'une expérience pratique d'au moins 3 ans dans les fonctions similaires.
Le candidat devra avoir une bonne connaissance de la langue anglaise ainsi que des méthodes de comptabilité anglo-saxonne. L'expérience d'un cabinet d'audit serait appréciée.

Adresser c.v. et prétentions sous no 8 178 M
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, Paris-7e.

Sté produits phytosanitaires cherche pour Afrique Ouest

JEUNE INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

formation agro., 3-4 ans d'exp. de la région en R et D et/ou vulgarisation de institut ou sté développement, bonne connaissance angl. souhaitée.

T. Mme Laurent (a) 42-67-95-49.

Société informatique NORD-ESSONNE recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Ecrire avec c.v. et prét. à SECOGE S.A., 5, place Salvador-Allende, 91120 Palaiseau.

SCIENCES ET TECHNIQUES IMAGE
Ecole des MINES de PARIS
CTAMN, 06560 Valbonne
offre à

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

ou DEA, âgés de 25 ans. BOURSE doctorat 2 ans : Télédétection, cartographie systèmes experts. (Envoyer c.v., S.V.P.)

Rech. jnes dipl., min. maît. sc. éco., pr travx réd. s/thèmes du prog. éco. de term. B. Une b. conn. de ce prog. serait appr. Env. c.v. s/no 762 le Monde Pub., serv. annonces classées, 5, rue Monttessuy, Paris-7e.

ALMAFLUX
Groupe en fort développement recherche

EXPERTS HAUT NIVEAU

en gestion de trésorerie, rémunération motivante pouvant atteindre 600 000 F PAR AN.
Tél. : 42-23-76-00 (Guy FIORILLO) ou écrire 36, rue du Docteur-Bauer, 93400 ST-OUEN.

CENTRE TECHNIQUE industriel de la construction métallique renforce son équipe micro-informatique

INGÉNIEUR BUREAU D'ÉTUDES CONSTRUCTION MÉTALLIQUE

5 ans d'expérience minimum en entreprise de construction métallique.
Connaissant devis et fabrication, bonne pratique de la micro-informatique (IBM-PC et compatibles)

pour développ., mise en place et maintenance de logiciels de calcul de structures DAO-CAO, gestion, fabrication, devis.

P. à pourvoir à ST-RÉMY-LÈS-CHEVREUSE (78) RER ligne B.

Envoyer c.v. + lettre manuscrite CTICM, service du personnel, domaine de Saint-Paul, B.P. 1, 78470 St-Rémy-lès-Chevreuse.

MAISON D'ÉDITION

recherche
pour poste responsable collaborateur(trice)
DIPLOMÉ(E) DE LINGUISTIQUE
français langue maternelle
pour travaux
sur textes de lexicologie.

EXCELLENT(E) DACTYLO D'ÉDITION EXPÉRIMENTÉ(E)

Pour frappe et saisie, correction, révision, contrôle des publicités et jeux sur tous supports dans les médias.

Libre immédiatement.

C.V., photo et prét. au MONDE PUBLICITÉ sous le no 8 181
5, rue Monttessuy, Paris-7e.

GROUPE NATIONAL recherche

pour renforcer sa structure en région parisienne et province

CHARGÉS D'AFFAIRES

- Vous êtes un homme de communication de 28 ans env., disponible immédiatement.
- Vous souhaitez acquérir une solide expérience de la PME et progresser dans un métier passionnant.

Nous vous assurons votre formation et un statut salarié.

Tél. pour R.-VS à M. NOIRET, au 48-86-11-27.



De l'audit, en banque et à Strasbourg.

Vous êtes - ou avez été récemment - senior dans un de ces grands cabinets d'audit où on apprend solidement son métier. Dans une structure de conseil en management, vous avez peut-être même eu l'occasion de faire de l'audit de systèmes. Avec trois à cinq ans d'expérience, à l'issue de vos études supérieures (HEC, ESSEC...), vous vous sentez en bonne possession de votre technique. Vous avez conduit des missions passionnantes avec parfois la grande satisfaction de voir vos préconisations suivies ! Aujourd'hui cependant vous ressentez un manque que vous analysez ainsi : le besoin d'être plus impliqué(e) personnellement dans les conclusions de vos travaux, celui de gagner en autonomie et peut-être aussi une aspiration à quitter pour un temps la vie parisienne.

Coïncidence remarquable... Nous pratiquons couramment les techniques classiques d'audit au sein de l'Inspection Générale de la banque (2 800 personnes, 160 agences en Alsace, Lorraine et Franche-Comté). Et nous recherchons précisément le responsable de la coordination et de la supervision des missions d'audit, tant au siège que dans le réseau. Vous interviendrez donc dans la préparation, le suivi et l'exploitation des missions. Vous serez aussi responsable des fonctions formation et méthodes de ce service. En tant qu'Adjoint du responsable de l'Inspection Générale, vous participerez enfin à la définition et à la mise en œuvre des orientations du service. Le tout à partir de Strasbourg où vous serez basé(e).

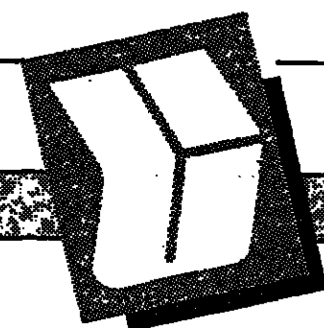
Une expérience de la banque serait un plus, mais elle n'est pas nécessaire ; nous y suppléerons. L'essentiel : que vous soyez tenté(e) de poursuivre chez nous quelques années, et dans un cadre nouveau, votre métier d'audit. Une ouverture de carrière peut ensuite être envisagée. Merci d'adresser votre candidature aux consultants de Sirca, 64 rue La Boetie 75008 Paris, sous référence 616 212 M, en précisant votre rémunération actuelle.



Sirca

Membre de Syntec

SOURCES



1er fabricant d'aliments préparés pour animaux familiers, société française du groupe international MARS Inc. ; 1 000 personnes, 34 ans d'âge moyen, 3 usines, 3 Milliards de Francs de CA, 26% à l'export, croissance annuelle : 20%.

PLANIFIER NOTRE AVENIR FINANCIER

Nous recherchons pour notre service planification de la Direction Financière.

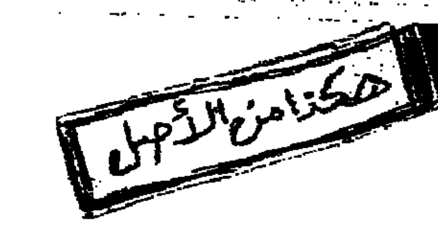
CONTROLEUR DE GESTION H/F
235 000 F

Vous souhaitez être associé à la marche de l'entreprise en pratiquant une communication étroite avec les départements opérationnels.
Responsable de la valorisation des plans dans le cadre de la stratégie définie, vous en assurerez le suivi et les corrections nécessaires. Vous utiliserez des méthodes et des outils financiers de pointe.
Diplômé d'une grande école de commerce, vous avez 3 à 4 ans d'expérience du contrôle de gestion ou de l'audit, soit dans une entreprise aux techniques financières anglo-saxonnes soit en cabinet.
Vous parlez couramment l'anglais.
Vos qualités de manager, votre aptitude à convaincre à tous niveaux et votre culture économique vous permettront d'évoluer rapidement au sein du groupe, en France ou à l'étranger.

Le poste est à pourvoir dans un environnement agréable, proche d'Orléans, à 1h30 de Paris.

Ecrivez-nous : UNISABI, Service du Personnel, s/réf. CG 17, BP No 7, 45550 St-Denis-de-l'Hôtel.





UNIVERS DE LA GESTION

BANQUE PRIVÉE

en forte expansion
Filiale d'un groupe financier et industriel

recherche un

COMPTABLE SICAV

de formation comptable (niv. DECS ou équivalent)

Le candidat recherché supervisera la comptabilité de plusieurs SICAV et en assurera le contrôle administratif.

Une expérience de quelques années dans cette fonction ou dans une fonction similaire, sera appréciée.

La rémunération sera basée sur la compétence et sur l'expérience.

Veuillez envoyer votre C.V. + lettre manuscrite + prétentions, *en indiquant un n° de téléphone.*

Ecrire à OSP 64, rue La Boétie, Paris-8e, sous la réf. D qui transmettra.

Responsable gestion clients

Un important groupe de construction et promotion immobilière, leader sur le marché régional ouest de la maison individuelle, fort d'un effectif propre d'environ 200 personnes et réalisant un chiffre d'affaires de l'ordre de 300 millions de francs, renforce ses structures commerciales et de gestion. C'est dans ce cadre qu'est créé un poste de responsable gestion clients. Travaillant avec les services commerciaux, ce cadre aura délégation pour contrôler les composantes de la vente et les valider. Il lui appartiendra également de surveiller les délais d'avancement des dossiers et de s'assurer de la qualité de la rédaction et des montages de prêts. En outre, il assurera, en liaison avec les services techniques, les démarches relatives aux appels de fonds, aux prévisions d'encaissements et au montage de demandes des crédits liés à la clientèle. Ses activités l'amèneront naturellement à être en rapport avec tous les interlocuteurs et partenaires de l'entreprise et notamment notaires, banques, organismes publics et para-publics. Assurant l'animation d'une équipe de 9 personnes, ce cadre aura une compétence éprouvée de la gestion des dossiers de prêts immobiliers et de toutes leurs composantes, la maîtrise des temps d'instruction et de réalisation des opérations faisant partie des priorités de sa mission. Enfin, ce poste se trouve basé à proximité immédiate d'une grande métropole de l'ouest et le salaire offert est de nature à motiver les candidats. Ecrire à N. ELTCHANINOFF en précisant la référence A/1437M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. 40.48.48.82

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chef du service secrétariat financier

Banque - 200/260.000 F

Une importante banque française spécialisée dans le service aux entreprises, recherche le futur responsable de son secrétariat financier. Basé à Paris et placé sous l'autorité immédiate du directeur des opérations financières, il disposera d'une équipe de 6 personnes et devra assurer les montages administratifs et juridiques permettant la réalisation de ces opérations (préparation des conseils d'administration, réunions A.G., contacts C.O.B., problèmes réglementaires, contacts avec le service titres...). Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire confirmé, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur (droit ou équivalent), et disposant d'une expérience similaire. Le candidat retenu devra notamment justifier d'une connaissance des techniques du service titres et du montage des opérations financières, acquise au sein de la direction financière d'une banque. *La candidature d'un juriste ayant une très bonne connaissance du droit des sociétés et du droit des valeurs mobilières pourra également être examinée.* Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R 9156M en indiquant vos rémunération et classification actuelles, et en mentionnant, éventuellement, le nom des banques auprès desquelles vous ne souhaitez pas être candidat. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Degrémont

«Muscler» la fonction juridique

Degrémont leader mondial dans le domaine du traitement d'eau est implanté ou représenté dans 80 pays et réalise un CA de 2 milliards dont près des deux tiers à l'export.
Nous recherchons un :

JURISTE D'ENTREPRISE

Missions : Rattaché au Directeur financier il est la référence juridique et intervient dans les domaines suivants : droit des contrats nationaux et internationaux, contentieux France et Export, gestion des assurances, vie juridique de la société.
Sa compétence lui permet de conseiller nos ingénieurs d'affaires mais également nos filiales françaises et étrangères, nos chantiers locaux à l'export.

Profils : La trentaine c'est un(e) juriste de formation (minimum DESS, formation complémentaire en gestion appréciée) ayant au moins 5 ans d'expérience juridique de préférence dans un environnement international.
La pratique de l'anglais est indispensable. Des déplacements sont à prévoir principalement en France mais également à l'étranger.
De réelles possibilités d'évolution s'offrent à un candidat motivé par une activité internationale.

Le poste est basé à Rueil-Malmaison.

Merci d'adresser, sous référence 46, CV, photo et prétentions à notre conseil : STANDARDATA, 128, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

ANNE PERRU CONSEIL

GROUPE SAGITTAIRE

Epargne - Investissement / Assurance / Retraite / Prévoyance / Formation / Conseil Animation et Développement local / Tourisme / Services informatiques recherche (H/F)

Pour son établissement financier en fort développement

GESTIONNAIRE FINANCIER
(Obligataire - Monétaire)

De formation supérieure, il aura au moins une première expérience similaire et se verra confier la gestion d'un portefeuille obligataire. Il sera à même d'intervenir en négociateur sur les nouveaux marchés en intégrant l'équipe existante.
Réf.456/1/M

Pour accompagner le développement rapide de ses produits et services financiers destinés aux entreprises

COMMERCIAL FINANCIER

De formation supérieure, il aura une bonne connaissance des problèmes de placement de la trésorerie des entreprises et des marchés financiers. Au sein du Département Grandes Affaires et en collaboration avec les services financiers, il sera chargé de développer les relations avec la clientèle et à même d'étudier le montage d'opérations nouvelles.
Réf.456/2/M

Ces deux postes, à larges définitions, et basés à PARIS, laisseront aux compétences et au dynamisme, une pleine liberté d'expression.

Merci d'adresser votre dossier complet, CV, photo, lettre manuscrite, en indiquant la référence du poste choisi à **GROUPE SAGITTAIRE - Roselyne GUILLEMIN** *5 avenue du Général de Gaulle - 92800 PUTEAUX.*

PARTENAIRE ANNONCES

L'UNE DES PREMIÈRES SOCIÉTÉS FRANÇAISES D'ASSURANCES VIE

recherche pour son Siège Parisien, un

financier

pour

GÉRER SES ACTIFS MOBILIERS ET SA TRÉSORERIE

Directement rattaché à la Direction Générale, il proposera les orientations de la politique financière de l'entreprise en matière de placements mobiliers en priorité sur le marché obligataire et secondairement sur celui des actions. Il managera la relation avec les interlocuteurs *extérieurs* : Banques, Agents de Change, Sociétés, Pouvoirs Publics... Il préparera chaque année un plan financier intégrant les prévisions de trésorerie et le programme d'investissements.
Ce poste convient à un candidat de formation supérieure, connaissant parfaitement le fonctionnement et les instruments du marché financier. Une expérience de 10 ans dont de vraies responsabilités de gestion de valeurs mobilières d'assurances ou chez un Agent de Change est nécessaire.
Pour un contact rapide adressez lettre manuscrite de candidature, C.V. détaillé, photo et prétentions, sous réf : FSM1, à notre Conseil qui prendra directement contact avec vous (une discrétion absolue est garantie. Aucun dossier ne sera transmis sans accord préalable des candidats).

cefope — *marc forget et associés*
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

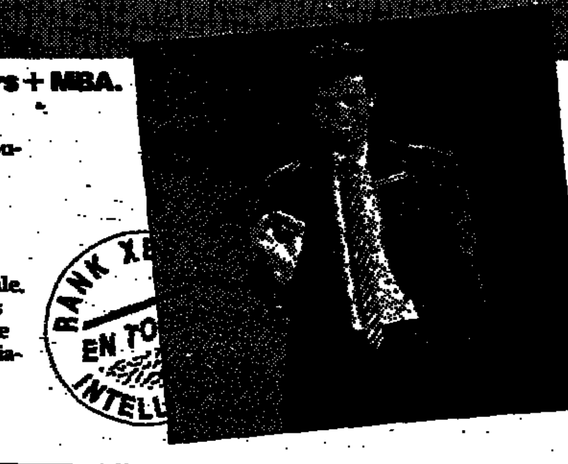
RANK XEROX

Analyste de gestion

HEC, ESSEC, Sup. de Co. Ecole d'Ingénieurs + MBA.

Au sein de notre Direction Planification et Contrôle de Gestion, nous recherchons un jeune ANALYSTE DE GESTION (débutant ou 1 à 2 ans d'expérience).
Sa mission consistera à :
- participer à l'élaboration des prévisions du C.A. en interface avec la Direction Marketing et Après-Vente,
- analyser les résultats pour établir les plans d'action,
- mener des chantiers ponctuels à la demande de la Direction Générale.

Le candidat sera rapidement intégré dans le Service Chiffre d'Affaires (7 personnes). Autonome, il saura faire preuve d'initiative. Homme de négociation, il saura être un interlocuteur responsable dans les négociations et les relations inter-fonctions.
Merci d'adresser votre candidature, sous réf. F.I.M.13, à Hélène Lautredou, Rank Xerox, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aulnay-sous-Bois Cédex.



Un important Groupe d'Assurance recherche

un Adjoint au Responsable du Service Obligataire

Il sera chargé de calculs et des analyses de Portefeuilles permettant d'aider aux prises de décisions en matière de gestion obligataire.

Il en assurera le suivi et la bonne exécution.

Sa formation supérieure (type ISFA, ISUP, INSAEE...) lui aura donné de bonnes bases en mathématiques financières et la rigueur nécessaire pour mener ses analyses à bon terme.

Nous souhaitons rencontrer un candidat ayant le goût du travail en équipe et des contacts humains et si possible, 2 années d'expérience du marché obligataire acquise dans une Banque, une Compagnie d'Assurance ou chez un Agent de Change.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre - CV - prétentions) sous réf. RSO à Lévi-Tournay/Assocom
31, Bd. Bonne Nouvelle 75083 Paris
Cedex 0- qui transmettra.

MEMBRE DE SYNTEC

EDITION ET PUBLICATION

Important Groupe de presse professionnelle (C.A. 350 M.), dont l'activité est l'Edition et la Publication de plus de 20 titres spécialisés, nous renforçons nos structures de gestion et recherchons pour notre Direction Générale un :

Responsable Financier — Paris

De formation supérieure ESC ou IEP option Finances, ou équivalent, vous avez au moins 30 ans et une solide expérience d'au moins 5 ans de responsable financier généraliste. Assisté par une petite équipe de collaborateurs vous superviserez les aspects comptables, financiers de notre Groupe, vous devrez développer une politique bancaire d'investissements et assurer le rôle de conseil financier de la Direction Générale. Le développement du Groupe permet d'offrir, à terme, une évolution réelle à un candidat dynamique et imaginatif. Réf. 8001/M.

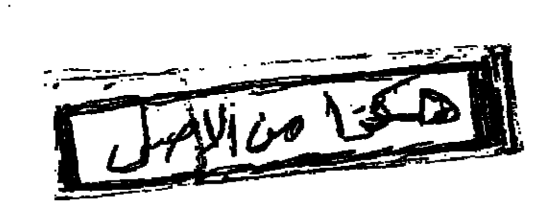
Cadre Juridique — Paris

Vous avez une formation supérieure en Droit des Affaires et Droit Social, au moins 28 ans, une expérience dans un contexte vous ayant permis d'acquérir une compétence diversifiée des problèmes juridiques d'une société de type PME. Vous devrez être le Conseil des responsables d'unités décentralisées dans toutes les questions relatives au Droit des Sociétés et des contrats. A plus long terme, un audit juridique et social de nos différentes structures vous permettra d'élaborer, avec votre Direction, la politique sociale plus performante que nous ambitionnons pour notre Groupe. Réf. 8002/M.

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence choisie à Jean-Paul MENASSIER, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

MEMBRE DE SYNTEC — CURRICULUM





Jeune juriste droit immobilier

Le groupe de la COMPAGNIE BANCAIRE recherche pour l'une de ses filiales un (une) jeune juriste (25/30 ans) doté(e) d'une maîtrise de Droit privé et bénéficiant d'une première expérience réussie de 3 à 5 ans acquise de préférence dans une société de promotion immobilière.

Au sein d'une petite équipe, il (elle) sera chargé(e) de l'étude du montage juridique d'opérations immobilières et de la conduite d'affaires contentieuses.

Ce poste évolutif nécessite des qualités de contact, d'analyse et de synthèse.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 413 à :
Madame JANIN - COMPAGNIE BANCAIRE
5 avenue Kléber - 75116 PARIS

groupe de la compagnie bancaire

FAMICREDIT

filiale de CITIBANK

Société financière spécialisée dans les financements aux particuliers, poursuit son expansion et accentue sa spécialisation.
A cet effet, nous recherchons immédiatement :

Responsable de marketing opérationnel

Rattaché au directeur de la division «Amélioration/Equipement de l'Habitat», le candidat retenu sera diplômé de l'enseignement supérieur et aura déjà une bonne connaissance des produits de financement liés à ce type de marché. Créatif et doté de capacités de communication, il devra se montrer apte à positionner sa fonction tant vis-à-vis des principaux partenaires sur ces marchés qu'auprès des commerciaux sur le terrain.

PARIS LYON — 2 Directeurs d'agence

spécialisés dans le financement des véhicules

Professionnels reconnus de ce type de fonction, les candidats retenus auront une connaissance et une expérience approfondies des techniques de financement des véhicules au travers d'un réseau d'apporteurs d'affaires. Ce sera tout à la fois d'excellents commerciaux sur leur marché et des animateurs capables de gérer une équipe au sein d'une unité spécialisée.

Fondé de pouvoir

PARIS

Rattaché au directeur d'agence spécialisé véhicules (cf. ci-dessus), ce sera lui aussi un professionnel de ce type de financement, capable d'évoluer à terme vers des responsabilités de directeur d'agence. Une formation supérieure et un début d'expérience sont nécessaires pour réussir dans ce poste.

Pour chacun de ces postes adresser candidature manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la fonction choisie à Frank de Bucy, direction du personnel, FAMICREDIT, BP 449, 21012 Dijon Cedex.

Directeur Administratif et Financier

Poste à créer à Paris

Sur un marché porteur, en forte expansion, **la messagerie aérienne rapide**, notre société est devenue leader européen. Notre Holding gère à partir de Paris les filiales opérationnelles réparties sur 5 continents.

Nos résultats, nos objectifs amènent notre Direction Générale à se mobiliser davantage sur les développements en cours et à déléguer la direction administrative et financière.

En relation directe avec le P.-D.G., vous participerez à la définition de la stratégie du groupe et de la politique financière en découlant.

Vous animerez une équipe de plusieurs personnes et superviserez les fonctions : comptabilités, contrôle budgétaire, finances, informatique (IBM 36), personnel, juridique et fiscal, administration clients, assurances, sécurité, services généraux. D'une façon générale, vous mettrez en œuvre toutes procédures d'organisation permettant de maîtriser l'expansion de l'entreprise.

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de Gestion, ou d'Economie, avec une première expérience dans un cabinet d'audit, complétée par l'encadrement d'un service, qui vous donne après 6/8 ans de vie professionnelle une bonne maîtrise de la fonction comptable et financière, du contrôle de gestion et de l'informatique. Vous avez l'habitude de négocier avec les banques, et réaliser des achats, rachats ou fusions de sociétés.

Vous souhaitez participer activement à l'évolution d'un groupe déjà implanté mondialement. Vous parlez parfaitement anglais et vous acceptez de fréquents déplacements internationaux.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre candidature en indiquant le salaire souhaité, sous référence 56 8106 M, à Christian SUTTER qui garantit la confidentialité.



EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS

Etre le responsable administraif et financier d'une agence conseil en communication

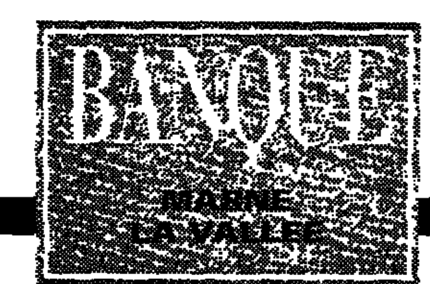
Nous sommes jeunes, efficaces et donc performants. Nos résultats parlent pour nous. En quelques années nous nous sommes placés parmi les premiers de notre spécialité : le conseil en promotion des ventes. Aujourd'hui notre structure (25 personnes), notre Chiffre d'Affaires (100 millions de francs) ainsi que notre ambition, donc notre développement, nous amènent à souhaiter, parmi nous, un Responsable Administratif et Financier.

Il est le «spécialiste» et à ce titre prend en charge tous les aspects de la fonction : comptable, financier, juridique, fiscal (comptes, trésorerie, déclarations...). Il est en relation avec les conseillers extérieurs, les banques... de plus il conçoit et met en place l'informatisation de la gestion. Il supervise et anime celle qui l'assiste, mais dans une structure légère son implication personnelle est grande.

Pour ce poste nous souhaitons un jeune de formation supérieure bien au fait des techniques comptables et financières et désirant se joindre à une équipe jeune et créative, pour assumer la plénitude de ses responsabilités.

SEFOP, notre conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature sous référence ED 1112 M.

SEFOP
11 rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC



CE POSTE EST PASSIONNANT
NOUS Y ATTACHONS BEAUCOUP D'IMPORTANCE

CHEF DE SERVICE GESTION RECOUVREMENT

Nous sommes une importante BANQUE située à MARNE-LA-VALLEE et nous recherchons notre CHEF DE SERVICE GESTION RECOUVREMENT.

Ce poste est passionnant :
- animer une équipe d'environ 15 personnes,
- organiser et mettre en place les outils informatiques et les procédures pour améliorer notre service gestion et recouvrement des prêts.

Nous y attachons beaucoup d'importance et nous vous souhaitons :
- âgé d'environ 30-38 ans,
- de formation gestion (Sciences Eco, Sup de Co, IFG, ...),
- justifiant d'une expérience (5 ans) dans un établissement de crédit,
- attiré par la gestion, l'organisation et la comptabilité.

En collaboration directe avec notre Directeur des Engagements, vous pouvez envisager, après avoir réussi à ce poste, une évolution certaine de votre carrière.

Prenez l'avenir au bout du fil !

Contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES. Elles vous informeront et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion (précisez la réf. 454)

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature (réf. 454/LM) à ALLO-CARRIERES - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

(1) 45.02.15.74

MEDIA PA

Nous sommes une TRES IMPORTANTE MULTINATIONALE AMERICAINE (100 000 personnes dans le monde), spécialisée dans les secteurs de très haut technologie : électronique et systèmes d'information.
Notre expansion nous conduit à proposer pour l'une de nos filiales françaises, récemment rachetée, un poste de :

RESPONSABLE COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

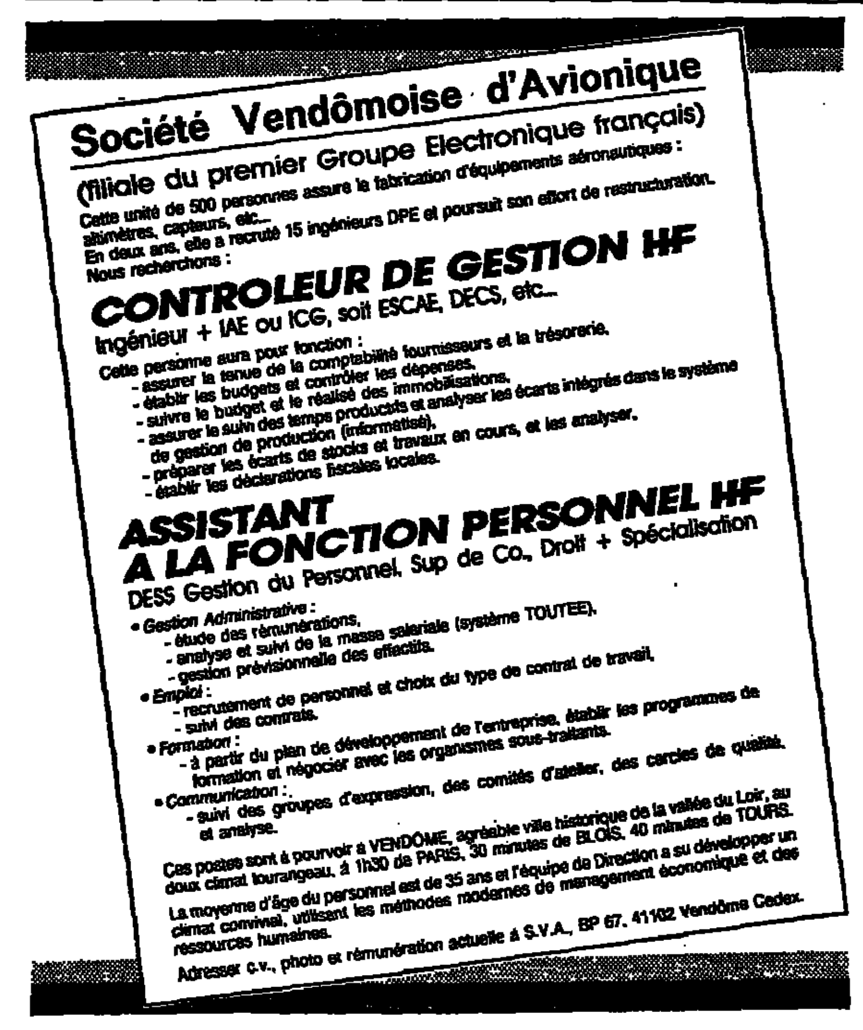
Dépendant du Directeur Financier, et dans le cadre d'une large délégation, vous dirigerez et animerez une équipe d'une dizaine de spécialistes, avec les missions suivantes : comptabilité générale par centres de profit et pour la société jusqu'au bilan ; responsabilité de la trésorerie ; des assurances ; préparation et suivi de la fiscalité, dans un contexte informatique à développer. Vous assurez également le reporting au niveau supérieur et vous êtes responsable des standards de contrôles internes. Vous assurez les relations avec les auditeurs.

Ce poste de haut niveau conviendra à un professionnel confirmé (5 à 10 ans d'expérience) dans un poste de nature similaire. De niveau DECS, Sup de Co, ou Université, vous maîtrisez bien l'anglais. L'expérience d'un groupe international serait un atout.

Les conditions offertes ainsi que les perspectives d'évolution nombreuses en France ou à l'étranger sont de nature à motiver un candidat de grande valeur. Le poste est basé à Paris.

Nous vous remercions d'adresser lettre de motivation, C.V. complet et rémunération souhaitée, sous réf. 125 G, à notre Conseil : Arnaud de MENDITTE, NEMESIS, 21, rue du Bourg Tibourg, 75004 PARIS, à qui nous avons confié cette recherche et qui traitera votre candidature dans la plus stricte confidentialité.

NEMESIS



Société Vendômoise d'Avionique

(filiale du premier Groupe Electronique français)

Cette unité de 500 personnes assure la fabrication d'équipements aéronautiques : altimètres, capteurs, etc...
En deux ans, elle a recruté 15 ingénieurs DPE et poursuit son effort de restructuration.
Nous recherchons :

CONTROLEUR DE GESTION HF

Ingénieur + IAE ou ICG, soit ESCAE, DECS, etc...

Cette personne aura pour fonction :
- assurer la tenue de la comptabilité fournisseurs et la trésorerie.
- établir les budgets et contrôler les dépenses.
- établir les budgets et le réalisé des immobilisations.
- suivre le budget et le réalisé des immobilisations.
- suivre le budget et les temps productifs et analyser les écarts intégrés dans le système de gestion de production (informatisé).
- assurer le suivi des temps productifs et analyser les écarts intégrés dans le système de gestion de production (informatisé).
- préparer les écarts de stocks et travaux en cours, et les analyser.
- établir les déclarations fiscales locales.

ASSISTANT A LA FONCTION PERSONNEL HF

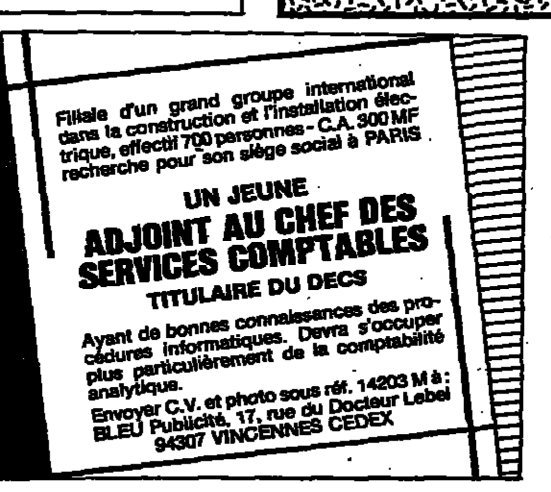
DESS Gestion du Personnel, Sup de Co., Droit + Spécialisation

- Gestion Administrative :
  - étude des rémunérations,
  - analyse et suivi de la masse salariale (système TOUTEE),
  - gestion prévisionnelle des effectifs.
- Emploi :
  - recrutement de personnel et choix du type de contrat de travail,
  - suivi des contrats.
- Formation :
  - à partir du plan de développement de l'entreprise, établir les programmes de formation et négocier avec les organismes sous-traitants.
- Communication :
  - suivi des groupes d'expression, des comités d'atelier, des cercles de qualité et analyse.

Ces postes sont à pourvoir à VENDOME, agréable ville historique de la vallée du Loir, au doux climat tourangeau, à 1h30 de PARIS, 30 minutes de BLOIS, 40 minutes de TOURS.

La moyenne d'âge du personnel est de 35 ans et l'équipe de Direction a su développer un climat convivial, utilisant les méthodes modernes de management économique et des ressources humaines.

Adresser c.v., photo et rémunération actuelle à S.V.A., BP 67, 41102 Vendôme Cedex.



Filiale d'un grand groupe international dans la construction et l'installation électrique, effectif 700 personnes - C.A. 300 MF recherche pour son siège social à PARIS

UN JEUNE

ADJOINT AU CHEF DES SERVICES COMPTABLES

TITULAIRE DU DECS

Ayant de bonnes connaissances des procédures informatiques. Devra s'occuper plus particulièrement de la comptabilité analytique.

Envoyer C.V. et photo sous réf. 14203 M à :
BLEU Publicité, 17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX

GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE

C.A. : 5 milliards - Effectif : 3.000 personnes

recherche

Responsable Comptabilité Filiales

FONCTION :
- Révision comptable et fiscale
- Relations avec Commissaires aux Comptes
- Établissement des situations et déclarations mensuelles

PROFIL :
- Formation supérieure économique et comptable
- Première expérience de la comptabilité générale et de la révision
- Pour information complémentaire, appeler le 98.25.30.32

Adresser CV., photo à C.A.B., sous réf. 6 SG03
BP. 100 - 29206 Landerneau cédex (réponse et discrétion assurées)

COMMUNICO

secrétaire général

NORD — **F 300.000**

Le Directeur Général d'une Entreprise très performante secteur transformation des films plastiques, Filiale d'un Groupe très important, recherche un Cadre compétent qui sera son adjoint direct.

Sa mission de généraliste portera notamment sur trois grands domaines :

GESTION : budgets, mise en place d'un contrôle de gestion, supervision des comptabilités, informatique, bureautique.

SOCIAL : organismes sociaux, gestion du Personnel (180 personnes, 4 équipes), information, communication interne.

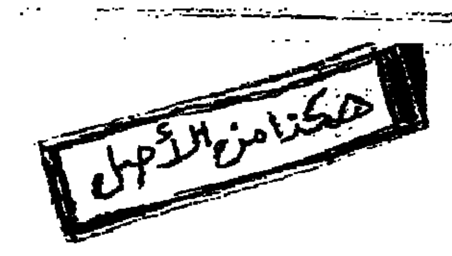
JURIDIQUE : législation sociale, négociations externes, fiscalité, droit des sociétés, relations avec le Groupe.

Il assurera en outre une coordination inter-services et niveau Groupe.

Une formation supérieure, une bonne connaissance de l'Anglais et une expérience de la vie d'une PMI sont indispensables pour seconder le Directeur Général dans la mise en œuvre d'un développement ambitieux.

Adresser au **Cabinet R.C.C.** lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle, en précisant la référence 86.4M

RCC Recherche / Conseil / Cadres
6, AVENUE DU COQ - 75009 PARIS



UNIVERS DE LA GESTION

GROUPE INDUSTR L INTERNATIONAL

Un grand groupe industriel international en pleine expansi A supérieur à 6 milliards de francs) souhaite intégrer au sein de sa Direction Financière un

Financier pour diriger animer le crédit management des 40 ales étrangères

Paris **300 000 F +**

Ses principales missions seront :
- de concevoir et mettre en place une politique ar use en matière de crédit client dans toutes les régions du monde ;
- d'être le responsable d'un en-cours client grou plus de 1,5 milliard de francs et d'obtenir dans un premier temps une réduction de celui-ci de 15 à 20% ;
- de jouer un rôle opérationnel auprès de tous l rédits Managers locaux.

Nous ne recherchons pas nécessairement pécialiste de la fonction, mais un candidat à très fort potentiel que nous formerons.

Vous devrez pour cela avoir une formation ut niveau, avoir entre 28 et 33 ans, posséder une expérience financière de plus de 3 ans en grande entreprise ou cabinet, être gue en anglais, posséder des notions d'allemand, et accepter de fréquents déplacements.

Ce poste clé et fortement autonome, où vo vrez montrer un tempérament dynamique et commercial, être diplomate et persuasif, vous permettra d'évoluer à ter ers des fonctions élargies au sein du groupe.

Veuillez contacter **Jérôme Lancrenon** a **40.70.00.36** ou lui envoyer un CV + salaire actuel + n° de téléphone à **Michael Page International, 19 avenue** ge **V, 75008 Paris**, sous réf 13659 JL.

Michael Page International
Spécialiste en recrutement financier
Paris · Londres · Bruxelles · New-York · Sydney

U.S. BANK

Une des banques américaines les plus performantes recherche un

Correspondent-banking officer

Paris **300 000 F +**

Répondant directement au Responsable du Correspondent-Banking à Londres, ses responsabilités seront d'établir et entretenir les relations avec les banques françaises ou les banques étrangères en France.

Il interviendra dans le domaine des produits bancaires classiques, mais surtout pour les produits plus sophistiqués (produits de rapatriement, électronique bancaire...).

Agé d'environ 30 ans, parlant couramment l'anglais, vous avez une première expérience réussie dans une banque de préférence américaine.

Téléphonez à **Yves Boissonnat au (1) 40.70.00.36** ou envoyez sous réf. 13689 un dossier (CV + téléphone + rémunération actuelle) à **Michael Page International, 19, avenue George V, 75008 Paris.**



Michael Page International
Spécialiste en recrutement financier
Paris · Londres · Bruxelles · New-York · Sydney

U.S. BANK

Une banque éricaine recherche pour sa **Filiale de Location Financière** son

Directeur général

Paris **Excellente rémunération**

Répondant directement a Directeur Général de la Banque, son le sera de créer et de développer cette activité à Paris.
Intervenant sur les secte informatique et médical, il devra :
- générer et gérer un por euille de clients avec l'aide de la Banque ;
- définir la politique co erciale ;
- mettre en place la gest n informatique des opération ;
- effectuer le budgeting e forecasting et l'analyse des performances ;
- recruter les équipes n essaires pour suivre le développement de l'activité.

Agé d'environ 35 ans, formation supérieure, vous vez une expérience réussie au sein du département leasing ou location financière d'une banq (gros matériel informatique u médical).

Vos qualités commerciales et vos connaissances techniques vous amènent à souhaiter créer la filiale spécialisée d'une banque américaine.

Téléphonez à **Yves Boissonnat au (1) 40.70.00.36** o envoyez, sous réf. 13688, un dossier (CV + téléphone + rémunération actuelle) à **Michael Page International, 19, avenue** eorge **V, 75008 Paris.**

Michael Page International
Spécialiste en recrutement financier
Paris · Londres · Bruxelles · New-York · Sydney

BANQUE DE MARCHES

Une banque intervenant sur les marchés monétaire et financier et particulièrement active sur les nouveaux produits recherche son

Directeur administratif et comptable

Paris **300 000 F + bonus**

Membre du Comité de Direction Générale, ses responsabilités comprendront : la Comptabilité, le Personnel, l'Informatique, les Services Généraux.

Il devra, de plus, avoir un rôle de contrôle et de coordination à l'égard des back-offices de chaque département ainsi qu'un rôle de conseil et d'assistance envers les Directeurs de ces départements.

Le développement très rapide de la banque l'amènera à élargir ses activités vers diverses filiales qui seront créées début 1987 (Sicomi, établissement financier...).

Agé de 30-35 ans, de formation supérieure (ESC + DECS), vous avez une première expérience similaire d'au moins 8 ans dans une banque d'affaires ou de trésorerie, une charge ou un établissement financier.

Homme de terrain, vous ajoutez à vos connaissances techniques des aptitudes au management et un bon esprit d'initiative.

Téléphonez à **Yves Boissonnat au (1) 40.70.00.36** ou envoyez sous réf. 13687 un dossier (CV + téléphone + rémunération actuelle) à **Michael Page International, 19, avenue George V, 75008 Paris.**

Michael Page International
Spécialiste en recrutement financier
Paris · Londres · Bruxelles · New-York · Sydney



Groupe industriel et commercial
9.500 personnes
6.5 Milliards de C.A.
100 filiales, recherche

AUDITEU INTERNE

Votre rôle de conseil l'assistance auprès de nos filiales, notamment e natière comptable, juridique et fiscale, vous perm a de participer à la gestion des sociétés qui vous ont confiées. Vous effectuerez parallèlement des mi ns de contrôle des procédures, de vérification des c ptes, d'audit de rachat...

Vous êtes titulaire plusieurs certificats supérieurs ou diplômé école de mmerce et pouvez justifier d'une expérience approfo le en entreprise ou en cabinet.

Vous avez le goût s déplacements et du travail en équipe.

Adresser C.V. (iser rémunération actuelle) à :
PINAULT S.A. Avenue Marceau - 75008 PARIS

Bleu Publicité

FIAT AUTO FRANCE S.A. recherche un

Conseiller de gestion

De formation supérieure commerciale option finance/gestion (IAE - Maîtrise de gestion) vous possédez une première expérience réussie du contrôle ou du conseil de gestion auprès des PME-PMI, soit dans le secteur automobile soit en cabinet.

Homme de terrain, vos qualités d'organisation, votre sens de la communication et votre autonomie vous permettront d'optimiser la gestion de notre réseau de concessionnaires. Vous leur apporterez aide et assistance aussi bien dans leurs méthodes de gestion, que dans leur comptabilité ou dans leurs plans de financements.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à FIAT-AUTO-FRANCE, Direction du Personnel et Organisation, 80-82 quai Michelet 92532 Levallois-Perret Cédex.

FIAT

média-system

RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES

PARIS SUD *250.000+*

Votre formation, de type BAC + 2 ou 3, a été complétée par un DECS. Vous travaillez, en second, depuis une dizaine d'années en PME et y avez acquis une solide expérience pratique des différents secteurs de la comptabilité. Organisateur et animateur, vous maîtrisez l'utilisation de l'informatique.
L'idée de travailler dans un centre médico-chirurgical de 700 personnes hautement renommé vous séduit.
Nous vous offrons l'opportunité de progresser en assumant, directement rattaché au Directeur de l'établissement et aidé d'une équipe d'une douzaine de personnes, la responsabilité de l'ensemble de la fonction financière et comptable de notre centre : comptabilité générale et analytique, préparation du budget et suivi de son exécution, gestion administrative des patients...
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) sous référence 3501 à Organisation et Publicité, 2, rue Marengo, 75001 Paris qui transmettra.

PAS-DE ALAIS D.E.C.S.

Société Fran e, ayant des implantations à l'étranger, leader sur son marché la Chimie, nous connaissons une diversification industrielle ortante et des modifications de structure de gestion destinées à nsolider nos résultats, nous recherchons un :

Chef es services comp ables et gestion

Titulaire DECS, vous avez fait preuve en milieu industriel pendant 5 à 1 s de réussite en organisation comptable et contrôle budgét dans un milieu informatisé.
Respo le devant la Direction de l'Usine, vous assurerez l'interface e communication entre la production et les services centraux Siège, dans une organisation décentralisée.
Poste é au coeur de la région Nord - Pas-de-Calais.
Merc dresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V.) à notre Con Martine MARTEL sous la réf. 86.056/LM.

MEDIA BA

ONE
20, place Salvador Allende
59650 VILLENEUVE D'ASCQ
Paris Nantes Strasbourg Lyon Marseille

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

DEVELOPPEZ LE CONSEIL DE GESTION AUPRES DE NOTRE RESEAU

Au sein du département gestion, vous assisterez notre réseau de concessionnaires et nos succursales dans leur phase de développement.
Vous leur apporterez un soutien dans la mise en place de tableaux de bord, comptes de résultats, prévisions de trésorerie, analyses de bilan...

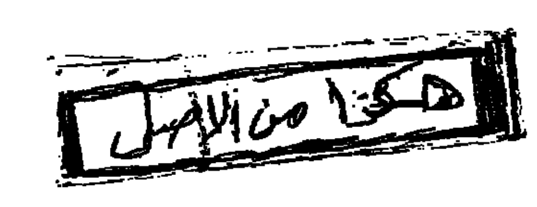
Cadre confirmé de formation supérieure, vous avez un minimum de 3 à 4 ans d'expérience en gestion-finances.

Basé à Paris, vous effectuerez de fréquents déplacements.

Adressez votre candidature avec lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous référence CG/VI à VOLVO FRANCE S.A., Direction du Personnel, 49 avenue d'Iéna, 75116 Paris.

VOLVO

AXIAL Publicité



UNIVERS DE LA GESTION

Du contrôle à la stratégie de développement

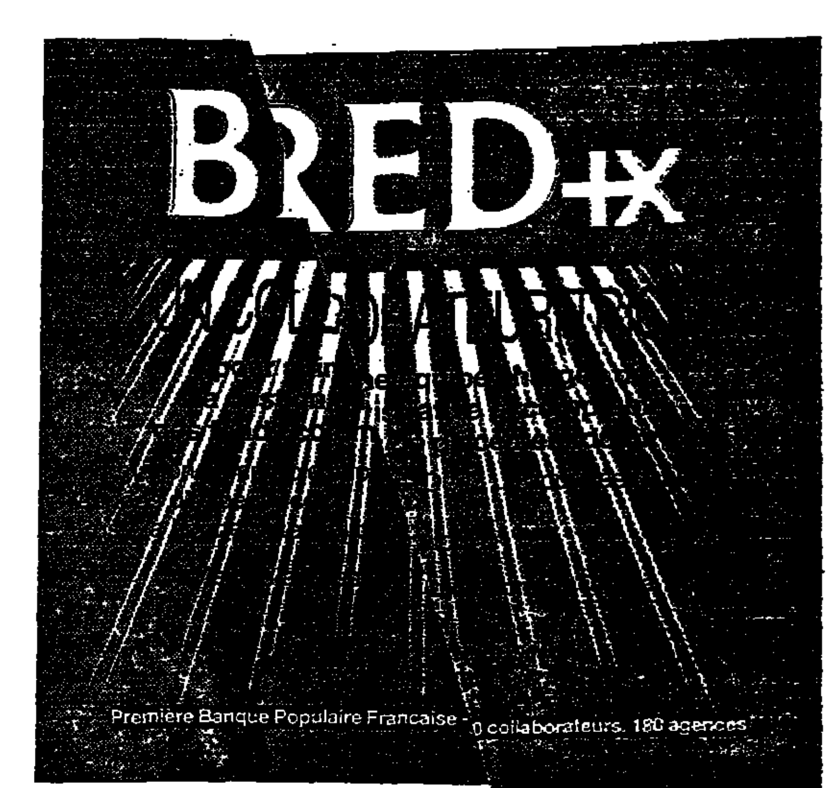
Un puissant groupe financier recherche pour sa direction régionale de Normandie le responsable "Contrôle de Gestion, plannification". Il mettra en œuvre un système complet d'informations de gestion pour élaborer et assurer le suivi des plans à court terme. A partir de l'analyse des résultats, il préparera le plan à moyen terme. Il intégrera la démarche marketing pour dégager les perspectives de développement et contribuer à la définition du projet d'entreprise.

Ce cadre supérieur, de formation économique et comptable (niveau expertise) a commencé sa carrière dans un des grands cabinets d'audit et l'a poursuivie en entreprise. Il souhaite élargir ses responsabilités et s'épanouir dans une fonction stratégique impliquant l'animation d'une équipe de haut niveau et les relations permanentes avec les dirigeants de l'entreprise.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 611 017 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris



BANQUE LOUIS-DREYFUS

AFFILIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET A LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

pour sa
DIRECTION DE L'EXPLOITATION GRANDES ENTREPRISES

EXPLOITANT CONFIRMÉ

Classe VII ou VIII si justifié

Il aura à développer et agrandir une clientèle constituée en majorité de grandes entreprises.

Compte tenu de la qualité du fonds de commerce et des prestations que la Banque souhaite lui offrir, ce nouveau Collaborateur devra impérativement être de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP) et s'appuyer sur une expérience d'au moins 5 ans de l'exploitation des grandes entreprises et de leurs besoins spécifiques. Une sensibilisation aux nouveaux produits financiers serait souhaitable.

Nous recherchons des candidats adaptables, rapidement évolutifs, à qui nous offrons à terme des possibilités d'évolution dans l'Exploitation France et, éventuellement, dans d'autres secteurs de la Banque.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prét. à la Direction du Personnel de la Banque LOUIS-DREYFUS 6, rue Rabelais - 75008 Paris.



CONTESSE TELEMATIQUE : (1) 36 14 91 88 CODE : CONTESS

SIEMENS

PARIS NORD

de l'audit interne au contrôle de gestion

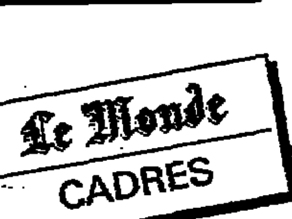
Filiale française de distribution de produits grand public de cet important groupe allemand, notre client renforce ses structures pour accompagner sa croissance très rapide et crée le poste d'AUDITEUR INTERNE, CONTROLEUR DE GESTION.

Rattaché à la Direction Générale auprès de laquelle il jouera un rôle important de conseil et d'information en matière de gestion et de développement, il devra d'abord définir et mettre en place le système d'audit interne en liaison avec les auditeurs du Groupe ainsi que les procédures de contrôle de gestion.

Agé d'environ 30-35 ans, vous êtes diplômé d'une grande Ecole de Gestion, si possible complétée par le DECS, et maîtrisez parfaitement l'allemand. Vous avez acquis une solide expérience de 3 ans minimum des méthodes d'audit et de contrôle de gestion dans une filiale de distribution d'un groupe international et êtes un utilisateur averti de l'informatique et de la micro-informatique. Vous êtes dynamique, ambitieux et réalisateur. Vous avez déjà prouvé vos qualités de gestionnaire. De réelles possibilités d'évolution vous seront offertes dans ce groupe important.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., et rémunération actuelle) à Monique Herbet, Arthur Young, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris La Défense, sous la référence 1001-M

ARTHUR YOUNG CONSEIL
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL



Vous avez une expérience réussie de quelques années et recherchez des possibilités d'évolution de carrière, des responsabilités réelles et définies, un travail en équipe, sur des sujets passionnants et de grande nouveauté.

Nous sommes une Société de grand renom dans le domaine de la Haute Technologie, notre développement est constant, nous recherchons :

2 ingénieurs chefs de projets

PM II – Mécanicien de formation avec des connaissances poussées du calcul EF, des techniques de modélisation, une expérience de bureau de calcul, d'études, d'engineering.

PE II – Electronicien de formation, avec de bonnes connaissances en mécanique des vibrations, une expérience de bureau d'études, de laboratoire, de développement.

Pour ces 2 postes vous aurez à piloter entièrement des projets soit : discuter les choix techniques avec le client, faire respecter les coûts et les délais, animer votre équipe. Les possibilités de contact avec le monde scientifique étant nombreuses, la pratique de l'anglais est souhaitée. Le lieu de travail est situé à Lyon, dans un cadre agréable.



ingénieur chef de mission

CM II – Diplômé GE, avec des connaissances approfondies en traitement numérique du signal, en informatique, une expérience des essais, mesures physiques.

Ce poste comporte la responsabilité d'informaticiens et de techniciens et se situe dans un environnement technique très valorisant. Le lieu de travail est sur le littoral méditerranéen.

Merci d'envoyer votre cv, photo, rémunération souhaitée (confidentialité absolue), sous la référence choisie à :




BERNARD MIGNOT CONSEIL
145, Chemin de Choulans - 69005 LYON

Groupe d'établissements financiers, situé en Banlieue Est de Paris nous recherchons notre

Responsable méthodes et procédures comptables

Ce poste s'adresse, bien sûr, à un confirmé, de formation maîtrise de gestion (ou DECS complet), possédant une expérience de 2 à 5 ans dans un poste d'organisateur en Cabinet Comptable ou en Société d'Audit et de bonnes connaissances en informatique.

• Participer à la conception, à la mise en place et à la maintenance des systèmes de gestion et d'information ;
• assurer l'interface entre les différentes directions de la société pour l'ensemble des aspects comptables seront ses principales missions.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Média-System, (réf. 1362), 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 PARIS, qui transmettra.

média-system

Crédit Mutuel d'Ile de France

RESPONSABLES D'AGENCE HF

*• **Votre expérience de plusieurs années dans le secteur bancaire** a fait de vous un véritable spécialiste dans ce domaine.*
• Vous désirez valoriser vos compétences et vos qualités de conseil et de service vous permettent de prendre la direction d'une de nos agences.
Grâce à votre sens commercial, vous apporterez des solutions personnalisées aux besoins nouveaux et aux attentes de nos clients. Animateur et gestionnaire, vous managerez votre équipe au sein d'une structure originale décentralisée et efficace.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence 11/RA, à la Direction des Relations Humaines et Sociales, Crédit Mutuel d'Ile-de-France, 19 Cité Voltaire 75541 Paris Cedex 11.

L'esprit pionnier

Seconder le responsable du service juridique et fiscal

Dans une grande banque située à Paris, proche de sa clientèle, nous souhaitons intégrer un collaborateur de premier plan soucieux d'un avenir de qualité.

A 30 ans environ, vous avez une formation supérieure + DECS, une expérience juridique et fiscale acquise en entreprise du secteur tertiaire ou en tant qu'audit.

Votre sens du dialogue, votre agilité d'esprit et votre ouverture à l'informatique vous permettront d'assurer les contacts avec nos fournisseurs, nos informaticiens et de prendre en charge la gestion des contrats et la fiscalité de notre entreprise.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à l'agence Anne Perru Conseil, 3, rue de Liège 75009 Paris, sous réf. 685.

ANNE PERRU CONSEIL

GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE
Chiffre d'affaires : 1,2 milliard - VAL DE LOIRE
recherche

contrôleur de gestion H/F

Chef de Service, rattaché à la Direction Générale, il sera Responsable des procédures et des outils du Contrôle de Gestion pour le Groupe en vue d'optimiser le fonctionnement et les résultats de toutes ses activités.

Ce poste conviendrait à un Diplômé de l'Enseigement Supérieur ayant acquis son expérience dans un poste de mêmes responsabilités en entreprise et possédant une bonne maîtrise des techniques informatiques et comptables. La fonction exige rigueur et méthode, goût du dialogue et force de persuasion.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 172 à C.K. 107, rue Lauriston 75116 Paris

LEVI TOURNAY / ASSCOM



Filiale d'un groupe international, spécialisée dans la fabrication produits tensio-actifs

recherche

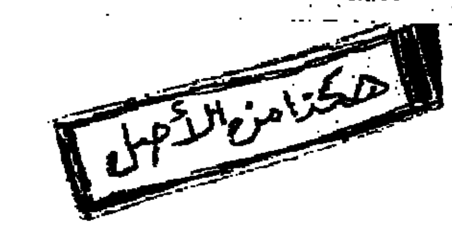
INGÉNIEUR CHIMISTE

DÉBUTANT OU PREMIÈRE EXPÉRIENCE, pour assumer des responsabilités au sein de son service production. Ce poste très formateur, permettant de faire ses preuves dans l'exercice de responsabilités concrètes, conviendrait à des ingénieurs chimistes diplômés grandes écoles témoignant de réelles qualités d'organisateur, d'animateur et d'une grande disponibilité.

La connaissance de l'allemand est indispensable.

Le poste est à pourvoir à Meaux Seine-et-Marne.

Ecrire sous référence H
SIDOBRE SINNOVA
BP 15 - 77101 MEAUX CEDEX.



UNIVERS DE LA GESTION

G.CAM ...nierie informatique
l'une des premières sociétés de services et ...ent implanté dans
- C.A. 300 MF, effectif 500 personnes - sur PARIS
des secteurs de pointe, reche...

CONTRO...R DE G...TION
confi...mé

...ôle de gestion.
Il définit et met en place le système de ...es qu'il a établies.
Il contrôle la bonne exécution des pro... de décision.
Son action est orientée vers l'aide à la ...ère et de l'étude de la rentabilité
A ce titre, il est chargé de l'analyse ...
des investissements. ...le de la Direction Générale et assure
Il réalise également des audits à la d...
le suivi budgétaire au niveau du Gr...ché au Directeur Financier, il travaille
Animateur d'une petite équipe et ...directeurs opérationnels.
en collaboration étroite avec les ...
...périence réussie du contrôle de gestion
Diplômé d'études supérieures, il a ...tos un secteur d'activité similaire.
de 6 à 8 ans, acquise de préféren...
...ndidat retenu bénéficiera d'une rémuné-
Dans un contexte jeune et créati... ...volution liées à sa valeur et à son efficacité.
ration motivante et de possibilité...
...s sous référence 350 au G.CAM,
Adresser c.v. et prét... ...maines, Tour Maine Montparnasse,
Direction des Ressourc... 75755 Paris Cedex 15.
Boîte Pos...

GCAM
UN GRAND ...M • DE GRANDS PROJETS

AXIAL Publicité

L'un des premiers groupes d'assurances du marché français cherche pour son siège (1 h 30 de Paris)

un auditeur, chef de mission

Au sein d'une petite équipe attachée directement à la présidence du groupe, venez mener avec une large autonomie des missions d'audit opérationnel et d'audit de management dans le groupe et ses filiales.
Vous êtes entraîné à rédiger et à présenter des rapports destinés aux plus hauts niveaux de décision et apte à dialoguer avec les responsables opérationnels ou fonctionnels dans la présentation et le suivi de vos recommandations.
HEC, ESCP, ESSEC + DECS, vous avez de solides connaissances comptables, financières et juridiques et 3 ans d'expérience de l'audit en cabinet ou en grande entreprise. Votre anglais lu et parlé est courant en raison d'importantes missions à l'étranger. L'audit, pour qui y réussit, est dans notre entreprise un excellent tremplin. (réf. 4919 LM)

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES
MEMBRE DE SYNTEC

Le Monde
CADRES

LA DIVISIO...
Equipement auto...obile
D'UN GROUPE IN...STRIEL

DE PLUS EN PLUS EXIG...NTE SUR LA
Qualit...
RECRUTE POUR SON USI... PRINCIPALE en
Norman...ie

SO...
«MANAGER ...QUALITÉ»

RESPONSABLE D... Service QUALITÉ
IL ...SRA
- L'INTERLOCUTEUR ...ES CONSTRUCTEURS AUTOMOBILE (les connaître sera ... + appréciable).
- LE MAITRE D'ŒUVRE DU PLAN « QUALITÉ » DE L'USINE.

Ingénieur Grande Ecole
- Moins de quarante ans.
- SON ESPRIT « QUA...ITÉ », SON DYNAMISME ET SON AUTORITÉ FERONT PAS...SER SON MESSAGE, à l'extérieur comm... à l'intérieur

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABS...UE et vous remercie d'adresser votre candid...ture (lettre manuscrite, C.V. détaillé, pho... et rémunération) sous réf. 8526 à

SC sélection con...il
98, AV. DE VILLIERS, 7501... ...ARIS

Montpellier

l'IDATE

recherche pour compléter son équipe plurid...naire, dans les domaines
- Organisation et Communication d'En...rise
- Economie et stratégies industrielles

1°.- Jeune ingénieur (EN... SUPELEC...)
- disposant des connaissances de be...t d'une capacité d'analyse pour les produits télé...tie, bureautique, téléinformatique
- apte aux contacts et à l'activité de co...tant (schéma directeur de communication, cahier des ...ges)
- possédant une très bonne connais...e de l'anglais.

2°.- Economiste
- ayant une expérience dans l'analy...e industries et marchés de l'information et de la communi...on (télécommunication, informatique, audiovisuel)
- intéressé(e) par l'économie ...strielle et l'économie prospective
- possédant une très bonne con...sance de l'anglais

Adresser CV et lettre man...te à Georges VIENNE
IDATE - Bureaux du Polyg... 34000 MONTPELLIER
Confident... assurée

Établisse...t financier
(40 p...onnes)
spécialisé...ns la gestion
de p...imoines
...HERCHE

...RISTE

ayant de très bo... compétences générales juridiques et fiscales,
10 ans d'expérie... ...ns un service juridique de banque
Il aura à consei... société pour ses opérations bancaires et la clientèle
pour des ...ires de gestion de patrimoines.

A...ser C.V. détaillé à : SOGIP
2... ...e Berri, 75008 PARIS.

Deux passions : la gestion et l'industrie

Un puissant groupe industriel (CA : 2 milliards F) leader dans son domaine, recherche pour l'une de ses divisions en plein développement.

UN CONTROLEUR DE GESTION

Autonome dans son action, il a pour mission de concevoir et de mettre en place les outils de gestion industrielle qu'il anime au niveau de deux établissements.

Il assure par ailleurs l'ensemble des tâches classiques de la fonction en milieu industriel : contrôle budgétaire, suivi des investissements, études de rentabilité...

C'est un jeune cadre de formation supérieure (ESC), ayant une expérience de quelques années à un poste similaire, si possible dans l'industrie de série, où il a participé à la mise en place de procédures comptables, administratives et de gestion.

Les possibilités d'évolution sont réelles pour un candidat de valeur.

Le poste, basé en proche banlieue Ouest de Paris, nécessite de courts déplacements.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 611 019 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN

Message à un (e) Jeune

CONTROLEUR de GESTION
FILIALES FRANCAISES ET ETRANGERES

Nous sommes un grand groupe industriel français et notre implantation est internationale.

Intégré (e) à notre équipe de CORPORATE FINANCE dont vous serez le benjamin, vous serez en formation en assistant les contrôleurs dans leurs missions auprès d'un groupe de filiales. Lorsque vous aurez fait preuve de votre capacité, vous prendrez progressivement en charge un «portefeuille» de filiales françaises et étrangères.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si, débutant ou ayant au plus un an d'expérience, diplômé (e) d'une des meilleures écoles de Gestion en option Finance, vous souhaitez intégrer un Groupe où l'on peut faire de très belles carrières à la condition d'être un gros travailleur, capable de se passionner pour son job et toujours à la recherche de l'excellence.

Vous parlez couramment anglais et si possible une autre langue.

Merci d'adresser CV et lettre de motivation sous référence M/103/BB à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

Jeune cadre financier

Pour faire face à un accroissement constant d'activités, notre département « OPERATIONS FINANCIERES » recherche un jeune cadre financier.

Il (elle) participera :
- au montage d'opérations financières : émissions de titres, prises de participation...,
- à la gestion administrative d'holdings financiers et de sociétés de portefeuille.

Ce poste conviendrait à un jeune cadre ayant une formation supérieure (Sciences Po, HEC ou équivalent), pouvant faire valoir une expérience de 2 ans minimum dans un service financier et souhaitant intégrer une structure légère au large champ d'intervention.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V.), sous la référence OP, à l'adresse suivante : **Compagnie Financière de Suez** - Direction du Personnel 1, rue d'Astorg - 75008 PARIS.

COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ

MEDIA BA

BANQUE PRIVÉE, FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE INTERNATIONAL IMPLANTÉ DANS QUARANTE-CINQ PAYS, nous cherchons pour notre agence de LYON un

Gestionnaire de portefeuilles-titres

Son rôle est double, il s'équilibre entre un travail de gestion : gestion de comptes-titres sous mandat, de comptes particuliers et institutionnels et des trésoreries des entreprises clientes, et une mission commerciale : prospection d'une clientèle de haut niveau.

28-35 ans, de formation universitaire ou bancaire, vous êtes soit un exploitant-clientèle privée confirmé, soit un gestionnaire de patrimoine commercial.

Notre agence de Lyon connaît une bonne réussite dans cette activité, et nos objectifs sont ambitieux.

Votre tempérament commercial, votre intégration dans la vie sociale locale, et votre connaissance de l'anglais sont autant d'atouts qui devraient vous conduire à les réaliser.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 521/LM, à Catherine de La Roche Saint André **JACQUES TIXIER S.A.** - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA BA

Immobilier de loisirs
Rejoignez le n° 1

PIERRE & VACANCES

Leader de l'immobilier de loisirs, nous sommes présents dans 50 stations les plus prestigieuses à la mer et à la montagne.
En plein développement, nous souhaitons intégrer un

RESPONSABLE DE PROGRAMMES

pour lui confier la gestion complète d'opérations sous tous les aspects : financiers, administratifs, juridiques et fiscaux, techniques...
La mission s'étend de l'élaboration du permis de construire à la livraison, elle inclut les négociations avec l'ensemble des intervenants : collectivités locales, notaires, maîtres d'oeuvres..., la gestion des appels d'offres et la maîtrise des travaux.
De formation supérieure (technique ou commerciale), vous avez une expérience de plusieurs années de la promotion immobilière, soit dans le montage, soit dans la gestion d'opérations.
Les perspectives d'évolution sont importantes dans la dynamique d'expansion de notre groupe.
Le poste, basé à Paris, implique des déplacements de courte durée.
Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence RP 1009 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
1 milliard 1/2 de CA - 4400 personnes

recherche pour son Siège Social
situé dans la banlieue sud ouest de la région parisienne

UN ADJOINT AU RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION CENTRAL

chargé de seconder le contrôleur de gestion, il aura pour mission la responsabilité :
- de la consolidation des tableaux de synthèse des divisions, des tableaux de marge industrielle et commerciale -
- du suivi des budgets (contrôle budgétaire, contrôles industriel et commercial)
- du suivi des procédures budgétaires
- du rapprochement des deux comptabilités générale et analytique.

Il participera activement au développement de l'informatisation des travaux au sein du groupe.

Profil souhaité :
- formation Ecole Supérieure de Commerce
- expérience professionnelle de 5 ans dans le contrôle de gestion industriel (ou comme AUDIT dans un cabinet anglo-saxon.)
- Maîtrise de l'analyse en direct costing.
- Bonne connaissance de l'anglais.

Des possibilités d'évolution de carrière sont envisageables au sein du groupe pour candidat de valeur.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 2835 à Lévi-Tournay/Asscom
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02. Discrétion assurée.

UNIVERS DE LA GESTION

Banque Morgan

Auditeur interne

Vous avez 1 à 2 ans d'expérience dans un cabinet d'audit international, un diplôme de Grande Ecole de Commerce (un DECS sera un atout suplémentaire) et une bonne maîtrise de l'anglais.

Le département d'audit interne de la Banque Morgan vous offre la possibilité :
● de collaborer à des missions d'audit dans des secteurs diversifiés, ● de participer à des projets spécifiques à la demande de la Direction ou de notre Siège, ● d'évaluer en collaboration avec les chefs des départements concernés les risques et procédures des nouvelles activités de la Banque, ● de développer et appliquer une approche globale d'audit.

Ce poste stratégique vous permettra d'acquérir une bonne connaissance de notre Banque et vous offrira d'importantes opportunités de développement de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo, CV sous réf. MA au département du Personnel Banque Morgan Guaranty Trust C° of New York, 14 place Vendôme, 75001 Paris.

ANNE PERRU CONSEIL

FINISTERE

CHEF DE SECTEUR

CLASSE VI OU EQUIVALENT

Banque régionale traditionnellement orientée vers le financement du secteur maritime, nous participons activement à l'évolution actuelle de l'activité bancaire et entamons notre diversification.
Pour cela nous souhaitons rencontrer un candidat à fort potentiel ayant déjà dirigé une ou plusieurs agences et souhaitant jouer un rôle dans l'économie locale.

Agé de 30 ans minimum, vous possédez une expérience bancaire de 8 à 12 ans et êtes sensibilisé aux questions maritimes.
De plus, dynamisme, équilibre, persévérance et efficacité sont les traits dominants, de votre caractère.

Votre mission consistera à :
- animer un groupe d'agences et de bureaux d'une trentaine de personnes, avec pour objectif de renforcer leur professionnalisme et leur efficacité, d' utiliser au mieux leur potentiel et dégager ainsi une rentabilité accrue.
- contacter les milieux professionnels du secteur afin de consolider et d'élargir les liens avec la clientèle existante dans le souci de diversifier, valoriser et rentabiliser nos prestations.

Si cette perspective vous intéresse, merci d'adresser lettre manuscrite avec c.v. détaillé et prétentions sous réf. 3642 à AXIAL Publicité, 27 rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra. Discrétion assurée.

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Notre Société d'électronique médicale employant plusieurs centaines de personnes, cherche à développer une gestion dynamique de son personnel basée sur une politique ambitieuse de formation et de communication.

Votre mission sera :
- de prendre en charge l'ensemble de la gestion du personnel, des services généraux,
- de participer activement au recrutement et à l'animation des relations humaines,
- d'assister la Direction Générale dans les instances paritaires.

Nous recherchons un candidat de formation supérieure, ayant acquis une solide expérience dans une fonction similaire.
La connaissance de la Convention de la Métallurgie serait un plus.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions) s/réf. 3637 au Service du Personnel, Société KONTRON, B.P 81, 78185 SAINT QUENTIN EN YVELINES CEDEX.

KONTRON SA

AXIAL Publicité

L'EQUIPE

Assistante administrative

Service du Personnel

Nous cherchons une assistante administrative pour seconder le Chef du Personnel : elle prendra en charge la gestion administrative du personnel, l'élaboration des statistiques et du bilan social, la gestion des assurances Personnel et Bâtiments. Elle participera en outre activement à l'élaboration des procédures et au développement de la gestion informatisée du personnel. Ce poste s'adresse à une candidate diplômée d'Etudes supérieures (Droit, DUT Gestion du Personnel...), ayant une première expérience réussie dans la fonction Personnel. Rigueur, dynamisme, sens de l'écoute, aisance dans les contacts sociaux sont les qualités essentielles pour la réussite dans ce poste. Lieu de travail : Paris - Août 1987 : Issy-les-Moulineaux.
Merci d'adresser lettre man., CV détaillé et prét. s/réf. 1170/M à Michèle RUDLOFF Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE

sélé CEGOS — PUBLIVAL — Membre de Syntec

PARIS

Société d'avocats internationalistes

Dans le cadre de son développement, THIEFFRY ET ASSOCIES crée un poste pour jeune gestionnaire.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF et FINANCIER

Budgets et prévisions, étude et suivi des projets et implantations à l'étranger, gestion du personnel, administration générale et approvisionnements, supervision comptable.

Ecrire avec CV à THIEFFRY ET ASSOCIES 2 rue Dufrénoy 75 116 PARIS

CONTESSE

SECRÉTAIRES

PARIS 8ème

Secrétaire de direction

Diplômée d'études supérieures
Parfaitement bilingue anglais/français

Collaboratrice du PDG d'une Société de commerce International - l'une des toutes premières dans sa spécialité - elle aura des activités de secrétariat variées (avec peu de frappe) qu'elle devra gérer intelligemment. Cette fonction implique rigueur, concision, mobilité d'esprit, aisance de contacts ; elle s'adresse à une secrétaire ayant une expérience de 5 ans environ, pratiquant la sténo anglaise ; de bonnes capacités de rédaction sont nécessaires ; autres langues que l'anglais appréciées. Rémunération d'un très bon niveau.
Adresser lettre man., CV détaillé et photo, sous réf. 71726/M à R. VERDET Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

PUBLIVAL — sélé CEGOS — Membre de Syntec

IMMOBILIÈRE MARCADET recherche
SECRÉTAIRE
42-52-40-40/42-23-73-73.

capitaux propositions commerciales

A VENDRE INSTITUT INFORMATIQUE ÉQUIPÉ AVEC CLIENTÈLE.
T. 47-70-31-25 M. GELMAN.

enseignement

COURS PRIVÉ HORS CONTRAT PARIS-8e cherche
PROFESSEUR
SCIENCES NATURELLES pour terminale.
Sérieuses références exigées. TÉL. : 45-22-10-40.

capitaux propositions commerciales

RECHERCHONS ENTREPRISE à reprendre. Secteurs cosmétique, pharmacie, santé. Possib. achat ou association. Ecrire à INTERTRADE 1, rue des Trois-Renards 31000 TOULOUSE.

propositions diverses

L'État offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur la revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (D16) BP 402-09 PARIS CEDEX 09.

Employeurs : des ingénieurs, cadres ou assimilés, sans emploi et désireux de ne pas le rester, disponibles pour vos emplois ou missions. Nouvelle rencontre d'entraide au reclassement jeudi 13 novembre, 12 heures, salle 344, 8, av. Ségur Paris-7e. Association GIER - CADRES Ile-de-France Rens. : (1) 30-90-65-05.

A VENDRE
200 photocopieurs à main COPY-JACO. Nouvelle fabrication. Livrables de suite, avec instructions en Français. Prix très intéressant. Contacter chiffre 44-63'604, PUBLICITAS, case postale CH-8021 Zürich.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

A vendre AX 11 TRE ttes options, année 87, 70 km Garantie 1 an. Prix 57.000 F. Téléphone : 39-89-01-47 après 20 heures.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 30 ans, tril. all., angl., sér. réf., cherche poste assistante direction, sect. comm./implantation étrangère Paris. Ecrire sous le n° 7 020 LE MONDE PUBLICITÉ, service annonces classées, 5, r. Montessuy, 75007 Paris.

CADRE SECTEUR SOCIAL PRIVÉ, EXPÉRIENCE DIRECTION ÉTABLISSEMENTS ET ASSOCIATION PRESTATAIRE DE SERVICES. SÉR. RÉF. 3e cycle de gestion PARIS-I SORBONNE. CHERCHE POSTE A RESPONSABILITÉS. Ecrire n° 0 800. LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, Paris-7e.

Cadre adm. fin DECS, recherche collab. temps part. ou ponct. Tél. : 40-05-19-50 h. b.

Ingénieur diplômé ESTP, 57 ans, expérience T.P., bâtiment, usines, anglais, espagnol, ch. situation ou mission. Ecrire sous n° 0 791 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, Paris-7e.

Homme 25 ans, cadre diplômé ESSCA, connaissant anglais, allemand, 3 ans expérience informatique et gestion, recherche situation évolutive. Adresser offre THIEBAULT, B.P. 110, 94190 Villeneuve-St-Georges.

Educatrice spécialisée + travailleuse familiale, 20 ans exp. enfance inadaptée, cherche emploi Paris, proche banlieue. Étudie toutes propositions. Ecrire sous le numéro 8 175 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, Paris-7e.

Ingénieur ECP, 23 ans, dégagé O.M., ch. poste informatique temps réel, traitement Signal. Département 06, 13, 83. Ecrire sous le numéro 8 176 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, Paris-7e.

INGENIEUR, responsable centre de profits, vente biens équipement, angl., all., recherche situation similaire. Ecrire sous le n° 8159 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7e.

Pâtissier devenu prof. philo puis délégué d'un ministre, trois livre publiés, peut se rendre disponible pour nouvelles perspectives. Ecrire sous le n° 8165 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7e.

Manager 31 ans, anglais, esp., notions danois, Ecole sup. commerce, maîtrise droit et sciences économiques, 6 ans ing. IBM, grands comptes, 2 ans directeur PME France, 1 an dir. PMI Scandinavie. CH. DIRECTION FILIALE EUROPE DU NORD. Ecrire sous le n° 8141 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7e.

FONCTION PERSONNEL
Femme cadre, 39 ans, convaincue de l'impact d'une gestion optimisée des ressources humaines sur les performances d'entreprises, propose expérience en recrutement, gestion de carrières, formation, communication et une formation de base 3e cycle, fonction personnel à entreprise, cabinet ou centre de formation. Ecrire sous le numéro 8 174 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, Paris-7e.

INGÉNIEUR AGRONOME
Agro Paris, H. 28 ans, anglais, ch. poste service développement ou technico-commercial. Ecrire sous le n° 8 173 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, Paris-7e.

J.F. 25 ans, dipl. DEA Economie, anglais, allemand, expérience dans org. international, cherche poste études économiques ou chargée de mission. Ecrire sous le n° 8 177 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue Montessuy, Paris-7e.

DIRECTEUR SOCIÉTÉ DE CAUTION, 15 ans d'exp. de l'analyse financière et du risque recherche en région Provence, Alpes, Côte d'Azur poste similaire ou resp. de gestion. Ecrire sous n° 8 178 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue Montessuy, Paris-7e.

TÊTE BIEN FAITE cherche **PATRON PERFORMANT**
10 ans informatique, 3 ans organisation, français, anglais, allemand. Correction, goût des voyages. Ecrire sous le n° 8 182 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue Montessuy, Paris-7e.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
J.F. 34 a., exp. secrétaire général secteur presse, connaissant reporting, anglo-saxon, juridique et gestion du personnel, recherche emploi stable dans société dynamique. Tél. 48-82-03-85 ou écrire Mme FROIDEFOND, 1, r. Dupertuis, 94500 Champigny.

A la recherche d'un poste de collaboratrice exécution publicitaire support ou agence, jeune femme, 12 années expérience dans presse, 43-57-64-11.

HOMME D'ENTREPRISE, 36 a., juriste, export., organis. DÉCIDÉ A CHOISIR nouvelles activités, vraiment en relation avec ses qualités d'homme de goût, de perspicacité et de force de conviction. Ecrire sous le numéro 8 183 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, Paris-7e.

J.F. 31 ans, cadre juridique, disp. d'une exp. prof. en contentieux et conseil dt social/dt des aff. Angl. courant. Informatique. Ch. poste à resp. recouv. dom. juridique ou autre de Sté dyn. PARIS/R.P. Ecrire sous le numéro 7 021 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, Paris-7e.

GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLES indépendant, 52 ans, cherche stage banque, agent de change, institutions, Tél. : 47-34-55-78, 9-10 h.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

FORMATION PROFESSIONNELLE

STAGE DE RECHERCHE ACTIVE D'EMPLOI (RAE)

Ingénieurs et cadres confirmés

Pour devenir performant en face des professionnels.
Pour comprendre et éliminer la cause des réponses négatives.
Investissez dans 15 jours d'entraînement intensif et d'évaluation objective pour acquérir l'organisation, la méthode et le systématisme qui permettent d'être en poste rapidement en sortant du circuit concurrentiel et éliminatoire habituel.
Renseignements à : PERSONNEL ASSISTANCE ET CONSEIL, téléphone (1) 42.70.36.10 - 10, place des Martyrs 92110 Clichy.

Cfd 43 56 76 05
Initiation au
JOURNALISME MULTIMÉDIA
cours du soir + stage pratique
début des cours le 6 janvier 1987

PROOF A VENIR
Cfd 43-56-76-05
initiation au JOURNALISME MULTIMÉDIA cours du soir + stage pratique. Déb. des cours le 6 janv. 1987.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

3e arrdt

RUE SAINT-MARTIN dernier étage GD STDG 100 m²
TERRASSE EXCEPT.
v. s/tout Paris. 46-24-93-33.

ÉTIENNE-MARCEL
Imm. p. de t., 2 P. à rénover. 400 000 F. 43-59-66-96.

8e arrdt

FRIEDLAND (près)
Bel imm. 200 m², 4e étage, 3 réceptions, 3 chambres. GARBI 45-67-22-88.

13e arrdt

BD DE L'HOPITAL
... de taille, plein soleil. SUPERBE 4 PIÈCES ... BRN 42-67-85-30.

2 GOBELINS P., bains, REFAIT NEUF. ... 000 F. 45-26-99-04.

BD DE L'HOPITAL
pierre de taille, plein soleil. SUPERBE 4 PIÈCES Alain BRN 42-67-85-30.

BD L'HOPITAL
pierre de taille, plein soleil. SUPERBE 4 PIÈCES Alain BRN 42-67-85-30.

15e arrdt

Paris-XVe, rue Brouesse. Part. vd appt 3 p., ... bon quartier, box, cave, 300 000 F. Tél. 45-...-17-77.

CAMBRONNE
Immeuble pierre de taille, placement ou ... opération. Appartements occupés, 300 000 à 500 000 F, Bâti Conseil Rénovation, 42-80-84-74, p. 233.

15e, VUE DÉGAGÉE Living double + 3 chambres. 45-33-29-17 ou 45-...-38-38.

MAIRIE DU XVe
65 m², séjour + chambre avec terrasse plein-pied 30, bel imm. récent, 10e étage sud, parkg. GARBI 45-67-...-88.

16e arrdt

PLACE VICTOR-HUGO dble récept. + 2/3 ch., 137 m², serv., gar., 43-54-23-...

AV. BUGEAUD, superbe récept., 2 chbres, 150 m². Trè jolie vue. Parfait état. CLASS. EXCEPT. Park. 46-24-93-33.

95- Val-d'Oise

QUARTIER CALME GARGES
F 4 habit. sans aucun frais. Balcon sur verdure, cave, parking. 5e étage, ascenseur, ... m², charges réduites, tous commerces à proximité. Sans vis-à-vis. 10 mn de la gare du Nord par SNCF.
Prix : 310.000 F
Téléphone : 39-93-91-08 Après 18 heures.

appartements achats

Recherche 1 à 3 pièces PARIS, préfère RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-20-67, même le soir.

GIERI S.A. RECHERCHE appartements même à rénover. Spécialistes 1er, 12e, 20e et Est de Paris. Service efficacité assurée. T. 8 ... 43-73-05-81.

AGENCE DE L'ÉTOILE
Met à votre disposition ses introductions auprès des sociétés françaises et multinationales de DIPLOMATES et HOMMES D'AFFAIRES à recherche d'appts HAUT STANDING.
ACHAT ET LOCATION
TÉL. : 47-63-...-78.

URGENT, APPARTEMENTS 16e, NORD OU S...
125 m², 3 CHAMBR. BUDGET 2 500 000 MICHEL BERNARD 45-02-...-43.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine, 75008 PARIS, recherche en location ou à l'achat APPARTEMENTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE, corps diplomatique et cadres de sociétés multinationales.
TÉL. : 45-62-78-99.

Etude cherche pour cadres villas ttes banl. Loyer garanti. (1) 48-89-89-66, 42-93-57-02.

Région parisienne

Pour cadres supérieurs et employés mutés IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE PÉTROLES recherche appts 2 à 6 p., studios, villas, Paris, banlieue. 45-03-30-33.

échanges

Limite Charente-Périgord, sur 10 000 m² clos murs, pavillon 7 p., tennis, piscine, sauna, salle billard, dépend. 300 m², 1 600 000 F ou échange appt Paris, Nice, Biarritz. Agence Deville 16 (1) 45-65-61-36.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux appts de standing, 4 p. et plus. 45-26-18-95.

bureaux

Locations

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + bureaux neufs. Démarches R.C. et R.M. SODEC SERVICES Champs-Elysées 47-23-55-47 Nation 43-41-81-81

Votre adresse commerciale ou **SIÈGE SOCIAL**
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPEC 42-93-60-50 +

ÉTOILE
très grand standing
BUREAUX MEUBLÉS
toutes durées, tous services. TÉL. : (1) 47-27-15-59.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
TÉL. : 43-55-17-50.

DOMICIL. CCIALE 8e
TÉLEX/PERMAN. TÉLÉPH. Travaux secrétariat, bureau Heure, 1/2 journée et journée.
AGECO 42-94-95-28.
(STATIONNEMENT AISÉ).

DOMICIL. DEP. 90 F/MOIS. RUE ST-HONORÉ 43-40-81-62 OU PARIS-12e 43-40-68-50. CONSTITUT. SARL 2 000 F/HT.

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE
16e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO. Loc. burx, secrét., tél., télex. Domiciliation : 170 à 390 F/M.
CIDES, 47-20-41-08.

FOCH BUILDING
INTERNATIONAL
Votre bureau équipé à PARIS. Tous services. GD STANDING Courte ou moyenne durée. DOMICILIATIONS ... AV. FOCH (17, sq. Foch) 75116 PARIS. Tél. 45-00-45-00. Télex 643-489 F.

BUREAUX ÉQUIPÉS
DE 15 à 100 m² STANDING
OUVERT 24 H/24
Loc. courte ou longue durée. Tous services : Tél., télécopie, télex, restaurant, parkings, secrétariat, tél. personnalisé.
ACTE 43-80-90-10.

DOMICILIATIONS
Forum des Halles, bureaux constitution de sociétés, télex, secrétariat. 40-26-15-12.

fonds de commerce

Achats

PART. rech. fds de restaurant de 40 à 50 couverts. Quartiers N.-D.-de-Lorette, Trinité, St-Georges, Liège, Rome, Villiers, 500 000 à 600 000 F max. Et ttes prop., 46-47-69-17.

Ventes

SUD-OUEST. Cycles, motos, motoculteurs, carburation, accessoires, atelier réparations, logt tt cft 120 m², 500 000 F. Possib. achat murs. Agence Deville (16) 45-65-61-36.

pavillons

Part. vend JOINVILLE-LE-PONT 10' RER pavillon de caractère, séjour, cheminée, avec terrasse s/jdin paysagé, 4 ch., petite dép. s/sol total, tt cft, excel. état, s/410 m², 780 000 F.

terrains

DRAGUIGNAN 83
Part. vd terrain 2 500 m² vue magnifique plein sud, calme, 210 000 F. Tél. 20-73-33-40.

immobilier information

Pour vendre ou acheter Maison, appartement château, propriété terrain, commerce sur toute la France AGENCE LAGRANGE ... Le Châtelier, PARIS-17e. ... : 16 (1) 40-54-08-08.

AGENCE MUTUELLE IMMOBILIÈRE
L'ENTREPRISE DU 3e TYPE!!
– Des honoraires moins chers (...en moyenne).
– Une garantie de paiement de loyers INTÉGRALE et UNIQUE.
... transactions immobilières : achats, ventes, locations, gérance locatives, etc.
A.M.I.
OUVRE SA NOUVELLE AGENCE A PARIS
22, rue ... 75009
Téléphone : 40-16-09-09 ...-22.

Le Monde
ECONOMIE

LUMIÈRE ET OMBRE AUX ÉTATS-UNIS

La Floride, deuxième centre financier

Grâce aux retraités, aux Latino-Américains... et à la drogue

MIAMI

LA Floride continue de ressembler à l'image du rêve américain. Les longues plages de la « côte dorée », d'un sable parfois importé, sont parsemées de couples du troisième âge ; les immeubles art déco en cours de rénovation sont assortis aux tenues pastel des héros policiers de *Miami Vice*, et la merveilleuse tour de l'architecte sino-américain Pei illumine le ciel tropical de la célèbre cité balnéaire.

Sous la carte postale de « mouroir ensoleillé » de la bourgeoisie du Nord affleure pourtant un Etat au dynamisme croissant, carrefour entre les mondes européen, latin, américain et caraïbe, plaque d'échange entre ces populations, *« porte des Amériques »* comme aime à le vanter la publicité.

Qui dit plaque tournante dit lieux d'accès. Le sud de la Floride n'en manque pas avec ses trois aéroports internationaux (1) — dont celui de Miami, désormais le deuxième des Etats-Unis pour les passagers (*19,3 millions*) comme pour le fret (500 000 tonnes par an) — et avec ses trois ports de mer (Miami, Fort-Everglade et Port-of-Palm-Beach) traitant plus de 18 millions de tonnes de fret et devant employer d'ici dix ans *soixante-quinze mille* personnes. Le seul port de Miami accueille deux millions de touristes de croisière. Plus au nord de l'Etat, Jacksonville reçoit l'essentiel des importations automobiles en provenance du Japon.

La plus grande zone franche

Accolées à certains de ces ports se trouvent des zones franches dans lesquelles les marchandises ne sont pas sujettes à droit de douane lorsqu'elles sont entreposées, exposées, exportées, remon*tées ou fabriquées. La plus* grande du monde — celle de Miami (74 000 mètres carrés d'entrepôts et de bureaux) — appartient et est gérée par des intérêts privés.

Qui dit échange dit surtout argent. Si le premier aéroport de *Floride a été construit* par la Pan Am dans les années 20 pour accueillir les riches touristes, l'émergence de Miami comme l'une des principales places financières des Etats-Unis est récente. *« En 1972*, rappelle un banquier de la Sun Bank, *il n'y avait aucune grande banque installée en Floride. Aujourd'hui, il y en a six cent cinquante dont deux cent cinquante à Miami et, parmi celles-ci, cinquante étrangères. »*

S'il y a des établissements *financiers*, c'est *qu'il y a* des dépôts. Un responsable de Paribas parle de 150 milliards de dollars, ce qui ferait de la Floride le deuxième centre financier des Etats-Unis, après New-York. D'autres statistiques placent l'Etat en *quatrième* ou cinquième position. Avec, bien sûr, un rôle important dans la gestion des fortunes : les retraités et les rentiers, tout le monde le sait, se déplacent avec leur argent. Dans un pays où l'on raffole des records, Miami a eu droit l'an dernier au « broker le mieux payé » des Etats-Unis.

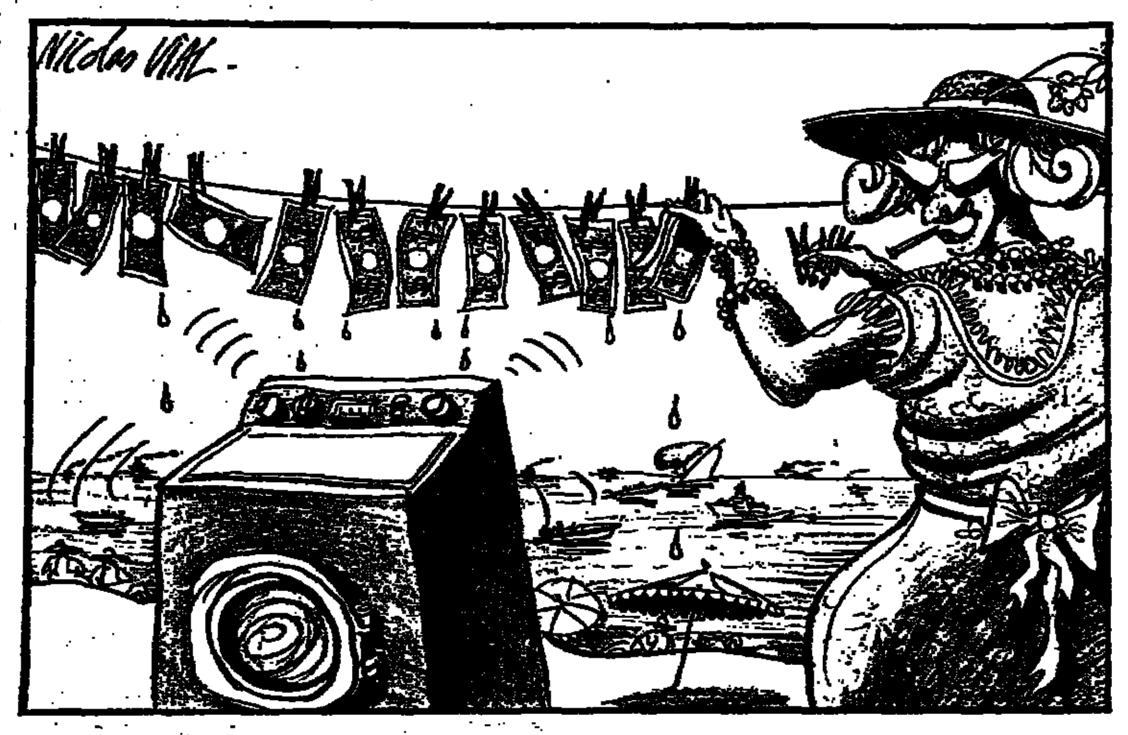
Une autre source de dépôts provient des Latino-Américains et des riches habitants des Caraïbes. Non seulement Miami a bénéficié de l'apport de quelque huit cent mille Cubains membres des classes aisées qui fuyaient le castrisme, mais elle reçoit toujours les placements des capitaux de Latino-Américains plus soucieux de sûreté et de rentabilité que de nationalisme. Dans son rapport sur le développement en 1985, la Banque mondiale avait estimé à 65 milliards de dollars ces pertes de capitaux pour les seuls Mexique, Argentine et Venezuela entre 1979 et 1982, ce qui représentait plus du quart de la dette de ces pays.

D'où cette froide constatation de M. Brown, l'un des responsables de la chambre de commerce du Dade Country (le grand Miami) : *« Quand ça va mal en Amérique du Sud, c'est bon pour Miami... d'autant que la place financière de Panama décline. »* Outre ses propres difficultés financières, voilà sans doute pourquoi la Bank of America a rapatrié quatre cents personnes des Caraïbes et d'Amérique du Sud à Miami.

La troisième source de revenus, c'est bien sûr l'argent tiré de la drogue. Tous les banquiers rencontrés à Miami jurent, la main sur le portefeuille, qu'ils n'ont jamais touché à cet argent-là. *« C'est le plus sûr moyen de se retrouver parachuté dans une petite agence au bout du monde »*, dit l'un. *« L'argent est déjà blanchi quand il arrive ici, en général dans les Caraïbes ou à Panama »*, affirme un autre. *« Pour les dépôts dépassant 10 000 dollars, les banques doivent exiger des justifications sur la provenance de cet argent »*, rappelle un troisième.

De fait, dans sa récente enquête sur le problème de la drogue, le Parlement européen cite uniquement Panama comme *« centre bancaire pour le trafic de la cocaïne »*. Mais, dans le classement des *« plus grands patrons de la Mafia »*, que vient de publier *Fortune* (2), le « boss » de Miami, Vincent Alo, dit « Jimmy les Yeux bleus », a, selon le très sérieux hebdomadaire américain, fait sa fortune dans le *« blanchissage de l'argent »* et dans les jeux. Et, dans l'intéressant ouvrage d'Ingo Walter, *l'Argent secret* — dont la traduction française vient de paraître (3), — l'auteur, qui s'appuie notamment sur des rapports au Congrès, écrit que *« le centre du blanchissage financier aux Etats-Unis se trouve à l'évidence en Floride »*.

D'après un rapport sénatorial de 1983, vingt-quatre banques de Floride avaient émis des bons de caisse pour plus de 3 % de l'ensemble de leurs dépôts, alors que ces titres de créance sont généralement considérés comme indiquant l'existence d'activités de « blanchissage ». C'est d'ailleurs en Floride, selon un rapport du Trésor américain, qu'il y a le plus grand nombre d'infractions bancaires.



« Quelque 75 % des stupéfiants, ajoute Ingo Walter, *pénètrent sur le territoire américain via la Floride : pour une valeur totale pouvant atteindre les 50 milliards de dollars par an. Le bénéfice net pour l'économie de la Floride dépasserait 10 milliards de dollars, le tout en argent liquide. »* (La police a d'ailleurs saisi 733 kilos de cocaïne, le 17 octobre, dans les conteneurs d'un cargo vénézuélien.)

Bref, qu'il soit lié au labeur des retraités, à la chance des rentiers, enlevé aux pays instables d'Amérique latine ou associé à la *drug connection*, cet argent facilite une activité bancaire d'autant plus rentable que la plupart des établissements financiers ne sont pas engagés dans des activités en Amérique du Sud, non plus que dans l'agriculture ou le pétrole, les trois principales sources actuelles des difficultés bancaires. D'où sans doute l'installation, ces dernières années, de quatre banques françaises (BNP, Paribas, Sudameris et Crédit lyonnais).

Il n'y a guère que l'immobilier qui a connu quelques problèmes. *« Depuis la crise sud-américaine, cela marche moins bien. Les prix ont chuté, les bureaux sont vides, et l'on a connu quelques désastres financiers. »* Faillite de caisses d'épargne (Saving and Loans), recherche de fusions (Centrust et Freedom Sand L), rachat de la banque Park par la Chase Manhattan, ont ponctué ces difficultés. *« Mais l'immobilier est une activité cyclique*, affirme un banquier, *et avec l'arrivée de mille personnes par jour en Floride cela devrait repartir. »*

Avec le carburant financier de fortes incitations fiscales (il n'y a pas d'impôt de l'Etat sur le revenu, ce qui permet aux salaires d'être de 20 % inférieurs à ceux de Californie par exemple), l'apport de qualité des Cubains (le gouverneur de Floride, Bob Martinez, élu le 4 novembre, est le premier gouverneur des Etats-Unis à être d'origine hispanique), la faible syndicalisation et l'attrait du soleil, la Floride n'attire plus seulement les rentiers.

Des activités de haute technologie

« Les arrivants des classes d'âge entre vingt-cinq et quarante-quatre ans prédominent désormais sur le troisième âge, et sont passés de 22 % à 27 % de la population en dix ans », explique une économiste de la Southeast Bank, Mme Tania Colly. Avec eux se sont implantées des activités de haute technologie, qui occupent désormais plus de cent quarante mille personnes, ce qui place la Floride au septième rang des Etats américains : Martin Marietta, McDonnel Douglas, Pratt et Whitney, Harris Semiconductor, IBM, Honeywell et bien d'autres sociétés sont désormais d'importants employeurs en Floride.

Preuve de ce dynamisme nouveau, de cette « nouvelle frontière » : malgré une population qui a augmenté ces dernières années de trois cent cinquante mille personnes par an (dont une partie de retraités), l'Etat a su créer cinq cent mille emplois en deux ans. Et son taux de chômage, avec 6 %, est inférieur de 1 point à la moyenne nationale.

BRUNO DETHOMAS.

(1) *Air France vient d'ouvrir*, après de longues négociations, une ligne directe entre Paris et Miami.

(2) *Fortune*, 10 novembre 1986.

(3) *L'Argent secret, les circuits, les hommes, les fortunes occultes*, par Ingo Walter. L'Expansion-Hachette, 298 p. 125 F.

Vers un déficit commercial permanent

par JEAN LEMPÉRIÈRE (*)

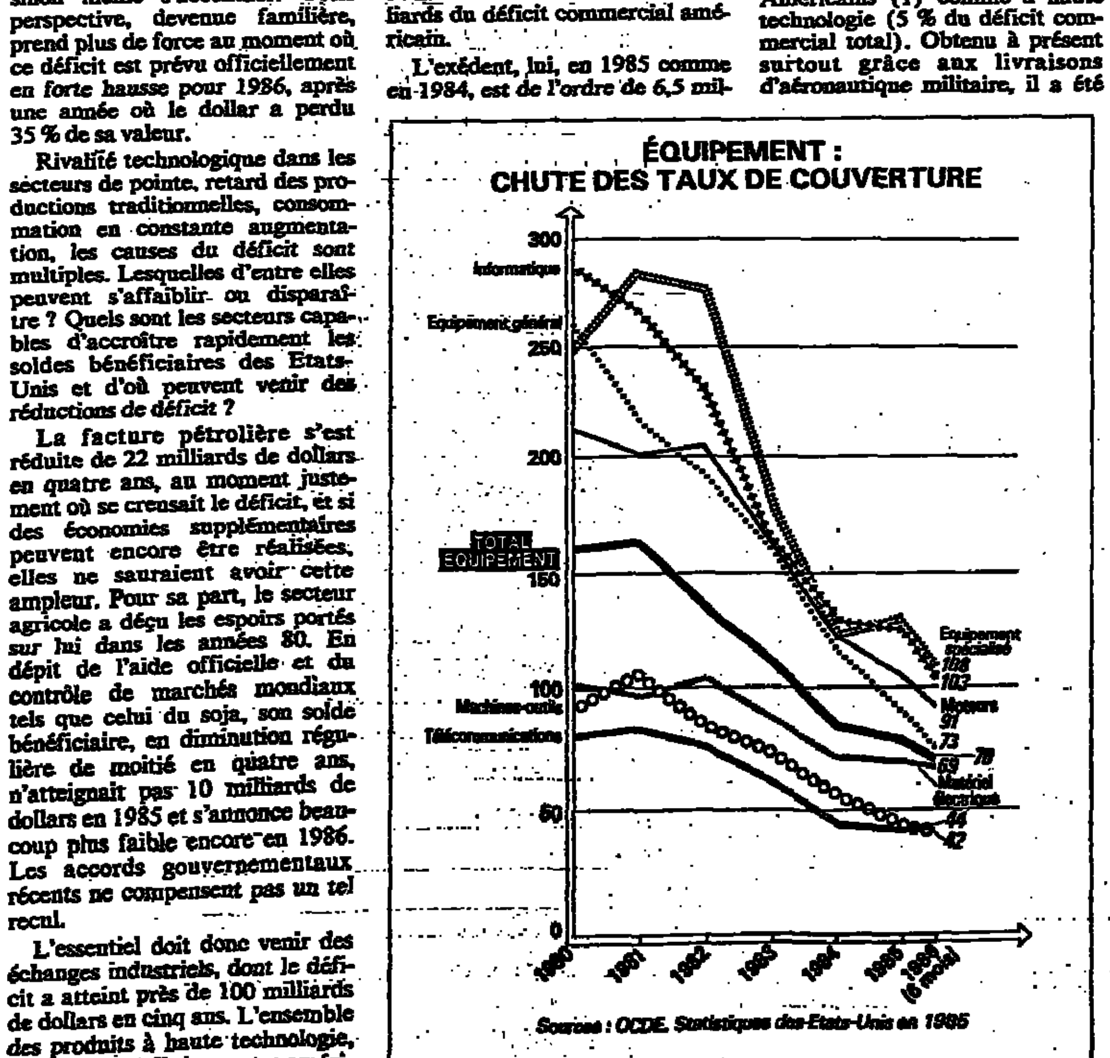
LE déficit commercial américain ne peut que se maintenir à un niveau très élevé au cours des années prochaines, sinon même s'accentuer. Cette perspective, devenue familière, prend plus de force au moment où ce déficit est prévu officiellement en forte hausse pour 1986, après une année où le dollar a perdu 35 % de sa valeur.

Rivalité technologique dans les secteurs de pointe, retard des productions traditionnelles, consommation en constante augmentation, les causes du déficit sont multiples. Lesquelles d'entre elles peuvent s'affaiblir ou disparaître ? Quels sont les secteurs capables d'accroître rapidement les soldes bénéficiaires des Etats-Unis et d'où peuvent venir des réductions de déficit ?

La facture pétrolière s'est réduite de 22 milliards de dollars en quatre ans, au moment justement où se creusait le déficit, et si des économies supplémentaires peuvent encore être réalisées, elles ne sauraient avoir cette ampleur. Pour sa part, le secteur agricole a déçu les espoirs portés sur lui dans les années 80. En dépit de l'aide officielle et du contrôle de marchés mondiaux tels que celui du soja, son solde bénéficiaire, en diminution régulière de moitié en quatre ans, n'atteignait pas 10 milliards de dollars en 1985 et s'annonce beaucoup plus faible encore en 1986. Les accords gouvernementaux récents ne compensent pas un tel recul.

L'essentiel doit donc venir des échanges industriels, dont le déficit a atteint près de 100 milliards de dollars en cinq ans. L'ensemble des produits à haute technologie, représente 37 % des ventes américaines de produits manufacturés. Les Etats-Unis en ont exporté pour 67 milliards de dollars en 1985 (62 milliards en 1984), soit la moitié seulement des 132 milliards du déficit commercial américain.

L'exédent, lui, en 1985 comme en 1984, est de l'ordre de 6,5 milliards de dollars pour l'ensemble des secteurs considérés par les Américains (1) comme à haute technologie (5 % du déficit commercial total). Obtenu à présent surtout grâce aux livraisons d'aéronautique militaire, il a été surplus réalisé en 1980. Le déficit récent de 17 milliards de dollars sur l'Asie souligne la fin du monopole américain sur les techniques de pointe signalée dans tous les domaines.



En cinq ans, les Etats-Unis ont accru leurs exportations d'un tiers tandis que leurs importations étaient multipliées par 2,4 dans les secteurs à haute technologie. Seuls ont amélioré leur solde l'aviation, la chimie organique et, bien faiblement, les ordinateurs (+ 200 millions de dollars).

Les reculs sont nombreux, parfois spectaculaires, et certains retournements de solde significatifs, comme pour les moteurs et l'équipement industriel général ; les semi-conducteurs et autres composants électroniques deviennent déficitaires pour 2,3 milliards de dollars.

Chaque secteur comprend des produits de qualité et de niveau technologique différent. De nouvelles techniques apparaissent. Mais le redressement de la balance commerciale américaine par la haute technologie ne sera ni rapide ni facile. En 1986, les échanges s'annoncent même déficitaires — pour la première fois — de 2 milliards de dollars.

Divers indices convergents renforcent ce point de vue :

● Le recul de la part des Etats-Unis sur les marchés mondiaux, même pour l'informatique, les instruments de précision ou le matériel aéronautique;

● La pénétration croissante des produits étrangers sur le marché américain, qui dépasse 30 % pour les semi-conducteurs, pour une partie du matériel industriel et même pour l'aviation civile;

● La détérioration du taux de *couverture qui en résulte*. Les ventes de produits à haute technologie, plus de deux fois supérieures aux achats en 1980, ne les dépassaient plus que de 11 % en 1985.

Pour des industries où la position mondiale des *Etats-Unis* paraissait solidement établie, telles que les secteurs-clés de l'équipement industriel, l'évolution du taux de couverture des importations par les exportations a pris l'allure d'un effondrement impressionnant.

Manque de compétitivité

Bien sûr, les produits sortis d'usines américaines ont été souvent remplacés par des produits venant des filiales installées à l'étranger. Mais les livraisons du Japon, par exemple, ou même de Taiwan n'en contiennent qu'une faible part. De toute façon, ce mouvement n'arrange pas la balance commerciale américaine et surtout fait mal augurer de son redressement. Et les bénéfices des filiales sont loin d'être repris intégralement dans la balance des paiements.

Le ton même des rapports officiels et leurs perspectives ne laissent guère présager une réduction du déficit : les prévisions sont souvent franchement pessimistes, insistant sur le manque de compétitivité. Les notes optimistes sont contrebalancées par une évaluation des progrès techniques des pays concurrents, qui fait prévoir malgré tout leur progression sur le marché américain comme à l'étranger.

« Les nouveaux pays industriels d'Asie accroîtront leur part du marché mondial principalement dans les secteurs à haute technologie, même si la valeur du dollar s'affaiblit », déclare explicitement le rapport du ministère du commerce. Seule perspective pour les industries en grande difficulté : produire à l'étranger et réduire les capacités de production aux Etats-Unis.

Cependant la faillite des échanges américains de biens de consommation et demi-produits est patente : exportations au-dessous de leur valeur nominale de 1980 ; taux de couverture des achats par les ventes tombé de 90 % à 49 % ; aucun secteur important bénéficiaire ou en net redressement. Pas d'amélioration au premier semestre 1986.

La défaillance des industries américaines traditionnelles ne se situe pas seulement au niveau des échanges extérieurs dans la compétition qualité-prix. Elle renvoie au dangereux déséquilibre de l'économie américaine, lié à une crise d'investissement. Depuis plus de trente ans, la productivité des pays concurrents s'est accrue plus rapidement que celle des Etats-Unis.

(Lire la suite page 38.)

(*) Conseiller commercial.

(1) Aéronautique et aérospatiale, informatique, instruments de précision de mesure et de contrôle, équipement électro-médical, une partie de l'équipement industriel, produits de chimie organique et inorganique, matières plastiques.

LUMIÈRE ET OMBRE AUX ÉTATS-UNIS

Vers un déficit commercial permanent

Un trou de 95 milliards de dollars

	EXPORTATIONS		SOLDES	
	1980	1985	1980	1985
TOTAL DES ÉCHANGES INDUSTRIELS ..	171	178	+ 11	– 95
Secteurs à haute technologie	51	67	+ 26	+ 7
Industries « traditionnelles »	34	34	– 21	– 64
Biens de consommation	86	77	+ 6	– 38

(En milliards de dollars).

Source : *Industrial Outlook 1986* du ministère du commerce – nomenclature américaine.

(Suite de la page 37.)

Progressivement, certains produits américains ont disparu des marchés, et les industries menacées n'ont pas été soutenues. Les producteurs et les investisseurs ont préféré chercher dans les branches nouvelles et les services des profits plus intéressants à l'abri de la concurrence.

Toutefois, la production industrielle est un ensemble : le détournement continu d'hommes et de capitaux des industries de base au profit des secteurs à haute technologie, de la distribution ou des formes nouvelles d'information aboutit à une désindustrialisation qui ne peut aller sans déséquilibre croissant des échanges.

La crise fait boule de neige : les difficultés de l'équipement et des produits intermédiaires sont officiellement attribuées à l'activité insuffisante des industries utilisatrices. Les capacités industrielles des Etats-Unis en sont au total fortement diminuées. Et la baisse du dollar, qui peut améliorer les conditions d'échanges de produits compétitifs, ne peut rien pour les productions insuffisantes ou retardataires.

Le grand déphasage

Les bases manquent à présent pour une reprise des exportations ou même pour la reconquête du marché intérieur. C'est pourquoi, dans les meilleures conditions, une telle reprise ne peut être que partielle, limitée aux secteurs de pointe, et d'une incidence très provisoire.

Les importations, qui se sont gonflées des deux tiers en trois ans, sont dès lors au premier plan. Recourant de plus en plus au crédit, la consommation des ménages se maintient à un niveau élevé. Malgré la baisse du dollar, les fournisseur étrangers ont pu jusqu'à présent en profiter en comprimant leurs marges.

Le déphasage entre production et consommation a laissé, en quelques années, plus de 10 % du marché des produits manufacturés le plus important du monde aux importations, sans compensation à l'extérieur. C'est ce que reflète l'actuel déficit commercial américain.

Pour longtemps sans doute, car le renouvellement des capacités de production demande du temps. Il implique surtout d'autres options et un autre comportement chez les chefs d'entreprise, les banquiers, ceux qui effectuent les choix décisifs, chacun en fonction de l'intérêt de sa firme. Leurs investissements et désinvestissements ont plus de poids que les décisions du Congrès et les déclarations de la Maison Blanche.

Que faut-il donc attendre aux Etats-Unis d'une économie privilégiant la haute technologie et les services ? Actuellement, pas de réduction des besoins du consommateur, et peu de produits nouveaux qui satisfassent mieux la demande quotidienne. Jusqu'à présent les nouvelles technologies n'ont pas débouché sur des productions de masse compétitives.

Comment les Etats-Unis feront-ils face au déficit et à l'endettement accumulés ? Tous les pays sont concernés, la perspective d'un déséquilibre permanent n'étant pas sans risques pour les échanges mondiaux. Toutefois le développement des secteurs de pointe et les insuffisances de l'industrie rendent impraticable un protectionnisme systématique.

JEAN LEMPÉRIÈRE.

PUBLICATION JUDICIAIRE

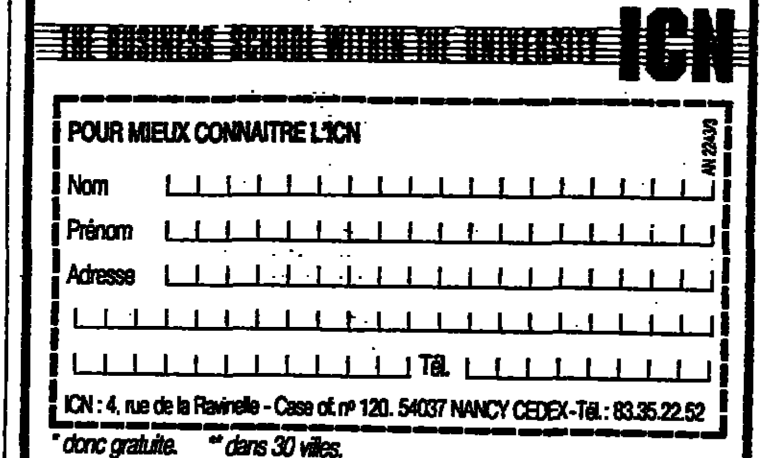
Par arrêt du 26 mars 1986, la cour d'appel de Paris – 11e Chambre des appels correctionnels – a confirmé sur la culpabilité le jugement de la 17e Chambre du tribunal correctionnel de Paris qui, après avoir écarté l'exception de Bonne Foi invoquée, avait condamné à CINQ MILLE FRANCS d'amende le journal « Minute », en la personne du directeur de publication, M. Goudean, pour le délit de diffamation publique envers un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions (Madame Alric – Dupuy, président du tribunal correctionnel d'Avignon).

La cour a retenu « que c'est à bon droit que les premiers juges ont refusé le bénéfice de la bonne foi au prévenu qui ne s'est livré à aucune enquête sérieuse avant de publier l'article litigieux... », jugé diffamatoire.

La publication, dans trois journaux au choix de la partie civile du jugement du tribunal correctionnel de Paris et de l'arrêt de la 11e Chambre de la cour d'appel de Paris, a été ordonnée par ces deux juridictions.

Henri Coupon, avocat au Barreau d'Avignon.







La « petite économie » hongroise

par WLADIMIR ANDREFF (*)

ADOPTÉ en 1968, le « nouveau mécanisme économique » réformait l'ensemble du système de régulation. Les ministères sectoriels de type soviétique ont été supprimés en 1981 et l'année suivante l'économie parallèle était rendue légale. On vit à présent les effets d'une relance de la réforme entérinée par le congrès du Parti socialiste ouvrier hongrois en mars 1985.

L'audace des économistes réformateurs, ayant l'oreille du gouvernement, est de persévérer, alors que l'environnement économique se détériore. Face à une double contrainte extérieure se sont imposées une politique d'austérité et une phase de croissance lente, au taux annuel moyen de 1,1 % entre 1980 et 1985. Depuis quatre ans, le secteur des entreprises d'Etat est en croissance zéro, l'économie nationale étant tirée par le seul développement de la « petite économie ».

Artisan et salarié

La notion de petite économie est en train de remplacer les expressions de seconde économie ou d'économie parallèle dans le langage courant. Elle désigne à la fois l'extension du secteur privé, la légalisation des occupations rémunérées hors de l'emploi principal et la déconcentration des grandes entreprises d'Etat. A présent, il n'existe pas moins de onze formes de petite économie.

Les trois quarts de la population active prennent part, de quelque façon, à ces activités directement branchées sur le marché. La plupart des individus y travaillent à temps partiel, tout en conservant un emploi dans l'administration, dans une grande entreprise ou dans une coopérative. Ils cumulent ainsi une position de petit entrepreneur ou d'artisan et un statut de salarié, consacrant deux à trois heures par jour – plus le week-end – à la petite économie, en sus des trente à trente-cinq heures effectives passées sur le lieu de travail principal.

Un des paradoxes hongrois s'éclaire : pendant que la durée officielle du travail baisse et que les congés payés augmentent, le temps libre ne s'accroît pas et l'absentéisme s'allonge. Où est passée la différence ? Au travail dans la petite économie.

A dire vrai, la plupart des formes de la petite économie ne développent pas l'esprit d'initiative des participants. Tel est le cas de l'expérience originale des communautés de travail formées par des employés passant contrat avec leur propre entreprise pour travailler en dehors des horaires normaux avec le matériel de l'entreprise. C'est assurément un moyen d'obtenir des gains supérieurs, mais sans aucune prise de risques, car l'entreprise garantit à la communauté de travail ses approvisionnements et la vente de ses produits. Esprit d'entreprise es-tu là ? Silence.

La petite économie est parfois critiquée pour les inégalités de revenus qu'elle provoque et surtout pour son effet délétère sur l'efficacité du travailleur dans son activité principale. Le gouvernement continue néanmoins d'apporter son soutien à l'éclosion des petites entreprises, avec un empressement moindre que celui souhaité par ces PME socialistes. Un engagement de l'Etat en leur faveur paraît d'autant plus nécessaire aux petites entreprises qu'elles ne disposent d'aucun organe de représentation de leurs intérêts, à l'exception d'une section de la chambre de commerce, contrairement aux grandes entreprises, dont les « lobbies » sont présents jusqu'au sein du comité central du parti.

Déconcentration

Pour lutter contre la mainmise des grandes entreprises sur l'économie, une campagne de démantèlement des trusts d'Etat a été déclenchée en 1980. Cette déconcentration s'avère difficile à réaliser pour trois raisons : le risque de rupture des interdépendances techniques entre les nouvelles entités est élevé; la taille des trusts est appropriée aux livraisons sur le vaste marché soviétique; les nouvelles unités n'ont pas la capacité de rembourser les emprunts contractés préalablement par le trust dont elles sont issues.

Un peu plus de huit cents entreprises réalisent la totalité de la production industrielle (contre sept cents en 1980). La déconcentration n'a touché en fait que l'agro-alimentaire et le secteur des réparations.

La réduction du pouvoir de monopole des grandes entreprises sur le marché hongrois a ensuite été tentée de l'intérieur, en 1985, par plus de démocratie industrielle. Désormais, l'entreprise d'Etat est gérée par un conseil composé pour moitié de délégués des salariés, élus directement à scrutin secret ; l'autre moitié rassemble des dirigeants des divers établissements de l'entreprise. Le conseil élit et démet le directeur de l'entreprise. L'entreprise gérée par l'administration d'Etat ne subsiste que dans les services publics et pour quelques firmes liées à la défense nationale.

A cinq exceptions près, les anciens directeurs ont été réélus par les conseils. Autogestion formelle, dira-t-on? Ou limitée à cinq entreprises en crise où l'élection fut plus ouverte et où un véritable pouvoir d'autogestion a fonctionné? Il n'en reste pas moins que cette réforme de la gestion coupe le cordon ombilical qui relie traditionnellement, en économie socialiste, les gestionnaires des entreprises à l'administration. S'il veut être réélu, le directeur doit prêter attention à la base autant qu'à la hiérarchie.

Afin d'établir plus d'égalité et de concurrence entre les entreprises, une réforme du système fiscal est sur les rails. Il est notamment envisagé d'introduire la TVA en 1988, en substitution du vieil impôt sur le chiffre d'affaires. Le mérite en serait à première vue d'uniformiser le taux de l'impôt : actuellement, l'imposition réelle des entreprises sur leur chiffre d'affaires est différenciée au gré de leurs marchandages avec l'Etat portant sur l'impôt et les subventions.

A cet argument des partisans de la TVA, qui sont légion parmi les réformateurs, d'autres experts opposent que le gouvernement pourra toujours différencier les taux de la taxe. De plus, la probable hausse des prix de détail mécontentera les consommateurs dans la mesure où la conjoncture actuelle ne permet guère une compensation par des hausses salariales sensibles.

L'épargne des ménages

Dans ces conditions, comment attirer l'épargne des ménages hongrois vers le financement de l'industrie, grande ou petite? Les dépôts en caisse d'épargne s'élèvent à plus de 200 milliards de forints (1), alors que les investissements de la population dans la petite économie n'atteignent que 8 milliards et les achats d'obligations 4 milliards. Un marché des titres a été créé à Budapest en 1983, dont les séances se déroulent dans les locaux de la Banque d'Etat pour le développement. Y sont négociées des obligations portant 11 % d'intérêt, sauf pour les titres dont une partie de l'intérêt est « réelle » – le rendement financier est ramené dans ce cas à 5 ou 7 %. Il s'agit en l'occurrence de titres émis par des entreprises dont les services sont très recherchés (téléphone, gaz) ; les souscripteurs obtiennent l'avantage d'être servis en priorité. Aucune de ces obligations ne donne un droit de propriété ni la possibilité d'accumuler.

On touche là une question dans l'air du temps à Budapest : comment mettre en place un marché du capital propice à la mobilité des capitaux vers l'industrie et entre ses branches ? Quelques sociétés de capital-risque ont vu le jour.

(Lire la suite page 40.)

(*) Professeur à l'université Grenoble-II.

(1) Un forint vaut 0,16 F environ ; sa valeur fluctue quotidiennement depuis le 1er janvier 1985.

Une double contrainte extérieure

PASSÉE tout près d'une crise d'insolvabilité en 1982, la Hongrie a mis en place, après son adhésion au FMI, un programme d'ajustement. Depuis, le commerce en devises convertibles a été redressé, qui a dégagé un surplus de 720 millions de dollars en 1984 réduit à 300 millions en 1985. Toutefois la dette extérieure brute en devises se monte actuellement à 11 milliards de dollars, alors que la Banque nationale de Hongrie a reconstitué des réserves d'or et de devises à hauteur de 5,4 milliards de dollars.

Quant au commerce en roubles, il est constamment déficitaire, à l'exception d'un excédent de 250 millions de roubles en 1985 qu'aucun expert ne juge durable. La Hongrie a donc aussi un endettement extérieur en roubles de 1,4 milliard.

Pour faire entrer des devises, le tourisme et les investissements étrangers sont sollicités. En cinq ans, le nombre des touristes provenant des pays non socialistes a crû de 70 % et leur durée de séjour de 40 % (800 millions de dollars de recettes).

Les procédures d'accueil des capitaux étrangers ont été assouplies le 1er janvier 1986 ; les exemptions fiscales en faveur des investisseurs étrangers ont été étendues. Il y a une cinquantaine d'entreprises conjointes fondées avec des capitaux étrangers en Hongrie. Un des nouveaux venus, Adidas, contrôle à 51 % sa filiale de production hongroise.

Tout cela ne suffirait pas à atteindre l'excédent commercial planifié – 350 à 400 millions de dollars – pour 1986. Des réformateurs souhaitent une dévaluation immédiate du forint, de 50 %. D'autres se félicitent que leur pays ait abandonné sa participation à un projet d'investissement commun avec l'URSS. L'abandon d'un second projet est envisagé, malgré les pressions de Moscou pour plus d'intégration dans le COMECON.

Une relance de la croissance par les investissements est en effet jugée irréaliste par les milieux réformateurs. De grands projets seraient des machines à transformer des dollars d'importation en roubles d'exportation, alors même que cette relance accroîtrait la consommation et donc aussi les achats à l'étranger. L'échec de la relance de 1981 en France est en tout cas abondamment commenté à Budapest.

W. A.

La chronique de Paul Fabra

Amérisclérose

« PLUS de quatre cent mille emplois ont été perdus dans le secteur manufacturier américain depuis vingt-quatre mois. Par rapport à 1980, les Etats-Unis comptent deux millions d'emplois industriels bien payés en moins, compte dûment tenu de ceux qui ont été créés durant l'intervalle. Il est vrai que pendant cette période le nombre des personnes travaillant a augmenté de quelque neuf millions.

» Mais ce n'est pas se livrer à la polémique que de remarquer que presque 60 % d'entre elles sont occupées dans des « services divers » où le salaire moyen pour le chef d'une famille de quatre personnes dépasse seulement de 25 % le seuil de pauvreté. 30 % d'entre elles ont été embauchées dans des activités commerciales, notamment les ventes au détail, où le salaire moyen est égal à 82 % du seuil de pauvreté. »

L'auteur de ces lignes, extraites d'un article publié par la *National Review* du 21 novembre, n'est pas un démocrate « libéral », autrement dit ne fait pas partie des socialistes selon la terminologie américaine. Il s'agit, au contraire, de l'un de leurs adversaires les plus déterminés : Lewis Lehrman, le rival malheureux, aux élections de 1982, de l'actuel gouverneur de l'Etat de New-York, Mario Cuomo, qui vient d'être réélu triomphalement.

Lewis Lehrman serait sans doute le premier à mettre en doute la signification effectivement très contestable du concept statistique de seuil de pauvreté. C'est un fait que les Etats-Unis continuent d'accueillir des centaines de milliers d'émigrés venus de tous les continents chercher à New-York et ailleurs un « boulot », précaire ou non. Il ne faut donc pas s'étonner de l'accroissement plus que proportionnel des emplois les moins bien rémunérés. Il n'empêche que, simultanément, la partie prospère de la population a très probablement diminué en nombre.

Faut-il voir dans les chiffres cités la confirmation d'une tendance générale à l'appauvrissement de la société américaine ? Ou bien encore la traduction d'un malaise industriel ? Beaucoup le pensent, et pas seulement à gauche. Le thème est en passe de prendre ou de reprendre la première place dans le débat public, à côté, il est vrai, de quelques autres sujets pas plus réjouissants, dont la duplicité de la Maison Blanche dans la conduite de la politique étrangère.

Comme il est difficile aux Etats-Unis d'incriminer on ne sait quel manque de flexibilité du marché de l'emploi, le coupable de plus en plus désigné pour expliquer la détérioration de la situation industrielle, c'est le management lui-même. Les dirigeants des grandes entreprises auraient été incapables de prendre à temps le tournant. A cause de leur incurie, l'appareil de production américain accuserait globalement un retard non seulement par rapport à celui des Japonais, mais aussi par rapport à celui des Européens, considérés tout compte fait comme plus diligents.

IL n'y a pas très longtemps, il est vrai, les experts américains et non américains, privés ou publics, estimaient tout aussi péremptoirement que l'homme malade de l'économie moderne, c'était le vieux continent européen. On a donc quelques bonnes raisons d'accueillir le thème de l'amérisclérose avec une grosse pincée de sel. Mais on en a aussi de bonnes pour examiner sérieusement l'inquiétude des Américains qui soupçonnent l'Amérique d'être à son tour atteinte d'une grave maladie de langueur.

Les signes ne manquent pas dans la vie courante qui paraissent l'attester, à commencer par un manque d'intérêt très fréquent pour l'accomplissement des tâches les plus quotidiennes et les plus nécessaires. C'est en tout cas à la lumière de cette interprétation pessimiste que les nouvelles en provenance de l'industrie sont aujourd'hui accueillies et interprétées.

General Motors vient-elle d'annoncer la fermeture de cinq usines, accompagnée du licenciement de vingt-neuf mille personnes, qu'aussitôt les dirigeants de la grande firme automobile sont accusés d'avoir trop longtemps été obsédés par le souci prioritaire de la dimension. La firme, au début des années 80, détenait encore 45 % du marché. Cette part a diminué depuis lors sous la poussée de la concurrence étrangère. Elle n'est plus que de l'ordre de 42 %.

Cependant, l'objectif de General Motors est, coûte que coûte, de s'opposer à cette évolution. Le plan de réorganisation qu'elle a récemment mis en œuvre ne s'est traduit par aucune compression de personnel. Au contraire, on a augmenté les effectifs en vue de reconquérir — jusqu'à ce jour en vain — une portion du terrain perdu. Ford, qui emploie aux Etats-Unis et dans le monde environ moitié moins de main-d'œuvre, fait aujourd'hui des profits plus importants. La politique de General Motors serait de plus en plus dispendieuse pour un résultat incertain.

Un fait peut-être plus que tout autre significatif semble révéler que la stratégie dont les dirigeants de General Motors se sont toujours enorgueillis pouvait s'inspirer d'un comportement de fuite en avant. Ainsi, le projet Saturne devait permettre la construction de l'usine radieuse de l'avenir où serait fabriquée une petite voiture *« entièrement américaine »* aux caractéristiques tout aussi imprécises que les conditions *« complètement nouvelles »* de sa production. La trop banale impossibilité de trouver aux Etats-Unis les fournisseurs pour les pièces détachées — qu'on fait venir depuis de nombreuses années, pour la fabrication des voiture courantes, du Japon, du Mexique et de beaucoup d'autres pays — a porté un coup sans doute fatal aux rêveries saturniennes des managers privés d'humour de la grande firme automobile.

Quel vice caché a-t-il pareillement empêché ATT de réaliser ses vastes ambitions ? Il y a deux ans et demi, rien ne paraissait pouvoir s'opposer à leur accomplissement. Allégée par l'indépendance rendue à vingt-deux sociétés de téléphone régionales, la grande compagnie se présentait déjà comme la rivale d'IBM dans le domaine des communications. Cependant, à la place des profits attendus, les pertes se sont accumulées. Dans une industrie où l'emploi à vie était souvent la règle, il a fallu réduire les effectifs de quelque trente-cinq mille personnes, soit 10 % environ, en l'espace de vingt-quatre mois.

« Notre plus grand problème, déclarait récemment au *Wall Street Journal* le nouveau président d'ATT, *c'est l'angoisse qui s'est emparée d'une partie de notre personnel. »* La démoralisation aurait pour origine une perte de confiance dans la capacité des managers à véritablement diriger la compagnie. Dans d'autres circonstances, on n'aurait peut-être guère parlé de la décision prise par IBM d'interrompre l'activité de l'un de ses deux centres les plus importants de pièces détachées. Bien qu'il s'agisse de la plus importante fermeture depuis dix ans, cette mesure ne touche que neuf cent quatre-vingt-cinq employés, ce qui est peu à l'échelle de cette grande société.

CES événements épars et pas nécessairement liés les uns aux autres auraient-ils été présentés de la même manière si l'un des membres les plus en vue de l'administration Reagan, le secrétaire adjoint au Trésor Richard Darman, n'avait pas, le 8 novembre, lancé un gros pavé dans la mare ? Comme pour conférer à ses propos la charge de provocation maximale, il les a prononcés devant un auditoire d'hommes d'affaires japonais en visite à Washington. C'est donc devant ces étrangers qu'il a notamment déclaré : *« Les grandes entreprises américaines tendent à être boursouflées, allergiques au risque, inefficaces et privées d'imagination. »* Et de poursuivre : *« Nombreux parmi les managers les mieux rémunérés sont ceux qui montrent une propension plus grande à s'intéresser à leurs performances au golf qu'à l'encouragement de la recherche et du développement. »*

Selon l'orateur, une des maladies dont souffre l'économie américaine est la *« corpographie »* (de *corporate,* qui veut dire « grande entreprise »), c'est-à-dire *« la tendance des grandes sociétés à mimer les méthodes bureaucratiques qu'elles reprochent avec tant de véhémence à l'administration ».* Les corpocrates en question se sont encore vu accuser de faire preuve d'un esprit *« provincial »* ignorant des cultures étrangères. En veine d'impertinence, il devait encore ajouter : *« Et si vous voulez discuter avec les intéressés de ces quelques remarques, vous feriez bien de ne pas les appeler au téléphone avant 10 heures du matin, ni après 4 heures de l'après-midi, à moins que vous ne connaissiez leur numéro d'appel à bord de leur voiture particulière. »*

Par ces quelques réflexions acerbes, Richard Darman a apporté de l'eau au moulin des *raiders,* tel le célèbre T. Boone Pickens, dont les exploits défraient la chronique boursière. Ces financiers de haut vol montent, à coups d'emprunts, des OPA de plus en plus hardies dans l'intention de prendre le contrôle de sociétés de plus en plus énormes, en offrant à leurs actionnaires des prix de rachat alléchants. La crainte d'un raid dévastateur est-elle un aiguillon pour des managers sclérosés ? Ou bien, au contraire, la menace constante sous laquelle les *raiders* tiennent les grandes compagnies a-t-elle pour effet d'exacerber leurs défauts, obligeant leurs gérants à mener leurs affaires en fonction de considérations à très court terme ?

LE débat sur ce thème continue à faire rage. Des deux côtés de la barrière, et c'est là le fait nouveau, on essaie d'enrôler dans son camp l'actionnaire de base. Le temps n'est plus où il était à la mode de vanter le dynamisme des managers qui avaient pris en charge un capitalisme désormais libéré de l'influence de la classe honnie des propriétaires, gros et petits. L'actionnaire est présenté aujourd'hui comme l'arbitre suprême. Mais peut-on s'attendre que celui-ci se comporte comme un propriétaire responsable et soucieux de la prospérité à long terme de son bien ?

Il existe aux Etats-Unis, il est vrai, à peu près quarante-sept millions de détenteurs d'actions, mais la grande majorité d'entre eux n'agissent pas directement. Les actions qu'ils possèdent sont gérées par des institutions dont les gérants cherchent à encaisser les plus-values les plus élevées à la faveur souvent de coups préparés par les *raiders.* La crise a révélé que le capitalisme sans capital était une formule dangereuse. Le capitalisme sans propriétaires responsables se révélerait-il plus viable ?

La « petite économie » hongroise

(Suite de la page 39.)

Le passage à un système pluribancaire n'en est qu'à ses premiers balbutiements, faute, pour les nouvelles institutions bancaires hongroises, de pouvoir concurrencer la Banque nationale. Ici encore, 1988 est l'échéance décisive.

La loi sur les faillites qui aurait dû être votée par le Parlement en 1985 a été ajournée. En son absence, des réformateurs réclament que les entreprises insolvables puissent être mises aux enchères et vendues à leur valeur de marché. Préalable : les comptes des entreprises doivent être publiés. Les gestionnaires des entreprises d'Etat seraient ainsi obligés de se préoccuper de la valeur des actifs qui leur sont confiés, donc de leur taux de rentabilité et des profits escomptés pour le futur.

Allant plus loin, certains suggèrent carrément d'introduire des sociétés par actions — à terme, une Bourse à Budapest, — sous l'argument qu'un actionnaire est toujours vigilant quant à la valeur de ses titres de propriété. Dans les couloirs des instituts de recherche, deux formules circulent : soit distribuer des actions aux employés des entreprises, soit transformer en actions les emprunts levés par les banques au profit des entreprises. Ces titres seraient accessibles à des organisations de propriétaires ou à des clubs d'investissement. Un réformateur nous a même confié sa préférence pour une troisième solution : débudgétiser les compagnies d'assurances hongroises et les autoriser à investir dans les entreprises un capital assis sur les cotisations. Les *pension funds* américains procèdent ainsi.

Personne ne peut dire quelle sera l'issue des réformes. A suivre les vœux des économistes hongrois les plus réformateurs, on aboutirait à une économie de marché totale, mariée à des intitutions sociales et politiques socialistes. Rien n'est moins sûr, si l'on n'oublie pas que la Hongrie fut une économie centralement planifiée dont tous les mécanismes sont loin d'avoir disparu en 1986.

L'enchevêtrement entre l'économie d'Etat et la « petite économie », entre le temps de travail des citoyens dans l'une et l'autre, entre l'influence de l'administration et celle des conseils d'entreprise sur les gestionnaires, tout cela ne mène-t-il pas vers une sorte d'économie parfaitement mixte ? La question sera tranchée au niveau politique, à travers l'un de ces compromis dont la Hongrie a le secret. Il faudra sans doute patienter jusqu'à l'après-Kadar.

WLADIMIR ANDREFF.

A TRAVERS LES REVUES

Industrialisation : l'avenir à reculons ?

par MICHEL BEAUD

L'INDUSTRIALISATION a été, pendant les dernières décennies, un objectif majeur des dirigeants du tiers-monde, profondément empreints de saint-simonisme et attachés au paradigme national-industrialiste-développementaliste, comme le souligne Moïse Ikonicoff (1).

Les résultats sont, pour le moins, inégaux. C'est en Asie qu'ils paraissent les plus positifs avec les « nouveaux pays industriels ». En Amérique latine, après une période de progrès de l'industrie (entre 1950 et la deuxième moitié des années 70), un reflux s'est esquissé. En Afrique, le diagnostic est encore plus incertain : les efforts d'industrialisation, très largement pris en charge par l'Etat (de 30 % à 90 % selon les pays), conduisent à de sérieux déboires.

Selon une étude faite en 1984-1985 par le Centre Nord-Sud de l'Institut de l'entreprise, sur trois cent quarante-cinq unités industrielles du secteur moderne installées dans les pays d'Afrique au sud du Sahara, 22 % étaient arrêtées, 60 % en état de dysfonctionnement grave, 18 % seulement en état de production satisfaisant ou à peu près satisfaisant ; peut-être le fait positif est-il que, avec des dizaines, des centaines de milliers d'entreprises artisanales ou semi-artisanales, est en train de se constituer un tissu de petites et moyennes entreprises (1).

L'exemple de l'Algérie, comme celui du Mexique, montre combien il est difficile, dans la présente période, d'édifier un système productif national (2). C'est que, comme le revendique Marc Humbert, professeur à l'université de Rennes, aujourd'hui *« aucun appareil industriel ne boucle sur le territoire national »* : tous sont pris dans un « système industriel mondial » dans lequel sont intégrés des segments locaux de différentes branches mondiales (1). C'est donc que l'industrialisation des pays du tiers-monde est pour une part importante le résultat des stratégies des grandes firmes des pays développés.

Ainsi, selon Anne Androuais, du Centre de recherche sur le Japon contemporain, *« c'est la transnationalisation du système productif japonais qui a implanté un nouveau secteur manufacturier des pays d'Asie du Sud-Est et engendré la spatialisation du système »* (2). De même, une étude de Jean-Jacques Chanaron sur l'internationalisation de l'industrie automobile montre à quel point est déterminante la stratégie des grands groupes américains, européens et japonais : ils trouvent en Espagne un point d'appui dans l'espace européen ; ils s'affrontent dans les principaux pays d'Amérique latine et implantent des usines d'assemblage dans différents pays d'Asie du Sud-Est (3).

Pour autant, les pays concernés ne restent pas inertes : ainsi les pays de l'ASEAN, qui avaient d'abord « subi » la coopération économique japonaise, cherchent-ils à développer une « coopération industrielle propre », qui permette de créer des foyers industriels autonomes (2). Ils ont par exemple, en 1981, passé pour la production d'automobiles un accord de complémentarité qui n'a, il est vrai, pas encore porté ses fruits. Mais d'autres pays, l'Inde, la Corée du Sud, ont réussi à constituer une industrie automobile nationale (3).

D'autres, Hongkong et Singapour, peuvent, selon la formule de Monique Fouet, responsable de recherche à l'OFCE, être considérés comme des modèles... non exemplaires (4) : avec, bien sûr, leurs percées industrielles et commerciales non seulement pour les textiles et l'habillement (Hongkong) et pour la chimie et les plastiques (Singapour), mais aussi dans les deux cas pour les machines et les équipements ; avec aussi la vitalité d'un important secteur tertiaire, la vigueur des activités liées à la vie du port, au transit, au commerce international ; avec enfin les activités financières : le quasi-monopole de la place de Hongkong dans la région pour les crédits syndiqués et la gestion de fonds et la prédominance de la place de Singapour pour les dépôts en devises...

Le secret des services

Et si c'est là, finalement, que résidait le secret ? Car pendant que les pays du tiers-monde cherchent à s'industrialiser, les pays industriels se « tertiarisent » (5) et de nombreuses activités tertiaires vont être décisives dans les futurs rapports de force mondiaux.

C'est d'abord le cas des activités liées à l'exportation et au commerce international : Dominique de Laubier, conseiller scientifique au CEPII, étudie les investissements commerciaux à l'étranger (5). Au cours des dernières années, leur part dans le stock total d'investissements à l'étranger s'est élargie ; elle atteint 18,3 % pour la RFA en 1983, 16 % pour le Japon, un peu plus de 13 % pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, entre 11 % et 12 % pour la France.

Les investissements commerciaux du Japon sont fortement concentrés sur les Etat-Unis ; ceux des Etats-Unis principalement orientés vers l'Europe ; ceux de l'Allemagne et ceux de la France sont majoritairement réalisés en Europe même, tandis que les investissements commerciaux britanniques sont répartis d'une manière équilibrée entre les Etats-Unis, l'Europe, les autres pays industriels et les pays en voie de développement.

Il y a aussi les activités liées au « système nerveux » des économies marchandes : la banque et le crédit, la monnaie, la finance. Gérard Dickinson, de la City University Business School de Londres, analyse la bataille qui s'est engagée dans le domaine de l'assurance : principalement entre sociétés britanniques et américaines pour le courtage, et entre sociétés allemandes, britanniques, américaines et suisses pour la réassurance.

Entre 1970 et 1983, des groupes européens (britanniques exclus) ont racheté soixante-deux compagnies d'assurances (dont vingt en Grande-Bretagne, vingt dans les autres pays de la Communauté européenne, quatorze aux Etats-Unis). Des groupes britanniques en rachetaient vingt-huit (dont quatorze dans la Communauté et six aux Etats-Unis) ; des groupes américains en rachetaient vingt (dont six en Grande-Bretagne et six dans le reste de la Communauté).

Il y a enfin tous les nouveaux services liés à la mise en œuvre des nouvelles technologies : électronique, informatique, télécommunications, spatial, bio-technologies... Dans tous ces domaines, on le sait, les pays les plus développés non seulement maintiennent leur avance, mais souvent creusent l'écart. Avec en tête les Etats-Unis et le Japon.

Avance dans la production matérielle ? ou dans les services ? Bruno Lanvin, économiste à la CNUCED, soutient que, en ces domaines, la vieille dichotomie « biens/services » est dépassée (6) : pour les marchés informatiques, en sept ans, la part des matériels est revenue de 54,6 % à 42 %, tandis que celle des systèmes (logiciels notamment) est passée de 18,4 % à 37 %. Il émet l'hypothèse que nous assistons à un changement au cœur même du processus de production/échange : hier biens et services étaient séparés et les marchés monétaro-financiers étaient distincts ; demain biens et services seront de plus en plus liés avec des marchés intégrant monnaie, biens et services.

L'élément-clé sera l'accès à l'information, car l'information sur l'objet échangeable, sur l'opportunité d'échange, aura plus d'importance que l'échange lui-même. Dans cette révolution de l'information sont menacés, selon lui, non seulement les pays en développement, mais encore les pays industriels moyens et notamment les vieux pays d'Europe occidentale. L'Europe qui a du mal à entrer dans l'ère de l'information, et les pays du tiers-monde qui se sont lancés dans l'aventure industrielle au moment où les pays les plus avancés commençaient d'en sortir...

---

(1) *Revue tiers-monde* de juillet-septembre 1986, numéro spécial consacré à « la nouvelle industrialisation du tiers-monde ».

(2) *Economies et sociétés,* série R, mai 1986 (dernière livraison disponible) numéro consacré à « nations et systèmes productifs ».

(3) *Economie et humanisme,* septembre-octobre 1986.

(4) *Observations et diagnostics économiques* (revue de l'OFCE, Observatoire français des conjonctures économiques), nº 17, octobre 1986.

(5) *Economie prospective internationale* (revue du CEPII), nº 28, quatrième trimestre 1986, numéro spécial sur « les services : enjeux pour l'emploi et le commerce international ».

(6) *Futuribles,* nº 103, octobre 1986.

Profil

CEPII... Rares sont ceux qui sauront décrypter sans erreur ce sigle : Centre d'études prospectives et d'informations internationales.

Le CEPII est issu du GEPI, Groupe d'études prospectives internationales, fondé et animé par Michel Courcier, qui avait eu, dès le début des années 60, l'intuition de l'importance de la dimension internationale. Créé en 1978, le CEPII, qui aura eu à sa tête Christian Sautter et Yves Berthelot, est dirigé actuellement par Jean-Michel Charpin.

Une soixantaine de salariés, dont une trentaine de chercheurs. Cinq départements qui correspondent aux principaux axes de recherche : analyses macro-économiques ; économies socialistes ; structures industrielles ; endettement et développement ; bases de données (et notamment CHELEM).

Le CEPII publie les résultats de ses recherches dans sa *Lettre,* dans sa revue *Economie prospective internationale* et dans des ouvrages : *la Montée des tensions* (1983), *la Fracture* (1984), *l'Après-Dollar* (1986), publiés chez Economica. Le prochain ouvrage portera sur l'« industrie mondiale, la compétitivité à tout prix ».

CEPII, 9, rue Georges-Pitard, 75015 Paris. Tél. : 48-42-64-64.

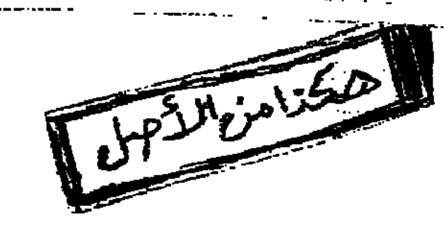
Kaléidoscope

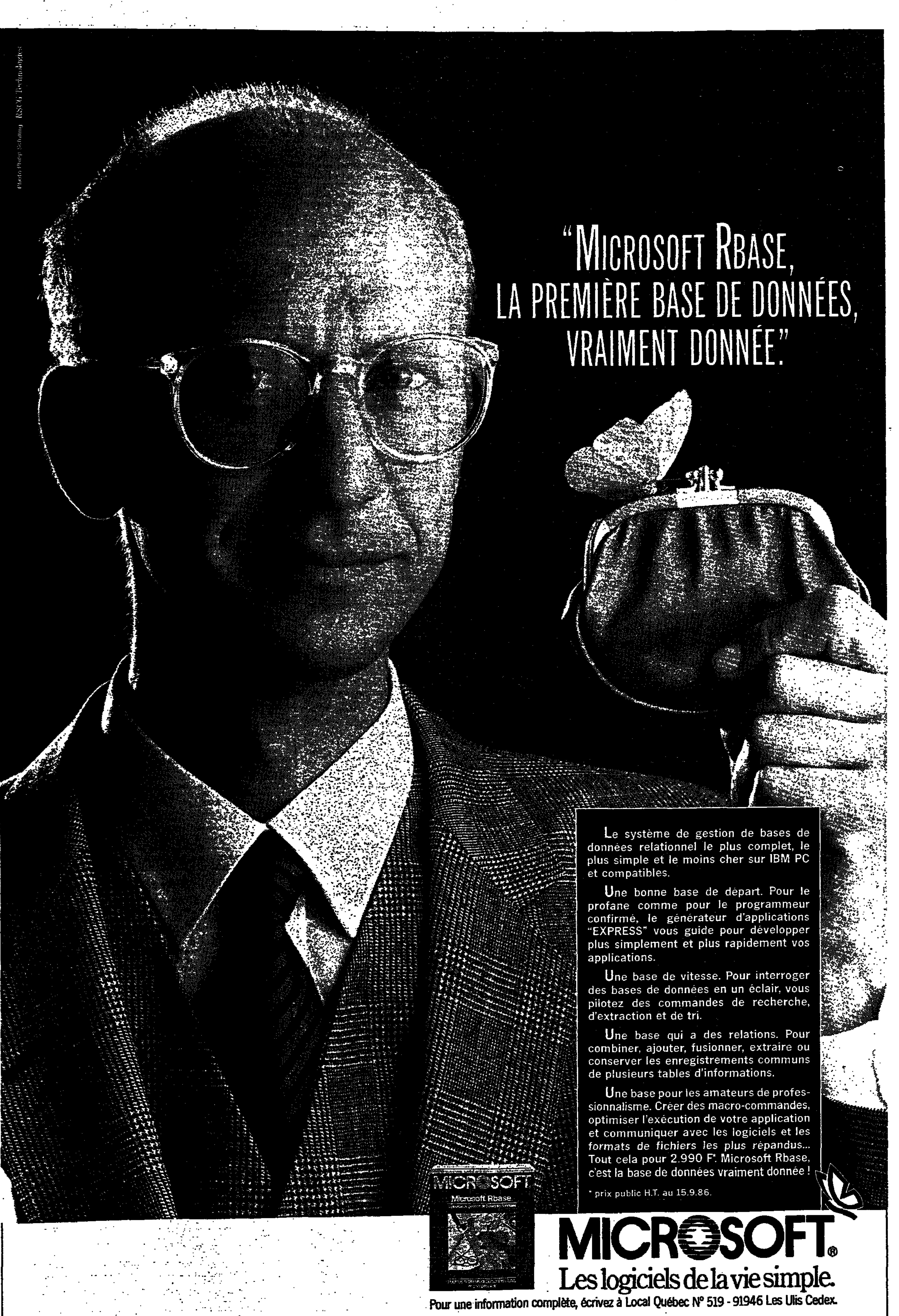
La dernière livraison d'*Economie appliquée* est datée... de 1985, numéro 3-4. Elle est consacrée à « la science économique et l'auto-organisation », avec une introduction et plusieurs contributions de Jacques Lesourne. Peut-on demander aux responsables de la revue de remettre... leur calendrier à la bonne année ?

Le numéro 15-1986 de la *Revue française de finances publiques* porte sur « l'administration fiscale » : les services fiscaux, la direction générale des impôts, la formation des agents et leurs relations avec les usagers, la « psychologie sociale » de l'impôt et les « relations publiques » en matière fiscale...

Dans *Economie et humanisme* de septembre-octobre 1986, trois articles sur les « sociétés d'économie mixte » dans le développement local.

Dans *Observations et diagnostics économiques,* revue de l'OFCE, Henri Sterdyniak analyse les conséquences patrimoniales de la désinflation ; Gérard Collange et Christian Vasseur tentent d'évaluer, du point de vue des pays industrialisés, les risques encourus du fait de la dette des pays en développement.




"MICROSOFT RBASE,
LA PREMIÈRE BASE DE DONNÉES,
VRAIMENT DONNÉE."
Le système de gestion de bases de données relationnel le plus complet, le plus simple et le moins cher sur IBM PC et compatibles.
Une bonne base de départ. Pour le profane comme pour le programmeur confirmé, le générateur d'applications "EXPRESS" vous guide pour développer plus simplement et plus rapidement vos applications.
Une base de vitesse. Pour interroger des bases de données en un éclair, vous pilotez des commandes de recherche, d'extraction et de tri.
Une base qui a des relations. Pour combiner, ajouter, fusionner, extraire ou conserver les enregistrements communs de plusieurs tables d'informations.
Une base pour les amateurs de professionnalisme. Créer des macro-commandes, optimiser l'exécution de votre application et communiquer avec les logiciels et les formats de fichiers les plus répandus... Tout cela pour 2.990 F*. Microsoft Rbase, c'est la base de données vraiment donnée !
* prix public H.T. au 15.9.86.
MICROSOFT
Microsoft Rbase
MICROSOFT®
Les logiciels de la vie simple.
Pour une information complète, écrivez à Local Québec N° 519 - 91946 Les Ulis Cedex.

Economie

REPÈRES

Inflation

Légère accélération dans les pays de l'OCDE

Les prix à la consommation ont augmenté en moyenne de 0,5 % en septembre, contre 0,2 % en août, indique l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Cette légère accélération reflète en grande partie des hausses de tarifs publics et d'impôts, alors que les prix de détail de l'énergie se maintenaient *« à une allure modérée »* après la chute enregistrée en juillet et en août. Sur douze mois, l'inflation atteint 2,5 %, *« pratiquement sans changement »*. Hors alimentation et énergie, elle se stabilise également à 3,5 % pour l'ensemble des pays de la zone OCDE. Mais en taux réel, non corrigé des variations saisonnières, les données de septembre font apparaître d'assez sensibles différences : inflation zéro au Canada, 0,2 % au Japon et en RFA, 0,4 % en France, 0,5 % aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Baisse des prix des matières premières

Les prix internationaux des matières premières importées par la France et exprimées en francs ont baissé de 1,4 % en octobre par rapport à septembre. En un an, la baisse est de 12,6 %. Les prix des matières premières alimentaires ont baissé de 5,7 % en un mois et de 16,6 % en un an. Les prix des matières premières industrielles ont augmenté de 1 % en octobre, mais baissé de 10,5 % par rapport à octobre 1985.

Pétrole

La France a réorienté ses achats en faveur de l'Arabie saoudite

Selon les statistiques du Comité professionnel du pétrole, les importations françaises de pétrole brut en provenance d'Arabie saoudite ont été multipliées par plus de six au cours des neuf premiers mois de l'année, pour atteindre 11,6 millions de tonnes. Cette réorientation des achats français s'est faite au détriment des producteurs de la mer du Nord (– 45,7 %, avec 7,9 millions de tonnes) et s'explique notamment par la guerre des prix dans laquelle l'Arabie saoudite s'était engagée.

Globalement, la France a légèrement augmenté ses importations pétrolières de janvier à septembre, avec 54,1 millions de tonnes, en hausse de 1 % par rapport aux neuf premiers mois de 1985. Les achats en provenance du Proche-Orient ont progressé de 61,5 %, avec 21 millions de tonnes, la hausse des livraisons saoudiennes étant partiellement compensée par un recul des autres pays producteurs de la région (notamment Irak et Iran). Les importations en provenance d'Afrique méditerranéenne reculent de 7,3 % (à 5,9 millions de tonnes). En revanche, la France a augmenté ses achats en Union soviétique (+ 57,2 %, avec 3,4 millions de tonnes), en Afrique noire.

Salaire horaire ouvrier

Vers une hausse de 0,7 % au troisième trimestre

Selon les résultats encore provisoires de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1er octobre, le salaire horaire ouvrier aurait progressé de 0,7 % au troisième trimestre, contre 0,9 % au premier, 1 % au deuxième et 1,4 % au troisième trimestre 1985. Le ministère des affaires sociales et de l'emploi indique que le taux de 0,7 % porte l'augmentation annuelle d'octobre 1985 à octobre 1986 à 3,6 %, alors que sur la même période, en glissement, la hausse des prix n'a été que de 2,3 %. L'enquête fait également apparaître une baisse, au cours du troisième trimestre, de 0,1 % des effectifs salariés pour l'ensemble des secteurs non agricoles (contre + 0,1 % au premier et au deuxième trimestre).

Premiers ratés pour le « Big Bang »

Des courtiers trop filous

Surnommé « Money Machine » par le magazine américain *Fortune* – le summum pour un fils d'immigré russe, – le financier américain Ivan Boesky s'est vu infliger, le samedi 15 novembre, une amende de 100 millions de dollars pour usage illicite d'informations privilégiées. Selon la commission américaine pour le contrôle des opérations boursières, la Security and Exchange Commission (SEC), qui a confondu M. Boesky, celui-ci aurait obtenu des indications confidentielles sur des projets de fusion entre les groupes Nabisco Brands et R. J. Reynolds, et sur les firmes General Foods et Union Carbide, de la part de M. Levine, cet autre homme d'affaires récemment condamné pour *« délit d'initié... »*

« Ivan le terrible » – son surnom à Wall Street – a utilisé ces données de première importance pour conforter sa position prééminente outre-Atlantique. Fondateur de la firme de courtage qui porte son nom, M. Boesky était à ce jour considéré comme l'un des plus grands spécialistes du risque financier dans les prises de contrôle et autres transactions qui ont secoué les plus grandes sociétés américaines au cours de ces dernières années.

Ivan Boesky Co détenait des portefeuilles de titres évalués à 2 milliards de dollars. Dans ce milieu où la parole donnée est sacrée, M. Boesky a cependant fait les frais d'indiscrétions compromettantes. C'est M. Levine qui, pour éviter la prison, a reconnu lui avoir vendu des informations confidentielles.

La même mésaventure est arrivée la semaine passée sur le marché londonien à M. Geoffrey Collier, un responsable de la banque d'affaires Morgan Grenfell, coupable d'une opération d'initié, qui avait pourtant pris ses précautions en agissant *via* une maison de titres américaine. Mais celle-ci l'a dénoncé à Morgan Grenfell...

Moins de trois semaines après le coup d'envoi du Big Bang, la grande réforme de la place financière britannique, la City est ébranlée par son premier *« délit d'initié »*. M. Collier, directeur des services de courtage de la banque d'affaires Morgan Grenfell, est accusé d'avoir violé les règles internes de son groupe en effectuant des opérations pour son compte – grâce à des informations recueillies dans le cadre de ses fonctions – par le biais d'une maison de titres installée aux Etats-Unis.

Or le code de conduite de Morgan Grenfell interdit à ses courtiers de profiter à titre personnel de leur situation de « confesseurs », puis d'intermédiaires des investisseurs souhaitant opérer sur le marché. M. Collier a succombé à la tentation. Lorsque, à la mi-octobre, l'homme d'affaire britannique Robert Maxwell contacte Morgan Grenfell et lui dévoile son intention de prendre le contrôle de la société d'ingénierie A. E., c'est lui qui est chargé de conseiller ce prestigieux candidat à l'OPA. Il lui indique en particulier à quel prix il doit fixer son offre.

Mais peu après, alors que l'acceptation officielle par A. E. de la proposition de M. Maxwell n'est pas encore connue, M. Collier achète pour 166 000 dollars d'actions A. E., en passant par le bureau de Los Angeles de la société de courtage Scrimgeour Vickers. Celle-ci procède d'une fusion récente de plusieurs maisons, dont Vickers da Costa, un important *broker* américain dont la succursale de New-York était dirigée, dans un passé encore récent, par... M. Collier. Rapprochement piquant mais semble-t-il sans conséquence, le président du SIB (Securities and Investments Board), l'organe suprême de régulation des marchés financiers britanniques, mis en place ces dernières semaines par le secrétariat d'Etat au commerce et à l'industrie, n'est autre que Sir Kenneth Berrill, ancien numéro un de Vickers da Costa.

L'« affaire Collier » est ressentie à Londres comme le premier contrecoup défavorable du Big Bang lancé le 27 octobre.

Sur le dos du client

A Londres comme à New-York, les mêmes causes sont en passe d'entraîner les mêmes effets. Ici et là, le Big Bang – Wall Street a connu le sien en 1975 – a notamment consisté à supprimer la fonction unique (*« single capacity »*) : auparavant, le *broker* (agent de change) n'agissait que sur ordre du client, avec qui il était seul en contact, et dont il recevait une commission. Le *jobber* (contrepartiste) était pour sa part exclusivement habilité à prendre position sur le marché, sans connaître pour autant les consignes données par les investisseurs aux *brokers*.

Cette répartition des tâches interdisait les rapprochements physiques entre ces deux catégories d'intervenants et conférait au donneur d'ordre une solide garantie. Le Big Bang a fait table rase de cette frontière, à laquelle beaucoup reprochaient son manque de flexibilité. La sous-capitalisation des maisons de courtage de la City ne pouvait être compensée par des mariages entre *brokers* et *jobbers*. Ces unions ne cessent de se multiplier (1).

Chez Morgan Grenfell, on combine précisément les activités de contrepartiste et d'agent de change. En jouant sur les deux tableaux, M. Collier a trahi la règle qui l'obligeait à transmettre ses ordres personnels par l'intermédiaire des services du groupe pour permettre à la direction de veiller aux abus.

La balle est dans le camp des autorités du Stock Exchange (la Bourse de Londres) et surtout du SIB. M. Collier, qui a démissionné, a reconnu les faits. Il menace même de révéler les noms de plusieurs courtiers de la City impliqués dans de telles opérations.

Deux ans de prison

Pour le SIB, ce mini-scandale est une mise à l'épreuve. Il s'agit pour lui de montrer rapidement aux investisseurs – dont il a la charge de la protection – que la déréglementation des marchés financiers britanniques ne donnera pas à quelques personnes bien informées l'occasion de détourner à leur profit un courant d'affaires appelé à s'accroître.

Dispose-t-il pour cela de pouvoirs suffisants ? Le Financial Services Bill, auquel la Chambre des communes doit incessamment donner force de loi (Act), investit le SIB d'une autorité considérable. Toute société d'investissement devra, pour être reconnue comme membre de droit d'un marché, avoir reçu le « label de confiance » de ses services, ou de l'une des SRO (Self Regulating Organisation), ces corps intermédiaires placés sous la tutelle du SIB et chargés de diffuser sur des marchés spécifiques (actions, produits à terme, etc.) sa philosophie du contrôle.

Se soustraire à ce passage obligé est considéré comme *« une offense criminelle »*, susceptible d'entraîner pour le contrevenant une peine de prison de deux ans. Si le SIB a établi des critères précis pour juger une société admissible (niveau élevé de ressources financières, clarté de la procédure d'enregistrement des ordres et de compensation des contrats), son pouvoir d'investigation au sein des établissements financiers pour déceler les abus est, en revanche, indirect. *« Les OPA, les fusions, les enquêtes et les poursuites pour délits d'initié sortent de son champ d'action »*, indique un document officiel. Il appartient en réalité au Stock Exchange (qui a rang de SRO) de mettre de l'ordre dans la profession avec l'aval du SIB.

Mais par la faculté qui lui est donnée de retirer à un établissement son droit d'accès au marché, celui-ci bénéficie au bout du compte d'un important pouvoir de dissuasion, dont les moyens préalables sont exécutés par la Bourse de Londres. Une répartition des tâches qui doit, dès maintenant, être testée. *« Tout investissement comporte un certain risque. L'existence du SIB ne doit pas empêcher les investisseurs d'être vigilants ; tout comme l'existence du code de la route ne dispense pas le piéton de faire attention lorqu'il traverse la chaussée »*, estime-t-on au Securities and Investments Board. Encore faut-il être sûr que quelques uns ne rouleront pas à la fois sur la chaussée et sur le trottoir...

ERIC FOTTORINO.

(1) Au sein des mêmes établissements se dressent en conséquence des *Chinese Walls* (murailles de Chine) entre *brokers* et *jobbers*. Les premiers, qui font exécuter par les seconds les ordres d'achat ou de vente émanant des investisseurs, n'ont pas intérêt à dévoiler du même coup l'intention réelle de leur client (surtout s'il s'agit d'une OPA). L'information circule donc très mal entre ces deux branches. C'est à cela que l'on doit l'important retard pris dans la compensation des contrats au Stock Exchange. Plus de 25 000 affaires sont en souffrance, car les *brokers* et les *jobbers* n'utilisent pas les mêmes références pour désigner une transaction.

L'élection à la présidence du CNPF

M. Yvon Chotard et le comité Théodule

Le conseil exécutif du CNPF, véritable gouvernement de l'organisation patronale, doit se prononcer dans l'après-midi du 17 novembre sur la succession de M. Yvon Gattaz à la présidence. L'article 15 des statuts du Conseil national du patronat français prévoit en effet que *« sur le vu de la liste des candidatures, le conseil exécutif exprime à l'assemblée générale son avis relatif à la désignation du président »*. L'élection elle-même interviendra le 16 décembre à la majorité absolue des voix des membres actifs de l'assemblée générale.

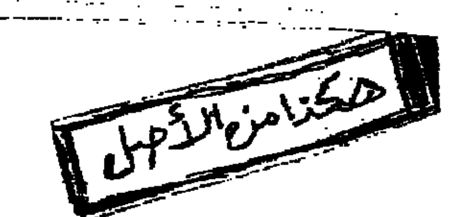
Jusqu'à présent, ce double niveau d'élection ne comptait guère. Les jeux étaient faits dès la *« proposition »* du conseil exécutif, l'élu d'alors étant seul présenté à l'assemblée générale. Ainsi, en 1981, les deux candidats, MM. Gattaz et Chotard, avaient-ils passé un pacte, le battu étant assuré de devenir vice-président du vainqueur.

Mais M. Yvon Chotard, qui se représente face, cette fois-ci, à M. François Périgot, PDG d'Unilever France et président de l'Institut de l'entreprise, n'a guère confiance en ce conseil exécutif où siègent nombre d'amis de M. Gattaz. Après avoir mis sur la place publique, avec sa démission fracassante, le 17 mars, les dissensions internes du CNPF – *« une faute grave »* selon certains patrons, – il s'en prend donc à cette instance primaire des élections. *« Le CNPF,* déclarait-il le 8 novembre au *Républicain lorrain, est parfaitement capable d'arriver à un point de maturité où le choix du président n'a plus à être préparé par un « comité Théodule », pour reprendre une expression du général de Gaulle. »*

Une majorité des trente-cinq membres du conseil exécutif semble en effet être favorable – autant que l'on puisse s'avancer à propos d'un vote à bulletin secret – à M. François Périgot, candidat implicite de M. Gattaz. Toute la stratégie des amis de M. Chotard, pour ne pas dire du candidat lui-même, a donc consisté à éviter un vote le 17 novembre : *« Il y a tout un mouvement en profondeur qui se dessine pour demander au conseil exécutif de ne pas se prononcer et laisser aux chefs d'entreprise le soin d'élire leur candidat dans le cadre de l'assemblée générale »*, affirmait l'ancien vice-président dans le même entretien. Et de fait, le comité statutaire (les « sages » du CNPF), craignant de nouvelles divisions patronales, a *« recommandé »* au conseil *« une grande prudence dans sa prise de position »*, *« afin d'éviter une possibilité de désaveu du conseil exécutif par l'assemblée générale »*. Une recommandation à laquelle le président du CNPF n'a guère donné d'écho.

Ainsi, si ce vote n'intervient pas, l'élection restera ouverte, les derniers sondages le prouvent (*le Monde* du 15 novembre). En revanche, si, comme c'est probable, le scrutin a lieu et si, comme le pensent les partisans de M. Périgot, ce dernier obtient une très large majorité, le PDG d'Unilever France aura pris une sérieuse option sur le poste de patron des patrons. Ne serait-ce que parce qu'un désaveu du conseil exécutif par l'assemblée générale laisserait présager de nouveaux conflits, ce dont un CNPF à l'autorité incertaine n'a nul besoin.

B. D.



Vers une nouvelle NEP ?

L'URSS autorise partiellement le petit commerce privé

(Suite de la première page.)

Grâce, en outre, à l'aide-alimentaire américaine organisée par le futur président américain Herbert Hoover, le pays était ainsi sauvé de la famine et du chaos. Tous les indices étaient à la hausse lorsque Staline mit fin à l'expérience, en 1928, pour se lancer dans la collectivisation forcée de l'agriculture et de l'industrie. Les commerçants et les petits entrepreneurs, appelés « Nepmen », furent arrêtés et déportés. Les paysans aisés, les « koulaks », subirent le même sort.

La NEP est donc un cadavre de taille dans le placard de l'histoire soviétique contemporaine. Elle choque les défenseurs du dogme communiste, même si elle offre l'avantage d'avoir été décidée par Lénine. Plusieurs articles théoriques ont récemment vanté ses mérites, alors qu'on préférait jusqu'ici oublier cette période, et passer directement aux succès supposés de la collectivisation. Est-on à la veille d'une nouvelle NEP ? Le projet de loi *« sur le travail individuel »* présenté à cette session prévue pour durer deux jours est très en deçà des mesures prises par Lénine de mars à octobre 1921. Mais l'orientation est incontestablement celle d'une restauration partielle de l'initiative économique privée. Edouard Maximovski, dans le dernier numéro des *Nouvelles de Moscou* paru le 16 novembre, en décrit ainsi les grandes lignes : il s'agit de donner un cadre légal à l'activité existante des artisans non déclarés qui, par exemple, *« refont au noir »* des appartements. *« Il fallait un acte législatif qui englobe tout l'espace du travail individuel et définisse notamment la place des « privés »* (1) *au sein de la société »*, écrit l'auteur.

Le projet a été élaboré *« en un délai record de vingt-huit jours »*. Ce texte s'appuie sur l'article 17 de la Constitution, bien oublié, lequel autorise le travail individuel *« dans les petits métiers et activités artisanales, l'agriculture, les services à la population, ainsi que d'autre types d'activités fondés exclusivement sur le travail personnel des citoyens et des membres de leur famille »*.

Les limites de la loi sont donc assez strictes ; il n'est pas question de laisser les futurs artisans-entrepreneurs engager des salariés, mais la question se posera nécessairement si leur activité prospère. L'autorisation de faire travailler les membres de sa propre famille offre cependant une marge de manœuvre, surtout dans les Républiques musulmanes d'Asie centrale, à la natalité galopante.

Les modalités d'application sont très vagues, les artisans candidats à la légalisation de leur activité devront se déclarer au comité exécutif de leur soviet local (l'échelon le plus bas du pouvoir d'Etat), mais aussi, semble-t-il, à un *« organisme financier »* non précisé, qui n'existe d'ailleurs peut-être pas encore. Ils devront acheter une licence. Combien coûtera celle-ci, s'interroge Edouard Maximovski ? Un prix trop élevé rebuterait ; trop bas, il contribuerait à un enrichissement immérité. L'auteur ne conclut pas...

Autre problème soulevé par cet article : si une personne est totalement occupée dans le secteur privé, comment sera-t-elle concernée par l'article 43 de la Constitution, selon lequel les citoyens ont droit à la sécurité matérielle dans leur vieillesse, en cas de maladie, de perte partielle ou complète de leur travail ? Le projet prévoit seulement en termes vagues que l'article 43 s'applique *« à tout travail individuel utile à la société »*.

Il semble donc que les artisans « privés » auront droit à l'ensemble des mesures de protection sociale en vigueur. *« Il a été reconnu opportun d'envisager ce problème de façon plus détaillée lors de l'élaboration de la nouvelle loi sur les pensions »*, indique cependant Edouard Maximovski. Autrement dit, rien ne semble encore complètement décidé.

On est donc à la fois très près et très loin de la NEP. Il ne s'agit pour l'instant que de légaliser ce qui existe déjà. Mais si l'on en croit un certain nombre de chercheurs en économie qui ont visiblement l'oreille du pouvoir actuel, ce ne serait qu'un premier pas. Le dogme serait évidemment brisé le jour où un citoyen soviétique pourrait engager un salarié, ce qui rétablirait l'*« exploitation de l'homme par l'homme »*. Mais on ne voit pas comment les futurs « restaurants privés » pourraient être créés à Moscou avec des artisans, comme la rumeur en court avec insistance, *si l'on ne prend pas* quelques libertés avec l'orthodoxie.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Les Soviétiques parlent plus familièrement de *chabachniki*, les *« travailleurs du samedi »* qui viennent réparer votre évier ou repeindre votre cuisine en dehors des heures de travail, avec du matériel volé à l'Etat. Ils se font évidemment payer de la main à la main.

● **La Pologne diffère d'un an son retrait de l'OIT.** — Le gouvernement polonais a décidé, le 14 novembre, de différer *« d'un an sa décision finale »* de retrait de l'Organisation internationale du travail (OIT). Il souhaite que l'OIT *« change son attitude hostile »* et *« cesse sa campagne antipolonaise »* et *« tendancieuse »*. La Pologne avait annoncé le 17 novembre 1984 son retrait de l'OIT qui devait prendre effet deux ans plus tard. Sa décision avait été motivée par un rapport sur la situation syndicale en Pologne faisant état de violations des conventions sur les libertés syndicales et le droit d'association. Le nouveau syndicat officel, l'Entente nationale des syndicats polonais (OPZZ) avait demandé au gouvernement polonais de différer son retrait.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Economie

Un entretien avec le président de la Banque agricole néerlandaise

« Nous sommes favorables à un rapprochement avec le Crédit agricole »

déclare M. Wijffels

La Rabobank, troisième groupe bancaire des Pays-Bas, a inauguré la semaine passée son bureau de représentation à Paris, qui est en fait opérationnel depuis un an. La Rabobank est un groupe coopératif dont l'activité est comparable à celle du Crédit agricole en France, le projet de désétatisation de ce dernier soulevant des interrogations. La Rabobank, qui présentait en juin 1986 un bilan de 392 milliards de francs (à comparer aux 929 milliards du groupe Crédit agricole en décembre 1985), n'est pas seulement un exemple dont le fonctionnement peut apporter un éclairage pour la banque verte française. Elle est aussi directement intéressée par la situation nouvelle qui serait créée par la privatisation de la Caisse nationale de crédit agricole.

« Nous sommes favorables à un rapprochement, nous a déclaré M. Wijffels, nouveau président du groupe Rabobank, qui vient de succéder à M. Pierre Lardinois, ancien commissaire européen et ancien ministre de l'agriculture des Pays-Bas. *Depuis trente ans, il y a des secteurs dans la CEE qui ont un marché intérieur et d'autres non. Les marchés financiers restent nationaux mais on verra se former dans les années à venir des groupes européens et mondiaux. D'où la nécessité pour les banques coopératives en Europe de collaborer. »*

Fusion confessionnelle

La Rabobank a entamé depuis 1981 une carrière internationale qui reste prudente. Elle dispose de succursales à New-York, Anvers, Londres, Curaçao. Elle en a ouvert une dernière en juin à Singapour, avec des bureaux à Hongkong et à Djakarta. En Allemagne fédérale, premier partenaire commercial des Pays-Bas, la Rabobank a acheté une banque privée (ADCA-Bank) parce qu'elle disposait déjà d'un réseau. Pour la France, dont les Pays-Bas sont le sixième client et le sixième fournisseur, elle a choisi l'hypothèse basse en ouvrant un simple bureau de représentation, que dirige Mme Jacqueline Le Moignier. Il n'est pas question de concurrencer le Crédit agricole pour ne pas hypothéquer l'avenir, reconnaît M. Wijffels, qui s'inquiète cependant de la valse des directeurs généraux de la CNCA depuis cinq ans, *« signe d'instabilité lié à la position politique de la CNCA »*. *« S'il y a un projet de coopération bancaire à l'échelle européenne*, déclare-t-il, *il faut être sûr de celui avec qui on fait le contrat, ce qui ne veut pas dire que la continuité de direction et la distance par rapport à l'Etat conduisent obligatoirement à la désétatisation. Il peut y avoir une autre voie pour aboutir à une gestion indépendante, même si l'Etat est détenteur du capital. »* Néanmoins, la Rabobank est intéressée par la suite des événements...

La Rabobank est née en 1972 de la fusion de deux groupes coopératifs constitués en 1898 : le groupe protestant des Raiffeisen (d'où le RA de Rabo), dont le siège est à Utrecht ; le groupe catholique de la Boerenland Bank (d'où le Bo de Rabo) installée à Eindhoven. Le second était plus à dominante agricole que le premier. Pour des raisons pratiques, dit-on, le groupe a conservé ses deux sièges : à Utrecht, les affaires financières ; à Eindhoven, la politique bancaire et les liaisons avec les neuf cent trente-deux caisses locales qui constituent l'ossature du groupe.

La banque a mis quelques années à digérer cette fusion « confessionnelle » et ce n'est qu'à partir de 1975 qu'elle a entamé sa croissance, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Ce mouvement correspond avec l'arrivée massive des clients non agricoles, les petites et moyennes industries, qui plus que les agriculteurs avaient besoin d'un suivi bancaire à l'étranger. Aujourd'hui, le marché du crédit à l'agriculture, que Rabobank contrôle à 90 %, ne représente plus que 30 % des prêts, soit environ 25 milliards de florins, contre 45 milliards pour le financement du logement et 20 milliards pour celui des PME, qui est en forte progression.

On compte aux Pays-Bas 400 000 PME, dont 110 000 entreprises agricoles, qui travaillent toutes ou presque avec la Rabobank. Le tiers des autres, soit 100 000 environ, sont aujourd'hui clientes de la banque. Les clients particuliers, 650 000 à 700 000, forment le reste de la clientèle. Ils ont en principe le droit d'être sociétaires de la banque coopérative, mais, dans la pratique, le pouvoir continue d'appartenir dans les caisses locales, d'abord aux agriculteurs, puis aux industriels et aux membres des professions libérales. L'ouverture des crédits aux ménages et aux PME, comme dans une moindre mesure aux grandes sociétés, s'explique par un excédent de collecte sur les usages : avec ses 2 350 guichets, la Rabobank absorbe aujourd'hui 45 % de l'épargne.

Crédits sur mesure

Les dirigeants de Rabobank insistent volontiers sur les vertus de leur modèle coopératif et notamment sur l'autonomie des neuf cent trente-deux caisses locales. Par le jeu classique des élections et des assemblées générales, elles discutent et approuvent les orientations générales proposées par la caisse centrale. Le nombre de voix est proportionnel au bilan de chacune des caisses. Quant aux dirigeants nationaux, ils sont cooptés et leur nomination est ratifiée par les caisses locales.

Celles-ci doivent déposer un minimum de 20 % de leur collecte (souvent plus dans la réalité) à la caisse centrale, qui les rémunère mais qui, en revanche, se fait payer ses services. D'où le sujet de nombreuses discussions. Elles peuvent accorder des prêts dont le plafond va de 500000 à 1 million de florins selon leur degré de solvabilité. Ce plafond a d'ailleurs été relevé, pendant ce que les Néerlandais appellent la crise (avant 1983, année considérée comme celle de la reprise) et cette plus grande liberté donnée aux caisses locales a permis, explique-t-on à Eindhoven, de marquer des points vis-à-vis de la concurrence, qui avait eu une attitude plus frileuse.

Les pertes, qui concernent deux ou trois caisses en moyenne par an, sont partagées et financées par un fonds de garantie mutuelle, dont le montant a doublé dans les cinq dernières années. Ces pertes restent à la charge des caisses si d'aventure elles sont liées à des prêts hors plafond, pour lesquels la caisse centrale n'aurait pas donné son aval.

Comme exemple d'autonomie, les responsables citent la politique des taux. Chaque caisse suit comme elle l'entend les directives de la caisse centrale sur ce point, en fonction du marché local : *« Chez nous*, dit un représentant du groupe, *il n'y a pas de crédit « prêt-à-porter », mais du surmesure. »* Les caisses peuvent aussi manifester leur indépendance en refusant de vendre des produits comme les assurances ou les voyages. Ces dernières années, elles ont souhaité et obtenu de la caisse centrale une nouvelle politique de l'épargne, car il y avait, selon elles, trop de produits sur le marché. Après discussion avec la caisse centrale, leur nombre a diminué. Dernier exemple, la répartition des bénéfices des caisses locales : le quart est affecté selon les désirs des coopérateurs à des subventions pour des activités sociales ou culturelles et parfois économiques (comme la recherche sur les usages du lisier de porc, dont les Pays-Bas ne savent plus que faire...).

Même s'il paraît un peu lourd, dans ses procédures de décision, surtout mesuré à l'aune des « raiders » et de leurs opérations de commando, c'est ce système qui a permis à la Rabobank de devenir la puissance financière qui monte aux Pays-Bas.

La comparaison avec le Crédit agricole s'impose, avec une nuance de taille : la Banque agricole des Pays-Bas devenue banque pour tous n'a jamais eu ni monopole ni traitement particulier de la part de l'Etat (tel que les bonifications d'intérêt à l'agriculture).

Les prêts à l'agriculture ont, après plusieurs années de déclin, repris depuis 1984, avec une progression de 22 % en 1985, et cette tendance s'est poursuivie en 1986. *« Une seule raison à cela*, nous a expliqué M. Wijffels, *les agriculteurs voient la politique agricole commune se dégrader et considèrent que, pour subsister, ils doivent se moderniser plus encore et accroître leur structure d'exploitation. Pour la Rabobank, cette concentration augmente un peu ses risques car l'agriculteur qui part désinvestit et celui qui s'agrandit accroît son niveau d'endettement. Mais, aux Pays-Bas, le niveau de capitalisation propre a toujours été élevé, autour de 75 % ; il est plus faible dans le secteur de l'horticulture, qui a un taux d'endettement moyen de 50 %. Aux Etats-Unis, où je suis allé pour voir ce qui se passait, j'ai constaté que les problèmes se concentrent sur les agriculteurs, qui ont un taux d'endettement supérieur à 60 %. Nous en sommes encore loin, mais il faut faire attention. »*

Cette attention est d'autant plus efficace que la banque ne s'engage dans des financements qu'avec une prudence de Sioux, s'intéressant plus volontiers aux gros emprunteurs, parce que, dit un responsable, *« à coût égal pour la banque, ils participent plus au profit »*, mais *« cette tendance à l'augmentation du volume moyen du prêt trouve sa limite dans l'augmentation du risque qui l'accompagne »*. En fait, *« nous nous fondons plus sur l'environnement économique du projet et la qualité de l'emprunteur que sur son volume*, poursuit notre interlocuteur. *Ce choix de bons risques, c'est ce que nous appelons en néerlandais : « enlever les raisins secs de la bouillie. »*

Pour 1986, la Rabobank prévoit un bilan d'environ 140 milliards de florins (contre 131,7) et un résultat brut de 1,375 milliard en diminution de 3 % environ du fait de la baisse des taux d'intérêt : *« Nous vivons la désinflation* explique M. Wijffels, *qui se répercute dans nos comptes, car notre but n'est pas le profit mais celui de nos membres. »*

JACQUES GRALL.

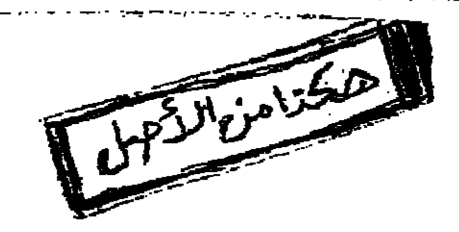
L'Union syndicale suisse propose un référendum sur la semaine de 40 heures

LAUSANNE
de notre correspondant

« Prenons le temps de vivre. » C'est sur ce mot d'ordre un brin provocateur dans un pays où le travail est souvent considéré comme une vertu nationale que s'est achevé, samedi 15 novembre, le congrès annuel de l'Union syndicale suisse. Un référendum sur une proposition de généralisation de la semaine de 40 heures émanant de la principale centrale syndicale helvétique sera probablement organisé en 1988. Actuellement, la Suisse reste l'un des pays où l'on travaille le plus en Europe : 42 heures en moyenne par semaine, voire 44 et plus selon les secteurs d'activité. De vives oppositions se sont déjà manifestées à l'initiative syndicale pour les 40 heures. Tous les partis « bourgeois » la combattent, tandis que la plupart des gouvernements cantonaux, consultés, ont donné des avis défavorables.

Se fondant sur de récents sondages, l'Union syndicale suisse se montre néanmoins confiante et espère convaincre la majorité des électeurs de se prononcer en faveur de l'introduction de la semaine de 40 heures. Lors de son congrès, elle a reçu l'appui de l'un des deux représentants socialistes au gouvernement helvétique, M. Otto Stich, chef du département fédéral des finances. *« Le moment est venu*, a déclaré M. Stich, *d'honorer les sacrifices consentis par les travailleurs durant la crise économique en réduisant l'horaire hebdomadaire de travail, en diminuant le temps de travail annuel ou en avançant l'âge de la retraite. »* Dans ce domaine, a-t-il ajouté, les revendications syndicales *« tapent dans le mille »*, car la hausse de la productivité rend leur réalisation possible. Dans un pays connaissant une situation économique privilégiée avec moins de 1 % de chômeurs, le chef des finances fédéral a aussi estimé que les fruits de la prospérité devaient être mieux répartis.

JEAN-CLAUDE BUHRER.



Le premier allumage Bosch sur la de Dion-Bouton 1897.

Du tricycle aux satellites.

Dans une entreprise, très souvent, les succès se suivent... et se ressemblent. Les nôtres ont commencé avec une commande difficile, en 1897.

Nous devions équiper la voiture 3 roues de Dion-Bouton avec la dernière magnéto basse tension de Bosch. Mais le moteur de ce tricycle montait à 1800 tours minute et même notre toute dernière magnéto n'était pas en mesure de tourner à un tel régime.

Bosch, pourtant, n'a pas renoncé. Quelques mois plus tard, la magnéto était améliorée. C'était le départ de l'allumage Bosch.

L'histoire a prouvé que seule la recherche permanente du progrès pouvait faire tourner la roue de la technique.

Ce fut précisément le cas en 1927, lorsque Bosch réussit pour la première fois, avec une pompe à injection, à faire du Diesel un moteur rapide, petit et léger.

Aujourd'hui, le Diesel remporte plus de succès que jamais.

Dans les années 50, Bosch découvrait les possibilités de l'électronique pour l'automobile. Grâce à cette avance technologique, nous possédons aujourd'hui de nombreux systèmes qui permettent aux voitures d'être plus économes, plus propres et plus sûres.

Par exemple, les systèmes d'injection et de régulation Jetronic et Motronic, le système antiblocage de freins (ABS) et la régulation par la sonde Lambda.

Un autre exemple: la télévision. En 1929, Bosch a pris une participation dans la Société Fernseh AG. La technique de transmission actuelle profite de ces premiers essais.

Il en est de même pour l'autoradio, aujourd'hui aussi répandu que la télévision. Le premier a été construit par Blaupunkt, depuis 1933 filiale de Bosch.

Par ailleurs, la Société Télénorma, autre filiale du Groupe Bosch, s'est signalée tout récemment dans le domaine des télé-communications, grâce à son téléphone-terminal programmable.

Très tôt, les consommateurs ont su apprécier Bosch. En 1933, Bosch présentait son premier réfrigérateur électrique à un prix très abordable. C'était le début des appareils électro-ménagers modernes.

Dans les années 60, les ingénieurs de Teldix, société du Groupe Bosch, ont développé un giroscope.

"Giroscope" est le nom déposé pour l'appareil qui maintient les satellites dans leur position optimale. Il permet de téléphoner sans câble dans le monde entier, d'opérer les transmissions par satellites et de réaliser des prévisions météorologiques.

Mais qu'aurons-nous demain?

Robert Bosch avait une idée directrice: "Il faut toujours chercher à s'améliorer, personne ne doit se satisfaire de ce qu'il a obtenu. Chacun doit se dépasser".

Le Groupe Bosch en France.

En 1899, 13 ans après la création de la société mère en Allemagne, Robert Bosch a ouvert une agence commerciale à Paris, et en 1905, le 1er atelier de fabrication de produits Bosch en France.

Aujourd'hui, parmi les 116 pays où le groupe Bosch exerce ses activités devenues largement diversifiées, la France occupe toujours une place prépondérante, tant en termes d'échanges commerciaux que d'investissements.

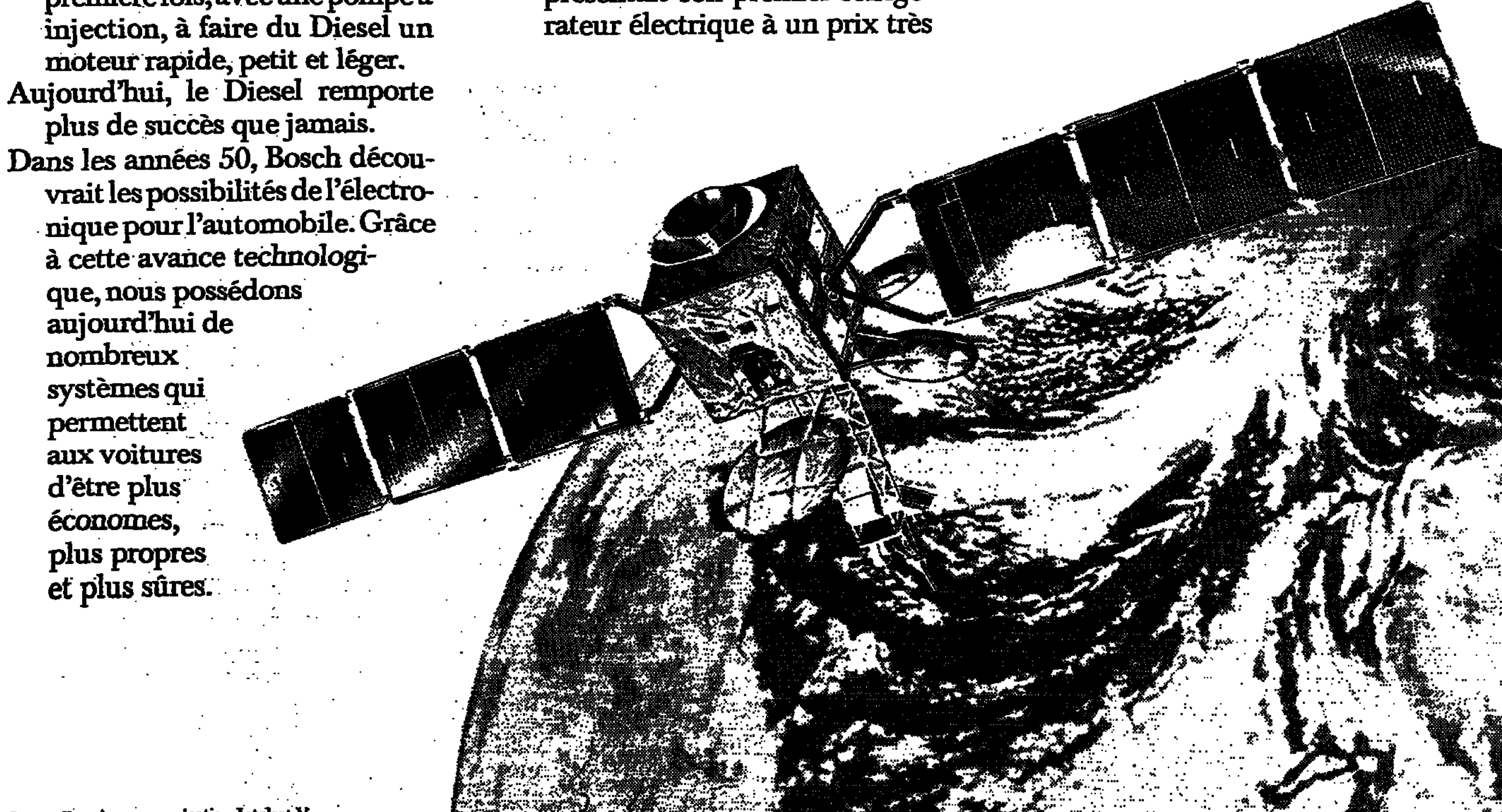
4.600 personnes
5 usines (Rodez, Vénissieux, Caen, Bonneville, Rumilly)
4,8 milliards de chiffre d'affaires
Plus de 1 milliard réalisé en exportation directe
0,7 milliard d'achats de Robert Bosch GmbH et ses autres filiales.

Pour toutes informations:
Robert Bosch (France) S.A. 32, Av. Michelet, 93404 Saint-Ouen, Tél.: 42.51.92.33.

Bosch: 100 ans de progrès.







Le satellite de communication Intelsat V, maintenu dans sa position optimale par le Giroscope.

Economie

Sanctions contre l'Afrique du Sud

Silence, on contourne

Comment contourner les sanctions contre l'Afrique du Sud, *« moyennant une modeste commission »*. Publié dans le quotidien d'affaires *Business Day*, cet encart publicitaire de Voyager Corp. a provoqué l'indignation... de l'agence locale de cette société israélienne d'import-export.

Embargos et sanctions économiques ont, de tout temps, entraîné des procédures parallèles efficaces, à condition d'être discrètes. Un porte-parole de Voyager Corp. l'a vertement rappelé : *« Nous avons des agences dans huit zones franches réparties dans le monde entier, et publier nos façons de procéder est inadmissible. »*

Services commerciaux « hors normes », transbordements d'un navire à l'autre, stockage temporaire, troc, ces types d'opération sont appelés à connaître un bel avenir dans un pays où le gouvernement cherche à trouver des échappatoires aux mesures restrictives imposées par l'Europe ou les Etats-Unis.

Cette politique de l'ombre ne rassure qu'à moitié les entreprises. Certaines ont décidé de faire appel contre les restrictions mises par Washington à l'importation aux Etats-Unis de leurs produits sur le thème : nous n'avons aucun lien avec les dirigeants de Pretoria et ne devons pas être punies pour la politique d'apartheid suivie par les pouvoirs publics. D'autres se lancent dans un mécénat humanitaire de bon aloi.

Ainsi, British Petroleum, premier investisseur britannique en Afrique du Sud, s'est engagé, le 15 novembre, à consacrer 100 millions de rands (40 millions de dollars) à la lutte contre l'apartheid. Ces fonds seront destinés pour moitié aux écoles publiques pour leur offrir les moyens financiers d'intégrer des élèves de toutes races, pour moitié au développement d'une communauté multiraciale à District-Six, dans la banlieue du Cap.

Ouvertes ou masquées, les répliques aux sanctions permettront à l'Afrique du Sud d'éviter le pire dans un premier temps. Mais, si les groupes de pression américains parviennent, comme ils l'entendent, à élargir l'embargo à toute exportation technologique, le problème deviendra plus aigu pour un pays doté de structures industrielles solides, mais dépendantes de technologies étrangères.

F. Cr.

La pollution en Alsace

Un groupe d'experts devra faire « très vite » des propositions pour restaurer le Rhin

Une série de manifestations ont été organisées, dimanche 16 novembre, pour déplorer la *« mort du Rhin »* après l'incendie survenu aux usines Sandoz. A Bâle, plusieurs centaines de personnes ont défilé derrière des étudiants du conservatoire de musique en habit de deuil, qui ont joué un *« requiem pour le Rhin »*. A Chalampé, Marckolsheim et Gambsheim, des écologistes alsaciens ont manifesté aux postes frontières franco-allemands. Enfin, des manifestants français et allemands ont bloqué pendant une heure le pont de l'Europe entre Strasbourg et Kehl, au nom du Rhin *« sacrifié »*.

Dans une interview à une radio allemande, le chancelier Kohl a, pour sa part, dénoncé *« cette forme de criminalité contre l'environnement »*. *« Ce qui s'est passé est insupportable et incompréhensible »*, a-t-il dit. A Bâle, le PDG du groupe Sandoz, M. Marc Moret, a démenti les bruits de démission qui couraient sur son compte. *« Je dois remédier aux conséquences de cette catastrophe »*, a-t-il déclaré. Aux Pays-Bas, la recommandation de ne plus utiliser l'eau du Rhin pour fabriquer de l'eau potable a été levée dimanche soir. La pollution « mobile » est aujourd'hui tout entière dans la mer du Nord.

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Rarement le Rhin aura eu autant d'officiels penchés sur son état de santé ! Tout ce que l'Alsace compte d'élus, de hauts fonctionnaires et de directeurs techniques s'était donné rendez-vous, samedi 15 novembre, sur les berges grises du fleuve, avant une réunion de travail à la résidence du préfet du Bas-Rhin, à Strasbourg. Le ministre délégué à l'environnement, M. Alain Carignon, a fait quelques pas au bord de ce qui est devenu le plus grand égout d'Europe, en compagnie de M. Georges Delmas, le directeur régional de l'Office national de la navigation, et aussi de M. Brice Lalonde, l'ancien candidat écologiste, qui a repris du service après l'accident survenu à l'usine Sandoz de Bâle.

Préserver la nappe phréatique

M. Carignon a en effet confié au toujours militant des Amis de la terre la mission de coordonner le groupe d'experts de neuf membres (1) chargé d'évaluer les dégâts de l'accident Sandoz et de faire des propositions pour la restauration du Rhin. Champion de la cohabitation – il a participé à la première réunion du Conseil national de la gauche sans faire d'éclat, comme M. René Dumont, – Brice Lalonde a paru tout désigné à M. Carignon pour piloter ce groupe composite, qui va devoir *« travailler très vite »*.

Le ministre souhaite en effet disposer d'un premier bilan *« solide »* de la pollution du Rhin dès le 19 décembre, date de la prochaine réunion, à Rotterdam, des Etats impliqués par l'incendie de la Toussaint.

Il faudra aller d'autant plus vite que, selon M. Xillioz, directeur de recherche au CNRS, *« le mercure peut transiter plus rapidement lorsqu'il est combiné à l'ion chlorure »*, c'est-à-dire que la salinité du Rhin, due notamment aux rejets de saumures des Potasses d'Alsace, peut « aider » les molécules de mercure lâchées par Sandoz à pénétrer dans la nappe phréatique. Le laboratoire d'hydrologie du professeur Exinger va donc recevoir une dotation de 120 000 F pour acheter le matériel d'analyse indispensable.

Les élus alsaciens, davantage préoccupés par la situation économique que par la pollution du Rhin, qui n'est pas nouvelle, ont demandé au ministre de ne pas ajouter à leurs malheurs une réglementation qui serait *« dissuasive pour l'implantation de nouvelles entreprises »* et qui compromettrait l'*« image de marque de l'Alsace »*. M. Carignon les a rassurés sur ce point, en soulignant que la France était déjà le pays le plus zélé dans son application de la directive européenne dite Seveso. *« Sur les trois cent trente sites industriels à haut risque*, a-t-il précisé, *une centaine ont déjà fait l'objet d'une étude de danger complète. Si les Allemands ont déjà fini leurs études de danger, c'est sans doute qu'elles sont moins rigoureuses. La France est en tête en ce domaine. »*

Quant aux indemnisations éventuelles, M. Carignon a invité ceux qui veulent faire valoir leurs droits à se faire connaître du groupe d'experts. *« A Zurich, nous avons réservé les droits des tiers*, a confirmé le ministre. *Si l'accord amiable n'est pas possible, alors nous engagerons un procès. »*

ROGER CANS.

(1) MM. Exinger, directeur du laboratoire d'hydrologie de la faculté de pharmacie de Strasbourg ; Rinck, ingénieur géologue ; Xillioz, directeur de recherche au CNRS ; Carbiener, professeur de biologie à l'université de Strasbourg ; Leynaud, chef du département « ressources en eau » au CEMAGREF ; Lalonde, écologiste ; Mallet, direction de l'Office national de la chasse ; Durousseau, secrétaire de la commission d'experts ; Le Duc, secrétaire général de la Fédération française des sociétés de protection de la nature.

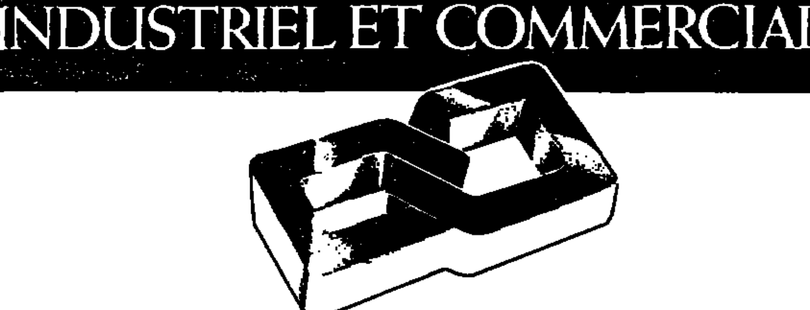
Forte chute des prix aux Hospices de Beaune

Les cours ont chuté de 41,4 % en moyenne le dimanche 16 novembre, à la cent vingt-sixième vente aux enchères des Hospices de Beaune, essentiellement sur les vins rouges (- 44,6 %, tandis que les vins blancs ne perdaient que 27 %). L'an dernier, il est vrai, les prix avaient littéralement flambé : 86 % sur les rouges et + 39 % sur les blancs. Une correction de ces excès s'imposait donc, très attendue, par des négociants soucieux de ne pas décourager la clientèle, notamment aux Etats-Unis, où la chute du dollar a refroidi les enthousiasmes.

Mais la correction a été plus forte que prévu. En premier lieu, le millésime 86, s'il est bon, l'est moins que celui de 1985, exceptionnel. Ensuite, la récolte a été abondante, nettement plus que celle de l'an dernier. Un retour à la normale, c'est-à-dire aux prix pratiqués en 1983 et 1984, tel était la conclusion des professionnels à la fin de la vente. Il n'est pas exclu que cette correction à la baisse s'étende aux vins de Bordeaux.

— AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS —

COMPAGNIE FINANCIERE DE CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL



Résultats nets consolidés du 1er semestre 1986

Le Conseil d'Administration de la Compagnie Financière de CIC, réuni le 22 octobre 1986 sous la présidence de M. Jean Dromer, a examiné les résultats consolidés du premier semestre qui se présentent favorablement, ainsi que les perspectives globales de l'exercice 1986.

Activités et résultats consolidés semestriels

Le produit net bancaire consolidé atteint 6377 MF pour un résultat avant impôt de 952 MF, en augmentation de 41 % par rapport à la moitié des résultats de l'année 1985. Cette progression est obtenue malgré une croissance de la dotation aux provisions, destinée à maintenir une couverture suffisante des risques-pays.

Ces résultats traduisent un maintien des marges du Groupe pour ses opérations traditionnelles, une progression sensible des commissions et une forte augmentation des résultats des opérations traitées sur les marchés monétaire et financier.

Dans le domaine des fonds permanents, le premier semestre 1986 a été marqué par une augmentation des fonds propres consolidés du Groupe qui, y compris la part des tiers et les titres participatifs émis par le Groupe, sont passés de 7015 MF à 8508 MF. Cette augmentation est due essentiellement à l'émission de certificats d'investissement lancée par la Compagnie Financière de Crédit Industriel et Commercial et aux mises en réserves effectuées au titre de l'exercice 1985.

Perspectives globales

Pour l'ensemble de l'exercice, compte tenu de l'évolution des taux d'intérêt, les résultats nets du Groupe n'enregistreront pas une augmentation aussi importante que celle des résultats avant impôt du premier semestre.

Toutefois, les résultats courants devraient s'inscrire en hausse sensible par rapport à ceux de 1985 et le résultat net global devrait marquer une nouvelle progression par rapport à celui de 1985 malgré une baisse possible des produits exceptionnels.

Société-mère : la Compagnie Financière de CIC

Le bénéfice avant impôt s'établit pour le premier semestre à 330 MF, contre 74 MF pour la même période en 1985. Cette forte progression est due au versement à la Compagnie de la totalité des dividendes à recevoir en 1986, soit 191 MF et à des plus-values exceptionnelles liées à l'émission des certificats d'investissement, soit 94 MF. Au second semestre ne sont attendus que les produits générés par la trésorerie, qui se sont élevés à 37,9 MF pour le premier semestre de l'année.

Les bénéfices après impôt devraient s'établir à environ 250 MF, compte non tenu d'éventuelles provisions sur titres de participations et de filiales, qui pour l'instant n'apparaissent pas nécessaires.

Le dividende net versé aux certificats d'investissement pour l'exercice 1986 pourrait s'établir à environ 10 F par titre.

média-finance

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 6 nov.
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	425 177
dont :	
Or	200 046
Disponibilités à vue à l'étranger	131 236
ECU	76 044
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 851
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	33 545
dont :	
Concours au Trésor public	25 280
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	120 182
dont :	
Effets escomptés	72 189
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	70 901
5) DIVERS	10 508
Total	660 314

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	211 481
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 851
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	34 850
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	85 038
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	33 233
5) ECU A LIVRER AU FECOM	70 680
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	230 215
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 129
8) DIVERS	12 057
Total	660 314

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 28 décembre 1984	7 nov.	14 nov.
Valeurs franç. à revenu variable	142,1	142,4
Valeurs industrielles	139	139,2
Valeurs étrangères	110,5	109,8
Pétrole-Energie	142,9	141,8
Chimie	128,2	128,4
Métallurgie, mécanique	131,7	131,9
Electricité, électronique	130,7	131,1
Bâtiment et matériaux	162,4	161,8
Ind. de consommat. non alim.	143,7	146,2
Agro-alimentaire	138,4	138,7
Distribution	182,5	182,4
Transports, loisirs, services	145,6	145,6
Assurances	125,4	160,5
Crédit bancaire	149,6	143,9
Siconi	122	121,9
Immobilier et foncier	133,2	133,4
Investissement et portefeuille	152,2	151,6
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs franç. à revenu fixe	107,2	108,5
Emprunts d'Etat	104	103,9
Emprunts garantis et assimilés	108,4	107,4
Sociétés	107,1	107,3
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à revenu var.	3 238,5	3 225,3
Valeurs étrangères	3 564,5	3 460,8
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à revenu var.	464,3	465,3
Valeurs étrangères	480,8	473
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	123,2	122,4
Emprunt d'Etat	118,8	118,4
Emprunts garantis et assimilés	124,7	123,6
Sociétés	124,4	124,0
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	378,2	378,6
Produits de base	259,3	249,2
Construction	373,5	372,6
Biens d'équipement	318	321,4
Biens de consom. durables	450,7	445,1
Biens de consom. non durables	437,5	438,3
Biens de consom. alimentaires	403,5	403,6
Services	368,5	358,4
Sociétés financières	577,1	573,9
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	327,6	338,9
Valeurs industrielles	343,5	343,1
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	281,2	283,8

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,58 F =

Sur des marchés des changes très calmes, le dollar s'est très légèrement raffermi, se maintenant au-dessus de la barre des 2 DM. C'est à Tokyo qu'il s'est montré le plus ferme, le ministre des finances japonais ayant déclaré que le yen était encore « trop ferme ».

FRANCFORT	14 nov.	17 nov.
Dollar (en DM)	2,005	2,01

TOKYO	14 nov.	17 nov.
Dollar (en yens)	161,50	162,50

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (17 nov.)	7 5/16 %
New-York (14 nov.)	5 7/8 %

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	13 nov.	14 nov.
Valeurs françaises	145,1	144,6
Valeurs étrangères	110,4	109

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	379,5	378,6

NEW-YORK

(Indice Dow Jones)

	13 nov.	14 nov.
Industrielles	1 862,38	1 873,59

LONDRES

(Indice « Financial Times »)

	13 nov.	14 nov.
Industrielles	1 295,7	1 293,2
Mines d'or	324,5	325,1
Fonds d'Etat	81,04	81,38

TOKYO

	14 nov.	15 nov.
Nikkeï	17 390,5	17 441,42
Indice général	1 430,34	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 14 novembre
Nombre de contrats : 19 393

COURS	ÉCHÉANCES				
	–	Nov. 86	Déc. 86	Mars 87	Juin 87
Dernier	–	105,50	106,50	106,35	106,25
Précédent	–	105,90	106,40	106,30	106,15

AUTOUR DE LA CORBEILLE

BOUYGUES : HAUSSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES. – Le chiffre d'affaires du groupe Bouygues pour les neuf premiers mois de 1986 a atteint 18,1 milliards de francs, contre 17,30 milliards de francs pour la période correspondante de 1985. Pour la seule société, le chiffre d'affaires totalise 5,16 milliards de francs, contre 5,77 milliards l'an passé.

DÉFICIT PROBABLE POUR ELF-GABON. – Elf-Gabon a vu ses résultats nets chuter au premier semestre 1986 à 3,63 milliards de francs CFA (1 F CFA = 0,02 F), contre 22,27 milliards de francs CFA durant la même période de 1985. Son chiffre d'affaires a baissé de plus de moitié, à 112,6 milliards de francs CFA, contre 234,25 milliards l'an passé à la même époque. *« Il est probable que l'exercice 1986 se solde par un résultat déficitaire et qu'il ne soit pas possible d'envisager le versement d'un acompte sur dividende à la fin de 1986 »*, indique la direction d'Elf-Gabon à ses actionnaires.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	6,5775	6,5825	+ 68	+ 82	+ 140	+ 168	+ 482	+ 563
$ can.	4,6025	4,6075	– 45	– 29	– 85	– 57	– 235	– 147
Yen (100)	4,0484	4,0540	+ 97	+ 111	+ 184	+ 206	+ 572	+ 631
DM	3,2712	3,2749	+ 75	+ 87	+ 138	+ 161	+ 454	+ 503
Florin	2,8960	2,8995	+ 40	+ 49	+ 89	+ 103	+ 289	+ 332
F.B. (100)	15,7360	15,7455	– 10	+ 60	– 20	+ 120	+ 100	+ 440
F.S.	3,9485	3,9459	+ 131	+ 151	+ 226	+ 255	+ 692	+ 767
L (1 000)	4,7247	4,7300	+ 132	+ 106	+ 287	+ 243	+ 723	+ 619
£	9,4045	9,4063	+ 278	+ 239	+ 591	+ 519	+ 1617	+ 1472

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	5 7/8	6 1/8	6	6 1/8	6	6 1/8	5 15/16	6 1/16
DM	4 3/8	4 5/8	4 9/16	4 11/16	4 5/8	4 3/4	4 5/8	4 3/4
Florin	5 5/8	5 7/8	5 1/2	5 5/8	5 1/2	5 5/8	5 7/16	5 9/16
F.B. (100)	6 7/8	7 3/8	7 1/8	7 7/16	7 3/16	7 1/2	7 5/16	7 5/8
F.S.	1/4	1 1/4	3	3 1/8	3 13/16	3 15/16	3 7/8	4
L (1 000)	8 3/4	10 1/8	10 1/8	10 5/8	10 3/8	10 7/8	10 3/8	10 3/4
£	10 1/2	10 3/4	10 7/8	11	11 1/16	11 3/16	11 3/16	11 5/16
F. franç.	7 5/8	7 7/8	7 3/4	8	8 1/16	8 5/16	8 3/8	8 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS — 14 NOVEMBRE

Cours relevés à 17 h 38

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1708	4,5 % 1973	1615	1620	1631	+ 0 98
4445	C.N.E. 3 %	4500	4480	4500	....
1185	B.N.P. T.P.	1186	1186	1186	....
1200	C.C.F. T.P.	1240	1240	1240	....
1148	Créd. Lyon. T.P.	1150	1147	1147	- 0 26
2565	Electricité T.P.	2590	2580	2580	- 0 38
2160	Renault T.P.	2128	2130	2150	+ 1 03
2065	Rhone-Poul. T.P.	2105	2105	2105	....
1420	St-Gobain T.P.	1365	1368	1369	+ 0 29
1370	Thomson T.P.	1385	1380	1380	- 0 36
410	Accor	455	469	470	+ 3 29
1970	Agence Havas	2015	2002	2003	- 0 58
1720	Ag. Havas C. I.	1880	1830	1830	+ 3 76
735	Air Liquide	673	669	669	- 0 59
1890	Alcatel	2175	2176	2180	+ 0 22
1810	Als. Superm.	1900	1910	1910	+ 0 52
390	A.L.S.P.I.	361	358	358	- 0 83
320	Alsthom ★	310 50	309	308 90	- 0 51
2050	Arjom. Prioux	2030	2017	2029	- 0 04
275	Arnaudet-Rey	290	290	290	....
1540	Aux. Entrepr.	1288	1300	1313	+ 1 86
1200	Avions Dassault	1190	1190	1160	- 2 52
430	Bail-Equipem.	482	480	480	- 0 41
1070	Bail-Investiss.	1060	1050	1050	- 0 94
1080	Cie Bancaire	1055	1060	1062	+ 0 66
500	Bazar H.-V.	510	501	501	- 1 76
485	Béghin-Say	511	516	518	+ 1 36
425	Berger (Ma)	521	521	521	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
2210	Dumez S.A.	2115	2245	2230
4000	Darty ★	4150	4140	4141
265	Dév. P.d.C. (Li)	265	266	266
550	D.M.C.	557	565	584
2190	Docks France ★	2435	2435	2487
1800	Dumez ★	1838	1830	1840
1330	Eaux (Gén.)	1195	1180	1188
2850	Ecco ★	3075	3050	3000
950	Electro-Finan.	970	969	969
310	Elf-Aquitaine	312 50	311	313 50
305	- (certific.)	298	300 10	299 90
2300	Epeda-B-Faure	2500	2500	2501
3190	Essilor	3401	3395	3390
465	Esso S.A.F. ★	455	456	452 30
3150	Euralrance	3045	3045	3034
1300	Eurocom ★	1399	1389	1387
2500	Euromarché	2740	2700	2700
....	Europe n° 1 ★	839	836	825
1390	Facom	1550	1620	1640
995	Fichet-bauche	1110	1165	1165
280	Financial	294	298	298
160	Fives-Lille	160 50	158 50	158
240	Fraissinet (Ma)	251	235	238
340	Francarep	320	321 10	321

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
94	Driefontein Cnd	105	106 90	106 90	+ 1 80
520	Du Pont-Nem.	578	563	563	- 2 59
375	Eastman Kodak	435	436	435 50	+ 0 11
37	East Rand	40 50	39 05	39 40	- 2 71
295	Electrolux	321	318	318	- 0 93
240	Ericsson	224 50	221	221	- 1 55
430	Exxon Corp.	470	456	456	- 2 97
380	Ford Motors	379 90	374 50	374 50	- 1 42

Comptant (sélection)

Second marché (sélection)

SICAV (sélection) 14/11

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Unifoncier	1289 74	1231 25
Uni-Garantie	1416 97	1389 16
Unigestion	866 09	826 82
Uni-Japon	1381 36	1318 72
Uni-Régions	2792 12	2665 51
Univalor	2281 04	2177 02
Univer	172 13	172 13
Univers-Obligations	1652 14	1601 10
Valeurs	499 44	487 26
Valobig	59494 53	58905 48
Valorg	1452 21	1450 76
Valorel	77163 35	77124 79

c : coupon détaché
o : offert
* : droit détaché
d : demandé
◆ : prix précédent
★ : marché continu.

Droits et bons

Cote des changes

Marché libre de l'or

Le Monde

Le sort des stations décentralisées de Radio-France

La bataille perdue de Christine Boutin

La ténacité de Mme Christine Boutin est connue depuis les élections législatives : sous le seul drapeau de M. Raymond Barre, elle avait réussi à conquérir un siège de député des Yvelines. Mais, pour sa première bataille dans l'hémicycle, elle s'est heurtée à des intérêts bien trop puissants pour une élue isolée. Au petit matin du samedi 15 novembre, elle a été mangée par une meute où se cotoyaient le gouvernement, ses «alliés» de l'UDF et la puissance du ministère des finances.

Ancienne journaliste, elle avait réussi à se faire désigner pour représenter l'Assemblée nationale au conseil d'administration de Radio-France. Elle ne connaissait pas alors la «maison ronde», mais depuis, Mme Boutin s'est prise de passion pour elle et surtout pour ses radios décentralisées, crime impardonnable aux yeux des autres élus de la majorité, qui n'y voyaient que des repaires de socialistes concurrents des radios locales privées.

M. Léotard écrasé

Madame le Député administrateur était bien décidée à rendre à « sa » société une partie des 35 millions de francs dont M. François Léotard l'avait privée dans son budget 1987 en la priant de faire des économies dans ses radios décentralisées. Mme Boutin trouva ailleurs une masse d'argent mal utilisé : les crédits de fonctionnement du service chargé de collecter la redevance. Ils sont de plus de 50 millions de francs supérieurs à ce que la norme admet pour le recouvrement des autres taxes parafiscales, sans que nul ne puisse expliquer pourquoi. Le jeudi 13 novembre, elle réussit par surprise, grâce à un vote à main levée où elle s'unira à la gauche et à l'extrême droite contre le reste de la majorité, à les faire réduire de 25 millions de francs.

L'économie une fois faite, chacun avait son idée pour la dépenser ailleurs. Pour Mme Boutin, tout devait aller aux radios décentralisées du service public. Pour M. Michel Pelchat (UDF Essonne), qui en tant que rapporteur de la commission des affaires culturelles, avait calculé qu'il manquait 100 millions à Antenne 2, tout devait aller à celle-ci. Pour M. Léotard, poussé par la Rue de Rivoli qui veille sur le service de la redevance, tout devait retourner à celui-ci. Mais cette fois, il ne fut pas suivi. Le vendredi 14 au matin, il eut beau demander un scrutin public, il fut écrasé : il n'obtint que 91 voix contre 441. Il ne fut soutenu que par des députés RPR, et encore, jusqu'à ce que M. Michel Péricard (RPR Yvelines) fît remarquer qu'en matière d'audiovisuel, c'était lui le patron du groupe et que, pour une fois, il fallait donner tort au ministre.

Restaient toujours 25 millions à répartir entre les sociétés du service public. Mme Boutin et M. Pelchat acceptèrent de s'en remettre à l'arbitrage de M. Léotard. Mais, de la journée, il fut injoignable par le député des Yvelines et par les attachés du groupe UDF. La négociation s'engagea sans succès dans les salons et les bureaux du Palais-Bourbon : MM. Péricard et Pelchat proposèrent de partager ce pactole entre Antenne 2 et TDF afin de contribuer au financement du satellite TDF 1. Mme Boutin trouva que 6 millions de francs devaient suffire au satellite afin d'en laisser 5,7 à « ses » radios décentralisées, sachant qu'elle ne pouvait aller contre « ses » amis en réduisant la part d'Antenne 2.

Le ministère des finances veillait. Il tenait à rendre la moitié de la somme qui lui avait été confisquée au service de la redevance. Pour le reste, il pensait tout accorder à la télévision. Dans un ultime sursaut, le député-administrateur réussit à arracher 2,5 millions pour Radio-France. Pour être sûr que son choix ne serait pas mis à mal, M. Alain Juppé, samedi à 4 heures du matin, après avoir bien précisé que les sommes supplémentaires ainsi accordées aux sociétés publiques de l'audiovisuel, devaient aller à la « création » et non à leurs frais de fonctionnement, demanda un vote bloqué sur tous les amendements de deuxième délibération qui distribuaient les petits cadeaux de la majorité et réglaient le sort de ces 25 millions si disputés. Christine Boutin était définitivement vaincue.

THIERRY BRÉHIER.

Mouvement de protestation chez les gardiens de prison

La grève des écrous des gardiens de prison était diversement suivie, lundi 17 novembre, dans la matinée. Ce mouvement, de durée en principe indéterminée, avait été déclenchée par l'ensemble des syndicats de surveillants, opposés au projet de prisons privées du garde des sceaux.

Lundi matin, M. Jacques Vialettes, secrétaire général du tout-puissant syndicat de gardiens FO estimait que le mouvement était *« très bien suivi en province, mais moins bien dans la région parisienne »*.

Dans les principaux établissements, les directeurs faisaient état de la situation suivante : à Fleury-Mérogis (Essonne), un piquet de sept surveillants installé à 6 h 30 aux portes du centre pénitentiaire s'était retiré à 8 h 15. A Fresnes (Val-de-Marne), un autre piquet gênait beaucoup les entrées et les sorties au milieu de la matinée. A la Santé, à Paris *« rien à signaler »*, déclarait le directeur, M. Daniel Philippon. Aux Baumettes, à Marseille, *« on vit normalement »*, assurait le chef d'établissement, M. Guy Solana.

Les surveillants de prison n'ont pas le droit de grève. La « grève des écrous » décidée par eux consiste à s'opposer à l'incarcération de nouveaux détenus, au transfert de ceux-ci d'une prison à l'autre et à leur comparution devant les tribunaux, à l'exception des cours d'assises. Ce mouvement peut affecter aussi certaines activités à l'intérieur des établissements. C'est ainsi que, lundi matin, selon une source syndicale, les activités d'atelier n'étaient pas assurées pour les détenus dans les maisons centrales de Poissy (Yvelines) et de Saint-Maur (Indre).

Grève de la faim contre une expulsion

Depuis le 12 novembre, Mme Khyra Ahmed, vingt et un ans, Française d'origine algérienne, qui attend un enfant pour les jours qui viennent, fait la grève de la faim, dans un square qui jouxte le parvis de Notre-Dame de Paris. Elle demande que la mesure d'expulsion de son mari, M. Sayed Ahmed, soit reportée.

Ressortissant égyptien en situation irrégulière, M. Ahmed, *« avait été mis en demeure de quitter le territoire avant le 20 novembre »*, a confirmé, dimanche soir 16 novembre, la préfecture de police, ajoutant que la requête gracieuse déposée par celui-ci *« fait actuellement l'objet d'un examen »*. Arrivé en France en 1984, M. Ahmed avait été interpellé, en octobre, au cours d'un contrôle d'identité. Il avait été détenu pendant une journée dans un centre de rétention.

Au cours d'une conférence de presse réunie dimanche sur les lieux mêmes où Mme Ahmed observe la grève de la faim, Me Marie-Josée Belhassine, avocate de la jeune femme, a indiqué que le titre de séjour avait été refusé le 5 novembre dernier à M. Ahmed, alors qu'il avait épousé Khira le 31 mai dernier.

L'Association SOS-Racisme a demandé à M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, *« d'intervenir rapidement afin de mettre un terme à la situation dramatique »* du couple. Samedi, Mme Ahmed a été placée sous la protection de la police : tôt dans la matinée, quatre jeunes gens avaient en effet arraché la banderole installée par le comité de soutien de la jeune femme et avaient pris la fuite après avoir proféré des injures racistes.

● **Nouveaux affrontements à Beyrouth entre Palestiniens et militants chiites d'Amal.** – Dans la périphérie de Beyrouth, les affrontements entre Palestiniens et miliciens chiites d'Amal ont repris dimanche 16 novembre au camp de réfugiés de Bourj-El-Barajneh. En dépit du cessez-le-feu parrainé par la Syrie, des combats intermittents continuent depuis trois semaines dans le quartier. Les incidents de dimanche ont fait 3 tués et 23 blessés, portant à 43 morts et à 244 blessés le bilan des victimes depuis la reprise des hostilités, le 29 octobre. – *(Reuter, AFP.)*

● **Nouvelle opération conjointe irano-kurde contre l'Irak.** – La radio de Téhéran a annoncé, le samedi 15 novembre, une nouvelle opération conjointe irano-kurde dans trois régions du Kurdistan irakien. L'opération, baptisée Fath-3, aurait été lancée sur trois axes, dans les régions de Mossoul, d'Erbil et de Zakho. – *(AFP.)*

BOURSE DE PARIS

Matinée du 17 novembre

Nette hausse : + 1,01 %

La Bourse de Paris a progressé de 1,01 % ce 17 novembre en séance du matin. Parmi les meilleures hausses, on notait le Club Méditerranée (+ 3,85 %), UCB (+ 3,58 %), TRT (+ 1,94 %), Navitation Mixte (+ 1,86 %), Havas (+ 1,84 %). En baisse figuraient Docks de France (– 2,09 %), Leroy Somer (– 1,42 %), Printemps (– 0,97 %) et Simco (– 0,96 %).

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	470	470	470
Agence Havas	2003	2015	2040
Air Liquide (L')	668	669	668
Bancaire (Cie)	1082	1070	1080
Bongrain	2260	2260	2260
Bouygues	1270	1270	1275
B.S.N.	4260	4300	4300
Carrefour	3450	3485	3500
Chargeurs S.A.	1330	1330	1347
Club Méditerranée	623	635	647
Crédit National	1430	1460	1440
Eaux (Gén.)	1188	1195	1200
Elf-Aquitaine	313 50	313 80	313
Essilor	3390	3380	3380
Lafarge-Coppée	1307	1325	1324
Michelin	2289	2310	2325
Midi (Cie)	1571	1573	1588
Moët-Hennessy	2368	2375	2400
Navig. Mixtes	1020	1030	1038
Oréal (L')	3800	3800	3810
Pechelbronn	1191	1196	1196
Pernod-Ricard	1001	1010	1014
Peugeot S.A.	1077	1098	1094
Sanofi	678	678	687
Source Perrier	797	805	810
Télémécanique	2880	2880	2900
Thomson-C.S.F.	1537	1548	1548
Total-C.F.P.	430	432 80	433
T.R.T.	2001	2020	2040
Valéo	508	514	514

Le numéro du « Monde » daté 16-17 novembre 1986 a été tiré à 447 464 exemplaires

A B C D E F G

Deux élections cantonales

HÉRAULT : canton de Sète-II (premier tour).

Insc., 13 512 ; vot., 6 860 ; suffr. expr., 6 663. MM. Gilbert Martelli (PC), 3 268 voix ; Gabriel Claverie (RPR), 2 124 ; Claude Bernard (FN), 682 ; Mme Georgette Zarouati (PS), 589. Il y a ballottage.

[En obtenant 49,04 % des suffrages dès le premier tour, M. Gilbert Martelli devrait retrouver sans difficulté son siège au conseil général dimanche prochain. Cette élection partielle était organisée à la suite de la décision du Conseil d'Etat d'invalider le scrutin de mars 1985. Le candidat communiste, alors conseiller général sortant, été réélu au deuxième tour avec 155 voix d'avance sur son adversaire, M. Gabriel Claverie, avait *« fait diffuser la veille du scrutin un texte présentant »* le candidat du RPR, *« comme candidat du Front national »*, selon les termes du jugement du Conseil d'Etat.

M. Martelli, ancien maire de Sète, améliore de près de 12 points le score qu'il avait obtenu au premier tour du scrutin de 1985. Victime de cette remontée, la candidate socialiste ne retrouve pas, avec 8,83 % des voix, le résultat obtenu par le PS en 1985 (12,2 %). Mais c'est surtout M. Claverie, cette fois candidat unique de la majorité, qui fait les frais de la remontée du candidat du PC. En recueillant 31,87 % des suffrages, le représentant du RPR perd plus de 6 points par rapport au total des voix obtenues par les deux candidats de droite en 1985. Le Front national voit également son score diminuer puisque, avec 10,23 % des voix, il perd plus de 2 points par rapport en 1985. Toutefois, il accroît son avance d'un scrutin à l'autre sur le PS.

Au premier tour du scrutin de 1985, les résultats étaient les suivants : inscr., 13 298 ; vot., 8 963 ; suffr. expr., 8 683. MM. Martelli, 3 232 ; Claverie, 2 826 ; Javelle (UDF-CDS), 1 267 ; Roques (FN), 1 098 ; Martin (PS), 1 060. Au deuxième tour, M. Martelli l'avait emporté avec 4 756 voix contre 4 601 à M. Claverie, sur 9 357 suffrages exprimés, 9 731 votants et 13 291 électeurs inscrits.]

SEINE-ET-MARNE : canton de Melun-Sud (2e tour).

Inscr., 11 824 ; vot., 4 648 ; suff. exp., 4 275. MM. Jean-Claude Agisson (UDF-CDS), adj. au maire de La Rochette, 2 819 voix, ÉLU ; Jean Maltei (RPR), m. de Melun, 1 456.

[Avec 65,94 % des suffrages, M. Jean-Claude Agisson remporte, sans difficulté, le siège de conseiller général détenu depuis 1979 par René Tabouret (UDF-CDS), décédé en août dernier. Le candidat de l'UDF a bénéficié d'un bon report de voix qui s'étaient portées sur les trois candidats divers droite au premier tour. De plus, la volonté de M. Maltei de se maintenir au deuxième tour, en dépit des appels de MM. Paul Séramy (UDF-CDS), sénateur et président du conseil général de Seine-et-Marne, et Etienne Dailly (UDF-rad.), sénateur, lui demandant de se retirer, a également joué en faveur du représentant de l'UDF. Cette défaite du maire de Melun, qui recueille 34,05 % des suffrages, risque d'affaiblir sa position à la tête de la municipalité où déjà certaines dissensions sont apparues.

Reste que l'impact politique de cette élection doit être tempéré par l'importance du taux d'abstention (60,69 %) et l'absence de candidat de gauche au deuxième tour, alors que 26,73 % des électeurs avaient apporté leurs suffrages aux candidats socialiste et communiste au premier tour.

Au deuxième tour du scrutin de 1985, René Tabouret l'avait emporté avec 4 682 voix, contre 1 832 à M. Bodin (PS), sur 6 514 suffrages exprimés, 6 754 votants et 11 507 électeurs inscrits.]